

1.50

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9845

40 PAGES

— SAMEDI 18 SEPTEMBRE 1976

Les experts japonais
veulent démonter
le Mig-25 soviétique

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ;
Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ;
Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;
Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ;
U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS

75127 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris 10 60672

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Chili contre le pacte andin

Les avocats, en Amérique latine, d'une « ligne nationaliste », opposée à la toute-puissance des sociétés multinationales américaines, viennent d'enregistrer une nouvelle défaite. Le pacte andin — cette communauté économique régionale visant à un développement concerté des six pays situés à l'ouest de la Cordillère on à cheval sur cette dernière — traverse une grave crise, dont il sortira, dans le meilleur des cas, très affaibli. Le différend qui oppose depuis des mois la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela, d'une part, au Chili, d'autre part, a atteint, le 16 septembre, au cours d'une réunion à Lima, un point de non-retour.

Le gouvernement du général Pinochet s'oppose à ses cinq partenaires sur deux sujets fondamentaux : le traitement à réserver aux investissements étrangers et le niveau du tarif extérieur commun.

Les signataires du pacte de Carthagène, imprégnés de cette idéologie nationaliste qui, vers la fin des années 60, avait le vent en poupe dans l'ouest du continent — avaient décidé que les compagnies étrangères devraient limiter à 10 % le montant de leurs bénéfices pouvant être rapatriés dans leur pays d'origine. L'idée était, bien entendu, de les contraindre à réinvestir sur place l'essentiel de leurs profits.

La junte militaire qui a renversé Salvador Allende ne pouvait qu'être embarrassée d'une disposition si contraire à son credo économique hyper-libéral. Les maîtres actuels de Santiago sont convaincus que seul un apport massif de capitaux étrangers peut donner à leur pays le coup de fouet nécessaire à un décollage économique rapide. Aussi l'une des premières mesures de la junte avait-elle été, en juillet 1974, la publication d'un décret libéralisant le régime des investissements étrangers. Émis en août dernier à Bogota, les cinq partenaires de Santiago avaient consenti à porter à 20 % le plafond des rapatriements de bénéfices. Peine perdue !

Le « laissez faire, laissez passer » qui est aujourd'hui l'alpha et l'oméga au Chili implique, d'autre part, un tarif extérieur commun faible. Ses cinq partenaires — décidés, dans l'ensemble, à favoriser l'entrée chez eux de produits de la zone andine — refusent d'opposer une solide barrière douanière aux marchandises produites à meilleur coût par les pays développés, notamment les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon.

Le Chili a pu, par son attitude récente, donner prise à un soupçon : peut-être soula-t-il moins améliorer sa position au sein du groupe andin plutôt que le torpiller ? Et cela non pour son profit personnel mais pour celui des pays à même, par leur puissance économique, d'inonder de leurs produits le marché andin. Les militaires de Brasilia, avec qui le général Pinochet n'a pas de mauvaises relations, ne seront pas les derniers à se réjouir de la crise qui a éclaté à Lima.

Cette politique comporte cependant un inconvénient pour le Chili. Même si Washington lui en sait gré, elle peut accentuer l'isolement international où est tenu le Chili depuis le sanglant coup d'État de 1973. Ainsi le général Pinochet s'efforce-t-il de retrouver à l'est ce qu'il perd au nord. Plusieurs de ses ministres ont franchi ces dernières semaines la Cordillère « afin de donner un nouvel élan à la coopération avec l'Argentine, troisième partenaire du Chili ». Lui-même est allé à Brasilia et à Montevideo. On voit ainsi s'esquisser un regroupement qui n'est pas seulement économique : face à l'axe andin, composé de pays aux régimes militaires ou dictés en parlementaires, les dictatures du « cône sud » cherchent, avec la bénédiction des États-Unis, à serrer les rangs autour de la plus forte d'entre elles, celle de Brasilia.

Le duel Ford-Carter

Les deux candidats se disputent les voix des classes moyennes

La campagne électorale aux États-Unis devrait s'animer la semaine prochaine avec le premier débat télévisé entre MM. Ford et Carter. Alors que la lutte s'annonce serrée, les deux candidats cherchent à arracher les suffrages des classes moyennes.

Tandis que M. Carter multiplie les prises de contact avec l'« Amérique ordinaire », M. Ford a prononcé, le 15 septembre, à l'université d'Ann Arbor (Michigan), où il fut vedette de l'équipe de football, son premier discours électoral. Il a vivement reproché à son adversaire de rester dans les généralités. Il a développé sa vision de l'Amérique et n'a fait qu'une promesse précise : il ne rétablira pas la conscription. L'auditoire lui a réservé un accueil bruyant, notamment quand il a parlé de la mission de M. Kissinger en Afrique.

D'autre part, M. Hartman se trouve actuellement à Moscou. L'ancien ambassadeur devrait profiter de ce voyage pour donner aux dirigeants soviétiques des précisions sur les positions du candidat démocrate.

De notre correspondant

Washington. — Depuis le début du mois, M. Jimmy Carter sillonne les États-Unis, multipliant discours et déclarations. Sa campagne repose sur un véritable « quadrillage » du pays par lui-même et son coéquipier, le sénateur Mondale, aidés par leurs femmes et même leurs enfants, et dont les déplacements dans les divers États sont cotés méticuleusement selon un système compliqué de « points » : une visite de M. Carter est évaluée à sept points ; celle du sénateur Mondale à cinq, la visite d'une épouse vaut cinq points, celle d'un des enfants, deux points. Rien n'est laissé au hasard dans la campagne du candidat démocrate. Elle garde pourtant un style très traditionnel, reposant sur le contact direct, la poignée de main, de courtes déclarations soignées, ment « improvisées ». Malgré tout, après un voyage par train spécial, s'arrêtant plusieurs fois sur le parcours New-York-Chicago, M. Carter se mettra au vert pendant quelques jours avant le fameux débat télévisé du 23 septembre, considéré par les deux candidats et les observateurs comme un tournant peut-être décisif de la campagne. M. Ford répète ses interventions avec des professionnels du spectacle, qui le conseillent et corrigent sa diction.

sur lesquelles M. Ford concentre ses efforts. Et c'est ainsi qu'après s'être fait le champion des grands programmes sociaux et après avoir donné priorité à la lutte contre le chômage, il se propose maintenant le strict défenseur de l'équilibre budgétaire. Pratiqueant une difficile navigation, vire à gauche, il donne un petit coup de sacro à droite pour se rapprocher du centre.

HENRI PIERRE

(Lire la suite page 2.)

Un relèvement modéré de cotisations financera le déficit de la Sécurité sociale

Le déséquilibre du commerce extérieur s'est aggravé en août

Un conseil ministériel restreint, réuni à l'Élysée autour du président de la République, a procédé, vendredi matin 17 septembre, aux choix essentiels concernant le plan de lutte contre l'inflation et de relance des investissements.

Il semble assuré que le financement du déficit de la Sécurité sociale, prévu pour l'an prochain (10 à 13 milliards de francs), sera assuré par un relèvement modéré de certaines cotisations et par l'inscription au budget de l'État de charges réputées indues, telles que les dépenses du Fonds national de solidarité.

La morosité de l'opinion, qui accompagne la préparation du plan Barre, est illustrée par le sondage de l'IFOP-France-Soir : l'action du président de la République ne satisfait plus que 47 % des citoyens (contre 53 % en juillet) et est mécontente 42 % (au lieu de 35 %). Le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Maurice Papon, estime, pour sa part, que le moment n'est pas venu de réduire la consommation. C'est elle, rappelle-t-il, qui « tire » l'activité nationale alors que les résultats du commerce extérieur restent « médiocres ». Le déficit commercial français, déjà fort en juillet (1,7 milliard de francs) s'est aggravé en août, mais au cours duquel il a atteint 2,46 milliards de francs. En un an, les importations ont progressé deux fois plus vite que les exportations : 44 % au lieu de 21,7 %.

M. Barre a beau répéter qu'« il n'y a pas le feu à la maison », on peut se demander si sa volonté de déramatiser est opportune, alors que se multiplient les signes de déséquilibre économique. Après le mauvais résultat de l'indice des prix de juillet (+1 % par rapport à juin) et avant celui d'août qui devrait être médiocre (aux alentours de +0,7 %), voici deux fois que se déclenche

la sonnette d'alarme, du côté du commerce extérieur.

En juillet, la balance commerciale de la France avait été déficitaire de 317 millions de francs en chiffres bruts et de 1,7 milliard de francs en chiffres corrigés des variations saisonnières ; en août, ces déficits se sont aggravés, atteignant 2,7 milliards de francs en chiffres bruts et 2,5 milliards de francs en chiffres corrigés des variations saisonnières. Les résultats sont les suivants : 20 143 milliards de francs d'importations, 17 411 milliards de francs d'exportations (25 442 et 22 961 milliards de francs après correction des variations saisonnières).

Ce sont des signes nouveaux : depuis octobre, le déficit de la balance commerciale de la France n'avait cessé de diminuer. Il avait atteint 900 millions de francs en moyenne mensuelle au dernier trimestre de l'année dernière, 700 puis 400 millions de francs aux premier et deuxième trimestres de cette année.

ALAIN VERNHOLES

(Lire la suite page 36.)

Un tournant décisif

par PIERRE ABELIN (*)

Les Français s'inquiètent de leur régime politique, mais ils continuent par leur comportement à voter son fonctionnement par de redoutables incohérences. Ils sont favorables au principe d'un pouvoir fort et ils suspectent de faiblesse les autorités en place, mais dans le même temps ils redoutent leur arbitraire.

Le thème du citoyen contre le pouvoir, à l'ancienne, est devenu le thème du Centre des démocrates-sociaux.

voir, autrefois développé par Alain, est encore très actuel. Cependant les individus et les groupes attendent de l'État des interventions et un aide de plus en plus massives. Comme l'État est depuis dix-huit ans personnalisé à l'extrême, le président de la République, personnalité admirée, est la cible de toutes les suspensions, de toutes les critiques et de toutes les remontrances.

(Lire la suite page 9.)

« Chères » inégalités

par PIERRE DROUIN

« Quand vous serez pénitence, ne vous couvrez pas la tête de cendres », dit l'Évangile. La campagne contre l'inflation ne peut certes être « fraîche et joyeuse », mais rien n'oblige à pousser les Français à l'accablant ! Mieux vaudrait présenter cette phase de notre histoire économique comme un dur exercice sportif auquel un homme s'adonne pour retrouver la forme perdue par trop de laisser-aller. Ce n'est certes pas aux « amicaux » qu'il faudra sérieusement demander de perdre

quelques kilos. Mais s'il arrive aux bien lotis de la vie de se profiler derrière les « petits » de leur profession pour joindre leur voix au chœur des revendications, il adient également que des citoyens qui n'ont vraiment pas la vie difficile se reforment par tous les moyens de détourner l'attention vers les « gros », afin de paraître relativement peu enviables.

Le gouvernement ne pourra se laisser prendre à ce petit jeu, sachant bien que ce n'est pas seulement, hélas ! en manquant les propriétaires d'écures de courses qu'on ramènera l'inflation à un taux supportable. Dans un pays qui a atteint notre niveau économique, il n'est pas indécrot de voir se ralentir et même stagner la progression du pouvoir d'achat de toutes les catégories socio-professionnelles pendant six mois voire un an. Etant entendu, bien sûr, que les chefs d'entreprises accepteraient également de mener une politique de prix sans complaisance aucune.

Qu'on en profite surtout pour aller beaucoup plus loin. Après avoir enfoncé dans la tête des Français cette vérité sur laquelle le professeur-premier ministre Raymond Barre et le syndicaliste Edmond Maire sont au moins d'accord : les inégalités « excessives » de la société française contribuent à alimenter l'inflation, qu'on en tire les conséquences. On reconnaît seulement qu'il y a quelque chose de changé dans la thérapeutique contre la hausse des prix si cet aspect des choses est franchement abordé.

Pourquoi les inégalités, dont la France est devenue championne toutes catégories, content-elles cher au pays ?

(Lire la suite page 37.)

AU JOUR LE JOUR

EFFEUILLAGES

La vérité sortait nue du puits sans autres manières et sans pudeurs indifférentes. Sans doute la sécheresse a-t-elle mis le puits à sec, et la vérité de notre situation économique nous est redonnée par le gouvernement Barre avec la lenteur savante qui est celle de l'effeuillage.

Certes, l'effeuillage est de saison, en ce septembre maussade. Mais craignons que les feuilles n'en finissent pas de tomber et que, si la vérité fait ainsi la coquette, c'est que le voile épais qui la cache ne recouvre, en fin de compte, que notre nudité.

ROBERT ESCARPIT.

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

Nos OVNI les cerfs-volants

Le cerf-volant, une vieille histoire, pas tout à fait aussi vieille que le monde, encore que... Si l'on en croit Jean-Michel Folon, collectionneur de cerfs-volants : au commencement était le vent et la première chose que l'homme fit sur terre, après avoir vu le pommier, ce fut de fabriquer, avec sa chemise — venue Dieu sait d'où — et du roseau, quelque chose qu'on appelle aujourd'hui cerf-volant. Cette chose avait la forme d'un cœur. La première femme la vit de très loin ; et accourut. (1) Le cerf-volant avait déjà trouvé une de ses vocations, celui de

signal. Il en aura beaucoup d'autres au cours des âges et selon les continents. Depuis son invention en Chine, sous le règne du premier empereur de la dynastie des Han, il a joué de nombreux rôles et pas seulement celui d'un jeu innocent. On l'a utilisé comme engin militaire, comme convoyeur de ravitaillement, comme porteur de messages, et même comme moyen de transport. Au Japon, on l'a lié à des pratiques religieuses : on le lançait dans le ciel pour prier les dieux afin d'avoir une bonne récolte. En Corée, il servait pour éloigner les mauvais esprits du berceau des enfants.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 25.)

« Peu d'hommes ont joué un tel rôle dans l'histoire du monde ». KISSINGER

JEAN MONNET MÉMOIRES



FAYARD

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

« L'ENCLAVE ISRAËLIENNE AU LIBAN »

Rmeiche (A.P.) — Les musulmans et les fedayin appellent « l'enclave israélienne au Liban » : Rmeiche et trois autres villages peuplés de chrétiens maronites vivent en état de siège, au plein cœur du « Faïland » (1), grâce au soutien économique et militaire de l'Etat juif.

« Nous sommes prêts à embrasser le diable pour défendre nos foyers », se borne à dire M. Louis Hassouni, le commandant militaire de Rmeiche, lorsqu'on lui demande s'il reçoit une assistance militaire israélienne. Il porte en gilet de cuir un chapelet de grenades costellées d'inscriptions israéliennes.

Tout l'équipement des militaires de Rmeiche — battle dress, casquettes, bottes et fusils de fabrication américaine — est identique à celui des soldats israéliens qui patrouillent à la frontière, située à moins de 2 kilomètres. Enfin, la présence dans le village de deux véhicules blindés de fabrication israélienne dispense tous les doutes. L'armée libanaise n'a jamais disposé de matériel soviétique. En revanche Tsehal (l'armée israélienne) s'est emparé d'un certain nombre de transports de troupes syriens fabriqués en U.R.S.S., lors de la guerre d'octobre, sur le front du Golan. « Ces véhicules blindés, nous en dit un combattant des forces palestino-progressistes rencontré à Bint-Jabail,

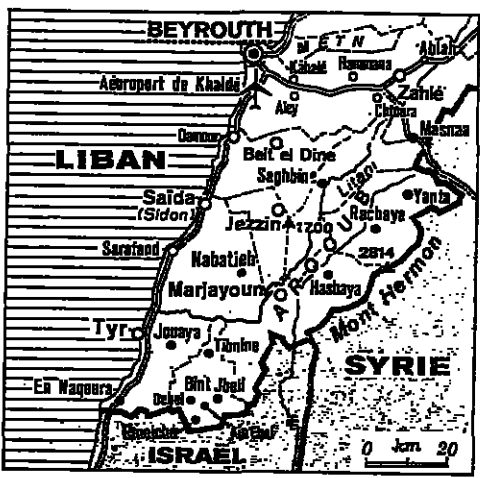
n'ont pu atteindre les villages maronites qu'en passant par Israël. »

Les quatre villages maronites de Rmeiche, Abi-Ebi, Debel et El-Mashad, où résident dix mille habitants environ, vivent encerclés depuis un mois. Tous leurs accès sont gardés par des barrières établies par de jeunes phalangistes en armes, portant sur leur vareuse l'emblème du cèdre.

L'envoyé spécial d'Associated Press s'est vu refuser sans explication l'accès d'un village. Interrogé, un commerçant grec orthodoxe d'une localité voisine a déclaré de rire : « Naturellement, ils ne vous ont pas laissé pénétrer. Vous êtes arrivés au moment même où les Israéliens effectuaient leur visite quotidienne pour les approvisionnements. »

Depuis un accrochage survenu le mois dernier avec une patrouille palestinienne, les villageois chrétiens travaillant à Beyrouth sont revenus dans leurs foyers pour en assurer la défense. Comment y sont-ils parvenus si ce n'est en gagnant Israël par voie maritime, puis en franchissant la frontière sud ? A cette question, le commandant militaire de Rmeiche se borne à répondre : « Ils se sont débrouillés. »

(1) Nom donné par les Israéliens à la partie du Sud-Liban qui jouxte la frontière avec Israël.



CORRESPONDANCE

La frontière de l'espoir

L'Association des médecins israéliens de France nous adresse le texte suivant :

A la frontière israélo-libanaise, une activité fébrile règne depuis le début du mois de juin. Il ne s'agit pas d'activité militaire. Toutes les dépêches d'agence, tous les correspondants des grands journaux (le Monde du 16 juin), relatent ces faits avec étonnement tout d'abord, avec espoir ensuite. De quoi s'agit-il ?

Des milliers de Libanais ont traversé la frontière dans les deux sens pour recevoir de la part des services de santé israéliens, une assistance médicale totalement gratuite. Certains cas graves étant dirigés sur les hôpitaux de Haïfa et de Safed.

Ainsi la frontière israélo-libanaise est, réellement devenue la frontière de l'espoir : grâce à la bonne volonté des autorités israéliennes, elle permet dans l'immédiat aux malheureuses victimes d'une atroce guerre civile de trouver réconfort, soins, assistance technique et matérielle. De même, en septembre 1970, certains Palestiniens avaient pu se rendre aux soldats israéliens plutôt que de se faire massacrer par les troupes jordaniennes.

Déjà, depuis 1967, la politique des « ponts ouverts » avec la Jordanie a permis à plus d'un million d'Arabes de se rendre en Israël pour y retrouver de proches parents. Ils ont pris contact avec la démocratie israélienne, ils ont apprécié le niveau de vie et ont pu témoigner en rentrant chez eux qu'il est possible de s'entendre avec les Juifs.

La coopération israélo-libanaise actuelle confirme l'intention du gouvernement de Jérusalem de multiplier les échanges et les contacts avec les Arabes. Les Palestiniens de l'O.L.P. et les extrémistes musulmans y sont opposés (le Monde du 30 juillet), car ils redoutent que ces relations humaines ne contribuent à rendre permanente la coexistence entre Juifs et Arabes et à ranimer l'espoir d'une paix stable au Proche-Orient malgré eux.

La capacité d'Israël et sa volonté de partager son potentiel médical sont des contributions qu'il peut apporter aux peuples de la région.

Il est plus que temps que les nations du Proche-Orient jouissent des fruits de la coexistence pacifique. Malgré les efforts destructeurs de certains et la passivité des grandes puissances, l'éventail des relations sociales, culturelles et professionnelles en-

tre Arabes et Juifs doit continuer à s'élargir.

Il faut espérer que ces liens seront un jour le fondement d'une paix juste et durable au Proche-Orient, dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance de tous les Etats de la région, y compris l'Etat d'Israël.

C'est en cela que la frontière israélo-libanaise mérite bien le vocable de frontière de l'espoir.

Un 2 pièces bien situé c'est de l'argent bien placé.

73, avenue des Ternes, à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne, vous êtes sûr de réaliser un bon investissement. La situation privilégiée de cette résidence, la qualité de l'immobilier (profil "Qualité") et le haut niveau d'équipement sont d'autant plus appréciables que les prix sont très compétitifs. Un 2 pièces de 44 m² plus 6 m² de balcon, par exemple, ou 2^e étage, ne coûte que 348.000 F, parking en sus. Il reste également des studios et quelques appartements de 3 et 5 pièces.

73 av. des Ternes Paris 17e.

Prix ferme et définitif à la réservation.

Livraison immédiate. Remise des clés tous les jours de 14 à 19 h. sauf le mercredi.



Samedi et dimanche de 10 à 19 h. ou GERC, 52 Champs Élysées Paris 8e. Tél. 256.98.98

Une réalisation SERDI.

Le rassemblement islamique dénonce le remaniement ministériel décidé par le président Frangié

Le Rassemblement Islamique, qui groupe les personnalités traditionnelles de la communauté sunnite musulmane, a violemment dénoncé, jeudi 16 septembre, le remaniement ministériel effectué, mercredi soir, par le président Frangié (le Monde du 17 septembre). A l'issue d'une réunion extraordinaire, le Rassemblement islamique a publié un communiqué estimant que « cette mesure vise à entraîner une nouvelle flamme de violence, et constitue un pas vers la partition du pays ». Le communiqué est en outre, que la décision du président Frangié constitue « une agression contre les musulmans et une usurpation de leurs droits à la présidence du conseil ».

Le chef de file de la gauche libanaise, M. Kamal Joumblatt, a estimé, pour sa part, que le président Frangié devrait être accusé de « haute trahison et de violation de la Constitution » et traduit devant une cour constitutionnelle. « si les parlementaires se respectaient et n'étaient pas des opportunistes ».

Selon certains milieux proches de la droite, cités par l'agence U.P.I., la décision de M. Frangié a été inspirée par des considérations financières plutôt que politiques. Il s'agirait de régler les dettes de guerre des milices de droite en puisant dans les caisses de l'Etat, ce qui était impossible tant que M. Karamé était ministre des finances. M. Chamoun a assuré qu'il s'agissait d'une mesure

« provisoire » et que le gouvernement présenterait, de toute manière, sa démission le 22 septembre au nouveau président de la République.

Sur le front militaire, l'accalmie enregistrée, jeudi matin, sur l'ensemble du territoire libanais, s'est confirmée au cours de la journée. Les seuls bombardements importants signalés se sont déroulés dans le nord du pays entre les deux villes rivales de Zghorta (droite chrétienne) et de Tripoli (palestino-progressistes). A Chekka, village chrétien au sud de Tripoli, des heurts entre des unités phalangistes et des miliciens de la brigade Marada (milice privée du président Frangié) auraient fait quatre morts jeudi matin. — (A.F.P., U.P.I.)

M. Sarkis s'efforce de régler le conflit syro-palestinien

De notre correspondant

Beyrouth. — La réunion syro-libano-palestinienne de Chitar (dans la plaine de la Bekaa) a bien lieu ce vendredi 17 septembre, mais à un niveau inférieur à celui qui avait été prévu à l'origine, puisque la Syrie ne sera représentée que par le général Najj Jamil, commandant en chef de l'aviation, et non par le chef du gouvernement, M. Khleifallah M. Elias Sarkis, le président élu, et M. Yasser Arafat représentant respectivement les parties libanaise et palestinienne.

On peut penser qu'il s'agit d'une « explication » libano-palestinienne en présence d'un arbitre syrien et d'un représentant de la Ligue arabe. La réalité est tout autre : c'est le nouveau président libanais qui va devoir jouer le rôle de médiateur entre Syriens et Palestiniens. Car M. Sarkis a pleinement conscience qu'il ne pourra y avoir de paix au Liban tant que ne sera pas réglé le conflit syro-palestinien.

C'est en effet, le médiateur que le président Sarkis se rendra le lendemain au Caire pour y rencontrer le président Sadate. Afin de bien montrer que son voyage ne revêt aucun aspect

inamical à l'égard de la Syrie, le futur chef de l'Etat libanais passera par Damas, où il s'entre- tiendra à nouveau avec le président Assad, à qui il avait déjà rendu visite le 31 août. Il n'est pas exclu qu'il y ait une halte en Arabie Saoudite avant de regagner Beyrouth, toujours via Damas.

M. Rachid Karamé, toujours chef du gouvernement libanais en titre, se trouve encore au Caire, où il semble attendre l'arrivée du président Sarkis, un vieil allié, qu'il n'a pu rencontrer jusqu'à présent. Beyrouth étant coupée en deux. En revanche, M. Pierre Gemayel et la délégation phalangiste sont rentrés à Beyrouth, tandis que M. Saïb Salam, ancien chef du gouvernement, est parti pour Ryad, ce qui exclut la tenue d'une « table ronde » au Caire.

Le principal objectif du président Sarkis est de laisser entendre aux Arabes qu'il se livre au Liban, par Libanais et Palestiniens interposés. Un rapprochement syro-égyptien, que

part, sont catégoriques : c'est eux qui feront respecter les accords du Caire par les Palestiniens. C'est là le nœud du problème. Les six années (1969-1975) séparant la conclusion des accords du Caire du début de la guerre civile ont montré que l'application de ces textes dépendait du rapport de forces entre les parties. Or les Palestiniens s'attendent de la part de la Syrie à une interprétation restrictive de leurs droits, et ils essaient de conséquence de l'éviter.

La controverse sur les accords du Caire

Mais, en dépit de l'optimisme provoqué par les multiples démarches et rencontres en cours, l'impasse risque fort de persister. L'absence d'un représentant syrien du rang de MM. Sarkis et Arafat diminue singulièrement les chances d'un résultat décisif à court terme.

Le principal objectif du président Sarkis est de laisser entendre aux Arabes qu'il se livre au Liban, par Libanais et Palestiniens interposés. Un rapprochement syro-égyptien, que

● Le bureau exécutif du parti socialiste français a adopté, mercredi 15 septembre, une résolution dans laquelle il estime que « la recherche des objectifs suivants pourrait contribuer à préparer une solution pacifique » :

1) Retrait des troupes syriennes du Liban, sous des formes et dans des délais à débattre entre les parties au conflit.

2) Prise de fonctions effective du président Sarkis.

3) Ouverture d'une véritable discussion entre toutes les fractions de la communauté libanaise.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le duel Ford-Carter

(Suite de la première page.)

Parfois, le candidat démocrate comme tout simplement une faute. Il a reconnu lui-même avoir eu tort de déclencher le renvoi de M. Kelley, directeur du F.B.I., auquel on reproche d'avoir laissé son personnel contribuer à l'amélioration de son appartement. « Sa femme était mariée, vous n'avez pas de composition », lui a reproché le président Ford. M. Carter a fait remarquer que cet homme si éprouvé n'avait pas

perdu de temps à retrouver une nouvelle femme. Il regretta plus tard ce sarcasme. (1).

Le « vote catholique »

Incident mineur, beaucoup moins important que les difficultés rencontrées par M. Carter pour capter le « vote catholique », 22 % de la population — ne représentent qu'un peu plus du quart de l'électorat mais, concentrés dans les grands centres industriels de l'Etat de New-York (34 % de la population), de Pennsylvanie (31 %), de l'Illinois (32 %), de l'Ohio (31 %), ils sont en mesure, en effet, d'influer sur le résultat de la balance. Jusqu'à présent, la plupart des catholiques ont voté démocrate (Kennedy remporta 78 % des votes catholiques), mais la controverse autour de l'avortement offre aux républicains la chance d'entamer cet électorat.

Partout où il va, M. Carter est assailli par des militants contre l'avortement, réunis dans le mouvement « Pro-Life » (Pour la vie), scandant leurs slogans et le traitant de lâche. Le candidat démocrate, en effet, s'est déclaré hostile à l'avortement, mais opposé à l'adoption d'un amendement constitutionnel qui aurait pour conséquence d'effacer la décision de la Cour suprême du 22 janvier 1973 proscrivant toute législation qui s'appliquerait aux trois premiers mois de la grossesse. La convention républicaine, sous l'influence de M. Reagan, s'est déclarée pour un tel amendement, mais le président Ford suggère seulement que chaque Etat soit libre de légiférer à ce sujet. Son attitude a été favorablement commentée par les évêques catholiques qui, en revanche, se sont déclarés déçus par M. Carter, malgré les efforts de conciliation de ce dernier.

La querelle sur l'avortement n'est qu'un élément de la méfiance de larges secteurs de l'électorat catholique à l'égard de M. Carter, baptiste averti, accusé par certains de représenter « la vieille tradition du populisme sudiste fondamentalement et agressivement anticatholique ». Néanmoins, M. Carter peut compter sur l'appui de l'homme politique catholique le plus populaire, le sénateur Kennedy. D'autre part, les sondages indiquent que les fidèles ne suivront pas automatiquement la hiérarchie dans sa farouche opposition à l'avortement. « Tous les évêques sont

républicains, toutes les bonnes sœurs sont démocrates », disait Kennedy. Les amis de M. Carter pensent que la formule reste vraie en dépit des efforts faits par la Maison Blanche pour attirer la controverse sur l'avortement et rallumer les vieilles querelles entre baptistes et catholiques.

Une campagne « cachée »

L'optimisme grandit cependant dans le camp Ford, malgré le dernier sondage Gallup indiquant que M. Carter a repris de l'avance, distançant son concurrent de quinze points contre dix au lendemain de la convention de Kansas-City. Les sondages menés par la Maison Blanche indiquent, cependant, que M. Carter est en position périlleuse, dans un ou deux Etats du Sud, au départ considérés comme sûrs pour le candidat démocrate, tandis que les deux hommes sont pratiquement à égalité dans les Etats

industriels du Michigan, de l'Indiana, de l'Illinois, ainsi que dans l'Etat de New-York.

D'autre part, tout en restant à la Maison Blanche, le président Ford se propose de mener ce qu'on appelle une campagne « cachée » active. Il reçoit des milliers de gens influents dans leurs communautés, accorde plus de cinquante interviews d'exclusives, tient de nombreuses conférences de presse. En outre, le président annoncerait bientôt diverses mesures de nature à plaire aux classes moyennes défavorisées, concernant le logement, la lutte contre le crime, le ralentissement de l'intégration scolaire.

Mais, finalement, M. Ford compte, pour l'emporter, sur son image de marque, celle d'un homme honnête, entouré d'une famille sympathique, qui a fait de son mieux dans des circonstances difficiles, d'un personnage rassurant, de plain-pied avec l'électeur moyen, qui se retrouve aisément dans ses insuffisances et limitations.

HENRI PIERRE.

Canada

En visite à Paris

LE CHEF DE L'OPPOSITION SE PRONONCE POUR UN « FÉDÉRALISME FLEXIBLE »

M. Joe Clark, chef de l'opposition au Canada (parti conservateur - progressiste), actuellement en visite en France, a été reçu jeudi 16 septembre à Paris par la presse diplomatique française. Il a déclaré que le fédéralisme canadien devait être réformé, mais qu'il n'y avait pas de problème québécois spécifique. « Le fédéralisme doit être plus flexible qu'aujourd'hui », a-t-il dit.

Reçu la veille par la chambre de commerce France-Canada, il était présenté comme le chef d'un « gouvernement en puissance » et avait reproché au premier ministre canadien, M. Trudeau, de ne s'intéresser à l'Europe que pour « contrebalancer l'influence des Etats-Unis ». Il était toutefois solidaire avec la politique d'Ottawa vis-à-vis des pays francophones.

Chili

● LE CONSEIL ŒCUMENIQUE DES EGLISES vient d'envoyer une lettre à différentes organisations religieuses et humanitaires pour attirer leur attention sur le cas d'un avocat chilien, M. Herman Montallegre, arrêté le 12 mai dernier à Santiago et détenu depuis lors sans jugement au camp de Tres Alamos. La lettre insiste sur le fait que le cas de ce juriste est un symbole de la détérioration des droits de l'homme en Amérique latine. M. Montallegre, âgé de trente-huit ans, ancien diplomate, avait été très actif, après le coup d'Etat militaire, dans la défense des prisonniers politiques. Il a, en particulier, assumé d'importantes fonctions dans le Comité de coopération pour la paix, puis, après la dissolution de cet organisme à la demande du général Pinochet, au sein du vicariat de solidarité de l'archevêché de Santiago.

150

EUROPE

République d'Irlande

Les nouvelles lois anti-terroristes étendent les pouvoirs de l'armée et de la police

De notre correspondant

Dublin. — Avec l'adoption sans vote par l'Assemblée, mercredi soir 15 septembre, de la nouvelle législation pénale, des deux projets de loi anti-terroristes proposés par le gouvernement de coalition de M. Cosgrave — qui ont fait pendant deux semaines l'objet de vives controverses dans le pays — vont entrer prochainement en vigueur.

Le premier projet donne aux forces de l'ordre le droit de détendre un suspect pendant sept jours au lieu de quarante-huit heures, comme c'était le cas jusqu'ici. La proposition de M. Cosgrave, ministre de la Justice, d'interdire aux détenus de consulter un avocat ou un médecin s'ils le désirent, a cependant été rejetée.

Le deuxième projet prévoit des peines plus sévères (jusqu'à quinze ans de prison) pour les activités subversives, et donne à la police et à l'armée de plus grands pouvoirs en matière de perquisitions et d'arrestations (l'armée pourra notamment opérer sans la police). Ce texte a inquiété la presse, les organisations syndicales et une partie des travailleurs qui perdent avec le parti centriste Fine Gael, au gouvernement.

Le paragraphe 3 de cette loi prévoit que « toute personne qui, par des allusions directes, par l'intermédiaire d'une autre personne ou par la propagande, ou tout autre moyen, incite ou tente une ou

Grande-Bretagne

La menace de grève de la marine marchande paraît écartée

De notre correspondant

Londres. — Le règlement du conflit de la marine marchande britannique semble maintenant en bonne voie. Après une série de négociations avec les représentants de la Confédération des syndicats (TUC), le conseil exécutif du Syndicat des gens de mer a accepté, jeudi 16 septembre, par 12 voix contre 4 les avantages en nature qui lui a proposés le TUC. Le problème consistait à faire entrer les revendications des marins dans le cadre du « contrat social » entre le gouvernement et le TUC renouvelé au mois d'août. Le TUC, réuni en congrès annuel au début de septembre, avait fait pression sur les marins des que la grève avait été envisagée, car le désaccord des gens de mer mettrait en jeu toute la politique de concertation entre les syndicats et le gouvernement, première arme de la lutte contre l'inflation.

(Intérim.)

Le Portugal va être admis à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

De notre correspondant

Strasbourg. — Par acclamation, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a souhaité que le Portugal devienne le dix-neuvième membre de l'organisation de Strasbourg. Elle avait été

invitée par le comité des ministres à donner son avis sur la demande portugaise d'adhésion. M. Aubert (social-démocrate suisse) qui présentait le projet devant les collègues, a dit que le régime de Lisbonne ayant réalisé son double objectif de démocratisation et de décolonisation répondait aux exigences de l'article 3 du statut du Conseil : l'existence d'institutions démocratiques et le respect et la garantie des droits de l'homme et du citoyen.

Une délégation de l'Assemblée législative portugaise assistait à la réunion. Elle comprenait un représentant du parti communiste, du P.P.D., du C.D.S. et du P.E. Les représentants du Portugal pourraient siéger pour la première fois lors de la session de janvier 1977 à l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

● M. Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre de la Justice, ancien député (M.A.R.), a été élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme, poste devenu vacant à la suite du décès de M. René Cassin.

Union soviétique

● L'ACADEMICIEN ANDRÉ SAKHAROV a adressé le jeudi 16 septembre un appel au président américain Gerald Ford et à son rival démocrate, M. Jimmy Carter, leur demandant de « poursuivre la lutte des États-Unis pour les droits de l'homme dans le monde ».

Dans une circulaire distribuée à la presse étrangère à Moscou, le lauréat du prix Nobel de la paix 1975 a ajouté que « la reconnaissance à Helsinki des droits politiques et civils, de la liberté de conscience et de déplacement, qui sont inséparables de la sécurité internationale, ont été de nouvelles possibilités d'actions internationales, particulièrement en ce qui concerne une amnistie pour tous les prisonniers politiques dans le monde ». Quatre-vingt-quatre juifs soviétiques ont adressé aux deux candidats, un appel à MM. Ford et Carter, affirmant que c'était « grâce à la pression des États-Unis et de l'opinion publique mondiale que les autorités soviétiques ont laissé près de cent trente mille juifs émigrer au cours des dernières années ».

ROBERT SOLÉ

Italie

LES RELATIONS DU P.C.I. AVEC PÉKIN

L'autonomie exige une recherche approfondie sur la réalité soviétique et une étude scrupuleuse de la réalité chinoise, nous déclare M. Alberto Jacoviello

La réouverture du dialogue entre Rome et Pékin fait l'objet du dernier numéro de « Rinascente », l'hebdomadaire théorique du P.C.I., qui vient d'être mis en vente. Malgré la publicité faite par les communistes italiens à ce dossier, il ne semble pas contourner d'éléments vraiment nouveaux. Les thèses des différents auteurs pourraient se résumer ainsi : après la mort de Mao, la Chine se trouve dans un moment de réflexion ; si elle cherche des interlocuteurs, elle peut compter sur le P.C.I. ; mais celui-ci n'entend pas prendre position dans le conflit entre la Chine et l'Union soviétique, conflit qui lui paraît être un fait négatif d'une extrême gravité. « Rinascente » dit enfin

que les communistes italiens refusent toute autocritique, mais réaffirment qu'ils ont toujours eu une position équilibrée et cohérente.

L'article qui rendra le plus d'attention est probablement celui de M. Pietro Ingrao, actuel président de la Chambre des députés, qui revient sur la conférence des communistes à Moscou en 1957. M. Ingrao fait état de discrètes rencontres entre Togliatti et Mao. Selon lui, le leader chinois n'était pas aussi optimiste qu'on l'a cru sur l'avenir du mouvement communiste et il a encouragé les pays socialistes de l'Est européen à affirmer leur autonomie à l'égard de l'Union soviétique.

De notre correspondant

Rome. — Le parti communiste italien a-t-il changé d'attitude vis-à-vis de la Chine ? D'aucuns l'ont pensé, après la tribune internationale de M. Alberto Jacoviello, paru dans le Monde daté 12-13 septembre, et continué de le croire, malgré la mise au point très nette publiée le lendemain par l'Unità, l'organe officiel du P.C.I., qualifiant de « jugement unilatéral » et même de « déformation de la ligne du parti » les positions « tout à fait personnelles » exprimées par son éditorialiste de politique étrangère. Nous avons posé la question à l'intéressé lui-même.

« L'Unità a parfaitement raison », répond M. Jacoviello. Les opinions que j'ai exprimées n'engagent ni mon journal ni mon parti.

Ces opinions personnelles m'étaient cependant en cause le P.C.I. puisque le rédacteur de l'Unità lui attribuait des thèses à réparer envers la Chine. Un communiste italien en disposait-il d'une telle marge de liberté ?

« Il s'agit d'une question délicate et importante », reconnaît M. Jacoviello. Un journaliste communiste est, par définition, un agent de la politique du parti. Il existe, toutefois, un problème de la liberté du débat et aussi du désaccord. Sur ce point complexe, le P.C.I. s'engage, davantage que d'autres partis communistes, sa propre réflexion et sa propre recherche. On n'est pas encore arrivé à définir le rapport qu'il doit y avoir entre la discipline, évidemment nécessaire, et l'expression de la critique, y compris en dehors du parti. Un jour nous y arriverons. Pour ma part j'ai cherché, comme j'ai pu à y contribuer, sur la Chine comme sur d'autres questions.

Mais l'Unità ne reproche-t-elle pas à M. Jacoviello d'avoir déformé la ligne du parti ?

« Peut-être, remarque-t-il. Je suis néanmoins parti de deux éléments : 1) L'effort tenace et de vieille date qu'accomplit le P.C.I. pour affirmer son autonomie à l'égard de l'Union soviétique ; 2) La recherche des rapports entre le P.C. chinois. Dans ma tribune, j'ai cherché à déterminer le terrain sur lequel il est possible, à mon avis, de trouver un point de contact entre ces deux éléments. Cela n'implique ni une rupture avec l'U.R.S.S. ni une acceptation des thèses chinoises. Mais cela exige, d'une part, une recherche plus approfondie sur la réalité soviétique, et en particulier sur les rapports entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Est européen ; et, d'autre part, une étude plus scrupuleuse de la réalité chinoise, nous déclare M. Alberto Jacoviello.

puleuse de la réalité chinoise, ainsi que des raisons passées et présentes de l'attitude de la Chine. » Pour un parti communiste européen, poursuit M. Jacoviello, il s'agit évidemment d'un terrain difficile, compte tenu de l'opinion du conflit et de la situation internationale dans son ensemble. Il faut être naïf pour ne pas se rendre compte de cela. Cependant, on doit les affronter et résoudre les problèmes que l'histoire pose.

Le P.C.I. refuserait-il donc de se laisser entraîner ?

« Sans aucun doute », réplique le rédacteur de l'Unità, en tout cas bien plus que de la part d'autres partis communistes. Mais le chemin à parcourir est encore long, et cela requiert de nouveaux efforts qui engageraient l'intelligence, la passion, la volonté de tous, dirigeants et militants du P.C.I., pour examiner aussi les erreurs passées et construire ainsi l'avenir.

Le fait que les Chinois aient refusé le message de condoléances du P.C.I. ne semble pas faciliter un tel processus.

« D'après ce que j'ai compris », dit M. Jacoviello, il y a une nuance entre le traitement réservé aux messages du parti soviétique et d'autres P.C. et celui réservé aux messages du P.C.I. et du P.C.F. (1). En tout cas, il ne semble pas qu'on puisse parler d'une attitude sectaire. Je pense qu'il s'agit d'une attitude qui devrait nous dire beaucoup de choses.

M. Alberto Jacoviello a été désigné il y a six mois par l'Unità pour devenir son correspondant à New-York. Il pourrait être ainsi le premier journaliste communiste occidental à exercer son activité de façon permanente aux États-Unis. Pense-t-il toujours à aller ?

Avec quelle mission ? Ne se sent-il pas en tout cas un peu en marge dans son parti ?

(1) Cette « nuance » est exposée ainsi dans une déclaration à la radio de l'ambassadeur d'Italie à Pékin, prononcée par l'Unità du 17 septembre : « Les Chinois adoptent trois types d'attitudes : ils accueillent favorablement en bonne place dans leur presse les messages de condoléances des partis idéologiquement proches ; ils repoussent formellement les messages des partis communistes d'Union soviétique et les partis du bloc de l'Est ; ils ne répondent pas, mais ne repoussent pas, les messages provenant de certains partis « réformistes » dont l'attitude est d'une certaine façon critique ou indépendante à l'égard de l'Union soviétique ».

Ecole des Attachés de Direction

EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Étude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT

EAD

Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 742.66.61.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Niveau d'études _____

Libres opinions

Parlement européen et Constitution

par JACQUES BOUCHACOURT (*)

POUR reprendre en la transposant la célèbre formule de Clemenceau, voici venu, pour les Français qui veulent le rester, le moment de proclamer que les affaires de la France sont trop sérieuses pour être laissées aux diplomates et aux hommes politiques d'un prétendu Conseil européen idéologiquement Washington.

Considérant comme acquis le principe de l'élection au suffrage universel direct d'un Parlement européen, ceux-ci voudraient, en effet, intégrer désormais notre pays, l'une des plus vieilles nations du monde, dans une Europe en vérité bien étrange :

— une Europe réunissant seulement neuf des trente-quatre États européens ;

— une Europe étroitement inféodée à un bloc américain de plus en plus dangereusement confronté au bloc soviétique, la menace d'un effroyable conflit se présentant dès lors entre ces deux blocs armés à renforcer sans cesse leurs armements ;

— une Europe en complète contradiction avec le processus paneuropéen de détente et de coopération défini l'an dernier à Helsinki et devant être précisé en juin prochain à Belgrade ;

— une incroyable tour de Babel où les problèmes ardu qui ont toujours divisé Wallons et Flamands dans la petite Belgique se trouveraient multipliés à l'infini ;

— une super-nation européenne à contre-courant de l'évolution du monde, marquée par le développement des personnalités nationales, qui voit sans cesse de nouveaux peuples émerger de conglomérats plus ou moins artificiels en affirmant leur indépendance ; alors que cinquante et une nations avaient constitué en 1945 l'Organisation des Nations unies, celle-ci en regroupe aujourd'hui cent quarante-sept ;

— une absurde structuration politique d'une Communauté économique, dont, depuis 1957, tous les objectifs (union douanière, mise en œuvre de politiques communes dans les domaines monétaire, énergétique, industriel, agricole, social, etc.) représentent aujourd'hui autant d'échecs accumulés en vingt années de « marathons de la dernière chance ».

Au-delà des fumeuses « nuées supranationales », l'échec désormais irréversible de la C.E.E. comporte trois causes essentielles :

— ses dimensions manifestement insuffisantes par rapport à l'échelle des grands problèmes mondiaux actuels : sécurité, monnaie, aide au tiers-monde, énergie et matières premières ;

— le caractère non complémentaire des économies qu'elle prétendait unifier ;

— sa dépendance croissante et d'ailleurs voulue, à l'égard de la puissance économique et militaire des États-Unis, qu'il s'agisse du problème monétaire, de l'aéronautique, de l'informatique, du nucléaire, de l'énergie, etc.

Il est évident que la sécurité, l'indépendance et l'avenir de l'Europe passent aujourd'hui par une étroite coopération non limitée aux Neuf mais ouverte à tous les États du continent européen.

Cette coopération implique non moins évidemment le maintien des indépendances nationales : on ne peut coopérer que dans la mesure où l'on existe. Les négociateurs de la C.E.E. avaient d'ailleurs compris cet impératif, et le traité de Rome était celui d'une association de nations souveraines.

C'est ainsi que l'article 138 du traité n'instituait rien d'autre qu'une Assemblée européenne formée de députés des Parlements nationaux. Les tenants attardés de la supranationalité avaient sans doute fait ajouter à ce texte une disposition longtemps oubliée qui permettait à cette Assemblée d'élaborer des projets relatifs à son élection au suffrage universel, mais l'application de tels projets se trouvait expressément subordonnée à trois conditions : décision unanime du Conseil de la C.E.E., procédure électorale uniforme et, surtout, conformité de ces projets avec les règles constitutionnelles de chacun des États. A elle seule, cette troisième condition excluait pratiquement toute élection au suffrage universel d'un Parlement européen non prévu par les Constitutions nationales et notamment par celle de la République française pour la postérité au traité de Rome.

La décision irréfutable, adoptée à l'initiative de M. Giscard d'Estaing en décembre 1975 et confirmée le 12 juillet dernier par le Conseil européen, de procéder en 1978 à une telle élection transforme fondamentalement la nature même de la C.E.E. et le rapport l'indemans est très clair à cet égard : à partir d'un Parlement élu au suffrage universel — et dont la souveraineté démocratique ne peut être dès lors ni contestée ni limitée, — c'est bien d'une Union fédérale appelée à se substituer aux États-Unis qu'il s'agit. N'est-ce pas au nom de la légitimité obtenue de leur élection que les États généraux de 1789 ont pu s'ériger en Assemblée constituante ? Une telle élection exclurait de même toute Europe des patries dans la perspective définie par le général de Gaulle : il est en effet sans exemple dans l'histoire qu'un système confédéral respectant les souverainetés nationales ait jamais comporté une Assemblée élue au suffrage universel.

En suscitant une légitimité autre que la légitimité française, la décision du Conseil européen se manifeste comme incompatible avec notre Constitution fondée sur la souveraineté nationale et avec son principe même : « Le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. » Il n'est nullement nécessaire d'être spécialiste du droit constitutionnel pour constater que, bien au-delà d'une ratification parlementaire, l'application de la décision de Bruxelles exige une révision de la Constitution. Etant donné que cette nécessaire révision fondamentale concerne à l'évidence la fois l'organisation des pouvoirs publics et la souveraineté nationale, la décision finale ne peut appartenir qu'à l'expression de cette souveraineté qui appartient au peuple français par la voie du référendum. Ce référendum doit porter non pas sur l'opportunité du suffrage universel, ce qui serait absurde, mais sur l'opportunité de l'adjonction à la Constitution française de dispositions permettant désormais l'élection en France de députés européens supranationaux.

Dans cette circonstance, la décision du peuple français dûment informé ne fait aucun doute : fermement attaché à l'indépendance nationale, il rejettera massivement la transformation de la France en un État fédéré du type Ukraine ou Nebraska, ce vote ne pouvant en aucune façon être interprété comme l'expression d'un nationalisme étroit.

En effet, s'il n'apparaissait peu motivée par la C.E.E. en raison de ses échecs répétés, les Français sont bien loin de limiter leur horizon aux frontières de l'Hexagone. Ils ont toujours été et demeurent acquis à l'idée de la coopération européenne et mondiale. Dans leur immense majorité, tous les sondages le confirment, nos compatriotes estiment qu'une France indépendante des hégémonies doit encore jouer un rôle éminent dans le monde, qu'il s'agisse de la coopération paneuropéenne dans l'esprit d'Helsinki, au-delà de l'anglepente confrontation des blocs, de la solidarité Nord-Sud, de la politique méditerranéenne, de l'aide au développement du tiers-monde ou de la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ces raisons et, peut-être aussi, une histoire millénaire expliquent l'hostilité instinctive des Français à toute intégration de leur pays dans une quelconque super-nation.

Dans ces conditions, et s'il est donné qu'à l'irréversible décision du Conseil européen, le référendum désormais inéluctable à cet égard sera suivi en France d'une élection présidentielle anticipée à défaut d'élections européennes. Il paraît en effet d'ores et déjà invraisemblable que l'actuel président français, acquis de longue date à l'idée supranationale, puisse ne tirer aucune conséquence du désaveu des multiples et étonnantes initiatives prises par lui en l'occurrence.

Au-delà des barrières politiques du moment, tous les Français attachés à leur indépendance nationale doivent dès maintenant préparer ces échéances et, au besoin, les imposer. Il s'agit d'une bataille décisive pour l'indépendance de la France, et nous devons la gagner.

(*) Ancien député (U.D.R.) et membre du bureau exécutif du C.E.R.L.

EUROPE

MENACES SUR L'UTOPIE SUÉDOISE

II. — Le « palmérisme » en question

De notre envoyée spéciale NICOLE BERNHEIM

La campagne électorale suédoise ne se déroule pas que dans les grandes villes. Le premier ministre, M. Palme, et ses adversaires « bourgeois » multiplient les réunions dans les petites localités devant un public particulièrement réceptif : le scrutin du 19 septembre mettra peut-être fin à quarante-quatre ans de « règne » social-démocrate. Dans un premier article (« Le Monde » du 17 septembre) notre envoyée spéciale a suivi la campagne en province.

Le système clos du dix-neuvième siècle, les formules vides de leur sens comme « libéralisme classique » ou « marxisme orthodoxe » quittent enfin la scène. Nous sommes plus de remède miracle à offrir à la société, plus de panacée. Personne ne croit plus au destin, à une évolution fatale, à un irrépressible courant de l'histoire. L'expérience a prouvé

que toute tentative d'explication globale, toute synthèse abusive tendant à penser une formule unique aboutissent nécessairement au mépris de l'individu. (...) Nous sommes les héritiers d'un monde qui a réduit en poussière les plus beaux rêves.

Les idées de M. Meidner

Stockholm. — Avec son profil d'algèbre, son regard trop clair et son drôle de sourire asymétrique qu'il peut rendre tout à tour sarcastique ou juvénile et charmant, M. Olof Palme enthousiasme ou scandalise les Suédois. Savonaroïste ou saint François d'Assise, Rava-chol ou bon Samaritain ? Socialiste bourgeois pour les uns, révolutionnaire en puissance pour les autres, il se définit lui-même avec intrépidité, dans un monde porté aux extrêmes, comme un théoricien du réformisme.

Dans la longue interview qu'il a donnée à Serge Richard, il s'explique sur la philosophie de son parti (1) :

« On nous reproche souvent, à l'étranger, de refuser l'idéologie et de nous intéresser exclusivement à la pratique. Rien n'est plus faux : nous passons, au contraire, beaucoup de temps à établir une base théorique avant de devenir pragmatique. (...) Les idéologies ne sont pas mortes. Seules les vieilles doctrines sont tombées en lambeaux.

Lors du congrès social-démocrate de juin, le premier ministre a pareillement cru utile de rappeler l'ascendance du socialisme à la suédoise : Marx, mais aussi les utopistes, les congrégations chrétiennes, les livres penseurs, les humanistes et les mouvements ouvriers.

A ceux qui l'accusent aujourd'hui plus ou moins ouvertement d'être trop loin, il rappelle avec ironie qu'il y a quelques décennies, toute idée de planification économique était repoussée avec horreur dans les pays capitalistes. Peu avant, le suffrage universel y était traité avec mépris de « Parlement dans la rue ».

Dogmatique ou pas, la social-démocratie suédoise a organisé un système de protection et d'épanouissement du citoyen. Inégal, maintenant, au passage, quelques-uns des plus vieux tabous de la civilisation judéo-chrétienne : médecine et enseignement gratuits, aides multiples aux « marginaux » (personnes âgées, handicapés, mères célibataires, immigrés), retraite « à la carte », argent de poche aux lycéens, prêts sans intérêt aux étudiants, droit de vote aux élections municipales pour les étrangers résidents en Suède depuis trois ans, politique familiale fondée sur le principe de l'égalité des chances et des responsabilités des deux parents, large ouverture du marché

du travail aux femmes, notamment par de nombreux cours de formation professionnelle assortis de facilités multiples.

Contrairement à ce que n'ont cessé de prédire ses détracteurs, la social-démocratie suédoise n'a pas pour autant, même le pays à la ruine : le revenu réel des ménages a augmenté de 5 %, l'inflation s'est maintenue autour de 10 % en 1975 et pourrait tomber à 8 % cette année, et le niveau de chômage (1,6 %) est beaucoup plus réduit que dans les autres pays occidentaux. La Suède a jusqu'ici bien traversé la crise économique et a eu droit aux félicitations de l'O.C.D.E.

Mais nombre d'adversaires de M. Palme, et pas seulement dans les partis « bourgeois », l'accusent maintenant de vouloir aller trop loin dans la voie de la socialisation. Plusieurs de ses projets récents sont sérieusement remis en question, comme l'augmentation de 3 % de la taxe patronale sur les salaires, l'instauration d'un abaissement de l'impôt sur les revenus moyens, et la diminution des horaires de travail pour les parents d'enfants de moins de trois ans.

Mais c'est surtout le projet Meidner qui provoque une levée de boucliers. Économiste d'origine allemande, réfugié en Suède au

début du nazisme, M. Rudolf Meidner est devenu l'un des maîtres à penser de la plus grande centrale ouvrière, L.O. (1.800.000 adhérents).

M. Meidner, qui a plus l'apparence d'un docteur intellectuel que d'un fondeur de l'idéologie socialiste, propose que 20 % des bénéfices des entreprises employant au moins 50 personnes, soient, chaque année, transférés à un fonds ouvrier destiné à acquiescer des actions de la firme. Les nouveaux porteurs d'actions, représentés par leurs délégués syndicaux, pourraient prendre part aux réunions des conseils d'administration de la société et jouer ainsi un rôle dans sa politique de croissance. Pour M. Meidner, cette me-

sure de « démocratisation de l'économie » aurait deux effets heureux : développer le sentiment de la solidarité entre les travailleurs, et combattre le processus continu de concentration du capital et des pouvoirs de décision.

Bien que M. Meidner ait pris la précaution de préciser que le jour où la participation des salariés dépasserait 20 % de l'actif de l'entreprise, la gestion du fonds passerait à la fédération syndicale intéressée, sa proposition fut froidement accueillie. Tandis que le patronat parlait de « confiscation des moyens de production », l'extrême gauche accusait le projet Meidner de mettre les syndicats à la remorque du régime. Au dernier congrès de L.O., le projet n'en a pas moins été adopté à une confortable majorité.

La vieille garde contre-attaque

Très ennuyé et sans doute pas vraiment favorable au projet Meidner, M. Palme a prudemment expliqué que les idées de M. Meidner étaient certes, excellentes, et dans le droit fil de la politique d'égalité des chances pour tous chère au gouvernement, mais qu'il était extrêmement difficile de les mettre au point et qu'elles n'entraîneraient sans doute pas une application avant une dizaine d'années.

Ce n'est pas la première fois que le premier ministre fait marche arrière : il y a cinq ans, une commission d'études sur les salaires avait été créée, elle était parvenue à des conclusions subversives : les hauts revenus allaient généralement de pair avec un travail intéressant, voire prestigieux, sont assésés, de surcroît, de nombreux avantages en nature, tels que voyages, accès aux hôtels confortables et aux bons restaurants. Il convient donc de leur laisser le droit pour les salaires. Dans un pays où l'éventail des salaires est déjà l'un des plus étroits du monde et où les impôts peuvent atteindre 65 % du revenu, M. Palme ne pouvait pas se laisser aller à une telle libéralisation.

L'entreprise de libération des salaires dont M. Olof Palme vient de faire le champion, l'un des piliers de la libéralisation plus générale des structures familiales, — se heurte, elle aussi, à des difficultés. Dans l'ensemble, les moins de cinquante ans ont subi les effets de la crise économique, et les préceptes de partage des tâches ménagères et éducatives dans le couple, les motifs de la répartition des rôles sur le marché du travail, chassés au stéréotype masculin et féminin dans les moyens d'information et la pédagogie, etc. L'orientation révolutionnaire permanente est d'ailleurs, peut-être moins philosophique qu'économique : l'expansion suédoise a

besoin de main-d'œuvre et M. Palme ne manque pas l'occasion de rappeler que sur les quelque deux cent quarante mille emplois créés depuis trois ans, cent quatre-vingt mille ont été occupés par des femmes.

Mais la vieille garde n'a pas complètement désarmé. Elle a même trouvé quelques nouveaux alliés. Le Forum de la famille et l'Association pour les droits civiques, qui ont été fondés par quelques conservateurs bon teint de Stockholm, ne s'attaquent pas de front à la cause de la libération des femmes. Ils réclament seulement que le « droit des parents » figure dans la Constitution. « Droit des parents » à choisir pour leurs enfants des écoles publiques ou privées (qui disparaissent petit à petit, faute de subventions gouvernementales), droit pour les mères de famille de « choisir » de travailler ou de rester au foyer, etc.

L'une des animatrices des deux associations, Mme Ann-Marie Bratt, ne cache pas ses motifs : l'école de base que les sociaux-démocrates veulent imposer à tous les Suédois de sept à seize ans, quels que soient leurs talents, ne vise à rien de moins qu'à priver les bons éléments de l'éducation privilégiée qui fut celle d'un Palme.

Le régime veut d'ailleurs priver la Suède de son passé, comme en témoigne la « Cité », le nouveau centre de Stockholm construit sur de vieux quartiers pleins de charme. Mme Bratt, qui assure qu'elle ne se « sent bourgeois » que tous les trois ans, au moment des élections, réprovoque encore le tutoiement systématique qui est devenu l'un des traits de la vie quotidienne en Suède, quel que soit l'âge ou la situation sociale des interlocuteurs. Mme Bratt voit dans le « tu » un autre gadget d'une démocratie qui n'existe d'ailleurs plus dans le pays depuis que les sociaux-démocrates ont mis leurs « créations » en place dans toutes les institutions.

De fâcheux « excès de zèle »

Ce qui cause peut-être le plus de tort aux sociaux-démocrates et à M. Palme, ce sont les excès de zèle de certains fonctionnaires et de la bureaucratie dans un État imaginaire, Montmartre.

M. Palme a beau expliquer que les scandales fiscaux ont été, en partie, provoqués par un excès de zèle de certains fonctionnaires et que les fonds financiers provenaient, en fait, des sociaux-démocrates allemands, l'opposition, et un nombre non négligeable de sociaux-démocrates sont indignés. Pour eux, le véritable scandale, c'est la bureaucratie d'un parti au pouvoir depuis trop longtemps, qui a engendré népotisme et corruption.

Certains n'hésitent pas à accuser M. Palme de précipiter la Suède vers le totalitarisme. On évoque à l'envi la disparition du pouvoir du citoyen au profit du parti, la « dictature » d'organisations locales entièrement aux mains des sociaux-démocrates.

L'opposition bourgeoise brandit des menaces généralement puisées dans des discours imprudents de membres du gouvernement ou

de L.O. : nationalisation de l'industrie pharmaceutique, de la fabrication des livres de classe, municipalisation des sols, etc.

Entêté, M. Palme s'en tient aux objectifs qu'il a définis une nouvelle fois au dernier congrès du parti : solidarité de tous dans la nation, égalité des chances dans la vie, participation aux affaires à tous les niveaux.

Mais le premier ministre est aussi un réaliste. Il sait que l'utopie suédoise doit se révéler à une prospérité matérielle grandissante. Une prospérité qui profite largement à tous les citoyens, mais qui est due à une économie dynamique, à des chefs d'entreprise hardis, à une organisation scientifique du travail, 5 % à peine des intérêts industriels du pays sont entre les mains de l'État : moins qu'en France, en Grande-Bretagne ou en Italie. Les rapports du gouvernement avec la considération du patronat, la SAF, sont excellents, encore que les idées de M. Meidner fassent bondir les chefs d'entreprise et qu'on rencontre, à Stockholm, un certain nombre de gros revenus qui, approchant de la retraite, vendent leurs biens pour aller couler des jours paisibles, et pas trop spartiates, dans quelques lieux aimables. Le Midi de la France, par exemple.

Les rapports de M. Palme avec L.O. sont plus ambigus. Traditionnellement plus conservatrice que le parti qu'elle épousa, la grande centrale ouvrière fait aujourd'hui figure de brûlot révolutionnaire. De mauvais esprits — surtout sociaux-démocrates — assurent que son nouveau président, M. Gunnar Nilsson, est subjugué par les jeunes intellectuels qui ont envahi ses organismes de recherches. Ce sont souvent d'anciens activistes des mouvements étudiants qui militaient, à la fin des années 60, contre la guerre du Vietnam, l'ergéologie nucléaire, pour la préservation de la nature, etc. Reconvertis dans la « participation », ces jeunes loups de la social-démocratie sont parmi les plus fervents supporters du projet Meidner. Ils sont hostiles aux accords économiques signés à Haga, en 1973, entre le gouvernement et les partis « bourgeois », qui ont permis à la Suède de traverser sans encombre la récession. Ils protestent maintenant contre les restrictions au droit de grève récemment imposées par un accord entre L.O. et le gouvernement.

Nombre d'observateurs jugent que cette fièvre qui agite la centrale ouvrière, principale alliée du gouvernement, n'est que passagère. Mais elle complique la tâche du premier ministre qui devra en tenir compte s'il est réélu.

Prochain article :

UN TROP BEL HÉRITAGE

- (1) Le Rendez-vous suédois, chez Stock.
- (2) Le cinéaste Ingmar Bergman a été interrogé par la police pour dissimulation de bénéfices. Il vit aujourd'hui en Allemagne. Rini Anderson a été arrêtée trente-six heures pour le même délit sans pouvoir prouver sa culpabilité. Astrid Lindgren s'est plainte d'avoir été imposée l'année dernière à 102 % de ses revenus.

Pour mieux connaître les socialismes suédois, allemand et algérien

Olof Palme
Le rendez-vous suédois



Henri Ménudier
L'Allemagne selon Willy Brandt



Ania Francos et J.-P. Séréni

Un Algérien nommé Boumediène



collection "Les grands leaders" dirigée par Claude Glayman
STOCK

La meilleure preuve que nous avons raison c'est que nous n'avons pas de crise économique, nous déclare M. Olof Palme

Entre deux réunions électorales, M. Olof Palme a répondu à quelques questions que nous lui avons posées :

— Ne craignez-vous pas d'aller trop loin, maintenant, dans la voie du « socialisme à la suédoise » ?

— La meilleure preuve que nous avons raison, ce sont les résultats économiques que nous avons obtenus, alors que la plupart des autres pays occidentaux connaissent une crise sévère.

— La « projet Meidner » rencontre une très vive opposition de la part du patronat. Et vous avez besoin de la coopération de celui-ci.

— C'est un projet qui nécessitera peut-être dix ans pour aboutir, car son application est extrêmement compliquée. Mais j'y tiens personnellement beaucoup. Je crois qu'il faut que les travailleurs prennent l'habitude de s'impliquer de très près à la marche de leur entreprise. Je leur fais confiance pour cela. Quant aux patrons, ils sont en train d'admettre que la coopération des salariés est indispensable à la paix sociale.

— Pourquoi cette méthode de « démocratie industrielle » plutôt que des nationalisations comme dans d'autres pays occidentaux ?

— La nationalisation n'est pas une solution « suédoise ». Je pense qu'il vaut beaucoup mieux démocratiser l'industrie de l'intérieur plutôt que de substituer l'État-patron au patron tout court.

— Que pensez-vous du slogan

du parti libéral : « Des réformes sociales sans socialisme » ?

— C'est assez ridicule, car, enfin, les réformes sociales sont une partie importante du socialisme.

— Quelles sont les plus grandes difficultés que vous rencontrez dans cette campagne ? Les derniers sondages ne vous sont pas très favorables.

— Quelques prétendus « scandales » ont fait beaucoup de mal à l'image de notre parti, surtout à cause de la façon dont la presse bourgeoise les a exploités. Ils ont, en fait, donné l'occasion de se mobiliser à une opposition qui manquait singulièrement de cause à défendre.

— Quels sont les points dont dispose, à votre avis, cette opposition ?

— Elle peut faire peur en faisant semblant de croire que nous préparons un « avenir nucléaire » à la Suède, et une existence impossible à ceux qui gagnent bien leur vie. Elle peut évidemment proposer des « changements » mineurs, mais, en trois ans, elle n'aura guère le temps de les appliquer. De toute façon, elle aura les plus grandes difficultés à bâtir un programme commun acceptable par les trois partis qui la composent.

— Avez-vous le sentiment que le socialisme « à la suédoise » est une originalité ?

— Pas vraiment, car je me sens très proche des autres sociaux-démocrates nordiques, ainsi que de Willy Brandt et de Bruno Kreisky, qui ont, il est vrai, passé la guerre en Scandinavie.

les collections automne/hiver

les boutiques Griffsolde

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.

BOULIQUES POUR ELLE 1, rue de la Plaine/Nation 2, rue de Renard/Hôtel de Ville 3, rue de Lagny/Nation

BOULIQUES POUR LUI 3, rue de la Plaine/Nation 3, bd Montmartre/Montmartre

Centre ISTH Centre

AUTEUIL - TOULBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques humaines

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ DEPUIS 23 ANS

Concours d'entrée à :

HEC-ESSEC ESCP-ESCAE

PRÉPARATIONS ANNUELLES CONTINUES

AUTEUIL 6, Av. Jean Héppert 75016 Paris - Tél. 282.52.09

TOLBIAC 63, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 582.62.25

(PUBLICITE)

M. Ceyrac : faute d'une action cohérente et équitable la situation pourrait devenir grave

(« Le Monde », 11 septembre 1976)

Les 3 conditions pour sortir de la crise sont énoncées dans la page - C - de mon Ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

que je distribue par poste tous pays moyennant une participation de 50 F. français, paiement à l'avance. No Copyright.

Reproductions autorisées.

EMILE KRIEGER, 7, rue d'Anjou, 75008 Paris - C.C.P. Paris 1030-11

Tél. (1) 285-58-78

Jocelyn PARIS

134 bd St-Germain Paris 6 - 033.44.10 78/78 ch.-d'Alsace (Carnaud) 8-225.38.33 5 rue du châteauid - 5-548.73.47

Je m'engage

ASIE

CAMBODGE

DANS UN CAMP PROCHE DE LA FRONTIÈRE KHMÉRO-THAÏLANDAISE

Des réfugiés évoquent l'absence de libertés et les difficultés matérielles qui les ont poussés à partir

Aranya-Prathet. — Nous voici en présence de quelque trois mille réfugiés de ce camp, situé à la frontière cambodgienne, à environ 300 kilomètres de l'est de Bangkok. Il y a Chou Try, le responsable khmer du camp, et deux autres réfugiés qu'il a choisis parmi les derniers arrivés. Peu habitués aux questions des journalistes, ceux-ci sont parfois intimidés par la vingtaine de personnes les entourant, compagnons de misère, qui écoutent, commentent, rient. Il faut dire que les « anciens » ont eux l'habitude de la presse. Le chauffeur qui nous a conduit ici sait comment trouver les réfugiés et amadouer le chef de camp thaïlandais, qui est sensé interdire tout contact avec l'extérieur, et quelle somme d'argent il faut donner à la fin de l'interview.

Haskinsan, ancien capitaine de la police militaire, est arrivé au camp le 28 août, après avoir franchi la frontière le 16 ; les nouveaux réfugiés sont, pendant dix à quinze jours, interrogés par la police thaïlandaise avant d'être envoyés dans un camp. Haskinsan revient de loin. Lui qui ne peut être confondu avec un paysan, il a réussi à passer au travers des enquêtes destinées à découvrir les anciens officiers de l'armée républicaine. « J'ai été soupçonné, interrogé. Ils ont des trucs pour

De notre envoyé spécial

Forcer les anciens officiers à se découvrir. Mais ils n'ont jamais rien su de mon passé », dit-il.

En poste à Kompong-Spen, à plusieurs dizaines de kilomètres de Phnom-Penh, il est resté dans ce secteur jusqu'en novembre 1975. Incorporé dans un groupe mobile de jeunes, il a planté du riz jusqu'au moment où on a envoyé vingt-huit groupes de cent personnes par le train vers Sisophon, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière thaïlandaise. Au début d'août, sous prétexte d'aller prendre un bain, il s'est sauvé et a marché pendant une semaine à travers bois. Pourquoi ? « Il n'y avait pas de liberté et je pensais qu'un jour ou un autre je devrais mourir de faim ou de maladie », répond-il.

Cultivant soit le riz, soit le coton, son groupe travaillait le matin de 6 heures à 11 heures. Quand la nuit était assez claire, le travail durait le soir jusqu'à 22 heures. La nourriture consistait en une boîte de riz accompagnée de sel. « Chaque équipe de cent personnes avait un chef, un Khmer rouge armé. Pour tout le groupe, si y avait environ cent Khmers rouges. Quand on ne travaillait pas assez, on était puni. On était attaché au sol ou dans l'eau pendant vingt-quatre heures. Je n'ai jamais été puni », dit-il.

Pendant ces deux conversations, Chou Try, le chef khmer du camp, est resté en retrait, silencieux, mais écoutant avec attention. Ancien instituteur, âgé de trente-quatre ans, il a franchi la frontière il y a déjà plusieurs mois. « Je suis parti, car je ne pouvais supporter leur régime. Ils commençaient à arrêter les intellectuels et les enseignants », dit-il. Il a vu les corps d'une centaine d'officiers le 24 avril 1975, mais n'a assisté à aucune exécution. Il affirme cependant en avoir entendu parler, y compris par des Khmers rouges. En effet, il travaillait dans un dispensaire, son éducation lui permettant de déchiffrer les modes d'emploi de médicaments. Il estime que « le nombre des exécutions a diminué ». Il a néanmoins entendu dire par un étudiant de Battambang que quatre cents villageois auraient été empoisonnés ; mais ce témoin serait reparti au Cambodge « avec la résistance ».

Quelles sont les activités de cette dernière ? « Je n'ai pas entendu parler de combats ; elle n'effectue que des missions de renseignements », ajoute Chou Try. Citant les réfugiés qu'il a interrogés, Chou Try estime que la situation alimentaire, après s'être améliorée, s'est à nouveau dégradée récemment. Il s'agit, selon un diplomate occidental en poste à Bangkok, d'une période difficile de soudure entre deux récoltes. Chou Try dit que le travail est pénible et que les conditions sanitaires sont mauvaises. A ce sujet, le capitaine Haskinsan nous a déclaré : « Dans notre groupe, un millier de personnes étaient malades, dont une centaine gravement. Des gens étaient vaccinés et recevaient des médicaments de fabrication locale contre la malaria. » Il avait affirmé que quatre à cinq personnes mouraient chaque jour de dysenterie, de diarrhée ou de vomissements.

PATRICE DE BEER.

« J'ai vu exécuter trois cents personnes »

Haskinsan a-t-il assisté à des exécutions ? « De 26 au 28 avril 1975, j'ai vu exécuter trois cents anciens officiers et soldats. En mai, j'ai vu des corps... » Et de préciser : « La fille d'un ancien colonel a disparu. Deux amis à moi aussi. Je pense qu'ils ont été tués, mais je n'ai rien vu. » Il ajoute : « A la fin de la guerre, la population espérait que le régime des Khmers rouges serait meilleur que celui de la République corrompue. » Il semble que lui aussi partageait cette opinion à l'époque.

A l'issue de la conversation, l'ancien capitaine souligne un peu le voile sur la situation au Cambodge. Selon le chef de camp, de

vingt-cinq à trente réfugiés seulement arrivent à Aranya-Prathet chaque mois ; et ils ne savent pratiquement rien sur ce qui se passe en dehors du petit monde clos où ils ont vécu et qui se situe, pour la plupart d'entre eux, non loin des régions frontalières, dans la province de Battambang.

A-t-il vu des Vietnamiens ? « Non. Des Chinois ? Oui, à Battambang, en novembre. A-t-il subi une formation politique ? « Oui, mais de manière irrégulière. On condamnait l'ancien régime et l'impérialisme américain sans jamais faire allusion à la Chine, au Vietnam ou à l'Union soviétique. On nous parlait de démocratie, de nationalisme. On nous disait que les travailleurs devaient être les propriétaires. » A-t-il participé aux élections législatives du printemps ? « On nous a réunis, on nous a lu une liste ; les gens votaient par applaudissements. » Il n'a jamais entendu parler de parti communiste. Les seuls noms qu'il ait entendus prononcer — rarement — étaient ceux de deux dirigeants, MM. Kien Samphan et Teng Sary.

Maintenant qu'il est arrivé en Thaïlande, Haskinsan se demande ce qu'il va faire. Rares sont les réfugiés qui peuvent espérer être accueillis dans un pays tiers. « Je veux me battre », affirme-t-il. Il estime toutefois que « les gens n'ont pas assez de soutien pour se révolter » et ajoute : « Je n'ai pas entendu parler de combats dans la région de Battambang ou de Sisophon. »

Le chef de camp nous avait promis une rencontre avec un déserteur khmer rouge, mais celui-ci demeure introuvable. Il nous présente un jeune homme de vingt-trois ans, Vong Sarat, arrivé au camp le 3 septembre et qui affirme avoir été pendant près de six mois membre des milices villageoises du nouveau régime.

« Je n'étais pas volontaire, mais mon cousin, Khmer rouge depuis longtemps, m'a amené à Phnom-Penh, dans la province de Battambang », dit-il. Après une semaine de formation, puis une autre de travail collectif dans les

CORRESPONDANCE

A propos de la résistance anticommuniste

M. François Ponchaud nous écrit, à la suite de la publication dans le Monde du 19 juillet d'une brève information faisant état d'un appel à la résistance anticommuniste lancé par le colonel Souvattana :

Je m'étonne de ce qu'un journal tel que le vôtre ait reproduit cette nouvelle, qui relève de la plus pure fantaisie, sinon de l'impudence, voire de l'esroquerie. Déjà, le Monde du 29 novembre 1975 avait annoncé la création d'un pseudo « gouvernement de libération khmer en exil » ; le Monde du 23 avril 1976 avait fait état d'une conférence de presse de son président et publié des déclarations d'un imposteur nommé Chung Bor.

A titre d'information, voici ce que l'on sait :

1) Si M. Souvattana a en jadis des rapports avec les Khmers Serey (1), il n'a jamais eu de grade. Ce n'est pas un militaire. Ses amis l'ont appelé ainsi, en septembre 1975, et depuis il se croit colonel.

2) Son « gouvernement de libération » ne représente que lui-même. Il l'a lancé sur une boutade de journaliste lui reprochant de ne rien déclarer lors de sa première conférence de presse. Il se réclamait de M. In Tan, alors en Thaïlande, sans que celui-ci soit au courant, et qui s'est vu, dès lors, signifier pour ce motif un décret d'expulsion de Thaïlande. Lors de sa deuxième conférence de presse, le 21 avril 1976, M. Souvattana a regagné, devant ses compatriotes, après le départ des journalistes étrangers, que son gouvernement n'était qu'un jeu pour attirer des aides. (« Iekouk samrort rot chummayyay »). La destination de ces aides n'est pas précisée.

3) Les organisations khmères, en France ou ailleurs, ne reconnaissent aucun leader.

4) J'ai rencontré plusieurs chefs de la résistance khmère, aucun d'entre eux ne connaît M. Souvattana.

Sans doute il existe, en plus du millier de résistants disséminés le long de la frontière khméro-thaïlandaise, un certain nombre de foyers de résistance à l'intérieur du pays : à Kompong-Spen, Kompong-Chhnang, Battambang. On parle aussi de l'existence de mystérieux Khmers blancs, dans la région de Stung (Kompong-Thom), mais personne ne peut dire exactement si ces foyers de résistance ou ces groupes agissent ensemble. Il semble que non. Nous sommes très loin des cent trente-cinq mille hommes qui s'entraînaient sous les ordres de M. Souvattana !

(1) Groupes de droite qui furent en liaison avec Bangkok, Saigon et les États-Unis. (N.D.L.R.)

MAO TSE-TOUNG

plus de 100 textes

traduits et présentés par Stuart R. Schram, l'un des plus compétents sinologues du monde occidental

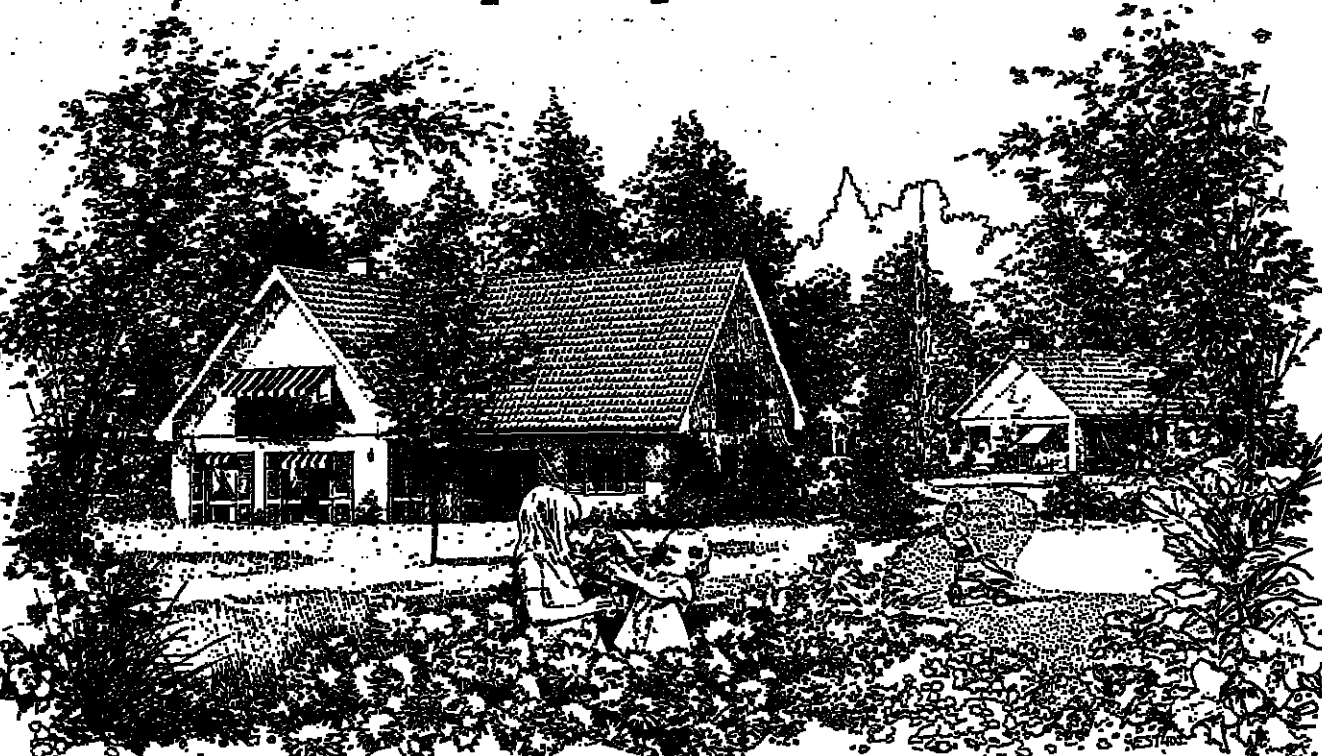
ARMAND COLIN

ORPHELINAT DE BEYROUTH

Organisation sociale, non politique, travaillant depuis 60 ans pour l'intérêt public. S'occupe de 1.000 orphelins et handicapés libanais. Financée par des dons, vu les événements au Liban, et confrontée à un manque de revenus et à une augmentation de ses charges. Fait appel aux organisations et personnes en vue de l'aider. Adresser les dons au compte n° 284.55 B.N.P. agence Quartier Latin, 17, rue Soufflot, Paris (5^e).

Breguet

“Nous avons appris pour vous à construire plus près de la nature”.



Tout près de Paris : le calme, la campagne, une grande maison moderne, de construction traditionnelle, dans un grand jardin. Et les avantages d'un domaine.

Jouer de la nature près de Paris.

Vous voulez que votre famille, vos enfants puissent vivre à l'air pur, au calme, et jouissent chaque jour de tous les bienfaits de la nature.

Vous savez qu'il y a tout près de Paris des coins de nature préservée où l'île-de-France est encore merveilleusement belle : superbes forêts, charmants villages... Mais, dans cette belle nature, on ne trouvait guère que des demeures agréablement chères... ou des maisons anciennes et inconfortables. Et les parisiens, en y passant en voiture, ne pouvaient que se contenter d'admirer...

Vous vivez aujourd'hui dans une ville où l'air est de plus en plus pollué et où chaque jour les bruits

deviennent plus insupportables.

Vous voyez vos enfants manquer d'espace dans des appartements toujours trop petits pour eux.

Vous avez certainement réfléchi à l'achat d'une résidence secondaire mais vous y avez vite renoncé en vous rendant compte de l'investissement excessif et des énormes frais qu'elle entraîne.

Une maison dans un Domaine Breguet. Nous construisons des Domaines, c'est-à-dire des « villages » de maisons individuelles dans de grands jardins.

Vous vivez au milieu d'un ensemble de jardins, de haies, qui se fondront avec la pleine nature, la forêt ou les

prés qui entourent nos Domaines.

Nos villages sont composés de très jolies maisons construites traditionnellement avec le plus grand soin et d'une architecture élégante.

Elles ont de grandes surfaces vitrées, une épaisse moquette et une isolation thermique très étudiée.

Vous vivrez au large dans des maisons de 93 à 278 m² comprenant de 4 à 8 pièces et dotées de tout le confort dont vous pouvez rêver.

Où se trouvent ces merveilleux Domaines ? Desservis par les meilleurs accès routiers, ils sont réalisés sur les plus beaux terrains de la région parisienne, à une distance de 15 à 28 km de Paris.

RENDEZ-NOUS VISITE DES CETTE SEMAINE.

TOURNEZ LES PAGES DE CE JOURNAL : VOUS Y TROUVEREZ LES DESCRIPTIONS DES 6 DOMAINES QUE NOUS CONSTRUISONS ACTUELLEMENT PRÈS DE PARIS.

AFRIQUE

Sahara occidental

UN COMMANDO DU POLISARIO AURAIT LIBÉRÉ VINGT SAHRAOUI DÉTENUS PAR LES MAROCAINS PRÈS D'EL-AIOUN

Alger (A.F.P., A.P.). — Dans un communiqué publié le jeudi 16 septembre à Alger, le Front Polisario a annoncé qu'une unité de l'Armée de libération populaire sahraoui (A.L.P.S.) avait réussi, le 9 septembre, à libérer une vingtaine de Sahraouis détenus par les autorités marocaines, dans la prison d'Eschiera, localité proche d'El-Aioune, la capitale du Sahara occidental. Au cours de l'engagement, les forces armées royales auraient eu, selon le Polisario, dix-neuf tués et treize blessés.

Le même jour, un autre commando aurait saboté le tapis

roulant servant à transporter le phosphate des mines de Bou-Craa vers la côte. Sept soldats marocains auraient été tués. Le 11 septembre, enfin, des unités du Front auraient harcelé les garnisons marocaines de Jdiria et d'Abitih, sous-marines de Jdiria et d'Abitih.

LA MISSION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

M. Kissinger pourrait rencontrer M. Smith à Johannesburg

Poursuivant sa tournée africaine, M. Henry Kissinger était attendu vendredi 17 septembre à Pretoria, où il commencera une série d'entretiens avec M. John Vorster, premier ministre sud-africain. Une rencontre « officielle » entre le secrétaire d'Etat américain et le chef du gouvernement rhodésien, M. Ian Smith, pourrait avoir lieu samedi au stade de Johannesburg.

Johannesburg. — Une poutle avec la tête de M. Kissinger, tenant un rameau d'olivier dans la bouche, pond un œuf cinq fois plus gros qu'elle. Sur l'œuf, on

peut lire : « Pretoria talks » (entretiens de Pretoria), et, au-dessus, « Great expectations » (grandes espérances). Cette caricature parue dans le quotidien anglophone du soir *The Star*,

A l'issue de ses conversations avec M. Kissinger, le premier ministre zambien, M. Kenneth Kaunda, a lancé, jeudi 16 septembre, une sévère mise en garde à l'adresse de son hôte. « Vous n'avez que quelques jours, a-t-il prédit. Si votre mission échoue, nous serons parvenus au point de non-retour. Nous combattrons. Nous ne produisons par d'armes, il faudra donc nous les procurer. »

De notre correspondant

jeudi 16 septembre, reflétait l'état d'esprit de nombreux Sud-Africains à la veille de l'arrivée à Pretoria du secrétaire d'Etat américain : l'attente du miracle, sans y croire.

Les récents discours et déclarations du premier ministre sud-africain, M. John Vorster, comme ceux de son homologue rhodésien, M. Ian Smith, laissent en effet peu d'espoir pour une solution rapide, et satisfaisante aux yeux des Américains en Rhodésie et en Namibie.

En ce qui concerne la Namibie, un point essentiel est acquis : le principe de l'indépendance. Une date a même été fixée : le 31 décembre 1978. Il reste à établir la Constitution du futur Etat et à se mettre d'accord sur les personnes qui seront associées au processus conduisant à l'indépendance. Mais Pretoria ne désire négocier qu'avec les délégués tribaux africains et les représentants des métis et des Blancs réunis depuis plus d'un an dans une conférence constitutionnelle qui siège au Turnhall de Windhoek.

M. Vorster refuse d'autre part de discuter avec la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), mouvement nationaliste reconnu par les Etats noirs d'Afrique et les principales organisations internationales, dont les Nations unies.

M. Kissinger, soucieux d'éviter un conflit dans cette partie du monde, essaiera de convaincre M. Vorster de la nécessité d'inscrire ce mouvement nationaliste dans le processus d'indépendance. La tâche ne sera pas aisée. Certains diplomates et hommes politiques pensent cependant que le premier ministre sud-africain pourrait céder sur ce point, mais que, pour ne pas avoir l'air de revenir sur ses paroles, il pourrait laisser l'initiative d'une telle rencontre à la conférence de Windhoek. Les négociations pourraient alors avoir lieu à Genève, sous l'égide de l'ONU.

En revanche, M. Vorster s'opposera à ce que les élections qui devraient être organisées avant l'indépendance se tiennent autrement que sur une base ethnique. Ce qui ne saurait satisfaire les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui, dans ce cas, refuseraient d'opposer leur veto lors de la réunion du Conseil de sécurité consacrée à la Namibie, à la fin du mois.

M. Kissinger pourra difficilement s'abstenir d'évoquer les problèmes intérieurs de l'Afrique du Sud, où la tension n'a cessé de s'aggraver.

S'il est prévu au programme de M. Kissinger une rencontre avec des chefs de bantoustans, il n'est pas exclu qu'il recevra les représentants « reconnus » par les manifestants. Jeudi après-midi, trois organisations du mouvement de la Black Consciousness (conscience noire) ont demandé à rencontrer le secrétaire d'Etat.

« Nous ne voulons pas, disent leurs dirigeants, que M. Kissinger ne voie qu'un seul côté des choses. Pour éviter cela, il ne devrait pas seulement parler aux chefs des bantoustans, mais demander également à voir les personnes détenues, qui sont considérées par beaucoup comme les véritables représentants des Noirs. »

Rhodésie

M. SMITH ESTIME QUE LE GOUVERNEMENT DOIT DEMEURER « DANS DES MAINS CIVILISÉES »

M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a prononcé, jeudi 16 septembre, à huis clos, devant les six cents députés du Front rhodésien réunis en congrès à Umtali, un discours dont un porte-parole gouvernemental a révélé les grandes lignes. M. Smith aurait affirmé que la Rhodésie a besoin d'un accord constitutionnel qui soit raisonnable, honnête et juste pour tous. Cependant, un tel règlement, a-t-il déclaré, doit être fondé sur la « règle d'or » selon laquelle le gouvernement devra demeurer « dans des mains civilisées ».

« D'autre part, on apprend à Salisbury que trois magistrats africains et deux soldats rhodésiens ont été tués au cours d'accrochages frontaliers ces derniers quarante-huit heures.

Maroc

LA C.F.D.T. ACCUSE LA POLICE D'AVOIR TORTURÉ UN DE SES MILITANTS

Dénouant la « collusion étroite » qui existerait entre des éléments policiers marocains et français, la C.F.D.T. a fait état, jeudi 16 septembre, de « graves sévices » exercés cet été par les autorités du Maroc sur la personne d'un ressortissant de ce pays employé dans un domaine viticole de l'Hérault. Selon la C.F.D.T., ce travailleur migrant était retourné au Maroc en juillet dernier, après avoir reçu un télégramme annonçant la mort de son père. A son arrivée, il avait trouvé son père vivant et avait été arrêté par la police, qui le tortura « à onze reprises, par l'électricité et par passage dans l'eau glacée ». Les policiers marocains ont présenté à leur victime, qui militait à la C.F.D.T., un dossier sur les grèves des ouvriers saisonniers dans l'Hérault en 1975, établi « incontestablement en France », et contenant des photos de syndicalistes français et immigrés. La C.F.D.T. met en cause la « lourde responsabilité » du ministère français de l'Intérieur dans de tels agissements.

Il y a une semaine, la C.G.T. avait signalé, pour sa part, que vingt-trois de ses militants avaient été « incarcérés dans les grottes d'Hassan II » au cours de l'été 1976 (cf. *Le Monde* du 11 septembre) et avait accusé les autorités françaises d'avoir « livré » ces personnes à la répression dans leur propre pays.

Madagascar

TANANARIVE REDEVIENT ANTANANARIVO

Tananarive (Reuter). — Tananarive, la capitale malgache, est appelée désormais Antananarivo. La ville s'appelait déjà ainsi avant la colonisation. La reprise de ce nom entre dans le cadre de la malgachisation en cours dans le pays dans tous les domaines.

Etymologiquement, Antananarivo signifie la Cité des milles. Jadis la capitale s'appelait en réalité la Ville des milles guerriers.

Si la nouvelle Constitution malgache adoptée le 21 décembre dernier avait prévu ce changement, dans la pratique le nom de Tananarive était, jusqu'à présent, toujours utilisé. Sur les actes officiels, on note que désormais la nouvelle dénomination est fréquemment usitée. Les noms des rues de la ville ont été également malgachisés.

A travers le monde

Corée du Sud

M. LEE CHUL SEUNG, VICE-PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, et partisan du « dialogue » avec le gouvernement sud-coréen, a été élu jeudi chef du plus important parti d'opposition, le nouveau parti démocratique (N.D.P.), qui détient 58 sièges sur 214 à la Chambre et est divisé en fractions rivales depuis la convention de mai.

Guinée

LA REPUBLIQUE DE GUINEE a fermé son ambassade à Bissau et rappelé son personnel. Selon des rumeurs non confirmées, le président Sekou Touré aurait pris cette décision après le refus des autorités de la Guinée-Bissau de lui livrer des immigrés peuls que Conakry soupçonne d'avoir trempé dans le dernier complot contre le régime guinéen. L'organisateur de ce complot aurait été M. Diallo Teill, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) appartenant lui-même à cette tribu. — (Reuter.)

PRETS IMMOBILIERS.

AVANT DE VOUS ENGAGER POUR 20 ANS RENSEIGNEZ-VOUS BIEN.

Dès qu'il s'agit d'acheter, de rénover, ou de construire un logement, il faut la plupart du temps emprunter de l'argent.

C'est un acte important qui vous engage pour 10, 15 ou 20 ans.

Ne le prenez pas à la légère. Il y a trop de différences entre les formules de prêts que l'on vous propose pour ne pas y regarder de près.

Sachez simplement que les Caisses d'Epargne prêtent. Et que les prêts de l'Eureuil sont ouverts à tous. Même à ceux qui n'ont pas encore de livret.

Le taux des prêts de l'Eureuil est parmi les plus bas du marché.

Prenons un exemple. Un prêt immobilier remboursable en 20 ans ne coûte chez l'Eureuil que 107 F par mois pour 10000 F empruntés (assurance comprise). Alors que vous le

trouvez couramment à 117 F au moins. Pour un prêt de 100000 F, cela représente sur 20 ans, 24000 F d'intérêts économisés avec les prêts de l'Eureuil!

Tout le monde peut demander un prêt de l'Eureuil.

Même si vous n'êtes pas encore client d'une Caisse d'Epargne, vous pouvez venir nous demander un prêt. L'ouverture de votre dossier se fera immédiatement.

Les prêts personnels immobiliers de l'Eureuil : sans épargne.

Il ne vous sera pas demandé d'épargner pour obtenir un prêt, car les prêts personnels immobiliers de l'Eureuil sont différents des formules du type Epargne logement : il vous suffira d'avoir l'apport personnel habituel. Cependant si vos projets ne

sont pas immédiats, nous vous aiguillonons bien entendu vers la solution la plus intéressante pour vous.

En fait, quel que soit votre problème, vous avez intérêt à pousser la porte de la Caisse d'Epargne de l'Eureuil la plus proche de chez vous. Parce que l'Eureuil ne peut pas décevoir la confiance que les Français ont en lui.



L'ECUREUIL PRETE AUX MEILLEURES CONDITIONS. MEME SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE DE LIVRET.

Renseignez-vous auprès du Service des prêts de votre Caisse d'Epargne :

PARIS - 21 rue Etienne Marcel - 75002 PARIS - Tél : 236 63.94 - 236 66.93 - 236 67.16 - 233 65.47	MANTES-LA-JONIE 78203 - Tél : 477 01.43	VERSAILLES 78000 - Tél : 950 92.05
COULOMMIERS 77120 - Tél : 403 02.03	MEULAN 78250 - Tél : 474 01.14	CORBEIL-ESSONNES CEDEX 91103
FONTAINEBLEAU 77301 - Tél : 422 27.05	POISSY 78302 - Tél : 979 25.56	Tél : 068 92.90 +
MEAUX 77101 - Tél : 434 00.35	RAMBOUILLET 78120 - Tél : 483 85.45	DOURDAN 91410 - Tél : 492 73.79
MELUN CEDEX 77004 - Tél : 437 05.48	SAINT-GERMAIN CEDEX 78103	ETAMPES 91150 - Tél : 494 00.35
MONTEAUBAN 77130 - Tél : 432 01.30	Tél : 973 38.73	CERGY-PONTOISE 95001 - Tél : 031 00.88
PROVINS CEDEX 77160 - Tél : 400 01.21		

150

1520

POLITIQUE

Les Mémoires de M. Fred Zeller

La grande aventure d'un militant révolutionnaire

« Mais, enfin, comment avez-vous fait votre compte pour passer du trotskisme à la franc-maçonnerie ? » Cette question était posée à M. Fred Zeller, alors grand maître du Grand-Orient de France, par Georges Pompidou, son « camarade » des années 30 à la Fédération des Jeunes socialistes, qui le recevait à l'Elysée peu de mois avant de mourir. Le chef de l'Etat dut se contenter de généralités ce jour-là : « Nous avons choisi, lui répondit-il, le Grand-Orient de France pour faire un travail de réflexion, de révision, de recherche... »

Les Mémoires de l'ancien grand maître nous apportent aujourd'hui la réponse véritable et vécut à la question que Georges Pompidou ne fut pas le seul à lui poser. Extraordinaire et insolite destin, en effet, que celui de ce jeune militant révolutionnaire, secrétaire fédéral des Jeunes socialistes de la Seine en 1930, exclu de la S.F.I.O. en 1934, animateur de mouvements dissidents ou rivaux, puis collaborateur et confident du grand Trotski, ensuite résistant héroïque, mais peu conformiste, victime, après la Libération, de la haine des ministres « stalinistes » du général de Gaulle, peintre d'un talent reconnu, enfin membre et plus haut dignitaire d'une franc-maçonnerie qui combattait ses premiers maîtres en politique, Léonine et Trotski.

Les Mémoires de M. Fred Zeller, et éclairés sur l'éternel « drame » de la gauche, ne nous révèlent pas de secret maçonnique, à l'exception, peut-être, du récit de sa propre initiation que nous vivons, pour la première fois, de l'intérieur. Quelques noms cités étonneront aussi certains lecteurs.

Ce volume pourtant ne sera pas lu sans provoquer un choc chez ceux qui attendaient un livre de militant « arrivé », et récupéré par l'établissement. Il y trouveront une profondeur et une fraîcheur qui ne sont pas le fait des hommes qui veulent prouver quelque chose, ne serait-ce que leur propre réussite ou leur clairvoyance. M. Fred Zeller ne dissimule rien de ses échecs et de ses déceptions, rien non plus de ses admirations et de ses affections, fissent-elles apparaître les failles d'un tempérament moins apte, semble-t-il, à l'action qu'à la contemplation et à son expression artistique ou littéraire. Sachant reconnaître ses erreurs, il refuse, au sommet des honneurs maçonniques, le masque de « l'Autrité qui ne doit jamais perdre la face ». Il sut conserver son estime à des hommes qui l'avaient combattu, à Léon Blum, notamment, dont la mort, dit-il, le déchira. Le tournant de sa vie, néanmoins, ce fut la rencontre avec Trotski, à l'automne

Le malaise persiste chez les centristes

La composition du gouvernement de M. Barre et la réorganisation de la majorité continuent d'inspirer méfiance et inquiétude à de nombreux centristes. Le bureau du groupe réformateur de l'Assemblée nationale demande, comme les députés communistes, socialistes et radicaux de gauche, qu'un vote inter-

viensse à l'issue du débat de politique générale qui se déroulera du 5 au 7 octobre au Palais-Bourbon.

M. Gabriel Péronnet, ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique, souligne, dans une lettre aux dirigeants du parti radical, qu'il se trouve délié des obligations de la solidarité gouver-

nementale et que sa formation doit être « vigilante ».

Le Centre national des Indépendants et paysans et le mouvement Progrès et Liberté manifestant la volonté de conserver, au sein de la majorité présidentielle, leur liberté d'appréciation et d'action.

Le groupe réformateur souhaite un vote de l'Assemblée sur la politique générale du gouvernement

Le bureau du groupe réformateur de l'Assemblée nationale s'est réuni jeudi 16 septembre. Il a adopté une déclaration dans laquelle il « souhaite qu'un vote marque le début de la politique générale, ainsi que cela a été fait lors de la première déclaration gouvernementale des deux premiers ministres précédents ».

On lit d'autre part dans cette déclaration : « Dans la lutte contre l'inflation, dont le gouvernement fait à juste titre une priorité nationale, le moment semble venu de poursuivre une politique résolument novatrice qui, pour réaliser une véritable équilibre dans la solidarité, d'attaque à l'économie fiscale, supprime certaines privilèges, instaure la sécurité des comptes publics et privés, remette en cause des subventions accordées à des entreprises publiques ou privées dont l'intérêt économique n'est pas toujours évident, de manière à ce que chacun assure sa part de l'effort national en proportion de ses moyens. »

A propos du recours à l'impôt

pour financer les mesures d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse, le bureau du groupe réformateur se demande s'il s'agit là « du moyen le plus approprié ». Il précise : « Un tel financement ne risque-t-il pas de dresser les diverses catégories de Français les uns contre les autres et de placer les agriculteurs eux-mêmes, contre leur volonté propre, dans une position « d'assistés » ? Ne serait-il pas préférable, dans les circonstances actuelles, d'avoir recours à un emprunt assorti de conditions de remboursement telles qu'il n'ait pas de caractère inflationniste et qu'il permette d'éponger certaines liquidités financières « stériles » ? »

Présentant à la presse les travaux du groupe, son président, M. Max Lejeune, a fait remarquer à ce propos que « l'ancien premier ministre, M. Chirac, était lui, favorable à un emprunt ».

(1) N.D.L.R. — Les députés réformateurs ont émis, M. Jacques Chirac ayant annoncé le 3 juin 1976, mais M. Lejeune s'étant refusé le 3 octobre 1972 et avait laissé à l'opposition le soin de déposer une motion de censure, qui avait recueilli quarante-huit voix plus tard, quatre-vingt-quatre voix. Il en aurait fallu deux cent cinquante-deux pour qu'elle fût adoptée.

M. Péronnet : les radicaux doivent demeurer loyaux mais vigilants

M. Gabriel Péronnet, président du parti radical, a adressé aux dirigeants nationaux et locaux de la formation valoisienne une lettre dans laquelle l'ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique écrit :

« J'ai été appelé à quitter le gouvernement. Désormais, ma tâche essentielle est d'assumer la présidence du parti, afin d'en préserver l'unité et d'en poursuivre l'expansion (...). Après avoir fait de la solidarité gouver-

nementale la règle d'or de mon action au sein du gouvernement, je me trouve désormais délié de cette obligation et je pourrai ainsi m'exprimer avec plus de liberté et d'indépendance. »

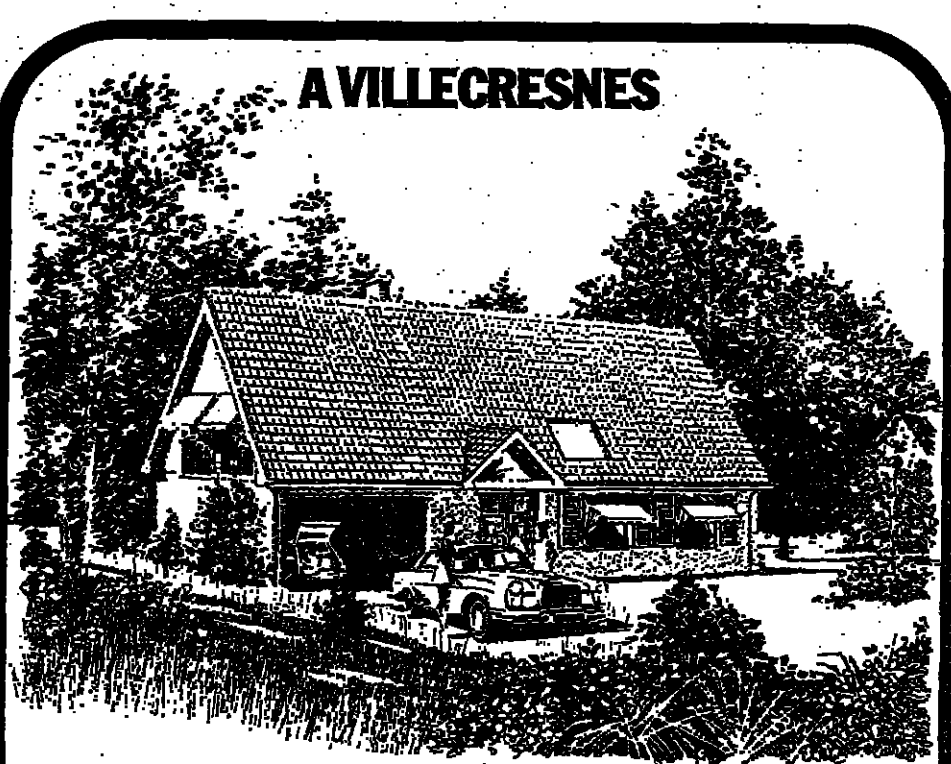
M. Péronnet relève que « le parti radical voit son influence se renforcer, puisque quatre de nos amis siègent au gouvernement », mais ajoute que son parti doit « demeurer loyal mais rigoureux vis-à-vis de l'action gouver-

LE SIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU GENERAL DE GAULLE

L'Association des Français libres, la chancellerie de l'Ordre de la Libération, l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, commencent à des entreprises publiques ou privées dont l'intérêt économique n'est pas toujours évident, de manière à ce que chacun assure sa part de l'effort national en proportion de ses moyens. »

A propos du recours à l'impôt

Breguet

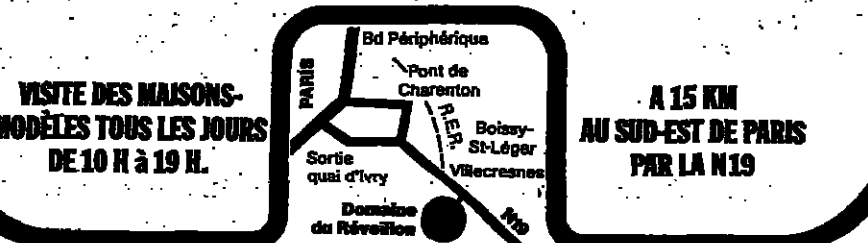


"Oranger", 220 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Réveillon

A la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Vallon ensoleillé en grande partie fermé de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à

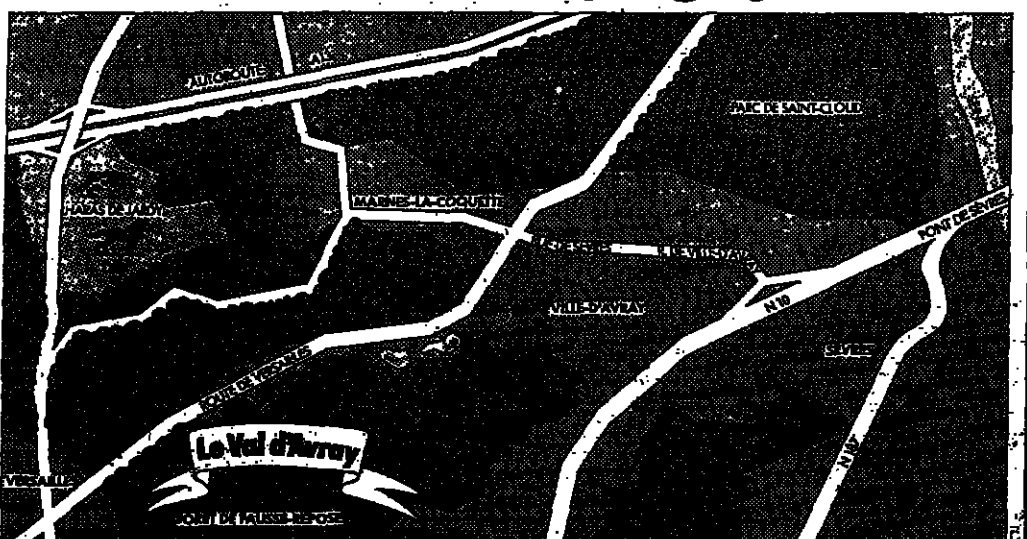
Boissy-Saint-Leger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., idéalement conçues, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.



VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

VENEZ DES CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DECOREES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94440 VILLECRESNES (TEL. 599.71.42)

Au Val d'Avray, tous les appartements ouvrent directement sur la forêt.



600 hectares de forêt domaniale, donc protégée, font face à la Résidence du Val d'Avray. Cette réalisation qui couvre 1 hectare et demi, comprend d'élégants petits immeubles de 3 étages seulement, desservis par des allées strictement piétonnières. Ici, tous les appartements de 3, 4 ou 5 pièces se distinguent par la qualité des prestations (profil "qualité"). Ils possèdent

tous soit une terrasse de 36 à 44 m², soit une loggia de 12 à 16 m², soit un jardin privé de 48 à 468 m². Toujours tournés vers la nature, même sans quitter votre appartement. Le Val d'Avray est en outre tout proche de Versailles et de Ville d'Avray, deux agglomérations parfaitement bien équipées.

Le Val d'Avray

Prix fermes et définitifs à la réservation.

Renseignements et vente sur place : 213, Route de Versailles, tous les jours de 14 à 19 heures, sauf le mercredi. Samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

Or, GBC - 52, Champ-Béasés PARIS 9. Tél. 254.96.28. Livraison, 2^e trimestre 1977. Une réalisation SERDI.

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Débat de politique générale du 5 au 7 octobre

La conférence des présidents de l'Assemblée nationale s'est réunie le jeudi 16 septembre, au Palais Bourbon, en présence du premier ministre, M. Raymond Barre, à l'issue de laquelle, à cette occasion, le rôle du Parlement (« information et contrôle ») et son rôle qu'il ait avec le gouvernement « des rapports clairs et concrets ».

A l'issue de cette réunion, M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, a communiqué à la presse l'ordre du jour des premières semaines de la session d'automne. Après une séance d'ouverture « de pure forme », le samedi 2 octobre, les députés entendront, le mardi 5, une déclaration de politique générale, suivie d'un débat organisé sur six heures quarante, jusqu'au jeudi 7, les principaux orateurs prenant la parole mardi après-midi. M. Boulin a précisé que MM. Robert Ballanger et Gaston Defferre, respectivement présidents des groupes communiste et socialiste et radicaux de gauche, avaient réitéré leur demande de voir le gouvernement engager sa responsabilité. Il a observé, à ce sujet, qu'une telle décision ne pouvait intervenir, aux termes de la Constitution, qu'après une délibération du gouvernement en conseil des ministres. « Je ne puis préjuger sa décision », a-t-il ajouté.

Le samedi du 12 au 15 octobre sera essentiellement consacré à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976, qui, a-t-il noté, « revêt une importance particulière, compte tenu des mesures exceptionnelles qui y figurent en faveur des agriculteurs ». Sont également

prévus la suite de la discussion du projet de réforme de l'urbanisme ainsi que l'examen d'un texte modifiant le code minier.

La discussion budgétaire débutera le mercredi 20 octobre (première partie de la loi des finances, c'est-à-dire les recettes), l'examen des dépenses commençant le 26 octobre et s'achevant, après cent dix heures de discussion, le 20 novembre. M. Boulin a indiqué que le premier ministre se rendrait devant la commission des finances de l'Assemblée le 22 septembre, à l'issue du conseil des ministres qui adoptera le collectif 1976 et le budget 1977, les deux textes étant présentés à cette occasion aux députés.

Parmi les projets qui devraient être examinés après la discussion budgétaire, M. Boulin a cité les textes relatifs au renforcement de la sécurité des Français, la réforme du financement du logement, la réforme de la fiscalité de la presse et celle de l'architecture.

A noter enfin que le groupe U.D.R. a demandé que la durée des questions au gouvernement (séance du mercredi après-midi) soit portée de une heure à une heure trente.

Répondant aux questions des journalistes, M. Boulin a indiqué que le gouvernement était favorable à la constitution de commissions d'enquête parlementaires, « à condition qu'elles ne soient pas des machines politiques » et qu'il s'efforcerait par ailleurs de favoriser au maximum la discussion de textes d'origine parlementaire, « bien que la session budgétaire, particulièrement chargée, ne s'y prête guère ».

M. Chirac trouvera des embûches sur sa route

Alors que le bureau exécutif de l'U.D.R. a approuvé unanimement — malgré les critiques solitaires de M. Jacques Chaban-Delmas — les initiatives de M. Jacques Chirac, une double manœuvre d'enveloppement s'esquisse autour de l'ancien premier ministre. Ceux qui ne disposent pas des moyens suffisants pour les combattre ou qui n'osent pas s'opposer de front à l'homme qui, pour le moment, recueille l'approbation des gaullistes vont s'efforcer de limiter, de canaliser, d'utiliser ou de neutraliser les projets de M. Chirac.

Les réactions des porte-parole officiels des républicains indépendants et des centristes, tout comme celles de l'entourage du président de la République et de certains ministres, tel M. Robert Boulin, situent la démarche de l'ancien premier ministre dans le strict cadre de l'U.D.R.

Or il n'est pas question pour M. Chirac d'exercer des responsabilités directes au sein du mouvement dont il demeure cependant le secrétaire général d'honneur. Si M. Guéna peut affirmer avec assurance qu'il restera dans son fauteuil de secrétaire général, c'est que personne ne songe à le lui retirer. De même, M. Chirac n'ambitionne nullement la présidence du groupe parlementaire ni une éventuelle présidence du mouvement. Comme il l'a écrit, sa volonté « d'agir — par-delà les partis » (« le Monde », 14 septembre), et cela lui impose de recevoir des concours divers, même si les gros bataillons de l'U.D.R. doivent constituer sa masse de manœuvre.

La seconde « opération » que devra déjouer M. Jacques Chirac consiste à le cantonner dans le rôle de représentant

de la droite de la majorité. Pour y réussir, il devra s'efforcer d'effacer une certaine image qu'il a donnée de lui et convaincre que sa démission du gouvernement n'a pas été motivée par un refus de la politique de réformes, dont le président de la République a fait le thème central de sa propagande.

Il devra notamment montrer en quoi la « société de liberté et de progrès » pour laquelle il veut lutter est une conception plus populaire que celle de la « société libérale avancée ». Des occasions seront offertes à l'ancien premier ministre de préciser son programme, ne serait-ce qu'au cours de la campagne électorale qu'il conduira en Corrèze pour récupérer son siège de député. Il pourra aussi en trouver d'autres à partir de son retour à Paris, prévu pour mercredi 22 septembre. — A. P.

M. GUÉNA : je reste

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, jeudi 16 septembre à Antenne 2 : « Aujourd'hui, et compte tenu des termes des communiqués de Jacques Chirac, nous avons dit que nous sommes dans la majorité. Nous faisons partie des formations politiques qui soutiennent l'action du gouvernement et il n'y a rien de changé en ce qui nous concerne. Je n'ai rien vu de contraire dans les déclarations de Jacques Chirac ».

Interrogé sur son propre destin comme secrétaire général de l'U.D.R., M. Guéna a répondu : « Je suis très bien assis dans ce fauteuil et j'y resterai ».

M. GUICHARD : unité autour de l'action gouvernementale.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, écrit dans son journal électoral l'Echo du 17 septembre : « Si la majorité actuelle a eu quelques difficultés, c'est bien parce qu'elle tournait un peu en rond dans la politique. »

Aujourd'hui, le président de la République a nommé ce gouvernement pour qu'il s'attache aux vrais problèmes (...).

L'axe de la majorité passera par cette action gouvernementale. Son unité se fera autour de cette action ».

pas de « jobertisme »... son groupe et de la majorité. Le groupe U.D.R. a toujours comporté dans ses rangs des personnalités brillantes, et, en particulier, des gens ayant occupé des responsabilités importantes. Ainsi, après le retour de M. Chirac à l'Assemblée nationale, il comptera cinq anciens premiers ministres. Il est normal que de telles personnalités aient des opinions et les expriment. Je suis toutefois persuadé qu'elles ont toutes à l'esprit l'importance que revêt actuellement l'unité de la majorité ».

M. BOULIN : oui, mais

M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, a rappelé, jeudi 16 septembre, au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, qu'il se devait de coordonner les trois groupes de la majorité et que l'unité de cette dernière était de ne pas se diviser sur des « querelles de personnes ».

A propos de M. Chirac, il a indiqué : « Dans la mesure où il ne fait pas de jobertisme et tire sur l'adversaire, son dynamisme et sa vigueur sont au service et de

Le bureau exécutif de l'U.D.R. approuve l'ancien premier ministre

Le bureau exécutif de l'U.D.R. réuni jeudi 16 septembre en présence de tous ses membres, sauf MM. Chirac, Debré, Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Le bureau exécutif de l'U.D.R. a adopté à l'unanimité le communiqué suivant qui a été lu par M. Guéna :

« Le bureau exécutif a examiné le communiqué publié le 13 septembre 1976 par M. Chirac, ainsi que le message aux compagnons, qui reprend en le développant ce premier texte. Compte tenu des conditions dans lesquelles l'ancien premier ministre a quitté le gouvernement, il est normal qu'il se manifeste sans tarder dans l'action politique. Le bureau exécutif a approuvé pleinement la déclaration faite par le secrétaire général le 13 septembre et qui se lit ainsi :

« 1) Je note, et n'en ai jamais douté, que Jacques Chirac, qui reprend l'action politique, demeure dans la majorité et donc pas ailleurs.

« 2) Il désigne clairement l'adversaire, les coalisés du programme commun auxquels il n'est question de faire ni concessions, ni avances.

« 3) Il est vrai que le combat des législatives ne sera guère que si, au-delà des parts et de la pseudo coupure de la France en deux, l'on est capable de créer un sursaut dans l'opinion contre l'oberration du collectivisme en France.

« 4) Il n'y a, entre les déclarations de Jacques Chirac et la façon dont nous apprécions la situation à l'U.D.R., aucune divergence, au contraire ».

Des critiques de M. Chaban-Delmas

Au cours de la discussion, une quinzaine de membres du bureau exécutif ont intervenus pour soutenir l'initiative de M. Chirac, dont deux autres anciens premiers ministres, MM. Messmer et Couve de Murville. Seul M. Chaban-Delmas a critiqué avec une certaine vigueur l'attitude de M. Chirac. Après avoir rappelé tout ce qu'il avait fait lui-même pour maintenir l'unité de l'U.D.R., le maire de Bordeaux a répété que M. Chirac, par son comportement, a fait perdre aux gaullistes la présidence de la République et la direction du gouvernement. Il lui a reproché de « vouloir jouer un rôle de rassembleur » alors que les instances dirigeantes de l'U.D.R. n'ont pas été consultées, et il a déclaré qu'il n'y a aucune raison pour que l'ancien premier ministre se pose en inspirateur et en guide du mouvement gaulliste. M. Guéna a répondu que les textes publiés par M. Chirac et son comportement ne sont nullement en contradiction avec les principes gaullistes et qu'il ne s'agissait pas pour lui de rassembler la droite.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, est intervenu pour approuver la déclaration que le secrétaire général de l'U.D.R. avait faite au lendemain du premier message, et il a craint que, puis- qu'il par ailleurs que, lorsque ce dernier était premier ministre, le bureau exécutif de l'U.D.R. n'aurait jamais émis contre M. Giscard d'Estaing les critiques qui s'y expriment désormais. Le ministre d'Etat a regretté toutefois que

M. Chirac n'ait pas parlé de la lutte contre l'inflation dans ses messages, et il a affirmé son intention d'empêcher que puissent se présenter aux élections législatives, dans une même circonscription, un candidat soutenu par le président de la République et un autre par M. Chirac, mais il a reconnu que rien dans les déclarations de M. Chirac ne laissait prévoir cette éventualité. M. Chaban-Delmas a indiqué, pour sa part, qu'il va encore réfléchir pour savoir s'il doit faire connaître publiquement son sentiment.

Le bureau exécutif de l'U.D.R. a ensuite examiné la question de l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel. Le bureau a rapé ses positions en soulignant trois points : une révision constitutionnelle semble nécessaire pour une telle réforme ; l'élection doit avoir lieu le même jour selon les mêmes modalités dans tous les pays et selon un système assurant une représentation démographique proportionnelle ; la future Assemblée ne doit pas posséder des pouvoirs plus importants que ceux dont elle dispose actuellement.

Enfin les problèmes de la sécheresse et de son indemnisation ont été évoqués par le bureau exécutif, qui a souligné la nécessité d'une solidarité de la collectivité nationale, mais en précisant que les effets de cette solidarité ne devaient pas être supportés uniquement par telle ou telle catégorie sociale.

Trois journées d'un député rural

Alors que M. Jacques Chirac avait fait triompher lundi dernier dans l'actualité politique avec les déclarations que l'on sait, les honneurs de la programmation télévisuelle ont été introduits, jeudi soir 16 septembre, dans les foyers des téléspectateurs de la première chaîne. C'est un cadre aspect de la personnalité de l'ancien premier ministre qui a été offert pendant trois heures par la caméra de François Bachevalier. Le film, réalisé alors que M. Chirac était encore chef du gouvernement, a été entièrement tourné en Corrèze et il n'a pas été complété depuis le 25 août, jour où le héros est redevenu simplement président du conseil général de son département et conseiller municipal de Sainte-Féol.

Au vu de ces séquences, on comprend mieux qu'après avoir quitté la direction du gouvernement au bout de vingt-sept mois, M. Chirac ait choisi de passer en Corrèze ses vingt jours de vacances. Les « trois jours » filmés par la télévision ont montré un visage et des attitudes que les spectateurs, habitués aux interventions parisiennes du premier ministre, ne connaissent pas. Souriant et à l'aise, mais toujours en mouvement,

jugé par ses hôtes « plus jeune » ou « plus grand » que la télévision, M. Chirac a accueilli, bonjours et meris, soucieux des détails, attentif aux besoins de chacun, attentionné même, passant de bonnets en distributions de prix et en fêtes de villages, tutoyant aussi bien « Joseph » que le champion olympique Mimoun, appelant le ministre de l'équipement « le père Galley », M. Chirac a bien donné l'impression que c'était là sa « vraie détente ».

M. Chirac, toutefois, ne s'est pas livré vraiment. On l'a vu agir, mais on ne l'a pas vu vivre en Corrèze, la caméra ayant, notamment, totalement ignoré le château de Btly. Tout au plus a-t-on appris de lui qu'il aime les hêtres, « le plus merveilleux des arbres », qu'il est un « rat d'anthropologue » et de galeries de tableaux, qu'il dit sept ans il voulait être chirurgien puis lieutenant au long cours, enfin directeur des transports aériens. Les images sont conventionnelles, les situations sans grande originalité, n'ont pas brossé le véritable portrait d'un homme dont on se doute bien qu'il est plus complexe qu'il n'y paraît. — A. P.

La Fédération nationale des républicains indépendants organise, du 18 au 25 septembre, à Ak-les-Thermes (Ariège), un séminaire de formation politique à l'intention de ses cadres dépar-

tementaux. Plusieurs membres républicains indépendants du gouvernement doivent y participer. Vendredi 24 septembre, M. Jacques Dominati, secrétaire général de la F.N.R.I., y réunira un conseil national.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

Soyez précis.

Quinzaine des montres et des calculatrices



119f

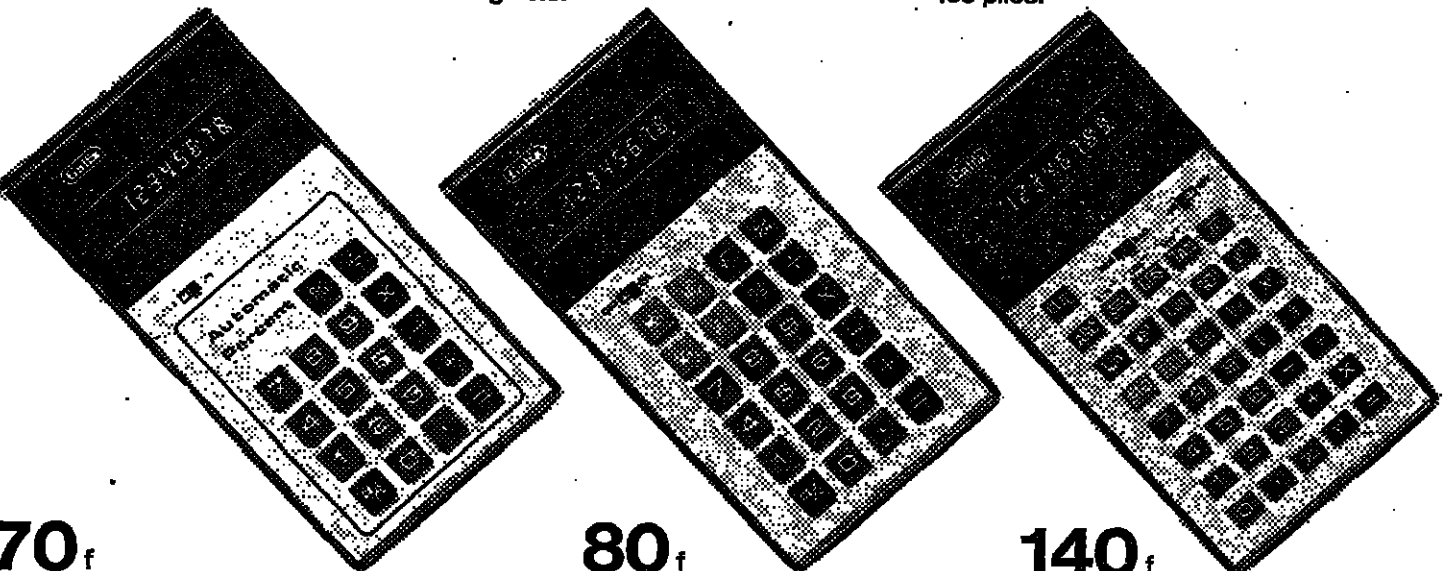
Montre à quartz pour homme, à diodes électroluminescentes, 6 fonctions : heure, minute, seconde, mois, date, jour. Boîtier et bracelet acier inoxydable.

179f

Montre à quartz pour homme, à diodes électroluminescentes, 6 fonctions : heure, minute, seconde, mois, date, jour. Boîtier chromé antichoc. Bracelet métal, fermoir réglable.

199f

Montre à quartz pour homme, à diodes électroluminescentes, 5 fonctions : heure, minute, seconde, mois, jour. Extra-plate, boîtier métal. Bracelet cuir. Ces trois montres sont garanties 1 an sauf les piles.



70f

Calculatrice GALFA. 8 chiffres verts % majoration et minoration automatique. Adaptateur en option 30f.

80f

Calculatrice GALFA. 8 chiffres verts Mémoire dynamique. % majoration et minoration automatique. V5 Adaptateur en option 30f.

140f

Calculatrice GALFA. 8 chiffres verts. Notation scientifique (5 chiffres significatifs + 2 exposants). Fonctions trigonométriques et logarithmiques programmées. Parenthèse sur 2 niveaux. Mémoire de stockage avec rappel. Adaptateur en option 30f.

Les calculatrices GALFA sont fabriquées par ROCKWELL pour les Galeries Lafayette et garanties un an.

offre valable jusqu'à épuisement des stocks.

Galeries Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

150

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les socialistes se réservent la possibilité de présenter des listes homogènes

Au lendemain de la rencontre « au sommet » des dirigeants de l'union de la gauche, le 28 juin, le P.C.F. avait vivement reproché à la presse d'avoir dit que les communistes s'étaient alignés sur leurs partenaires et avaient renoncé à obtenir, au niveau national, l'engagement que des listes d'union de la gauche seraient constituées, dès le premier tour, dans toutes les communes. Le communiqué commun publié à l'époque se bornait pourtant à stipuler que des négociations devaient être engagées à la base « en vue du meilleur accord possible ».

Pour les socialistes, et M. François Mitterrand vient de le rappeler en termes vifs dans l'hebdomadaire

l'Unité, l'accord n'interdit donc pas à chaque parti de constituer des listes homogènes si aucun compromis ne peut être trouvé localement. Ils jugent abusive et mensongère la propagande communiste tendant à accorder l'idée que, d'ores et déjà, il a été décidé de présenter dans toutes les communes des listes d'union de la gauche. D'ailleurs dans trois départements (le Val-de-Marne — celui de M. Marchais, — les Ardennes et le Cher) les fédérations des partis de gauche ne se sont pas encore rencontrées, du fait du P.C.F., dit-on du côté socialiste.

Si M. Mitterrand a décidé de rappeler publiquement à l'ordre ses partenaires (il l'avait déjà fait à huis clos devant le comité directeur de son parti), c'est notamment pour éviter que, dans les départements, les responsables socialistes n'accèdent trop aisément aux demandes du P.C.F. Déjà deux fédérations (les Hautes-Alpes et la Meurthe-et-Moselle) ont été publiquement désavouées pour avoir signé des déclarations communes avec le P.C.F. dans lesquelles la constitution de listes d'union de la gauche dans toutes les communes du département était annoncée avant que n'aient été menées, cas par cas, les négociations. Une troisième fédération, la Seine-Saint-Denis, s'est également vu reprocher d'être allée trop loin.

Les dirigeants du P.S. sont d'autant plus décidés à faire preuve de fermeté vis-à-vis du P.C.F. qu'ils ont interprété l'accord du 28 juin comme un aveu de faiblesse de leur partenaire. Ils sont convaincus que, même en maugréant, les communistes finiront par accepter les conditions posées par le P.S. faute de pouvoir affronter des « primaires » au sein de l'union de la gauche, qui risqueraient de faire ressortir le retard qu'ils accusent à présent par rapport au parti socialiste.

Il est vrai que le P.C.F. n'a absolument pas réagi aux propos de M. Mitterrand dans l'Unité. Ce n'est même pas un hasard si, dans la mesure où, lors de la fête de l'Humanité M. Georges Marchais s'est montré fort « unilaire » et avait clairement indiqué qu'il se refusait désormais à toute polémique avec ses alliés du programme commun.

Les socialistes cherchent à exploiter cette situation pour affirmer le plus possible leur originalité dans le cadre de l'union de la gauche.

THIERRY PFISTER.

M. MITTERRAND PROTESTE CONTRE L'INTERPRÉTATION FAITE PAR LE P.C.F. DE L'ACCORD DU 28 JUIN

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, s'élève, dans sa chronique publiée par l'hebdomadaire l'Unité, datée 17-23 septembre, contre le P.C.F. l'assimilation des attitudes affirmant que le 28 juin le comité de liaison de la gauche a décidé « de présenter partout des listes communes aux élections municipales et ce, dès le premier tour de scrutin ».

M. Mitterrand rappelle que les dirigeants de l'union de la gauche ont simplement demandé « que soit recherché, dans les communes où coexistent les partis de gauche, le meilleur accord possible », laissant ainsi l'initiative aux militants de base dans leurs cellules et sections, sous le couvert de leurs fédérations et sans

imposer le résultat de la négociation. « Le parti communiste l'aurait-il oublié ? s'interroge-t-il. Le mettrait-il dans l'embarras ? ».

Par ailleurs, M. Mitterrand dénonce comme un mensonge grossier la lettre et à l'esprit de ce qui nous unit. Les socialistes, en tout cas, récusent sans complaisance ce retour aux méthodes d'une époque que les communistes eux-mêmes semblaient avoir rayée de leur passé.

« Le parti socialiste préservera partout où cela lui paraîtra nécessaire — il l'accusera même s'il le faut — son indépendance d'action », et d'ailleurs, je ne connais que ce mot d'ordre : contre la droite, toujours l'union. Mais, pour le socialisme, d'abord être soi-même. »

UN TOURNANT DÉCISIF

(Suite de la première page.)

Le gouvernement tire son autorité — toute relative — de la confiance que lui accorde pour son temps le président de la République, et, comme on l'a déjà constaté à l'heure de M. Chaban-Delmas, le soutien fondamental de sa majorité parlementaire risque de lui susciter la dévotion du chef de l'Etat. Pour affirmer sa personnalité et accroître son influence personnelle, le premier ministre est alors conduit à s'opposer insidieusement au président, dont il se déclare pourtant le collaborateur loyal et dévoué.

Le Parlement a perdu une trop grande part de son pouvoir législatif. Cette évolution, déjà enregistrée de longue date dans le domaine budgétaire, est aussi constatée même quand on en discute les droits de l'individu et du citoyen. Les louables efforts accomplis depuis 1974 pour libéraliser le fonctionnement des Assemblées ont donné à l'opposition des moyens améliorés de se faire entendre n'ont que des effets limités. Par suite de la brièveté des sessions, l'emploi du temps est beaucoup trop tendu : les grands débats doctrinaux y sont rares ; on est encore bien éloigné de la majorité d'idées que M. Edgar Faure appelle régulièrement de ses vœux.

Quant aux formations politiques, dont la mission éminente est reconnue par la Constitution, elles éprou-

vent quelques difficultés à faire la preuve de leur utilité et de leur efficacité. Seuls comptent vraiment le parti communiste et le parti socialiste dans la mesure où ils s'opposent au pouvoir et mobilisent à son encontre une large fraction du corps électoral. C'est un fait que le public accorde moins d'attention à des promesses évasives et contradictoires qu'à une contradiction continue et habituelle.

Des sondages d'opinion montrent bien que le plus grand nombre des Français est porté à admettre une majorité nouvelle en 1978, il redoute l'application du programme commun.

En réalité, le déclin des partis politiques de la majorité actuelle est lié à la décadence des institutions parlementaires. C'est tout naturellement dans les Assemblées que les propositions formulées par les principales formations politiques trouvent leur expression suprême et permettent d'aboutir à des décisions communément acceptées. C'est, aujourd'hui, dans le pays que les leaders de l'opposition s'expriment à tout moment en faisant porter l'essentiel de leurs propos sur des sujets proférés à l'encontre de la politique du chef de l'Etat, sans rechercher le dialogue et encore moins la conciliation.

De son côté l'exécutif donne courtoisement l'impression qu'il minimise l'action des partis politiques qui sont réputés le soutenir. Ce malen-

tendu tient sans doute pour une part à ce qui a été appelé le « fléchissement » d'un parti de la majorité qui, favorable par doctrine à la suprématie du pouvoir, s'adapte avec difficulté à des orientations nouvelles, tant en matière de législation interne que de relations internationales. Mais la réserve manifestée à l'égard de l'U.R.D. n'est pas sans conséquence sur l'équilibre. À d'autres formations qui sont pourtant apparues depuis 1974 comme les artisans les plus chaleureux du changement et de la réforme.

Des questions de principe sont ainsi posées :

— Le pouvoir sera-t-il essentiellement à l'écoute des oppositions politiques ou de ceux qui se situent à la frange de ces oppositions ?

— Le pouvoir peut-il se dispenser de l'action mobilisatrice des formations politiques qui sont les plus proches de lui dans le pays comme au Parlement ?

— Reconnaît-on aux leaders de ces formations leur qualité représentative et leur permet-on de conserver la confiance de leurs militants et de leurs électeurs ?

Dans la négative, le fléchissement entre des personnalités intelligentes et compétentes, mais dépourvues de base populaire — même si on leur donne le label « majorité présidentielle » — et la masse de la population qui ne trouverait que dans les seuls partis socialiste et communiste un moyen d'expression et l'espoir de ne pas voir leur revanche contre les principaux responsables de l'Etat.

En Italie, face au parti communiste, seule la démocratie chrétienne, en dépit des erreurs commises et de la faiblesse institutionnelle du régime, dispose d'un large électoral parce qu'elle s'appuie sur un million sept cent mille adhérents. Si le P.C.I. et ses alliés avaient obtenu la majorité aux élections législatives, l'importance du soutien populaire au parti démocrate-chrétien eût limité les graves inconvénients de ce changement.

La France gagnerait beaucoup au développement d'un fort parti de centre gauche issu pour une large part d'une démocratie chrétienne générale et populaire, intégrant les classes moyennes et capable d'intégrer nombre de travailleurs urbains et ruraux. Les fondements de cette formation existent, l'esprit militant y fait défaut, son idéologie est bien vivante.

Un programme avait été établi dans une étroite communauté d'idées à la veille des élections législatives de 1973 par les centristes, chrétiens, radicaux et socialistes. Ce programme n'a jamais été appliqué, mais il est trop peu parti aujourd'hui de son passé pour faire fi de ce premier effort.

La V^e République, en se situant à un tournant sans doute décisif de sa brève histoire, la majorité présidentielle doit-elle s'en tenir à son statut actuel, mal perçu de l'opinion et sans doute trop artificiel ? Ou doit-elle comprendre deux ou trois partis fortement charpentés dont chacun a sa noblesse et sa vie propre, et dispose d'assises populaires plus ou moins étendues ?

PIERRE ABELIN.

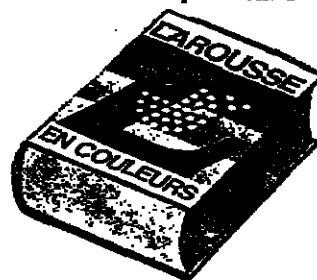
Quand a-t-on inventé le transistor ?

Qui sont les artistes du mouvement Cobra ?

Comment fonctionne une centrale nucléaire ?

c'est aujourd'hui que vous vivez !

... alors, il vous faut un dictionnaire qui réponde aussi à toutes vos questions !



les mots nouveaux, les techniques et les idées récentes, l'évolution des hommes et des pays,

on trouve toujours tout dans le

PETIT LAROUSSE EN COULEURS

OU DANS LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ

mise à jour, comme chaque année, l'édition 1977 vient de paraître. CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Breguet



"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de L'Ormoie

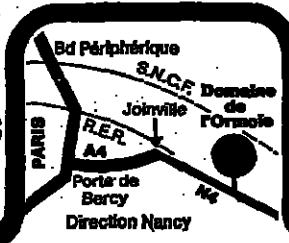
Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris. Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine de l'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM A L'EST DE PARIS PAR L'A4 ET LA N4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94500 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 938.71.30)

Le fait que le Poste « Prélèvement inflationniste » est ignoré du Plan Comptable français met

l'Economie Française en DANGER de MORT

Le Prélèvement inflationniste est la quantité dont l'inflation mange les bénéfices des Entreprises. Même avec des Degrés d'inflation inférieurs à 10 %, ce Prélèvement peut dépasser le quart des Fonds propres !

Le Prélèvement inflationniste est la somme à déduire du bénéfice de la Comptabilité qui, hélas, est actuellement Légale, pour obtenir le Résultat Réel.

Voici ce que déclarait au « Figaro », en 1970, le Ministre Valéry Giscard d'Estaing : « Un seul Degré d'inflation est admissible et nécessaire. Le degré zéro. »

Voici quels furent les Degrés moyens annuels d'inflation :

— 1970-1975 : 8,7 %

— 1975-1976 : 12,2 %

Le 5 novembre 1976, l'apprentissage que le Prélèvement inflationniste est inconnu du Corps Professoral de la célèbre Ecole Nationale d'Administration, pépinière des célébrités économiques françaises

PATRONS

ne restez pas dans l'ignorance « légale » du montant Réel de votre bénéfice ou, hélas, de votre déficit. EXIGEZ LA RESTITUTION DES IMPÔTS que vous avez payés sur votre bénéfice Légal, lorsque votre Chef comptable, ayant pratiqué le Calcul Inflationniste, vous démontrera que vous étiez, Résultat, en déficit. Ce calcul est enseigné par mon Ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

que j'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 50 F. français, versée à l'étranger, par chèque bancaire, virement postal, ou chèque postal 3 volets.

Émile Krieg, 7, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

C.P. Paris 103-11 T. 01 26 28 21

Un événement dans le monde du salon cuir:
Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité: le siège cuir.
Visitez en flânant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir".
Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleurs productions internationales de sièges.

CUIR CENTER

Une opération prix vérité sur le cuir
En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent).
Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

**OUVERTURE
VENDREDI
17 SEPTEMBRE**

100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000
à 6.000 f.



Copacabana

**Un salon
cuir "texas" 5 places
Prix d'ouverture**

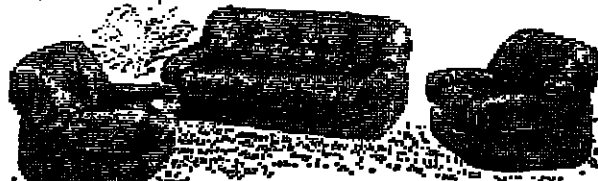


3950 f.
quantité limitée

le canapé 3 places 230 x 70 x 80
+ le canapé 2 places 170 x 70 x 80



Sully



Atlanta



San Francisco



Baltimore

de 6.000
à 9.000 f.



Madison



Houston



Chenonceaux



Cincinnati



Bahia



Amboise



Chambord



Nebraska

de 9.000
à 11.000 f.



Dallas



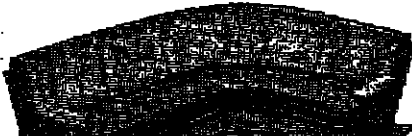
Balmoral



California



Nevada

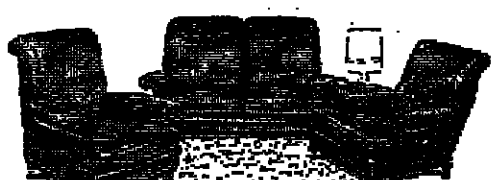


Miami

de 11.000
à 15.000 f.



Chevreux



Edimbourg



London

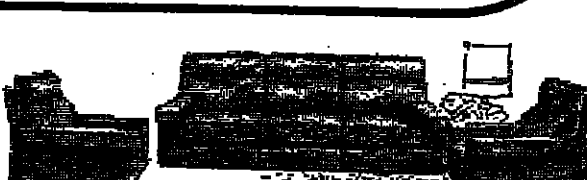
de 15.000
à 20.000 f.



Louisiana



York



Philadelphie

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir.

Grandes facilités de paiement.
Nos prix s'entendent toutes taxes comprises.
Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

CUIR CENTER



176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Ouvert: lundi de 14 h à 19 h - samedi de 10 h à 19 h
mardi, mercredi, jeudi, vendredi sans interruption de 10 h à 22 h
Tél. 373.36.13/35.68/35.69 - Parking dans l'immeuble
RER: Nation - METRO: Philippe Auguste

LE CUIR DEFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DEFIE LES PRIX

100 salons cuir

PRESSE

AU SIÈGE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA PRESSE FRANÇAISE

Six personnes sont blessées par les policiers lors d'une manifestation contre M. Amaury

Une centaine de militants du comité intersyndical C.G.T. du livre parisien ont occupé pendant une heure et demie, dans l'après-midi du jeudi 16 septembre, le siège de la Fédération nationale de la presse française, rue Gabriel-Lamain, à Paris (10^e). La délégation entendait être reçue par M. Emilien

Amaury, président du Syndicat de la presse hebdomadaire, président du conseil d'administration du « Parisien libéré », à qui elle souhaitait remettre une pétition. Lorsque la police fut requise pour faire évacuer l'immeuble, six personnes ont été blessées, dont deux sérieusement.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, M. Amaury participait aux travaux de l'assemblée plénière de la Fédération. Vers 17 heures, une délégation d'ouvriers du Livre pénétra dans l'immeuble et demandait audience au responsable du « Parisien libéré », qui refusait, quittait la salle à la fin de la réunion et, emporté de surprise, se rendit dans les locaux du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, sis au rez-de-chaussée du même immeuble.

Peu après, alors que des négociations s'engageaient entre des responsables de la Fédération nationale de la presse française et du comité intersyndical C.G.T. du livre parisien, la police arriva sur les lieux appelée par M. Jean Sengier, collaborateur de M. Amaury. Les forces de l'ordre intervinrent sans ménagement, blessant six personnes, dont M. Beyer, l'un des vice-présidents de la Fédération patronale, qui tentait, en compagnie de M. Gaston Gaudy, directeur de la Fédération, de mettre fin aux affrontements. M. Beyer a été touché à la tête. Deux des manifestants ont été gravement atteints. Sous la protection d'un nombre impor-

tant de policiers, M. Amaury quittait alors la rue Gabriel-Lamain. Peu après, le comité intersyndical C.G.T. du Livre parisien a publié un communiqué, affirmant que, « face à de telles provocations », il « élève la plus énergique protestation contre ces méthodes barbares ». « Une fois de plus, souligne la C.G.T., à la demande de négociations, le pouvoir répond par la répression. »

M. Amaury et ses collègues sont nombreux, alors que tous les autres patrons de la presse parisienne ont signé avec le comité intersyndical un accord, le 7 juillet 1976, permettant de résoudre les problèmes posés, y compris le conflit du « Parisien libéré ».

La version de M. Amaury

De son côté, M. Emilien Amaury réagit — hors antenne — à R.T.L., sa version des faits :

LES CAMBRIOLEURS DU SIÈGE DU SYNDICAT DU LIVRE ont indiqué qu'ils voulaient s'emparer de documents

Un élément nouveau est intervenu dans l'affaire du cambriolage des locaux du Syndicat général du Livre, tenu au cours de la nuit du lundi 13 au mardi 14 septembre, 94, boulevard Auguste-Blanc, à Paris-12. Plusieurs des miliciens arrêtés avaient déclaré, jeudi 16 septembre, devant M. Guy Pia, premier juge d'instruction à Paris, qu'ils avaient agi à l'insu d'un individu se faisant appeler « Tonia », rencontré dans un café. Celui-ci les aurait incités à réaliser cette opération afin qu'ils s'emparaient d'importantes dossiers dans les locaux du syndicat et leur seraient recommandés de ne pas afficher les documents avec leur chausse-pied.

Pour décider ses interlocuteurs, ce « Tonia » leur aurait déclaré qu'ils pourraient garder pour eux les fonds importants déposés, selon lui, dans les coffres. Il leur aurait promis aussi l'impunité ainsi que l'effacement de leurs condamnations passées sur leur casier judiciaire.

Parmi les sept personnes gardées à vue, six, Christian Bernard, vingt-quatre ans, Jean-Pierre Coene, vingt-neuf ans, Marcel Mercante, quarante-trois ans, Daniel Lacaze, trente-deux ans, Alain Dupuy, vingt-quatre ans, et Manfred Guillemet — ce dernier encore en traitement à l'hôpital de la Pitié puisqu'il s'est blessé en sautant d'une fenêtre pour tenter de s'enfuir — ont été déferés au parquet. M. Pia les a fait écrouer après les avoir informés de tentative de vol qualifiée et d'infraction à la législation sur les armes. Ils ont

M. ROGER LANCY : à qui cette affaire profite-t-elle ?

Il est à noter que Guillemet et Bernard avaient bénéficié récemment d'une mise en liberté de la part de la chambre d'accusation de Paris, et contre l'avis du juge d'instruction, à propos de méfaits antérieurs pour lesquels ils n'ont pas encore été jugés. L'agression pour le premier d'un « règlement de comptes », dont il doit répondre le 4 novembre prochain aux assises, pour le second d'une affaire d'extorsion de fonds.

Les aveux passés devant M. Guy Pia viennent en tout cas infirmer la thèse d'une affaire de droit commun tout à fait classique, purement de banditisme, avancée quelques heures seulement après l'arrestation des manifestants par M. Jean Ducrocq, procureur de la police judiciaire de la région parisienne (le Monde du 15 septembre 1976).

Pour leur part, les responsables du comité intersyndical du Livre — qui s'étaient étonnés qu'il soit conçu à une affaire de droit commun — ont même que ne soit terminée l'interrogatoire des bandits — ont fait savoir, par la voix de M. Roger Lancy, secrétaire du comité, que « les aveux des cambrioleurs n'ont fait que confirmer les soupçons des dirigeants du syndicat ».

« Il n'y a donc pas de surprise de notre part. Nous sommes simplement perplexes », a précisé le jeudi 16 septembre, M. Roger Lancy, ajoutant : « à qui cette affaire profite-t-elle ? Nous sommes actuellement engagés dans plusieurs conflits ouverts et tout naturellement nous disposons de dossiers sur chacune de ces affaires. Alors, on peut se poser beaucoup de questions. »

La grève des ouvriers de l'imprimerie Victor Michel, qui a entraîné, cette semaine, la non-parution de « L'Est-Parisien », le jeudi 16 septembre, de nouvelles entretiens entre les responsables de cette entreprise et ceux de la Néogravure, dans le cadre du projet de complexe industriel ébauché entre les deux imprimeries. Un communiqué, publié par la Néogravure, annonce en ces termes l'échec de ces pourparlers :

« Les négociations en vue d'un rapprochement avec le groupe Victor Michel n'ont pas abouti. La Néogravure a décidé de mettre en œuvre son plan industriel autonome. La direction de l'entreprise a pris contact avec la Fédération française des travailleurs du Livre en vue de l'ouverture immédiate de négociations pour l'établissement d'un contrat d'entreprise dans les conditions d'accord partielles signé le 12 mai 1976. »

« FRANCE-SOIR » ET « LE FIGARO » RÉINTÈGENT LE SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE

France-Soir et le Figaro ont décidé de réintégrer le Syndicat de la presse parisienne, qu'ils avaient quitté le 28 mai dernier. M. Desiré Goddyn, président du S.P.P., l'annonce dans une lettre aux membres du syndicat.

Cette lettre accompagne celle de M. Paul Winkler, directeur général - rédacteur en chef de France-Soir, dans laquelle il rappelle que cette rupture était intervenue « en raison de divergences avec la plupart des confrères quant aux conséquences d'engagements syndicaux envers les ouvriers du Livre relatifs à la modernisation des imprimeries et à la réduction des crimes techniques ». Le 7 juillet, un protocole était conclu et signé par M. Dominique Ferry, directeur général de FFP, s'engageant à Presses - Alliance, qui devait devenir propriétaire de France-Soir le 8 juillet.

M. Goddyn précise également que M. André Andinet, directeur délégué du groupe Hérault, l'a informé verbalement du retour du Figaro, lequel n'avait pas donné sa démission par écrit. Enfin, M. Dominique Ferry a annoncé la démission du Journal du Dimanche, qui bien qu'hebdomadaire, était considéré, lorsqu'il était édité par France-Soir, comme un quotidien du septième jour.

« A la direction des bibliothèques ». Depuis le 15 septembre, les quinze informations diffusées à l'établissement des programmes de la direction pour la coopération et l'automatisation (DICA), service de la direction nationale des bibliothèques, décentralisé à Grenoble depuis 1972, sont en grève. Ils s'opposent au déménagement de leur bureau à la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau. Ce transfert, qui devait, selon eux, intervenir normalement en juillet 1977, a été avancé d'une dizaine de mois.

NOUVEAU « PATRON » DE L'HEBDOMADAIRE

M. Filipacchi annonce son intention de licencier quarante-cinq personnes à « Paris-Match »

Les représentants élus de Paris-Match au comité d'entreprise de l'UPEMA — société éditrice des titres de l'ancien groupe Prouvost, Paris-Match, Parents, Marie-Claire, etc., aujourd'hui vendus à différents acquéreurs — ont reçu une lettre recommandée de M. Daniel Filipacchi, leur nouveau « patron », les convoquant pour ce vendredi 17 septembre.

Dans cette lettre, M. Filipacchi — arguant de « raisons économiques graves » — fait part de son intention de licencier trente-six personnes (dont sept du service public), plus neuf pigistes fixes. Les effectifs totaux de l'hebdomadaire s'élevaient à cent soixante-treize salariés.

Essimant qu'il lui est impossible de cautionner une demande de licenciement manifestement illégale, la section de Paris-Match du Syndicat national des journalistes C.G.T. a pour sa part chargé son conseil, M. Michel Blum, de faire délivrer par le procureur de la République à Paris, M. Filipacchi une protestation. Ses délégués rappellent qu'en l'absence de comité d'entreprise (il n'en existe pas à la Copedipresse, société de M. Filipacchi qui assure la location-gérance de Paris-Match depuis le 1^{er} septembre, et le comité d'entreprise de l'UPEMA est naturellement devenu sans objet en la circonstance) ils refusent d'assister à la réunion du vendredi 17, pour ne pas avoir l'air, par leur présence, de cautionner une procédure illégale.

Le S.J.P.-C.F.D.T., le S.N.J. (autonome) et le S.G.F.-Forces ouvrières se sont associés à cette notification, à la suite de quoi M. Filipacchi a décidé d'annuler la réunion prévue.

Dès le début du mois de septembre, les élus du S.N.J.-C.G.T. de Paris-Match avaient adressé une lettre à M. Filipacchi au sujet de l'absence de comité d'entreprise, soulignant que, « jusqu'à proclamation et affichage des résultats des élections professionnelles en sein de la Copedipresse et jusqu'à l'affichage du procès-verbal de la première réunion des élus du comité d'entreprise de la Copedipresse, aucune décision concernant le fonctionnement ou l'avenir de l'entreprise ne pourrait être valable ».

Copie de la protestation a été envoyée à l'inspection du travail, à la direction départementale de la main-d'œuvre ainsi qu'au secrétariat d'Etat à la culture.

LA VENTE DE « FRANCE-SOIR »

M. Varaut s'est présenté ce 16 septembre devant M. Cesselin, président du tribunal de commerce de Paris, au nom de l'Union des fondateurs et collaborateurs de la société France éditions publications (qui publiait France-Soir) pour solliciter en référé la nomination d'un administrateur provisoire de la FEP, d'un contrôleur de gestion des fonds et d'un expert qui serait chargé de rechercher dans quelles conditions n'a pas été levée l'option pour l'achat de « France-Soir ». M. Cournot pour la FEP, M. Sarda pour Hachette, M. Louvet pour M. Winkler, M. Hild pour M. Hérault ont demandé au magistrat de ne pas admettre les prétentions des requérants. L'ordonnance sera rendue à une date ultérieure.

Breguet

PRÈS DE LA FORÊT D'ERMENONVILLE

Frêne, 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : terrain doucement vallonné, fermé de bois et exposé plein sud, jardins de 700 à 1800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces.

Il se trouve à 2 km d'une sortie de l'autoroute A1 à la gare de Survilliers, située à 2 km du Domaine, il y a 40 trains par jour pour Paris.

Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes idéalement luxueuses. Au Domaine de Montmélian, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H.

A 25 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE DU NORD

95470 SAINT-WITZ (TEL. 67.66.65)

ACHATOU RESIDENCE DU CHEF-ST-JEAN

dans le cadre de la Rénovation Urbaine (2^e tranche).

Rue des Dix-Sept, Rue du Maréchal Foch, Rue de la Paroisse, Rue du Docteur Rochefort, Rue de la Liberté

à la sortie du Pont de Chatou... à proximité de l'Hôtel de Ville, à 20' de l'Opéra, à 25' de l'Opéra (par le RER - Station Chatou) à 17' de St-Lazare (SNCF gare de Chatou).

PRIX FERMES ET DEFINITIFS à la réservation

Le m² 3 500 F à 4 600 F

A VENDRE APPARTEMENTS NEUFS

avec 2 pièces ou 6 pièces

avec balcons ou terrasses

et 5 pièces en duplex

Livraison 4^e trimestre 1976

Renseignements bureau de vente et appartement-témoins sur place tous les jours de 14 heures à 18 heures

18 heures rue de la Paroisse. Tél. 968.03.36

SEMICLE

Société d'Economie Mère pour la Construction de Logements Économiques

5, rue de la Paroisse 75006 Paris

7665176

Faute d'accord avec Victor-Michel

LA NÉOGRAVURE VA METTRE EN ŒUVRE UN PLAN INDUSTRIEL AUTONOME

La grève des ouvriers de l'imprimerie Victor Michel, qui a entraîné, cette semaine, la non-parution de « L'Est-Parisien », le jeudi 16 septembre, de nouvelles entretiens entre les responsables de cette entreprise et ceux de la Néogravure, dans le cadre du projet de complexe industriel ébauché entre les deux imprimeries. Un communiqué, publié par la Néogravure, annonce en ces termes l'échec de ces pourparlers :

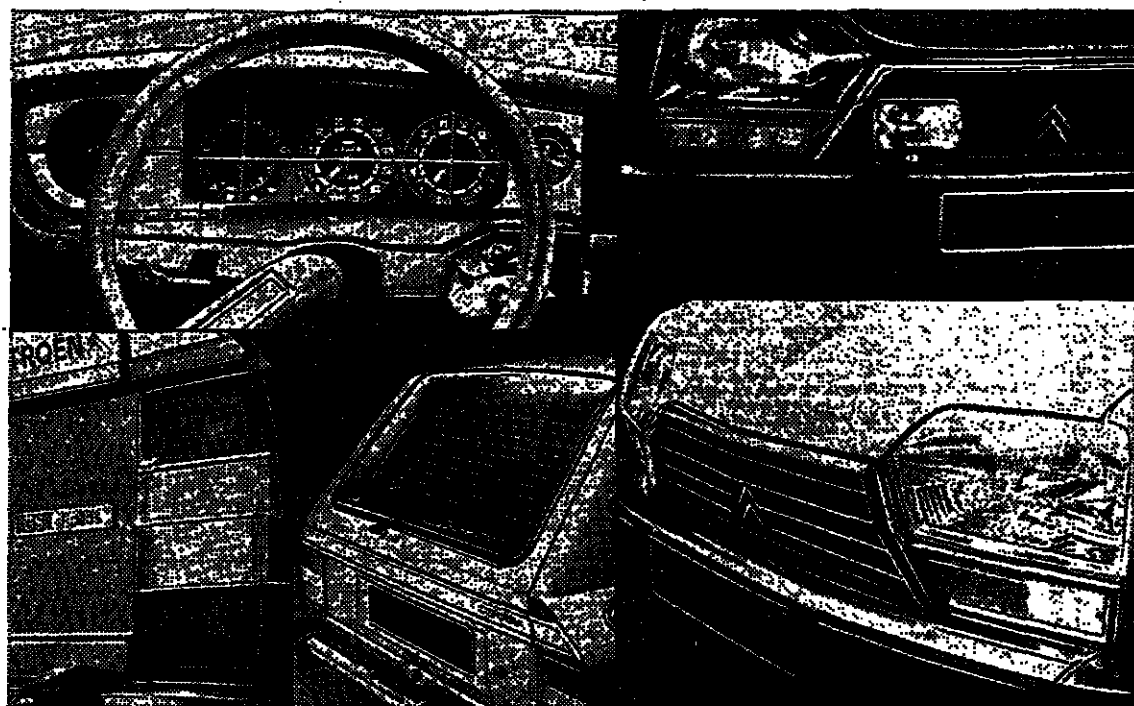
« Les négociations en vue d'un rapprochement avec le groupe Victor Michel n'ont pas abouti. La Néogravure a décidé de mettre en œuvre son plan industriel autonome. La direction de l'entreprise a pris contact avec la Fédération française des travailleurs du Livre en vue de l'ouverture immédiate de négociations pour l'établissement d'un contrat d'entreprise dans les conditions d'accord partielles signé le 12 mai 1976. »

EDITION
SPECIALE

CITROËN ^ GS

AVANT PREMIERE SALON 77:

Du nouveau dans la gamme GS.

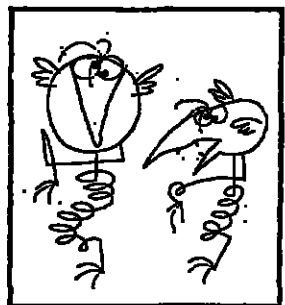


Cette année les GS seront plus belles que jamais. Elles ont été réétudiées dans les moindres détails. La calandre des GS Club et GS Pallas a été transformée. Les GSX et GSX2 ont des pare-chocs noirs, et la GSX2 un nouveau levier de changement de vitesses. Pour améliorer la visibilité, les GS break sont dotés à l'arrière d'un combiné lave-glace/essuie-glace extrêmement efficace. Sur les GSX2, GS Club, GS Pallas de larges vide-poches sont encastrés dans

les portières. De nouveaux tissus sont disponibles pour les sièges des GS Club et GS Pallas. Des phares "tout à iode" sont montés en série sur les GS Club (berline et break) et GS Pallas.

Enfin toutes les GS ont un nouveau tableau de bord avec des cadrans ronds et un nouvel arrière avec des feux redessinés, un plafonnier translucide, des cendriers arrière en alu brossé, une nouvelle console avec deux vide-poches.

LE RETOUR DES SHADOCKS



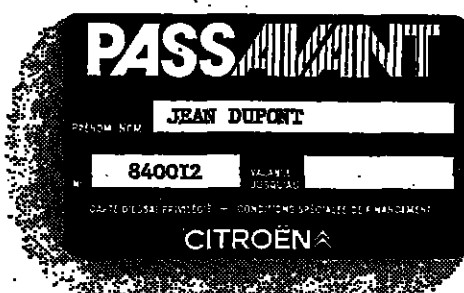
Enfin les Shadocks reviennent à la télévision avec des Shadocks-automobiles et des problèmes de suspension.

Les pauvres bêtes ne parviennent pas à trouver le juste équilibre entre des ressorts trop mous qui procurent le confort mais pas la tenue de route, et des ressorts trop durs qui procurent la tenue de route mais pas le confort.

Ces malheureuses bêtes ne savent pas que la solution n'était pas dans le ressort... et elles l'ignorent encore.

Regardez-les sur TFI, ce soir entre 20 h 00 / 20 h 15.

AVEC CETTE CARTE



ESSAYEZ LES NOUVELLES CITROËN AVANT TOUT LE MONDE

Et bénéficiez d'avantages financiers exceptionnels

La carte PASSAVANT vous ouvre les portes des nouvelles Citroën avant l'ouverture du Salon. Vous pourrez en effet les essayer en avant-première chez votre concessionnaire Citroën et bénéficier d'avantages exceptionnels sur le crédit et Ecoplan. Si vous n'avez pas encore cette carte, demandez-la à SVP 22.22 (en PCV pour la province).

CITROËN ^ TOTAL

CITROËN ^

AVEC ECOPLAN* VOUS POUVEZ DISPOSER D'UNE GS NEUVE AVEC SEULEMENT UN MOIS DE LOYER D'AVANCE.

*Location Longue Durée. Marque Déposée.

La conduite simplifiée : la GS C matic

GS C matic, c'est la conduite simplifiée. C'est une boîte à 3 rapports avec convertisseur de couple hydraulique. Le débrayage et l'embrayage s'effectuent automatiquement lors de l'enclenchement d'une vitesse. En plus d'une éco-

nomie de geste due à la suppression de la pédale d'embrayage, ce système permet une conduite plus détendue et moins fatigante. Avec GS C matic, il n'est plus nécessaire de changer les vitesses en ville, au mi-

lieu de la circulation. Mais il est toujours possible de les passer comme sur la boîte classique, lorsqu'on veut conduire d'une façon sportive. Seulement plus besoin de débrayer, c'est automatique. GS C matic ménage ainsi tous les élé-

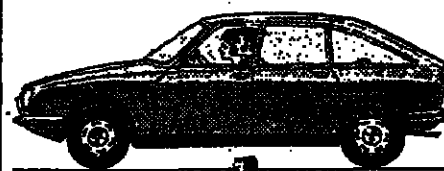
ments de la transmission. Il allie la simplification de conduite d'une boîte automatique à la sportivité d'une boîte manuelle. Ce même système équipe une des plus grandes marques du monde de voitures de sport.

BON A DECOUPER

Pour tout savoir sur les nouvelles GS 77, allez voir votre concessionnaire Citroën, ou retournez ce bon à découper à CITROËN ^ GS 77 75747 PARIS CEDEX 15. Je désire recevoir votre brochure 28 pages en couleurs sur les GS 77.

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

9 MODELES POUR REpondre A TOUS LES BESOINS



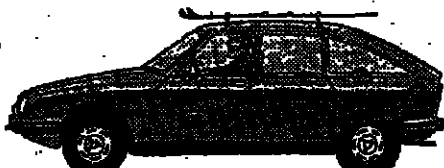
GS Spécial C'est la moins chère des GS. Économique, elle ne consomme que 6,9 l aux 100 km à 90 km/h (vitesse stabilisée)*. Avec la GSX c'est la seule 6 CV du monde à vous offrir le confort de la suspension hydropneumatique. Prix: 21.800 F.



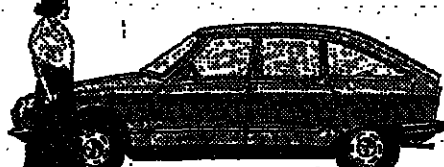
GS Club C'est la GS par excellence. Son confort, sa robustesse, sa fiabilité en font la 7 CV sans problème. Prix: 24.100 F.



GSX Une voiture "sport" pleine de santé qui permet de s'amuser pour un prix raisonnable. Avec son moteur de 6 CV elle a tous les atouts pour elle. Prix: 22.800 F.



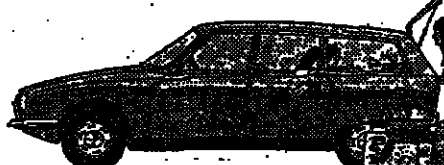
GSX2 Un moteur nerveux de 1.222 cm³. Des sièges baquets à appui-tête incorporé. Un tableau de bord complet avec compte-tours, etc. La GSX2 a un tempérament sportif très affirmé. Prix: 24.700 F.



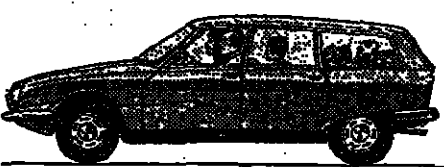
GS Pallas Raffinée jusque dans les moindres détails la GS Pallas est faite pour les amateurs de confort qui recherchent le luxe. Elle possède un intérieur douillet où tissus et moquette s'entremêlent harmonieusement. Prix: 26.000 F.



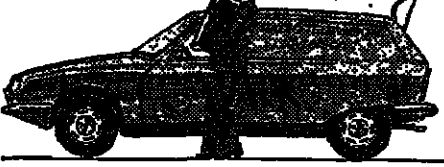
GS C matic Pour avoir en plus du confort, le confort de la conduite la GS C matic vous permet de changer de vitesse sans débrayer. Prix: Club: 25.400 F. Pallas: 27.300 F.



GS Break 6CV Il peut transporter une famille nombreuse et tous ses bagages en toute sécurité en ne consommant que 6,9 l aux 100 km à 90 km/h. (Vitesse stabilisée)*. Prix: 23.400 F.



GS Break 7CV Et comme toutes les GS, il conserve une garde au sol constante quelle que soit la charge grâce à la suspension hydropneumatique. Prix: 25.700 F.



GS Entreprise Un utilitaire sans problème qui prend soin du conducteur et peut transporter les objets les plus délicats grâce à la suspension hydropneumatique. Prix: 19.050 F.

* Consommation GS Spécial (break et berline) aux 100 km: 9,7 l à 120 km/h (vitesse stabilisée), 10,7 l en circuit urbain. Tous nos prix sont TTC, clés en main. Tarif au 1.07.76.

Je paye 1.50

SCIENCES

PRÉSENTÉE OFFICIELLEMENT EN CALIFORNIE

La navette spatiale de la NASA devrait faire son premier vol opérationnel en 1980

C'est ce vendredi 17 septembre, à Palmdale, en Californie, qu'il devait être présenté en public l'élément principal de la navette spatiale mise au point par la NASA : une sorte d'avion qui sera placé sur orbite avant de revenir sur terre et d'être utilisé à nouveau. Le premier vol opérationnel est prévu pour 1980. Moins spectaculaire que les programmes précédents de la NASA, la réalisation de la navette est une nouvelle étape dans l'explo-

ration de l'espace, tournée depuis 1971 vers l'observation de la Terre.

Les utilisations de la navette, qui emportera les équipements les plus divers, permettront une meilleure observation des étoiles lointaines, une connaissance plus complète de l'environnement immédiat de notre planète et surtout l'étude détaillée de la Terre. Mais elle servira aussi à des missions militaires d'observation et de surveillance.

Un gros avion assez patard, aux ailes qu'on dirait rogées, ainsi devait apparaître l'orbiter aux officiels invités, ce vendredi 17 septembre, à sa première présentation en public. L'orbiter est l'élément central le plus important de la navette spatiale dont le programme a débuté en 1972, au moment où la conquête de la

Lune s'achevait avec les dernières missions Apollo. Dès la fin des années 60, les chercheurs et techniciens américains ont, en effet, commencé à imaginer un moyen économique d'envoyer dans l'espace engins habités et inhabités. L'idéal était, bien sûr, de concevoir un véhicule totalement réutilisable. Bien vite,

cependant, il apparut qu'un tel projet demanderait des investissements considérables. À l'heure même où le budget de la NASA commençait à stagner, après la réussite, fort coûteuse, du formidable défi qu'était un débarquement d'hommes sur notre satellite. On s'orienta donc vers une réalisation mixte, où seules seraient réutilisables les parties les plus coûteuses, en particulier le compartiment habité et l'appareillage électronique.

L'engin qui, probablement vers 1980, quittera le sol américain pour la première fois, est constitué de trois parties principales : l'orbiter, qui a approximativement la taille d'un DC-8 d'une longueur de 45 m et de 14,4 m d'envergure, il pèse 67,5 tonnes à vide. Derrière le compartiment habité, où pourront prendre place au moins sept personnes, une immense soute sera capable d'accueillir des charges utiles atteignant un peu plus de 29 tonnes.

À l'orbiter sera fixé un immense réservoir destiné à accueillir un peu plus de 700 tonnes de carburant (l'hydrogène) et du comburant (l'oxygène) liquides qui alimenteront les trois moteurs d'une poussée de 211 tonnes chacun, installés à l'arrière de l'engin. Ce réservoir, largué dans l'espace à chaque mission, sera la principale partie « jetable » de la navette.

Sur les côtés de ce réservoir, seront fixés deux fusées brûlant un carburant solide et produisant chacune une poussée de 1 200 tonnes. À la fin de la mission, elles seront munies de parachutes et doivent être récupérées et réutilisées.

Mis sur orbite, après avoir largué successivement les deux fusées et le réservoir, l'orbiter pourra séjourner dans l'espace une quinzaine de jours, sur une trajectoire « basse », à environ 300 kilomètres d'altitude. Grâce à deux petits moteurs supplémentaires, il pourra modifier quelque peu son orbite — ce qui correspond aux exigences des militaires, désireux que l'engin ait une certaine souplesse lui permettant de faire face à des situations imprévues. Ces mêmes moteurs lui permettront ensuite de ralentir pour entamer sa rentrée dans l'atmosphère, avant d'être freiné par la résistance de l'air. À la fin de sa mission, l'engin disposant, grâce à ses deux courtes ailes delta, d'une certaine manœuvrabilité, se posera tel un avion mais sans utiliser de réacteurs.

C'est, bien évidemment, son immense soute de 18 mètres de long et de 5 mètres de diamètre qui fait tout l'intérêt de l'orbiter, puisqu'un jour les engins habités et inhabités de la navette spatiale pourront ainsi accomplir toutes sortes de missions : mettre sur orbite les satellites les plus divers, civils ou militaires ; ravitailler en vol ces satellites ou même les ramener sur Terre en cas de défaillance. Certains ont même parlé de la possibilité de capturer ainsi, pour les études de près, les satellites militaires lancés par l'« ennemi ».

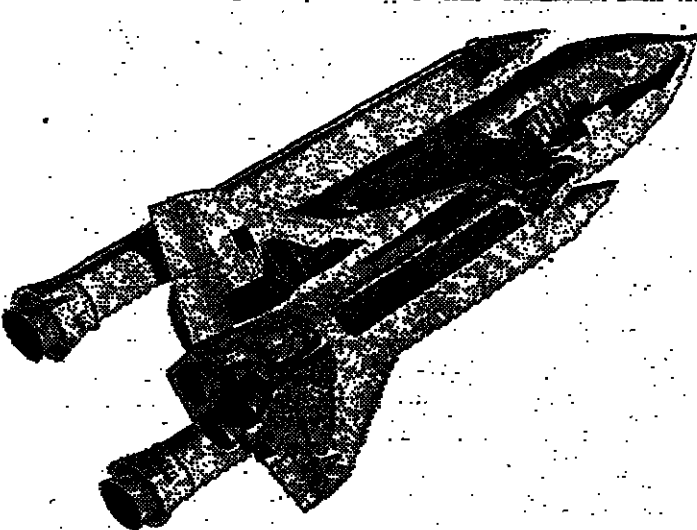
Sur le dos d'un 747

Dès ses premières missions, l'orbiter devra emporter dans l'espace le laboratoire spatial Spacelab, mis au point par les pays européens réunis en sein de l'Agence spatiale européenne (ESA). Ce projet étant, pour sa plus grande part, financé par l'Allemagne fédérale, le premier équipage scientifique européen sera très probablement ouest-allemand.

Pour l'instant, après sa présentation officielle, l'orbiter sera transporté sur la base californienne de Dryden. Au début de 1977, il y subira ses premiers essais : déplacements rapides au sol, tout d'abord, puis vols captifs (en janvier et février). Vers juillet ou août, la soute larguée en vol à 8 400 mètres d'altitude, et devra, après avoir négocié deux virages, se poser par ses propres moyens sur une piste d'atterrissage.

Le premier vol habité expérimental dans l'espace n'aura pas lieu avant mars 1979. Chaque orbiter est conçu pour pouvoir être utilisé une centaine de fois ; si le programme américain est respecté, ce seraient quelque cinquante-cinq missions par an pendant dix ans qui pourraient être accomplies, dont plus du tiers utiliseraient Spacelab, et près de la moitié aurait des fins militaires. À moins que, chose peu probable, des changements politiques interviennent d'ici là, ne permettant pas de poursuivre un programme finalement très ambigu et d'ailleurs coûteux, à l'antique.

XAVIER WEEGER.



Ressemblant à un avion, l'orbiter de la navette spatiale, au décollage, sera fixé sur le dos d'un immense réservoir de carburant, lui-même entouré de deux fusées. Ces dernières, larguées peu après le décollage, seront réutilisées. Seul le réservoir sera immédiatement abandonné dans l'espace.

NADAUD

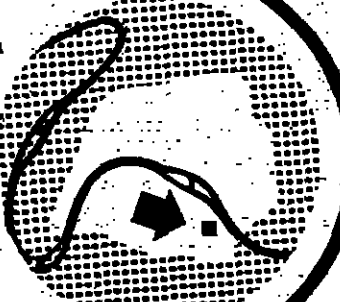
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
SECONDAIRE
SUPÉRIEUR

RENTREE LE 20 SEPTEMBRE

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

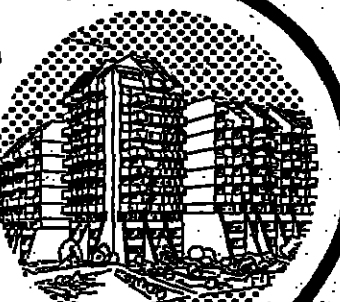
LA TRIADE

À deux pas du Quartier Latin, du Paris bouillonnant et noctambule (Montparnasse - Odéon). Dans un 13^e moderne, bien équipé. Où il fait bon vivre.



LA TRIADE

C'est 3 petits immeubles, jeunes, gais, différents posés sur de vastes pelouses. La Triade vous propose une grande variété de plans pour tous les types d'appartements, de la chambre au 5 pièces.



LA TRIADE

C'est l'occasion de vous offrir la rive gauche à 4.500 F le m² ferme et définitif.

4500 F
le m²

LIVRABLE
1^{er} TRIMESTRE 77

Crédit : Taux de faveur réservés.

Venez nous voir sur place
54, rue Dunois - 75013 PARIS
du jeudi au lundi de 14 h à 19 h.
Tél. 583.92.17
ou retournez-nous ce coupon.



173, rue de la Croix-Névert
75015 Paris
Tél. 531.14.9

Documentation
complète "La Triade"
Nom _____
Adresse _____
Profession _____
Tél. _____
Type d'app. ch. St. _____
20.30.40.50.

DÉFENSE

Austérité et budget militaire

UN COMMENTAIRE DE M. HERNU

Président des Conventions pour l'armée nouvelle, M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S., a déclaré après le discours du premier ministre à l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.) (le Monde du 15 septembre) : « Depuis quatre mois, que de propos contradictoires ! Il est clair que M. Raymond Barre n'a pas accordé ses vœux avec ceux de M. Valéry Giscard d'Estaing. D'où cette impression d'obscurité et de doute qui s'appesantit sur notre défense. Déjà, les députés socialistes à l'Assemblée nationale, lors du débat sur la loi de programmation militaire, avaient mis en doute la volonté, la possibilité du gouvernement d'amener à 20 %, en 1982, le budget de la défense. »

« La politique d'austérité risquerait d'entraîner de s'appliquer aux cadres et aux soldats comme à l'ensemble des travailleurs, et elle les rendrait ainsi solidaires les uns des autres. L'absence de consentement populaire risque de se généraliser. Quand il s'agit de défense, c'est grave. En ce qui concerne la dissuasion nucléaire, je pense personnellement qu'il faudra bien, à plus ou moins long terme, que les forces de progrès acceptent la réalité, si l'on est décidé, comme le dit le programme commun, à protéger la France contre tout agresseur d'où qu'il vienne. »

* Conventions pour l'armée nouvelle, 50, rue de Rivoli, 75004 Paris.

Ventes d'armes et frais de mission...

Faut-il tout mettre sur le compte de l'inflation ? Considérer, par exemple, que l'augmentation, pour l'an prochain, des frais de déplacement consacrés aux missions à l'étranger du ministère de la défense résulte uniquement, comme on l'affirme officiellement, des hausses sur les transports dans le monde ? Ou bien convient-il de chercher d'autres causes aux augmentations inscrites dans le projet de budget pour 1977 présenté par les services de M. Bourges ?

C'est un fait que les crédits pour le déplacement à l'étranger de ces missions militaires — missions techniques de l'armement, missions temporaires de coopération ou participations militaires françaises auprès des armées alliées et étrangères — sont en hausse de 26,5 % et que la direction des affaires internationales au ministère de la défense dispose de crédits importants pour la promotion à l'étranger des armements français. Il est vrai, aussi, que la délégation ministérielle pour l'armement doit financer, l'an prochain, sa participation au Salon aéronautique du Bourget et au Salon des ramments terrestres qui a lieu, tous les deux ans, à Satory.

Autant de circonstances qui

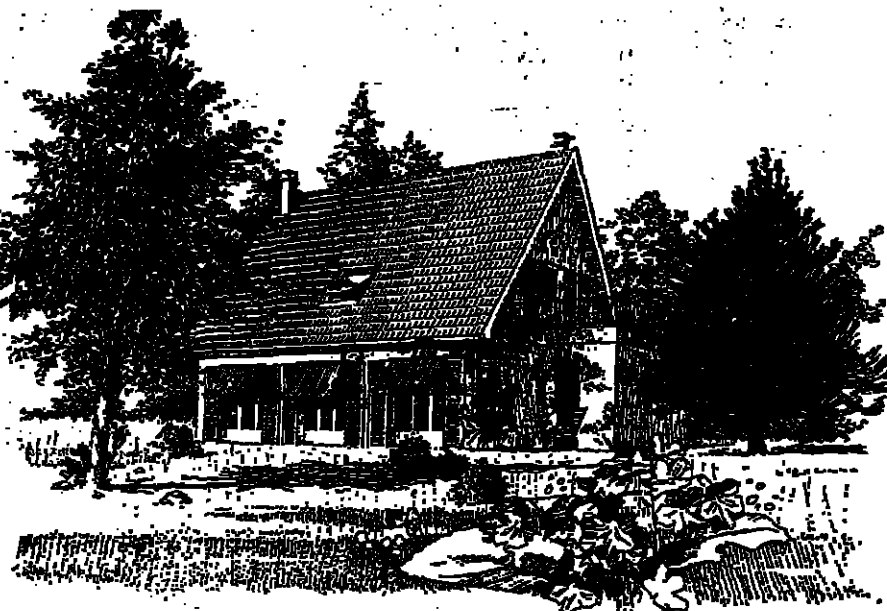
expliquent la multiplication de ces missions à l'étranger. Dans des instructions à ses subordonnés, le délégué ministériel pour l'armement, M. Jean-Laurent Dauph, vient, du reste, d'attirer leur attention sur la nécessité d'accroître les efforts à l'exportation, car, estime-t-il, « il est essentiel que, pour conserver le plein emploi dans nos arsenaux et notre industrie d'armement, et pour préserver cet outil industriel, gage de notre indépendance, un effort important soit fait à l'exportation. »

La France n'est pas le seul pays en Europe à intensifier ses campagnes de promotion auprès de la clientèle internationale de matériels militaires. Au début de l'été (le Monde du 23 juin), la Grande-Bretagne a inauguré sa première exposition d'armements, et, du lundi 20 au dimanche 26 septembre, l'Italie organise une exposition de matériels navals militaires à Gênes.

Un mois plus tard, du lundi 25 au samedi 30 octobre, plus de soixante-cinq exposants français de matériels navals tiendront un Salon concurrent, au Bourget, ouvert seulement sur invitation. Pour la France, qui est une habituée, ce sera la cinquième exposition du genre depuis 1968... — J. L.

Breguet

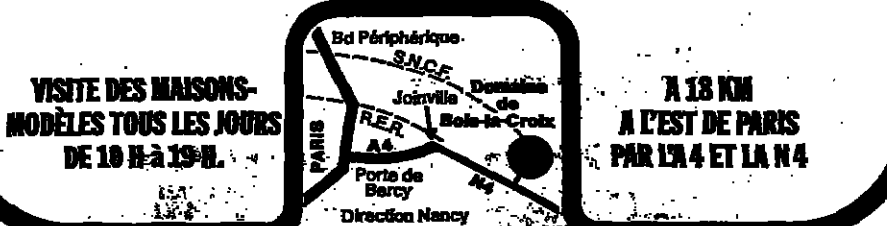
A PONTAULT-COMBAULT



"Belgravia", 155 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Bois la Croix

A Pontault-Combault même, au grand calme, sur un terrain d'une beauté exceptionnelle, voici un Domaine proche de la gare (40 trains par jour pour Paris) et des magasins. Il possède son parc privé de 18 ha, aux arbres centenaires, et ses tennis. Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. Nous y construisons 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, 1 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Bois La Croix, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.



VISITE DES MAISONS-MODELES TOUTS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 77340 PONTAULT-COMBAULT (Tél. 028.64.63)

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

Parce que l'Anglais s'apprend sur place...

Pendant toute l'année :

SEJOURS LINGUISTIQUES

EN GRANDE-BRETAGNE

au titre de la formation permanente ou de la promotion personnelle, pour étudiants (à partir de 18 ans) et pour adultes :

Stages « immersion » de 10 jours pour les adultes (répartis en 2 sessions « intensives » 3 et 4 sem. durant l'été).

Stages « longue durée » avec préparation aux examens 5 à 7 heures de cours quotidiens.

LABORATOIRE DE LANGUE A CROSBY HOUSE SCHOOL (BOURNEMOUTH)

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE

43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

Don pour une documentation complète et gratuite

NOM _____

ADRESSE _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

ÉDUCATION

PRIORITÉ A L'ENTRETIEN ET DIMINUTION DES HEURES COMPLÉMENTAIRES

Le budget des universités en 1977 : une « remise en ordre »

Avec 1 050 millions de francs, le budget pour 1977 du secrétariat d'Etat aux universités sera en augmentation de 15 % par rapport à celui de 1976. Cet accroissement, absorbé en grande partie par la hausse des salaires (64,7 % des dépenses sont consacrées aux rémunérations des personnels), confirme pourtant que l'en-

seignement supérieur n'est plus une priorité.

A l'anxiété budgétaire générale s'ajoutent de nouvelles orientations voulues par Mme Alice Saunier-Selès, secrétaire d'Etat aux universités. 1977 consacrera une politique de « remise en ordre » des universités, qu'elle a constamment préconisée. Le moment choisi coïncide avec

une période de stagnation du nombre d'étudiants inscrits.

Priorité sera donc donnée à l'entretien, à la rénovation des équipements et à la « stabilisation » des personnels. Cette option permet notamment de porter les crédits d'équipement de la recherche de 79 à 130 millions de francs 1976 soit une augmentation de 63 %.

Le budget des universités est marqué par une politique nouvelle en matière d'équipement. Les autorisations de programme (c'est-à-dire les engagements de l'Etat pour des constructions à venir) passent de 1 286 à 1 419 millions de francs, mais la diffé-

rence tient pour l'essentiel à des transferts de crédits qui indiquent l'orientation nouvelle.

Sans demeurer inscrits au chapitre des opérations nouvelles pour l'enseignement supérieur, les aménagements indispensables de la carte universitaire et l'extension du potentiel de formation médicale. L'« enveloppe » recherche, de son côté, assurera le financement d'un nombre réduit d'opérations nouvelles. Le secrétariat d'Etat prévoit, malgré tout, de mettre 10 millions de francs à la disposition de la recherche fondamentale ou de laboratoires dits d'« excellence ».

Les crédits d'équipement seront davantage consacrés à l'entretien du patrimoine. Une subvention de 100 millions de francs est, par exemple, allouée à la seule sécurité des établissements d'enseignement supérieur. Le secrétariat d'Etat a aussi choisi d'amorcer le renouvellement du matériel coûteux ou certaines rénovations devenues nécessaires. En quatre ans, 80 millions de francs iront ainsi au Muséum, dont environ 15 millions en 1977. Le remplacement progressif du matériel informatique coûtera 300 millions de francs en dix ans.

L'autre part, une somme de 12,5 millions de francs sera affectée à la création de « services communs » à plusieurs laboratoires.

Transfert de fonds

D'importants crédits de l'« enveloppe » recherche seront transférés du chapitre des dépenses

ordinaires (fonctionnement) à celui des autorisations de programme (équipement). L'opération prévue porte sur 226 millions de francs. Ce transfert, déjà réalisé pour les établissements de recherche (C.N.R.S., O.R.S.T.O.M., I.N.A.G., etc.) doit faciliter la tâche de coordination de la Délégation générale de la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). Le méthode choisie a aussi pour but d'inciter les centres d'enseignement à réduire leurs dépenses de « petites fournitures ».

Les présidents d'université n'appréhendent guère cette innovation. Pour eux, les crédits de fonctionnement sont, en effet, l'intérêt d'être, au pire, reconduits chaque année tandis que les subventions d'équipement peuvent varier.

Les mêmes options se retrouvent dans le budget de fonctionnement qui représentera 8920 millions de francs, contre 7901 en 1976 (soit une augmentation de 12,6 %). A la rubrique des personnels, par exemple, on note peu de créations de postes (le total de la masse salariale supplémentaire atteint 33,87 millions de francs) : 181 emplois nouveaux, dont 75 d'enseignants (contre 230 en 1976) pour les universités. La recherche est mieux pourvue, puisqu'elle obtient 491 créations de postes, dont 250 de chercheurs.

Le secrétariat d'Etat, en revanche, a choisi de commencer ce qu'il appelle la « stabilisation des personnels hors statut », c'est-à-dire la modification du contrat temporaire de certains enseignants, chercheurs, employés et auxiliaires. Cette initiative permettra d'accorder à près de 1 500 d'entre eux un statut de type C.N.R.S. : 750 employés des universités (dont une centaine pour le seul secteur de la formation continue), 216 employés attachés à la recherche universitaire et 493 du C.N.R.S. (dont 82 chercheurs).

Le secrétariat d'Etat et les syndicats sont déjà en désaccord sur ce point : le « statut C.N.R.S. » présente l'avantage d'assurer un emploi stable au salarié et de soulager les universités et les centres de recherche autonomes des dépenses sociales liées aux salaires. Les « hors-statut » sont, en effet, rémunérés actuellement sur le budget de leur employeur direct ou sur les contrats passés entre les universités et des ministères, ou des organismes publics ou privés. D'ici là, leur salaire sera directement versé par l'Etat, la masse financière correspondante devant être déduite des crédits de l'établissement. Toutefois, 1 000 de ces « hors-statut », payés sur des contrats « extérieurs » (collectivités locales, institutions étrangères, entreprises) ne pourront bénéficier de cette mesure.

D'autre part, poursuivant la politique de M. Jean-Pierre Soisson, le secrétariat d'Etat transformera en 1977, 950 postes d'assistants en postes de maîtres-assistants (contre 1 000 en 1976).

Une « ardoise » pour les présidents

Pratiquement tous les secteurs financiers relevant des services de Mme Alice Saunier-Selès sont touchés par le « redéploiement ». Le secrétaire d'Etat a déjà demandé cette année aux universités le « rapatriement » des heures complémentaires non assurées pendant les grèves du printemps dernier.

Les crédits correspondant aux heures complémentaires, d'un montant de 206 millions de francs en 1976, seront néanmoins reconduits en 1977. Mais, pour assainir une gestion jugée trop lâche (il faut notamment régler une « ardoise » de plus de 40 millions de francs, accumulée, semble-t-il

depuis plusieurs années), Mme Saunier-Selès souhaite qu'un nouveau « système d'attribution de charges dans l'enseignement supérieur » soit désormais appliqué.

Ce système a été établi par le G.A.R.A.C.E. (Groupe d'analyse et de recherche sur le coût de l'enseignement supérieur), un secrétariat d'Etat, à partir de plusieurs critères : nombre d'étudiants et d'enseignants titulaires, horaires par formation. Les calculs achevés, le secrétariat d'Etat a constaté que les besoins réels étaient inférieurs d'environ 15 % aux crédits actuels. Mme Saunier-Selès a donc trouvé le moyen de réaliser de premières économies.

Cette mesure risque néanmoins d'affecter sensiblement certaines universités parisiennes (Vincennes, dans une proportion de 87 %) ou de province (40 % pour Aix-Marseille-I, 60 % pour Grenoble-II). L'administration centrale envisage, à ce propos, d'accorder, au coup par coup, certaines rallonges d'heures complémentaires aux universités, lorsque les demandes paraîtront justifiées par les caractéristiques de l'établissement.

Ces économies s'accompagnent cependant d'une promesse : Mme Saunier-Selès assure être, en effet, en mesure d'élever, le 1^{er} octobre 1977, le taux de ces mêmes heures complémentaires si les établissements supérieurs apportent la preuve de leur bonne gestion. L'importance de la « carotte » fera peut-être réfléchir : le taux moyen de l'heure complémentaire dans les universités est actuellement inférieur à celui de l'heure supplémentaire qu'effectue l'agréé du plus bas échelon dans l'enseignement secondaire. Il n'a pas été relevé depuis 1971.

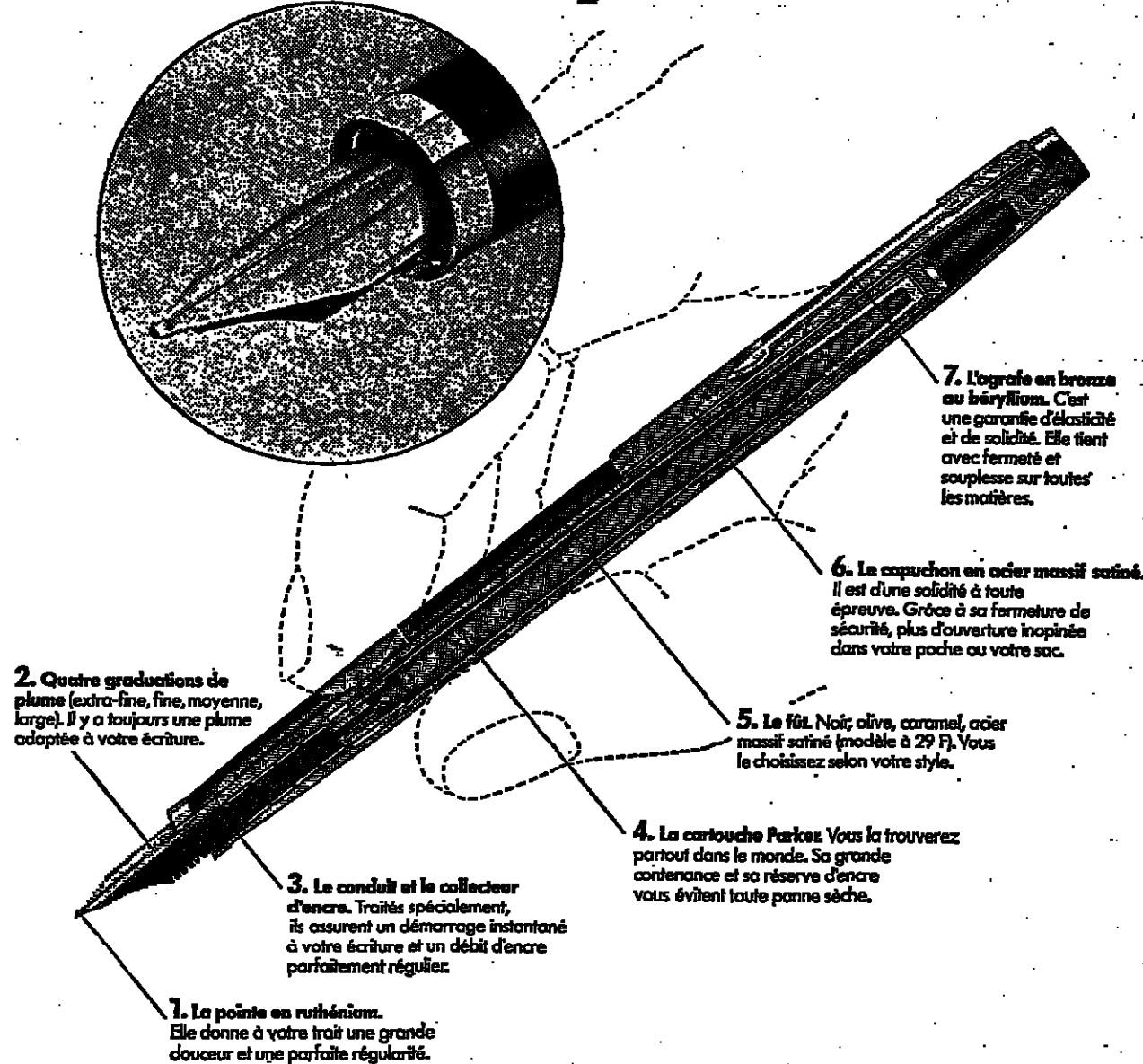
Les étudiants semblent plus favorisés que les enseignants par ce budget 1977. L'aide du secrétariat d'Etat pour les cités universitaires passe de 50 à 63 francs par mois et par chambre, afin de freiner les hausses de loyer. Une deuxième hausse est prévue pour octobre 1977 (de 63 à 76 francs).

Il est, en outre, déjà décidé que les bourses seront uniformément relevées de 215 francs le 1^{er} octobre 1977. Une hausse de 389 francs aura été appliquée dès le 1^{er} octobre de cette année. Cette dernière mesure compensera l'augmentation prévue des tarifs des restaurants universitaires. Augmentation inévitable, semble-t-il, en raison de l'importance accrue de la part des salaires et des charges dans le budget des « œuvres universitaires » (80 % des crédits). Le secteur de l'aide aux étudiants demeure cependant l'une des rares échancrures d'un « fil » budgétaire à la maille très serrée cette année.

PHILIPPE BOGGIO.

● Le SNE-Sup et le budget des universités. — Selon le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la Fédération de l'éducation nationale), le projet de budget du secrétariat d'Etat aux universités pour 1977 « accentue les aspects les plus nocifs des budgets précédents : réduction importante des subventions de fonctionnement ; diminution de plus de moitié des créations d'emplois d'enseignants ; chute vertigineuse des investissements réalisés par l'Etat ». Pour le SNE-Sup, le passage des subventions de recherche scientifique du chapitre du fonctionnement à celui des « autorisations de programme » « peut compromettre gravement le développement de la recherche universitaire libre et indépendante ». Quant aux transformations d'emploi, « arrachées » selon le SNE-Sup par « des luttes syndicales acharnées », elles sont « insuffisantes, laissant la grande masse des personnels soit démunie d'un blocage général des perspectives de carrière, soit dans l'insécurité d'emploi ».

Ne bradons pas l'écriture. Voici le Mixy de Parker.



7 bonnes raisons de préférer un vrai stylo.

Mixy plume acier 19 F. Tout en acier massif soigné 29 F.

PARKER
LA MAÎTRISE DE L'ÉCRITURE.

REOUVERTURE
Chez André
M^r et M^{me} P. METRIEUX
12, RUE MARBEUF, PARIS 8^e
Tél. 358.75.07 FERMÉ MARDI

Pour suivre la radio les cours d'André de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Télex et expéditions en France
Abonnement 12 F par an, F-50
Spécimen gratuit sur demande
8 ÉDITIONS-DISQUES BBCFM
8, rue de Bezi - 75008 PARIS

Le Monde de l'éducation

numéro de septembre

LE REVEIL DES LANGUES REGIONALES

150

ÉDUCATION

En Algérie

Mise en place de l'école fondamentale de neuf ans

De notre correspondant

Alger. — Environ 3 342 000 jeunes Algériens ont pris le chemin de l'école, et parmi eux 2 272 000 ont rejoint le primaire. La grande innovation de cette rentrée est la mise en application, conformément au plan quadriennal 1974-1977, de l'école fondamentale de neuf ans. Le démarrage se fera avec les 522 000 élèves âgés de six ans inscrits pour la première fois sur l'ensemble du territoire.

L'école fondamentale se substitue progressivement au système actuel cloisonné en deux cycles élémentaire et moyen. — 40 % des élèves passant de l'un à l'autre. La nouvelle structure comprend trois cycles de trois années chacun.

Le cycle de base, entièrement arabisé, est consacré à l'apprentissage, par des méthodes actives, des langages fondamentaux (lecture, écriture, calcul) et à l'initiation polytechnique. Le cycle d'orientation, porte l'effort sur les disciplines scientifiques, les sciences sociales et l'enseignement polytechnique. Il vise à faire comprendre à l'élève les processus de la production agricole et industrielle, de la gestion sociale, ainsi que le fonctionnement de l'économie et de la vie politico-administrative.

Le ministre de l'enseignement primaire et secondaire, M. Ben Mahmoud, a précisé que l'effectif des enseignants est de l'ordre de 90 000. Il a admis qu'un effort important devra être fait pour accroître le nombre des enseignants et des écoles.

La rentrée universitaire sera marquée, elle, par un important accroissement du nombre des étudiants : 50 000, au lieu d'un peu moins de 40 000 l'an dernier. Et Moudjahid souligne « le bon démarrage du pourcentage des jeunes filles inscrites dans l'enseignement supérieur », mais ne précise pas ce pourcentage.

PAUL BALTA.

M. PIERRE MAGNIN EST NOMMÉ DIRECTEUR DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE PÉDAGOGIQUE

M. Pierre Magnin, professeur d'université, recteur de l'académie de Besançon, est nommé directeur de l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) par décret paru au Journal officiel du 17 septembre. L'I.N.R.P. est issu de la réorganisation de l'I.N.E.P. et de l'OPÉP. Cette décision a été prise en août 1976. Cet organisme aura des activités de recherche, mais n'assurera plus la documentation pédagogique. (Né le 24 juillet 1923 à Nancy, docteur en médecine, licencié en sciences, agrégé de médecine, M. Pierre Magnin a successivement assuré les fonctions de chef de laboratoire de recherches de l'Institut d'anesthésiologie de la faculté de médecine de Paris (1957-1960), de professeur titulaire de la chaire de pharmacologie de la faculté de médecine de Besançon (1960), avant d'être nommé recteur d'académie de Besançon (1970). Le nouveau directeur de l'I.N.R.P. a remplacé, en juillet dernier, M. Jacques Monod, décédé au Conseil économique et social.)

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Controverse dans l'académie de Versailles. Grève dans six C.E.S. de la Seine-Saint-Denis

Selon le recteur de l'académie de Versailles, M. Pierre Albarède, la rentrée scolaire a eu lieu dans de bonnes conditions dans les quatre départements de l'académie (Yvelines, Hauts-de-Seine, Essonne et Val-d'Oise) de son académie, la plus importante de France avec près d'un million d'élèves. Le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.S.D.) ne partage pas cet optimisme et parle « de désordre et de pénurie ».

Le recteur a fait état, jeudi 16 septembre, au cours d'une conférence de presse, de nets progrès dans le secteur des maternelles (238 000 élèves) où le nombre moyen d'élèves par classe baisse régulièrement. Estimant que dans l'enseignement élémentaire (358 000 élèves) cette rentrée n'avait pas entraîné de « difficultés majeures », M. Albarède s'est montré satisfait de la situation dans le secondaire (343 000 élèves, soit 2,07 % de plus que l'année dernière). D'après le recteur, ce succès, contrastant avec les difficultés de la rentrée 1975-1976, s'explique par la mise en place d'un fichier d'établissements (on en compte près de six cents dans l'académie) qui permet d'ajuster précisément l'offre et la demande en matière de postes. Ce fichier, mis à jour grâce à des consultations régulières des chefs d'établissements, permettrait notamment de répartir la plus grande partie (90 %) des quelque 5 000 postes supplémentaires de l'académie.

Sur ce point, l'optimisme recteur n'est pas partagé par la section du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.S.D.)

Mme SAUMIER-SEITE RAPPELLE QUE LE CNESE « N'EST PAS UN ORGANE DE DÉCISION »

Le nouveau Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESE), au cours de sa réunion, jeudi 16 septembre, a désigné sa commission permanente et ses commissions. La séance s'est déroulée dans une atmosphère assez tendue et parfois houleuse.

A l'occasion de l'examen de l'ordre du jour, les délégués enseignants au sein du Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.S.) et du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) et des étudiants de l'UNEF et du Mouvement d'action syndicale (M.A.S.) ont demandé un débat sur les « problèmes urgents ». Estimant que le CNESE devait être « une tribune et un lieu privilégié de débat démocratique sur les grands problèmes de l'Université », les syndicats ont souhaité que le secrétaire d'Etat informe le CNESE de ses intentions.

Dans son allocution d'ouverture, Mme Saumier-Seite, secrétaire d'Etat aux universités, avait indiqué que le CNESE était une université mais n'était pas « un organe délibérant de collectivités autonomes » et « un organe de décision » et qu'elle voulait lui garder « le caractère administratif prévu par la loi ».

Les syndicats ont aussi demandé que les pouvoirs accordés à la section permanente du CNESE (composée de trente membres) soient limités. Cette demande a été repoussée par 46 voix contre 36.

LE TRIOMPHE D'ISABELLE HÉROU

(De notre correspondant.)

Le Mans. — Pour les jeunes qui continuent à croire à la valeur des concours, et que la sélection n'indigne pas, il arrive parfois que les résultats dépassent les espérances. C'est le cas pour Mlle Isabelle Hérou, une jeune Sarthoise, née le 2 décembre 1957 au Mans, et dont le père est principal au C.E.S. de Mamers.

Après avoir été reçue en 1974 au baccalauréat C avec la plus forte note de points de la Sarthe, elle décide de préparer quelques concours d'entrée aux grandes écoles. Constatant tous les avantages, elle abandonne le piano et la voile pour vivre en permanence avec les mathématiques et la physique.

Elle a été reçue première au concours d'entrée de l'Ecole normale supérieure de Sèvres et à celle de Fontenay-aux-Roses (section sciences physiques) ainsi qu'au concours commun (option P) aux Ecoles des mines, des ponts et chaussées, de sup-airo, des télécommunications et des techniques avancées. Elle a aussi été reçue première au concours pour Mlle Isabelle Hérou — encore qu'elle s'estime quelque peu de la publicité faite à ses résultats — son admission à l'Ecole polytechnique, où elle a été reçue huitième, mais première des filles. Finalement, intéressée par la recherche et obligée de faire un choix, elle a opté pour l'Ecole normale supérieure de Sèvres.

enseignements du second degré (S.N.S.D.), affilié à la F.R.S., elle dénonce « la pénurie et le désordre qui, une fois de plus, marquent la rentrée dans les départements de l'académie ». Selon ce syndicat, « des centaines d'enseignants maternels ont été en chômage total ou partiel. De nombreux titulaires, ou bien n'ont pas encore reçu de postes, ou bien sont assignés sur plusieurs établissements, ou dans des disciplines pour lesquelles ils n'ont pas été formés ».

A propos des universités, le recteur a indiqué que, « au bénéfice des étudiants », il ne prononcera aucune mesure d'invalidation des examens, quelle que soit la suspension qui pèse sur le déroulement d'un certain nombre d'années. « Je ne refuse pas d'être le fossé de l'une de mes universités », a ajouté M. Albarède. Estimant que la « désertification » de l'U.E.R. de droit à Nanterre n'était pas une mesure de rétorsion, il a laissé entendre que l'on pouvait envisager l'extension de cette mesure à l'université de Paris-Sud-Orsay (Paris-XII) l'année prochaine.

Un millier d'enfants n'ont pas de place dans les maternelles à Paris

L'administration et les syndicats sont d'accord sur les chiffres : un millier d'enfants sont inscrits sur les listes d'attente des écoles maternelles de Paris, ce qui représente environ soixante-cinq mille élèves. Mais leurs avis divergent quant à l'évolution prévisible de ces listes dans les prochains jours.

La section parisienne du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) estime que ce nombre pourrait s'élever à deux mille, comme l'an dernier, encore que certaines mairies n'enregistrent plus les demandes d'inscription. L'inspection académique de Paris, au contraire, se attend à une diminution de ce nombre dans la mesure où certains parents ne donnent pas suite, à la rentrée, à leur demande d'inscription.

Même si la liste ne s'allonge pas, tous les enfants ne seront pas accueillis. L'insuffisance des capacités d'accueil à Paris tient moins à celle des créations de postes qu'à un manque de locaux, particulièrement sensible dans les 10^e, 20^e et 18^e arrondissements.

Dans les 10^e et 20^e arrondissements, des classes nouvelles ont été ouvertes par la Ville de Paris, mais en nombre trop limité par rapport aux besoins, qui ne devraient être entièrement satisfaits qu'à la rentrée de 1978. Dans le 18^e — où la demande de scolarisation est grande dans les familles immigrées — le problème semble encore plus difficile à résoudre puisqu'on ne trouve pas de terrain pour y construire des écoles.

Outre la question des locaux, les créations de postes d'instituteurs sont insuffisantes. La baisse de l'effectif dans les classes élémentaires permet néanmoins de déplacer des instituteurs pour les affecter à l'enseignement primaire : cette année une quinzaine de postes ont ainsi été « récupérés », ce qui correspond à l'accueil de plus de cinq cents enfants. Il est évident que, même si l'on parvient à « récupérer » quelques autres postes dans les jours qui viennent, il n'y en aura pas assez pour accueillir mille enfants supplémentaires.

Combien d'entre eux entreront l'an prochain en classe cette année ? Il faudra attendre la fin d'août, mois de septembre pour le savoir. L'administration procède actuellement à une enquête auprès des directrices d'école. D'une manière générale, la priorité est donnée aux enfants de plus de trois ans, mais cette règle doit être nuancée en fonction de la situation de chaque famille. C'est normalement aux directrices d'école maternelle qu'il appartient de fixer ces critères.

C. A.

RELIGION

NOUVELLES DIFFICULTÉS ENTRE LE VATICAN ET LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DE JEUNESSE AGRICOLE CATHOLIQUE

Le Mouvement rural de jeunesse catholique (M.R.J.C.) français, membre du Mouvement international de jeunesse agricole et rurale catholique (M.I.J.A.R.C.), a pris « une position de non-alignement » par le Saint-Siège, de la qualification d'Organisation internationale catholique (O.I.C.).

L'équipe nationale du M.R.J.C. rappelle les étapes des relations avec Rome depuis six ans et les efforts entrepris pour apaiser les difficultés qui avaient surgi à la suite de l'adhésion au mouvement. Elle estime « incompréhensible » qu'une telle décision ait été prise sans consulter l'équipe de coordination mondiale du M.I.J.A.R.C. et interroge notamment sur le sort des sept militants, animateurs permanents au service des mouvements nationaux en Afrique.

De son côté, Rome regrette d'avoir dû prendre une telle décision qui résulte, à ses yeux, « de l'évolution critique et difficile du M.I.J.A.R.C. et de l'absence de rapports réguliers avec le Saint-Siège ».

Le M.I.J.A.R.C. est particulièrement actif dans le tiers-monde et, en à plusieurs reprises, des difficultés avec certaines Eglises locales dans les activités appartenant aux mouvements, voire opposées. La création par le M.I.J.A.R.C. de communautés parociales a créé ce et les tensions. D'autre part, le M.I.J.A.R.C. a connu une évolution profonde : il est passé de la simple jeunesse à une jeunesse adulte et les mêmes droits et les mêmes devoirs que les adultes.

Aux États-Unis

L'ADMISSION DES FEMMES À LA PRÉRISE EST RECONNUE PAR L'ÉGLISE ÉPISCOPALE

Minneapolis (Minnesota). — L'Eglise protestante épiscopale a décidé, jeudi 16 septembre, au cours de son congrès triennal, d'ouvrir la prêtrise aux femmes, mettant ainsi fin à plusieurs années de débats. Cette décision, qui sera adoptée à l'unanimité, a été prise après un jour plus de dix heures de débats. A deux reprises, après avoir voté en 1970 et 1974, l'admission des femmes avait été rejetée.

L'Eglise épiscopale est membre de la communion anglicane. Elle constitue une Eglise autonome aux États-Unis et compte deux à trois millions de membres. Elle a connu une importante évolution dans le mouvement œcuménique.

Breguet

EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY



"Cytise", 139 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Bouffémont

Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jointe le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers. Il comprend un groupe scolaire, un centre commercial et administratif. Lagare, d'où partent 40 trains par jour pour Paris.

n'est qu'à 1 kilomètre du Domaine. Nous construisons 4 modèles de très élégantes maisons, de 112 à 156 m², 5 à 7 pièces, 2 à 3 s.d.b., dans de vastes jardins. Au Domaine de Bouffémont, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS
MODÈLES TOUTS LES JOURS
DE 10 H À 19 H



A 21 KM DE PARIS
PAR L'AUTOROUTE
NORD ET LA N1

VENEZ DES CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE
95570 BOUFFÉMONT (TEL. 931.55.55)

Ce week-end grande ouverture Kaufman & Broad

de toutes nouvelles maisons
dans un site privilégié
en Vallée de Chevreuse

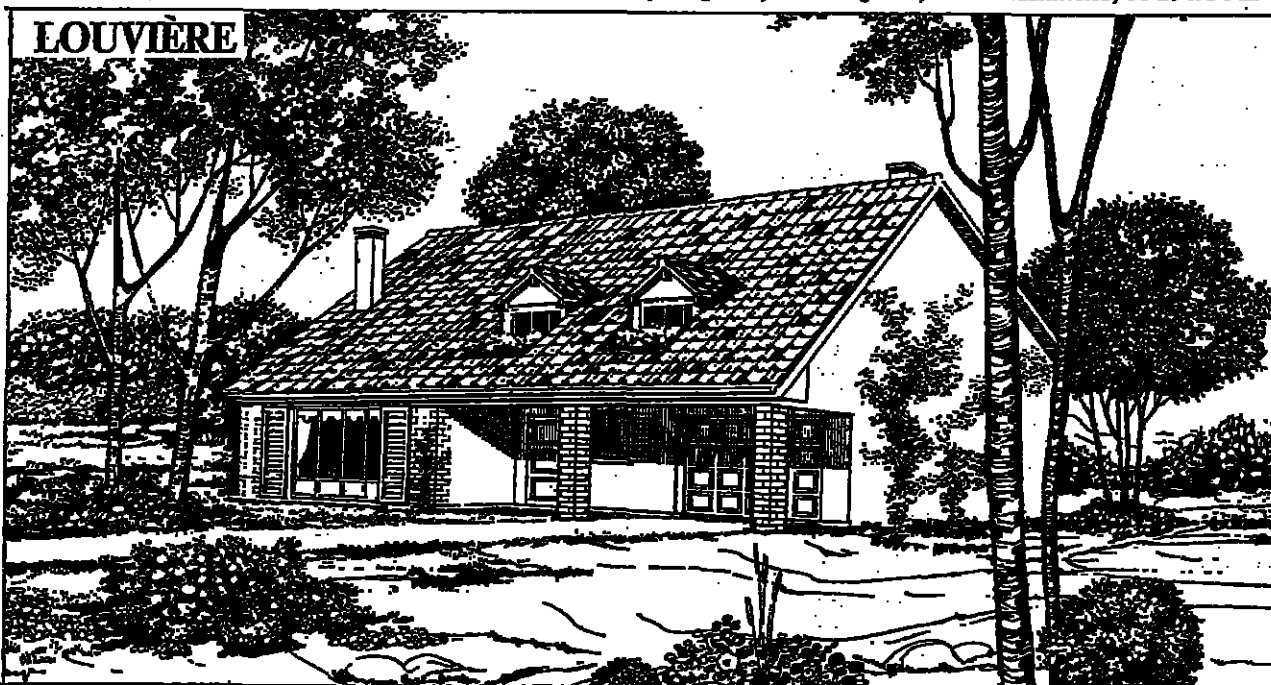
Un site privilégié.
Entre Versailles et Chevreuse,
à l'orée de Port-Royal-des-
Champs, un site protégé pour
sa beauté et son histoire.
(Arrêté préf. du 7 nov. 1956).

Un ensemble harmonieux.
Des maisons individuelles, une
architecture sobre et élégante,
un double garage et un jardin
pour chaque maison.
Et les bois pour voisins.

Des maisons spacieuses.
Matériaux nobles, plans bien
pensés, de l'espace. Dans cha-
cune, un studio privé pour les
parents, plusieurs salles de
bains, une cuisine tout équipée.

Les avantages Kaufman & Broad
Achat en toute propriété, vente
clée en mains (5 % à la réserva-
tion, aucun appel de fonds pen-
dant la construction), 15 % à la
livraison. Solde à crédit.

Venez visiter les maisons modèles entièrement décorées, sur place, tous les jours, même dimanche, de 10 à 20 h.

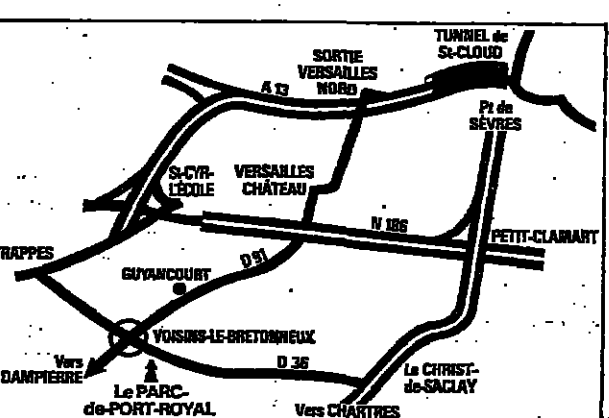
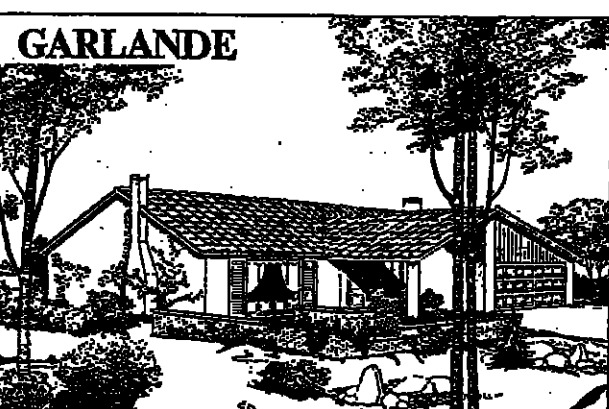


LOUVIÈRE. 8 pièces dont 4 ou 5 chambres, salon-
duplex avec cheminée, salle à manger, séjour. 645.000 F

AURÉLIA. 7 pièces dont 4 chambres, salon avec che-
minée, salle à manger, séjour. 595.000 F

GARLANDE. 5 pièces dont 3 chambres, séjour avec
cheminée, patio extérieur. 485.000 F
(Prix de lancement)

Pour s'y rendre :
1. Autoroute Ouest (sortie Versailles Nord). Au château,
dir. Dampierre (D 91).
2. Autoroute Chartres (Pt de Sèvres). Au Christ de
Saclay, dir. Trappes (D 36).



RD 36 - 78190 Voisins-le-Bretonneux - TEL. 01.37.71.51

Kaufman & Broad: un style de vie

SPORTS

En 1977

Le budget de la jeunesse et des sports augmentera moins que les dépenses de l'État

- Nette diminution des subventions d'équipement pour les collectivités
- Recrutement de 652 professeurs d'éducation physique

C'est un budget préparé par son prédécesseur que M. Jean-Pierre Soisson, nouveau secrétaire d'État auprès du ministre de la jeunesse et des sports, défendra devant le Parlement. Ce budget sera une fois de plus marqué par l'austérité. Il n'augmentera que de 10,4 %, passant de 2 146 millions de francs en 1976 à 2 369 millions en 1977, soit une croissance inférieure à celle du budget de l'État (+ 13,7 %). En 1976, les crédits accordés à la jeunesse et aux sports avaient augmenté de 17,5 %, davantage que les dépenses de l'État (+ 13 %). Faible en francs nominaux, cette augmentation le sera davantage encore en volume, puisqu'un taux d'inflation de 8 % est d'ores et déjà prévu pour l'année prochaine.

Ainsi la part de la jeunesse et des sports dans le budget de l'État sera-t-elle en 1977 encore inférieure à 1 % (0,71 %, contre 0,73 % en 1976 et 0,70 % en 1975). On comprend dans ces conditions qu'il ne fallait rien attendre de « miraculeux » de son budget. Les 2 369 millions envisagés ne tiennent cependant pas compte de la part des recettes du P.M.U., encaissées en 1976, qui lui sera attribuée pour l'exécution du budget 1977. En 1976, 40 millions de francs avaient été ainsi versés à la jeunesse et aux sports.

Ce sont les professeurs d'éducation physique, les colonies de vacances et les associations et mouvements de jeunes qui, inscrits au VII^e Plan au titre de programmes d'action prioritaire, bénéficieront le moins de ce budget d'austérité. Les sacrifices demandés aux collectivités locales sont, en revanche, considérables, malgré la proximité des élections municipales. Les subventions qui leur sont accordées au chapitre des autorisations de programme, en particulier pour la création d'installations sportives, seront inférieures de 17,5 % à celles qu'elles ont reçues en 1976. Il s'agit du secteur le plus touché de ce budget 1977, dans lequel l'effort consenti en faveur de la jeunesse est toujours très inférieur à celui dont bénéficient le sport et l'éducation physique.

Les crédits affectés aux dépenses de fonctionnement traduisent la priorité donnée au sport. Ces dépenses de fonctionnement atteindront 1 908 millions de francs, soit une augmentation de 14,7 %. Sur ces 1 908 millions, 92 % seulement seront consacrés à la jeunesse. Il est vrai qu'une bonne part des crédits dont bénéficient le sport profiteront aussi aux jeunes, puisqu'ils serviront pour l'essentiel à rémunérer les professeurs d'éducation physique.

Le nombre de ceux-ci augmentera de 652 à la rentrée 1977. Il s'agit du chapitre le plus épargné de ce budget. Mais ces mesures nouvelles paraissent insuffisantes au regard du programme d'action prioritaire du VII^e Plan sur l'égalité des chances et de la culture, selon lequel trois heures d'éducation physique devraient être dispensées en 1980 aux élèves du premier cycle du second degré et deux heures à ceux du second cycle (1).

Pour atteindre cet objectif, le secrétariat d'État a calculé que quatre mille trois cent vingt-deux nouveaux enseignants devraient être recrutés entre 1977 et 1980, c'est-à-dire plus d'un millier par an. On en est loin. Les autres mesures nouvelles permettront d'embaucher vingt conseillers techniques et pédagogiques dans les directions départementales et régionales, six inspecteurs de la jeunesse et des sports et dix-neuf agents administratifs d'entretien ou de service dans des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) ou dans des centres régionaux d'éducation physique et sportive (CREPS).

Dans le domaine sportif, les subventions de fonctionnement bénéficieront aux associations sportives scolaires et universitaires, aux fédérations et aux clubs. Il est prévu d'augmenter d'une cinquantaine le nombre des centres d'animation sportive (CAS). La quasi-totalité des autres secteurs ne bénéficieront d'aucune mesure nouvelle.

Les subventions accordées aux

(1) Les programmes en vigueur actuellement prévoient cinq heures d'éducation physique hebdomadaires dans le second degré. Selon les calculs opérés au secrétariat d'État, l'horaire effectif sera cette année de deux heures seize minutes en moyenne.

BERTRAND LE GENDRE.

BIBLIOGRAPHIE

« SKI DE FOND »

Deux ouvrages sont à signaler sur le ski de fond, la nouvelle « partie à la crème » des sports d'hiver. Le premier, de Charles Paolini et Daniel Letesgus (1), est consacré spécialement à la technique élémentaire de l'entraînement, qu'il illustre de nombreuses photos et dessins.

Le second, qui a pour auteur Alain Methias, directeur technique de l'École nationale de ski de fond, fait partie de la collection dirigée par Raymond Thomas (2) et s'adresse plus particulièrement aux moniteurs professionnels et aux skieurs confirmés.

Dans l'un et l'autre livre, le skieur alpin, toujours un peu perdu des qu'il lui faut aborder une descente avec des lattes de « fondistes », légères comme des alouettes, trouvera des recettes utiles pour garder son équilibre. Il apprendra notamment qu'il peut adopter la position de recherche de vitesse et qu'éventuellement, s'il s'emballe sur une pente forte, il aura bon compte d'utiliser la « ramasse » à l'aide des bâtons; voire le « pas de la sorcière » en les chevauant, meilleure manière de garder le contact avec le « plancher des vaches » ! — O.M.

(1) Charles Paolini et Daniel Letesgus : Ski de fond, Robert Laffont, éd., 128 p., 34 F.

(2) Alain Methias : Le Ski de fond, Vigot frères, éd., 290 p., 46 F.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

EQUITATION. — Michel Roche (France) a remporté jeudi 16 septembre, sur Un Espoir, l'épreuve du saut d'obstacles du concours international de Laxenburg (Autriche), devant le Suisse Bruno Candrian et l'Autrichien Hugo Simon. Le Français Hubert Parot, sur Rivage, s'est classé septième. Un Espoir et Rivage étaient montés par les mêmes cavaliers aux Jeux olympiques de Montréal.

RIPPISME. — La course du tiercé, disputée le jeudi 16 septembre à Maisons-Laffitte, a été gagnée par Mithraivillers suivi de Bois Miné et Ut Supra. La combinaison gagnante est 1, 22, 26.

MOTOCYCLISME. — La première séance d'essais du Bol d'Or, dont le départ doit être donné samedi 18 septembre à 16 heures, a été suspendue après un accident. Sur le circuit Bugatti, M. Gilbert Lavette, âgé de vingt-six ans, domicilié à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), qui pilotait un prototype 1 000 centimètres cubes Kawasaki, n'a pu négocier la courbe du « chemin aux bouffes » et a traversé deux rangées de grillages de protection. Le pilote a été tué sur le coup.

Jeune 150

« Suis-je un fou dangereux ? »

A: Strasbourg

LE DIRECTEUR
DE L'OFFICE DES H.L.M.
DU BAS-RHIN
SE DONNE LA MORT

Strasbourg. — Le corps du directeur de l'Office public des H.L.M. du Bas-Rhin, M. Robert Dahlet, âgé de cinquante-trois ans, a été trouvé, jeudi 18 septembre, dans le couloir d'un immeuble dans les combles de l'immeuble où sont installés les bureaux de l'office départemental. M. Dahlet s'est donné la mort.

Nommé à la direction de l'Office il y a une quinzaine d'années, M. Dahlet avait été nommé directeur de l'office dans l'arrondissement de Metz dans l'affaire des fausses factures des H.L.M. du Bas-Rhin (« le Monde » du 5 mars).

Selon la Confédération nationale du logement, une enquête administrative aurait établi des fausses factures pour le compte de l'Office des H.L.M. du Bas-Rhin. La fraude daterait de 1983 et les sommes en jeu seraient les travaux profondément effectués (quelque 3 millions de francs par an, selon la C.N.L.) auraient été mis au débit des locataires au titre des charges.

Une enquête administrative puis judiciaire avait alors été ouverte et les imputations ont été portées sur le nom de M. Dahlet, directeur des entrepreneurs et l'ingénieur chargé du service d'entretien à l'O.P.H.L.M. Cette enquête, qui était sur le point d'aboutir, a finalement été abandonnée par M. Dahlet, qui n'avait pourtant jamais été mis en cause.

Jul-même sa cause et obtient une relaxe... le 13 mars 1973. sa mort... force à agir sous l'empire d'une... qu'il a laquelle il n'a pu résister... (article 64 du code pénal).

Mais les maheurs du conseiller juridique ne sont pas terminées. Le procureur de la République juridique refuse maintenant d'exercer sa proposition. L'attaque alors sa décision... de Paris, qui le 9 octobre 1973... « ordonne son inscription sur la liste des conseils juridiques ».

Reste maintenant... pour boucler la boucle, à effacer la décision d'intervention. Un recours est donc introduit devant le tribunal administratif contre le ministère de l'intérieur. Saisissant cette tribune, M. Pégulin en profite pour dénoncer, arguments juridiques à l'appui, l'arbitraire des procédures de placement d'office et les conditions d'internement à l'hôpital Salpêtrière.

Mais tout cela n'est pas du ressort de la juridiction administrative, qui ne se prononce que sur la régularité de la procédure d'internement. Le président pressa donc M. Pégulin d'en finir, « d'autres affaires attendent ». Décision dans un mois.

M. B.-R.

**M. DASSAULT
A CONFIRMÉ SON RETRAIT
DE CONSTITUTION
DE PARTIE CIVILE**

RENÉ ADOLPHE
le ferrailleur de Bandol
EST ARRÊTÉ APRÈS UNE SÉRIE
DE CAMBRIOLAGES

CATASTROPHES

CATASTROPHES

Au Mozambique

CENT QUARANTE MINEURS PÉRISSENT DANS UN ÉBOULEMENT

Cent quarante mineurs sont morts lors de l'éboulement d'une galerie, aux houillères de Moatize, près de la ville da Tete, dans le centre du Mozambique. La radio mozambicaine, qui relate l'accident, le présente comme l'une des plus grandes catastrophes survenues dans les importantes mines de charbon de Moatize au cours des dernières décennies.

LETTRES

Mini-conflit place Gaillon

Du Balzac chez les Goncourt

Les Gonçalois attachés à leur image et à ce qu'ils considéraient comme leur nullité, leur label d'origine (depuis 1903), refusèrent.

C'est alors que M. Jean Drouot répondit comme son bien verra (à emporter) :

(1) Le 15 novembre, le même jour que le Renaudot, Le Fémina et Le Journal du Soir ont publié le 22 novembre de l'interpellé pour le 22.

Ce mini-conflit d'apparence balzacienne, mais, d'essence néanmois littéraire (Balzac chez Goncourt avec pour protagoniste Pascal) tra-t-il jusqu'au tribunal ? On veut espérer que la raison — ce privilège de l'âge e idées usages — l'emportera ou que, au pire, les remous ne seront que littéraires le 15 novembre, jour de l'attribution du prix — P. M.

(1) Le 15 novembre, le même jour que le Renardot. Le Fémina et le Média étant annoncés pour le 22 novembre et l'Inter-ailé pour le 29.

Le Monde

rédigé tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

LE DOSSIER SUR LA DESTRUCTION D'UNE CAVE EN-CORSE EST CONFIE AU PARQUET DU TRIBUNAL DE BASTIA.

● **Rapport du procès de M. Bruno Evellard** — La cour d'appel de Montpellier a renvoyé *sine die*, le 10 septembre, le rapport de la cour d'appel de M. Bruno Evellard, directeur en psychologie, condamné à trois mois de prison (dont deux avec sursis) le 27 juin, pour violence et voie de fait contre M. André Savelli, directeur de l'U.S.R.F. de psychologie de Montpellier, pour avoir refusé de l'établissement pour enfants handicapés l'Expédico (le Monde du 10 septembre). Convaincu le 10 septembre, de fausses universalités, M. Evellard ne s'était pas présenté à l'audience. Son avocat, M. André Ferran, avait demandé la révision après des examens de son client.

A Marseille

La propriétaire d'une maison de retraite clandestine est incarcérée pour escroquerie

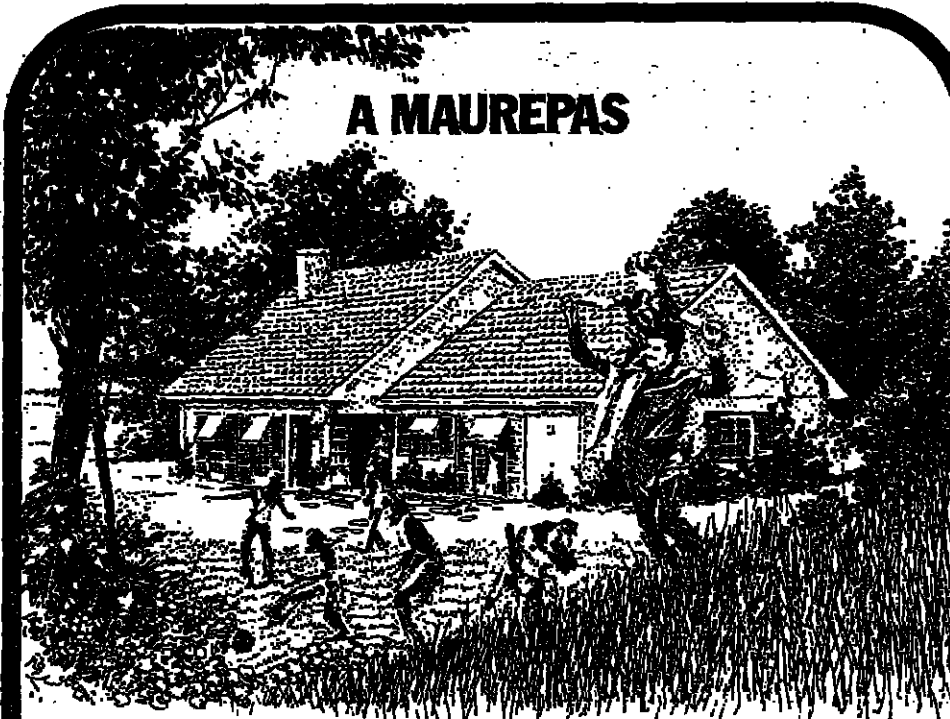
De notre correspondant

Entendue par Mlle Marie-Chantal Coux, juge d'instruction à Marseille, Mme Granier a été incarcérée à la prison des Baumettes, après avoir fait l'objet d'une inculpation pour escroquerie.

L'exercice de la chiropractie aux Etats-Unis est, en effet, réservé, quelle que soit leur nationalité, aux titulaires de diplômes d'Etat, obtenus après examen des connaissances par les services officiels de santé. Tel étant le cas de ses membres, l'A.C.F.D.E. insiste sur le fait que son titre exact est : « Association des chiropracteurs de France diplômés d'Etat aux Etats-Unis ».

Breguet

A MAUREPAS



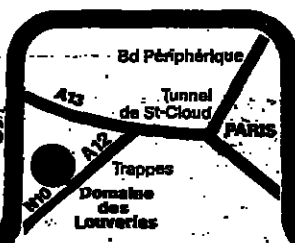
"Acajou", 135 m², 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine des Louveries

**VISITE DES MAISONS-
MODÈLES TOUS LES JOURS
DE 10 H à 19 H.**

Au Domaine des Louveries, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

Périphérique



**A 28 KM
DU PONT DE SAINT-CLOUD
PAR L'AUTOROUTE OUEST**

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
78310 MAUREPAS (TEL. 062.96.49)

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 17 SEPTEMBRE

CHAÎNE I: TF 1

20 h. 30. Comédie-Française : « Le Verre d'eau », d'E. Scribe, réal. J.-C. de Nostes, avec J. Toie, C. Casila, C. Salviat, A. Ducaux, N. Silber.

22 h. 15. La leçon de musique : Cathy Berberian, de M. Clary, réal. A. Léonard, 23 h. 5. Journal.

CHAÎNE II: A2

Ignorose
en vente aux
Galeries Lafayette

20 h. 30. Feuilletton : La poupée sanglante, d'après G. Leroux, adapt. R. Scipion, réal. M. Cravenne, avec J.-P. Zehnacker, J. Polliot, D. Levard, J. Verdier, S. Pitoiff.

21 h. 35. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Pourquoi et pour qui écrivez-vous l'histoire ?). Avec Mme. Mona Ozouf, maître de recherches au C.N.R.S.; MM. Claude Mondon.

Joan Chassériau, professeur à Paris-Sorbonne, et Pierre Nora, directeur de collection chez Grasset.

22 h. 25 (R.). Ciné-club : « Hellzapoppin », de H.C. Potter (1941), avec O. Olsen, Ch. Johnson, M. Rave, M. Auer, J. Frazee (v.o. sous-titrée, N.).

CHAÎNE III: FR 3

20 h. 30. Magazine : Vendredi, de M. Caze-neuve et J.-P. Alessandri (De quoi avons-nous peur ?).

21 h. 30. Connaissances : Enquête sous un crâne, de G. Ricco.

22 h. 35. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 30. La musique et les hommes... en direct d'Avignon : débat dirigé par G. Lian, 22 h. 25. Extraits avec E. Grenade, 23 h. De la nuit, 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Concert : 21 h. Échanges franco-allemands : par le Nouvel Orchestre philharmonique et ses chœurs de Radio-France, direction : J. Souchard, 22 h. 25. Concert avec E. Grenade, 23 h. De la nuit, 23 h. 30. Poésie.

SAMEDI 18 SEPTEMBRE

CHAÎNE I: TF 1

De 11 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu... à 14 h. 25. Samedi est à vous.

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Thierry Luron), 21 h. 30. Série : Matt Helm, 22 h. 20. Athlétisme : Grand Prix de Paris, stade Jean-Bouin, 23 h. 10. Journal.

CHAÎNE II: A2

De 13 h. à 20 h. Programme ininterrompu... à 14 h. 35. Les jeux du stade.

20 h. 30. Téléfilm : « Q.B. VII » (deuxième partie), de D. Cramer... l'accusé Abraham Cady, 22 h. 35. Magazine : Les gens heureux ont une histoire, de F. Deguelit.

23 h. 15. Variétés : Drôle de baraque, de J. Audouard, 23 h. 35. Journal.

CHAÎNE III: FR 3

20 h. 30 (R.). Essai : Un certain Giovanni Brua, de J.-M. Drot.

21 h. 45. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 21 h. Échanges franco-allemands : par le Nouvel Orchestre philharmonique et ses chœurs de Radio-France, direction : J. Souchard, 22 h. 25. Extraits avec E. Grenade, 23 h. De la nuit, 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert : 21 h. En direct de Berlin... l'orchestre de Berlin, direction D. Barenboim : « Symphonie en ré mineur » (Brahms) ; « Opéra et Chœur » (Gounod) ; « Le Tombeau de Couperin » (Ravel) ; 23 h. Vieilles dres ; 24 h. « Apocalypse de Jean » (P. Henry).

DIMANCHE 19 SEPTEMBRE

CHAÎNE I: TF 1

De 9 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu... à 17 h. 20. Film : « La Plus Grande Aventure de Tarzan », de J. Guillemin (1959), avec G. Scott, A. Quayle, S. Shantz.

20 h. 30. Film : « Compte à rebours », de R. Pigaut (1970), avec S. Begliani, S. Simonet, J. Moreau, Ch. Vanel, M. Bouquet.

21 h. 30. Film : « Un grand, libéré de prison, revient à Paris pour retrouver, parmi ses anciens associés, celui qui, autrefois, l'a trahi. Il veut se venger. Un bon divertissement de série noire transpirante. »

22 h. 25. Questionnaire, de J.-L. Servan-Schreiber.

23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II: A2

De 11 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu... à 14 h. 30. Film : « Geneviève », de H. Cornilieux (1952), avec J. Gregson, D. Sheridan, K. More, K. Kendall.

20 h. 30. Jeux sans frontières, à Croningen (Pays-Bas) ; 22 h. 5 (R.). Série : La dynastie des Forsyte ; 23 h. 10. Journal.

CHAÎNE III: FR 3

20 h. 30. Connaissance : Bolivar, libérateur d'un monde nouveau, de B. Kruk, A. Camp, A. Boudet, réal. A. Boudet (deuxième partie) ; Mais l'ai semé la liberté, 22 h. 30 (R.). C'est le monde (Coulte de l'histoire) ; « L'Eclipse », de M. Antonioni (1961) avec Delon, M. Vitti, F. Rabal, L. Brionone (N.).

21 h. 30. Film : « Un grand, libéré de prison, revient à Paris pour retrouver, parmi ses anciens associés, celui qui, autrefois, l'a trahi. Il veut se venger. Un bon divertissement de série noire transpirante. »

22 h. 25. Questionnaire, de J.-L. Servan-Schreiber.

23 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente « l'Idiot » (G. Arou, d'après Dostoevski) ; 20 h. 30. Festival de Sarlat : « Georges Dandin » (d'après Molière), avec J.-C. Chambard, A. Pondeville ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 5. La tribune des critiques de disques : « La Création » (Haydn) ; 20 h. 30. Prologue au concert : 20 h. 30. En direct du TEP... Rencontres musicales de septembre : œuvres pour chœur et cuivres de la Renaissance, direction P. Caillat, musique vocale contemporaine direction J. Rabel, avec la participation du groupe de recherches musicales de l'INA ; 22 h. A chanter et jouer entre amis ; 23 h. Cycle de musique de chambre (Mozart) ; 24 h. Le concert européen ; 1 h. 15. Tréva.

D'une chaîne à l'autre

LÉON ZITRONE EN JANVIER SUR TF 1

● Léon Zitrone collaborera « à temps complet » aux émissions de TF 1 à partir du 1^{er} janvier 1977. Ses interventions sur R.T.L. ne seront plus alors qu'occasionnelles.

Sur TF 1, Léon Zitrone se consacrera, en particulier, à des émissions spéciales (réouverture de la Comédie-Française, vingt-cinquième anniversaire du couronnement de la reine d'Angleterre, etc.) et à des comptes rendus sportifs.

RETRANSMISSION DU MATCH FRANCE-BULGARIE

● Le match France-Bulgarie, comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde de foot-

ball, sera retransmis en direct le 9 octobre, probablement sur Antenne 2, au cours de l'émission de Jean Lanzi « Les jeux du stade ».

UNE ANIMATION EN ARRIÈRE

● Avant son passage à l'antenne, « La guerre des demoiselles », de Gérard Guillaume et Jeanne Labruna, va être projeté une trentaine de fois dans les villages du Couserans (Ariège), où il a été tourné. Ces projections sont organisées par l'ADACA (Association pour le développement de l'action culturelle par l'audiovisuel), nouvellement créée et dont c'est la première expérience d'animation. Le soutien restreint que l'INA (Institut national de l'audiovisuel) a apporté à ce projet est à l'origine de cette expérience. (ADACA : 52, rue des Alouettes, 75019 Paris.)

TRIBUNES ET DEBATS

VENDREDI 17 SEPTEMBRE

— M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, est l'invité du journal « L'Europe », à 18 h. 30.

— La Suède à l'heure du choc est le sujet du magazine de France-Inter, à 19 h. 20.

— La Fédération française de création s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— La conception et ses problèmes est le thème du magazine « Vendredi » sur FR 3, à 20 h. 20.

— M. Robert Fabre, président du mouvement des radicaux de gauche, est l'invité du journal de France-Culture, à 12 h. 30.

— Le mouvement des radicaux de gauche s'exprime sur France-Inter, à 19 h. 20.

DIMANCHE 19 SEPTEMBRE

— MM. Michel Debré, député de la Réunion (U.D.R.) et Olivier Stora, secrétaire d'État aux DOM-TOM, participent au journal « 12-13 » transmis en direct de Saint-Denis de la Réunion, sur France-Inter.

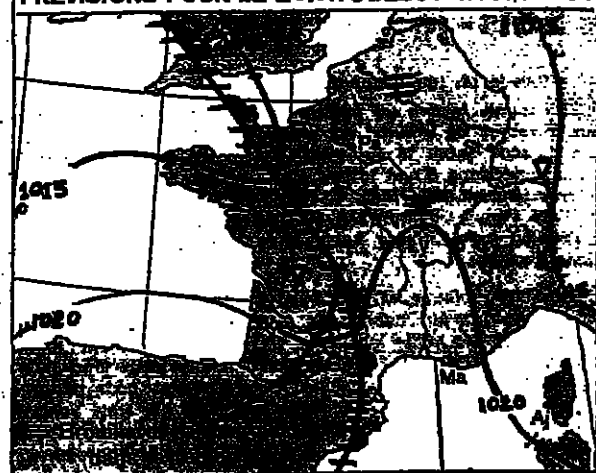
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17-9-76 À 0 h. G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18-9-76 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (1 mb vaut environ 2/3 de mm)

Zone de pluie ou neige, ▼ averse, ☼ orage, — Sens de la marche des fronts

Front chaud, ▲▲ Front froid, ▲▲▲ Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 17 septembre à 6 heures et le samedi 18 septembre à 24 heures :

Une nouvelle perturbation océanique atteindra l'Europe occidentale, son activité sera faible sur notre pays. Elle apportera toutefois un adoucissement assez sensible, qui débitera vendredi sur les régions de l'Ouest et tendra à se généraliser ensuite.

Samedi, de la Manche orientale à l'Alsace et au nord des Alpes, la météo sera encore très fraîche avec des éclaircies et quelques brouilles de brouillard au lever du jour, puis le temps deviendra très nuageux, et de faibles pluies se produiront passagèrement.

Sur les autres régions, le temps sera nuageux et brumeux, quelques pluies pourront avoir lieu en début de journée, puis des éclaircies se développeront.

En général, les vents seront faibles ou modérés, et les températures maximales subiront une hausse qui sera surtout sensible dans les régions de l'Ouest et du Midi.

Vendredi 17 septembre, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 017,4 millibars, soit 763,1 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Ajaccio, 21 et 12 degrés ; Biarritz, 18 et 9 ; Bordeaux, 17 et 10 ; Brest, 15 et 9 ; Caen, 15 et 8 ; Cherbourg, 14 et 11 ; Clermont-Ferrand, 13 et 6 ; Dijon, 15 et 8 ; Grenoble, 12 et 3 ; Lille, 17 et 11 ; Lyon, 14 et 8 ; Marseille, 21 et 12 ; Nancy, 14 et 10 ; Nantes, 19 et 9 ; Nice, 22 et 12 ; Paris-Le Bourget, 15 et 7 ; Pau, 18 et 6 ; Perpignan, 23 et 11 ; Rennes, 16 et 8 ; Strasbourg, 12 et 10 ; Toulon, 17 et 8 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 14 degrés ; Amsterdam, 17 et 10 ; Athènes, 27 et 20 ; Berlin, 15 et 9 ; Bonn, 14 et 8 ; Bruxelles, 17 et 10 ; Les Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 13 et 8 ; Genève, 11 et 5 ; Lisbonne, 23 et 14 ; Londres, 16 et 8 ; Madrid, 23 et 14 ; Moscou, 20 et 10 ; New-York, 23 et 20 ; Palma-de-Majorque, 24 et 9 ; Rome, 24 et 14 ; Stockholm, 12 et 8 ; Thèbes, 28 et 18.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 17 septembre 1976 :

DES ARRÊTÉS

● Relatif à l'augmentation du titre alcoométrique naturel, acquis ou en puissance, des raisins et de moûts de la récolte ;

● Fixant le nombre d'élèves-professeurs pouvant être autorisés à préparer l'agrégation durant l'année universitaire 1976-1977.

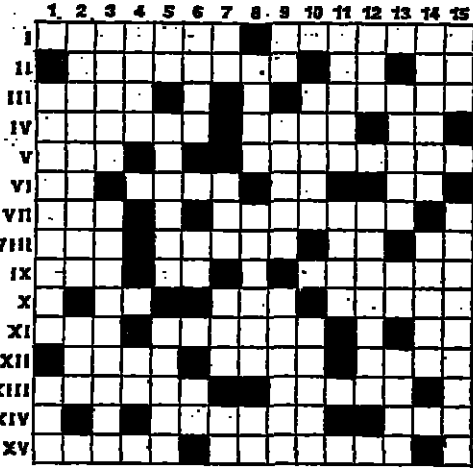
MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1564

HORIZONTALEMENT

I. Déplacement préparé avec la plus entière discrétion ; Gros appétit. — II. Les oisifs sur le plan social ; Orientation ; Désinence verbale. — III. Bon, s'il s'agit d'un baiser ; Fument en arrivant à table. — IV. De la Crète ; Familial aux archaïques ; Fruit épilé. — V. Contre antique ; N'en prenez pas de la graine ; Ne facilitait pas le geste auguste du semer. — VI. D'un auxiliaire ; Marque de police ; Hameau de France. — VII. Marque de reconnaissance ; Greffer. — VIII. Notabilité étrangère ; Favorable à Napoléon. — IX. Fincoeur de qualité ; Avec elle, on ne fait pas de vieux os. — X. Impie ; Abréviation ; Œuvre d'Hésiode. — XI. Possessif ; Bien de ce monde. — XII. Sont connus ; Généralement bien cachés.

Sans lui, pas de pardon ; Durée d'une révolution astrale. — V. Sur l'ancien monde à trois fois six ; Bonne fête. — VI. Pronom ; Temps de pause ; Cours élémentaire ; Fin d'un participant. — VII. Tombe dans un salon ; Raison d'être de certaines leçons. — VIII. Libéral ; le dépendant ; Aïe ! Renseignements sur la nature de la matière ; Bruit ; IX. Points cardinaux. — X. Le seul. — XI. Terme musical ; Figure ; Chantait ce qu'ils avaient à l'esprit. — XII. D'un auxiliaire ; Ses toiles n'avaient aucune valeur ; Pronom. — XIII. Plus proche de l'épave que du bid ; Le reine Marie-Croisée l'a sur le coup jusqu'au dernier jour ; Une épreuve. — XIV. Reste donc sans réplique ; Figure mythologique ; D'un auxiliaire ; bien difficile ; Disons, pour l'ex-cuser, qu'elle manquait un peu de distraction. — XV. Moyen de



VERTICALEMENT

I. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de manches pour faire ses effets ; Sa beauté est chantée par des voix pleuses. — 2. Propriété privée ; Roi. — 3. Sont déjà têtus ; Furent preuve

communication ; Se cramponnent au sol qui les a vus naître.

Louez votre TV couleur pour 133 F/s

(146 F par mois et 12 mois gratuits) option d'achat facultative

50 points de service dans la région parisienne

ou 739.33,75

NOVA-TEL

739.40.40

la couleur et le noir et blanc (large choix de portables design)

le telex

par simple abonnement

ITER

387.97.00

PRESTATIONS : traduction rapide (aux abonnés) ; envoi de documents ; envoi de toutes les lettres ; 79, rue Clapeyron - 75008 Paris

Jup 11-62-1550

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Retournerons-nous aux bois ?

VINCENNES : priorité à la forêt

Le bois de Vincennes est l'un des derniers vestiges de la Lauchon Sylvie qui s'étendait de Saint-Denis jusqu'à la Seine, se prolongeant vers Melun. Il fut essentiellement, jusqu'au dix-neuvième siècle, une forêt de chasse royale. Le sénatus-consulte du 18 juin 1860 concède le bois à la Ville de Paris.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Il ne reste plus de l'antique forêt que près de 900 hectares morcelés par des emprises très diverses (militaires, restaurants, équipements sportifs, école horticole) représentant 304 hectares, soit la tiers de la superficie totale du bois. Groupés au plein cœur de la forêt, ces enclaves créent une profonde coupure entre deux masses végétales qui se séparent une vaste étendue déboisée et dénudée.

Le morcellement forestier provient aussi et surtout de l'importance des flux de circulation automobile qui empruntent les allées du bois. A l'heure de pointe le matin, en semaine, dix-sept mille véhicules environ pénètrent dans le bois par l'une quelconque des voies qui le traversent ou en forment la lisière. Des flux de quatre mille cinq cents à cinq mille véhicules à l'heure sont enregistrés sur l'esplanade du château, ou le long du lac Daumesnil.

Dans une première phase, l'APUR propose de "libérer" le cœur du bois du transit automobile en regroupant certains itinéraires à l'ouest, sur l'avenue de Saint-Maurice, et au nord-est, sur les avenues du Tremblay et de Nogent. La prochaine mise en service complète de l'autoroute A-4 permettra de dégager le plateau de Gravelle et la ceinture du lac par la fermeture de l'avenue de Gravelle.

La seconde phase du projet porterait sur la restructuration de l'axe Paris-Nogent. Entre le carrefour de la porte Jaune et le fort de Vincennes — une des plus belles zones plantées du bois — un itinéraire serait réservé aux piétons. L'esplanade du château de Vincennes leur serait également rendue par la création d'un passage souterrain.

La troisième étape, enfin, est liée à l'achèvement d'équipements routiers dans la zone voisine du bois de Vincennes. L'élargissement de la nationale entre Nogent et Joinville et la jonction des sections de Fontenay-sous-Bois et Créteil de l'autoroute A-86 déchargeraient les roades de l'est de Paris. Il deviendrait alors possible de fermer l'avenue du Tremblay au trafic automobile. Ainsi, celui-ci se trouverait-il concentré, à terme, sur deux itinéraires : la nationale 34 entre Paris et Nogent, avenue des Minimes et avenue Daumesnil ; de l'autre, l'avenue de Saint-Maurice.

La desserte intérieure du bois se ferait de la façon suivante : un minimum de voirie à sens unique permettrait aux automobilistes d'emprunter certaines voies, le réseau d'autobus serait développé, de nouvelles pistes cyclables créées sur les itinéraires fermés à la circulation ; enfin, un chemin de fer du bois utilisant le matériel entreposé par la Météo des transports en commun permettrait, à partir des points d'arrêt importants (porte Dorée et gare de Joinville), de gagner l'intérieur du bois.

Les deux dossiers vont-ils être enfin étudiés et traités comme ils le méritent ? On a trop longtemps fait semblant de s'y intéresser ; il devient urgent de prendre de vraies et nécessaires mesures : les bois de Vincennes et de Boulogne vont-ils être aménagés de façon cohérente et rendus à leur vraie destination : être des lieux de promenade et de détente ?

Une étude réalisée par l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme) doit être présentée aux élus de Paris lors de leur session extraordinaire du mois d'octobre. Saisiront-ils l'occasion pour réhabiliter ces deux espaces verts dont les Parisiens ont tant besoin ? On comprendrait mal qu'ils reportent leur décision.

JEAN FERRIN.

BOULOGNE : halte à l'automobile

Vestige de la Rubricidium Sylva, le bois de Boulogne est l'ancienne forêt de Rouvray. On y trouve encore aujourd'hui d'intéressants souvenirs historiques comme l'allée de la Reine-Marguerite, empruntée par Marguerite de Valois, première femme d'Henri IV, pour se rendre à Longchamp. Un arrêté du 23 septembre 1957 du secrétaire d'Etat aux arts et lettres a inscrit au nombre des sites classés l'ensemble formé par le bois de Boulogne.

Ce bois, affirme M. Pierre-Yves Ligon, directeur de l'APUR, n'est pas seulement un lieu de détente pour les Parisiens comme étant « leur jardin », en raison de son morcellement. Sur les 800 hectares du bois, 330, soit plus du tiers, ne sont pas accessibles librement au public : c'est le domaine des concessions (restaurants, stades), des routes ou des enclos de reboisement. Les espaces restants sont constamment coupés par des voies de circulation. L'allée de Longchamp, qui conduit de la porte Maillot au pont de Suresnes, supporte quatre mille cinq cents véhicules-heure. « Il ne s'agit pas de décaler les horaires de la voiture », affirme-t-on à l'APUR, et l'on précise : « Il s'agit de détourner progressivement le trafic automobile de transit pour redonner le bois aux promeneurs. » On pourra donc toujours aller au bois en voiture, mais non plus le traverser.

Les propositions de l'Atelier parisien d'urbanisme, élaborées en collaboration avec la Direction des parcs et des jardins de la ville, sont les suivantes : réduire, dans un premier temps, la circulation de transit en interdisant aux véhicules l'allée de la Reine-Marguerite ; mettre en sens unique l'allée de Longchamp (de la banlieue vers Paris) et dégager le carrefour de la Cascade, pour faire de ce nœud routier un espace paysagé. Ce projet de reporter la circulation à la périphérie du bois a soulevé naturellement l'hostilité des communes voisines.

Le projet envisage donc la création d'une nouvelle voie en bordure de la limite nord du bois et redescendant le long de la Seine, afin de ne pas encombrer la voirie périphérique. L'objectif à atteindre étant de reporter sur la rive opposée du fleuve toute la circulation, dégageant ainsi la rive droite en face de l'île de Puteaux. La desserte intérieure du bois serait assurée par des parcours sinueux, à sens unique, interdisant toute circulation de transit.

Le remodelage du bois de Boulogne s'effectuerait sur plusieurs zones : une zone de fréquentation quotidienne au contact des quartiers environnants, où doivent normalement prendre place des équipements destinés aux enfants. Une zone de promenade articulée autour de l'allée de Longchamp dégagée de toute circulation. C'est dans cette zone que se situe la proposition la plus originale du projet : la création d'un réseau de petites voies d'eau navigables en barque, reliant entre eux les différents plans d'eau. Une zone de forêt protégée intégrant 104 hectares entre les hippodromes d'Auteuil et de Longchamp et réservée aux animaux et à la plantation. Une zone au bord de la Seine qui pourrait communiquer avec l'île de Puteaux. Le bras de Seine comprise entre le bois de Boulogne et l'île de Puteaux, qui n'est pas actuellement utilisé pour la navigation, accueillerait un port de plaisance.

Enfin, pour le stationnement, le projet prévoit la création de parcs de dissuasion en bordure du bois. De ces parcs rayonneraient les autobus non polluants et un réseau de pistes cyclables et de sentiers pédestres. Des petits parkings paysagés sont prévus sur les voies de desserte. Ces aménagements permettraient de retrouver la capacité globale de stationnement du bois, tout en supprimant les longues files de voitures le long des avenues.

Les élus parisiens, qui ont laissé écrouler le bois de Boulogne par le boulevard périphérique, saisièrent-ils, enfin, la chance de laisser aux promeneurs la dernière « forêt » de la capitale ?

Philippe Decraene.

L'HEURE DES COMPTES

L'été qui s'achève, l'hiver qui s'avance... L'heure des premiers bilans et des premières prévisions. Les agents de voyages font leurs comptes. Les mois chauds ont été satisfaisants, en dépit de la canicule qui, dans l'ensemble, n'a pas, finalement, découragé grand monde. Et les mois d'hiver d'annoncent bien, puisque le Syndicat national des agents de voyages (S.N.A.V.) fait état d'un nombre d'enregistrements d'ores et déjà supérieur à ceux relevés lors des années passées à même époque. Indication qui n'est cependant pas « tout à fait concluante », soulignent les pessimistes — ou les sages ? — les Français semblant désormais « s'y prendre » un peu plus tôt qu'autrefois pour organiser leurs loisirs.

On peut donc parler d'une nette propension à l'optimisme. D'autant que les professionnels ne prévoient pas — pas encore — un renversement de la tendance voulant que les vacances restent envies et contre toutes difficultés économiques un besoin impératif. Toutefois, cet hiver, les long-courriers prendront le pas sur les voyages de séjours de moindre prix, les petits budgets étant naturellement plus sensibles aux effets de la crise.

D'autre part, on a évoqué au S.N.A.V. la prochaine mise en application de la loi du 11 juillet 1975 intéressant la réorganisation de la profession. Si les « marchands de voyages » acceptent de bonne grâce l'obligation qui sera la leur de garantir à leur clientèle le produit tel qu'inscrit à leur catalogue, ils maintiennent en revanche leur refus de garantir leurs fournisseurs.

Une obligation que le conseil d'administration de leur syndicat n'hésite pas à qualifier d'« exorbitante du droit commun ». Le S.N.A.V. est prêt à collaborer à l'élaboration d'un « code du tourisme », où toutes les professions intéressées se verraient amener à partager des responsabilités que les agents de voyages n'entendent pas endosser tout seuls. On ne saurait leur reprocher leur fermeté sur ce chapitre.

LES NOUVEAUX VOYAGES

GAMBIE : Sex and Sun...

Banjul. — « Peace and Sunshine » (paix et soleil), tel est le slogan officiel dont osent les autorités gambiennes, pour attirer à Banjul, et sur les immenses plages de sable fin qui bordent l'estuaire de la Gambie, un flot croissant de touristes.

Mais la publicité faite de bouche à oreille par les adeptes de l'embarkement pour l'été à Banjul, sans aucun doute, beaucoup plus efficacement à l'essor spectaculaire du tourisme dans l'ancienne colonie britannique de l'Ouest africain. « Sex, Sun, Sand » (sex, soleil, sable), ces trois dénominations utilisées sous d'autres noms semblent particulièrement adaptées aux réalités gambiennes.

Il suffit de se promener dans les rues de Banjul ou de s'arrêter dans l'un des treize hôtels que compte la capitale pour constater que les « couples dominos » y sont inamovibles : Blanc et Noir, Blanche et Noir, Blanc et noir, Blanche et Noir. De même que l'on constate des différences d'âge parfois considérables entre les partenaires, il est clair que l'homosexualité connaît ici un succès presque identique à celui de l'hétérosexualité.

Est-ce à dire que le sexe constitue une valeur beaucoup plus sûre que le soleil ou le sable pour les vingt-cinq mille touristes qui, amenés par une armada de charters, ont séjourné en Gambie au cours de l'année 1975 ? Le nombre des « couples » que l'on croise non seulement sur les routes, mais également sur les plages, n'est pas absolument convaincant.

Cependant, les protestations qui commencent à s'élever parmi la population autochtone témoignent d'une impatience croissante à l'égard de la pollution des mœurs. En majorité musulmans, les cinq cent quarante mille habitants de ce petit pays, bien qu'ils soient souvent polygames, n'en sont pas moins partisans d'une certaine réserve, voire d'une pudeur certaine. L'existentialisme de la société permissive scandineave les exaspère, et il n'est plus rare d'entendre des Gambiens réagir sévèrement à leur place des touristes venus d'Europe, lorsque leur tenue ou leur comportement leur semblent choquants.

L'afflux de Danois, de Suédois, de Hollandais et d'Allemands s'accompagne, d'autre part, d'un développement inquiétant de l'usage des stupéfiants. C'est surtout le yaba, une

herbe cultivée localement, à peine moins toxique que le classique chanvre indien, qui fait recette. Cette situation éveille une anxiété supplémentaire de mécontentement, car, dans cette partie de l'Afrique, les toxicomanes constituent réellement des cas exceptionnels.

Le fléau de la drogue

Certes, à l'aéroport de Yundum, dans les grandes artères de Banjul, claquent aux allées du large les pavillons des nations scandinaves, ceux de la Confédération helvétique et de la République fédérale d'Allemagne. De mai à novembre, il est pratiquement impossible à un homme d'affaires de passage de trouver une chambre libre, car les hôtels sont tous complets. Mais toutes considérations morales mises à part, les poignées qui allument la venue massive des touristes étrangers en Gambie vont néanmoins bon train.

« La tourisme est une manne providentielle pour le pays », proclament les optimistes, qui ajoutent : « Le nombre des emplois a été multiplié par dix, grâce aux progrès de l'hôtellerie. D'autre part, il est vrai que les coiffeurs n'ont jamais autant

créé de cheveux européens, que les tailleurs ne cessent de couper des « boutons » de toutes tailles, que les sculpteurs et les vachers ont peine à faire face à la demande d'objets artisanaux, et que les teinturiers de Sérékunda, banlieue proche de Banjul, travaillent nuit et jour pour confectionner les pagens dont se drapent, de façon plus ou moins heureuse, les « estivants » venus d'Europe. »

En revanche, les pessimistes dénoncent les progrès de la prostitution sous toutes ses formes, vitupèrent les drogues, l'état de la dégradation brutale de la qualité du travail des artisans. Certains ajoutent, avec acrimonie : « Tout cela ne rapporte rien au pays. Les visiteurs régent tout en Suède et c'est de chez eux que sont importés pain et viande... sur les mêmes charniers... les plus violents affirmant : « Nous avons hérité du déchet dont personne ne veut... ils sont pires que vos congénères payés européens. Il s'agit de personnes âgées que les associations suédoises du troisième âge prêtent à envoyer quinze jours au soleil d'Afrique... qui passent leurs jours en sautoir ou à l'hôpital... »

Philippe Decraene.

Offrez-vous 2 réveillons inoubliables : NOËL AU SÉNÉGAL ST SYLVESTRE EN MER

CROISIÈRE A BORD DE MASSALIA LE PAQUEBOT-SOLEIL OÙ IL FAIT BON VIVRE

MAROC / CANARIES / SÉNÉGAL

Départ de Marseille, 18 décembre-2 janvier 15 jours. A partir de 3100 F.

Un Noël où les tam-tams remplaceront les orgues, où le réveillon africain se fera à l'île de Gorée, face à Dakar. Trois escales au Maroc pour y visiter Marrakech, Rabat et le Grand Sud... Trois escales aux Canaries pour y découvrir le paradis sur terre... et un réveillon de la Saint-Sylvestre au champagne et en pleine mer !



CROISIÈRES PROQUET MASSALIA

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Proquet : PARIS : 6, bd des Capucines 75002. Tél. 266.57.50. MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21. NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 81.21.50.

CANNES - NEW YORK prochain départ le 20 octobre 1976 S/S LEONARDO DA VINCI Renseignements-réservations votre Agent de Voyages ou : Italian Line 3, bd des Capucines Paris 2, tel : 073.40.85

L'ÉGYPTE MILLÉNAIRE avec croisière sur le Nil du 17 nov. au 4 décembre 1976 et du 1er déc. au 18 déc. 1976 VOYAGES CULTURELS accompagnés de PARIS à SAÏD par des Compagnies égyptiennes de l'Étoile du Louvre Renseignements et inscriptions PEUPLES ET CIVILISATIONS 5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS Tél. 300-31-88 - L'Étoile du Louvre

L'ANTI-CLUB Prochains départs par petits groupes de 15 personnes pour découvrir en profondeur L'AFGHANISTAN Spécial Boukhari du 22 octobre au 5 novembre, 5.300 F. L'INDONÉSIE La Route des Épicés du 2 au 25 novembre, 8.970 F. AIR ALLIANCE 4, rue de la Paix 75002 Paris 2, bd des Capucines 75001 Paris Tél. 266.57.50 - 266.57.51 - 266.57.52

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Provinces

BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
R. App. Courmes. 49 à 70 F. T.T.C.
Centre d'affaires et spectacles
place de la Comédie - BORDEAUX
Garage gratuit - Tél. : 52-44-23 et 46

Côte d'Azur

VILLEFRANCHE-SUR-MER

Magasin WELCOM, bord de mer
Tél. 470281 - Tél. : (33) 93-70-28

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une
semaine forfaitaire de 400 à 570 F.
Piscine couverte. Tél. 74322.

Allemagne

FRANKFURT

PARKHOTEL, 1^{re} classe, centre, près
gare centrale. Wiesbadenplatz
22 a. Tél. 1949/611/230571 TX 04-12808

Angleterre

KENSINGTON LONDON

Une situation exceptionnelle près du
Métro South Kensington. P. 50, break-
fast, taxes incluses. CROMWELL HOTEL.
Cromwell Place, London SW7 2LA
Dir. E. Thom - 01-589-8288.

PARIS
LONDRES
EN CAR
PULLMAN

Pour
l'Angleterre
prenez
l'Hoverlloyd

Via Calais
et Ramsgate

- 3 départs par jour de Paris.
- 40 minutes de traversée.
- Emission des billets et départ des
cars Hoverlloyd.
24, rue de Saint-Quentin
75010 - Paris. Tél. 607.50.61.
- Service Bruxelles-Londres:
Hoverlloyd
Centre International Rogier.
Rue de Brabant 3 - Bruxelles.
Tél. 219.02.25.

Tarif en vigueur à partir du 21 mars

HOVERLOYD

Brochures, horaires et réservations:
Agences de voyages ou Hoverlloyd:
723.73.05



M. Ville
Adresse
Code postal
Desire recevoir gratuitement une brochure
HOVERLOYD.
A retourner à Hoverlloyd
Hoverport International - 6206 Calais

Tourisme

LA TOUR DE LONDRES VUE DE L'EAU

En descendant la Tamise

La croisière fluviale entre la Tour de
Londres et Greenwich, où le long des
quais morts la Tamise est sans cesse
animée par une circulation touristique
grouillante, offre un spectacle d'une por-
tante curiosité. Le contraste de ces ba-
ges abandonnées, était plus saisissant
encore sous le soleil inépuisable qui nous a
apporté cet été le bonheur de vivre, parmi
les toutes insouciantes que charrient à
toute heure les vedettes à double pont.
Ces wharfs déserts, ces fortifications aux
courtines aveugles, ces granières murées d'où
pendent des poutres inutilisées constituent
avant-guerre les dépôts et les entrepôts de
tout ce qui se vendait ou s'achetait sur la
surface du globe : le port maritime de
Londres s'assimilait alors à la fortune de
l'Empire britannique.

Il y a ainsi 5 kilomètres que, au cours
du plus bref séjour à Londres, le voyageur
se doit absolument de voir, et qui vaut
au moins autant le déplacement que les
croisières urbaines, certes plus souriantes,
de nos bateaux-mouches sur la Seine.
On embarque à la Tower-Pier
vingt minutes (de 10 h. 15 à 18 h.), et l'on
et retour, et l'on voit ne consacrer qu'une
courte escale au terminus de Greenwich,
prend environ une heure. Si vous voulez
aller encore plus vite, vous pouvez emprun-
ter la compagnie des hydrotaxis, ces hydro-
glisseurs légers qui vous font voler sur
l'eau dans des panaches d'écume. Ceux-ci
réduisent du tiers le temps de la croisière
et présentent l'avantage d'être en service
tard dans la soirée, mais l'inconvénient
« d'envier » les rives sans qu'on ait le loisir
des détails.
La descente de la rivière, particulière-

ment aux basses eaux — car la Tamise
depuis Tower-Bridge subit les marées et
est en eau salée, — s'ouvre sur un double
panorama d'une beauté moribonde à couper
le souffle. Vous aurez avantage à prendre
place sur une travée bâbord avec vue sur
la rive nord, la plus riche d'histoire. C'est
d'abord l'Execution Dock, un simple mur
de granit où l'on venait pendre jadis les
pirates de la mer, dont le mort était soule-
vement enregistré lorsque leurs corps
avaient été submergés trois fois par la
marée. Tout à côté, parmi les bûches sales
et les puits vermineux, ce sont les Wapping
Old Stairs qui mènent à un unique espace
vert où pleure bizarrement un sautoir du
Japon.

Des clippers
chargés d'épices

Et voici des trains de barges mouillées
côté à côté comme des pontons ténébreux
au coude de la rivière, camouflant en par-
tie la puissante échelle de Shadwell, la
quatrième grande gare à Londres.
Docks fermés depuis 1909. Un peu plus
loin, passé la coude, la saignée du Grand
Union Canal s'entrouvre encore sur quel-
ques péniches à destination d'Oxford via
Paddington et voisine avec la Limehouse
Entrance où s'étend l'immensité des India
Docks. Ceux-ci, les premiers à accueillir
à quel jusqu'à cinquante clippers porteurs
d'épices et de bois précieux, sont bientôt
contournés tandis que le sillage du bateau
épouse l'S de l'île aux Chiens (Isle of
Dogs), en fait une presqu'île où était
concentrée au siècle dernier la population
des dockers.

Ici deux points géodésiques — remarque-
bles —, comme il est spécifié sur les car-
tes marines. L'un est un simple fond de
décor : c'est le dôme de la génération mo-
derna du Brunswick Wharf, au bas duquel
il n'est pas rare d'apercevoir — enfin ! —
quelque grosse cheminée de vapeur. L'autre
est à toucher du doigt sur le berge
même, et celui-là nous intéresse autrement.
De l'extérieur, c'est la petite façade toute
innocente d'un « pub » à l'enseigne The Gra-
pes, dont la véritable miniature s'articule
entre deux énormes pilotes ; mais à l'inté-
rieur, les murs parlent de quatre siècles
d'histoire, d'un roi Stuart clandestin, de
Samuel Pepys, le plus grand bourgeois de
Londres, de Dickens, qui vint y puiser l'ins-
piration de l'Ami commun — sans parler
des générations de saigneurs de la nuit
ayant vécu leurs querelles — entre deux
éboulements de gin —.

Parvenue à l'extrémité de l'île aux Chiens,
notre vedette s'approche maintenant du dé-
barcadère de Greenwich, sur la rive sud.
Jusqu'à là, le « capitaine » a tenu la barre
d'une main et la redoutable micro de l'autre,
psalmodiant un texte appris par cœur avec
la ton monacale des guides de musées.
Comme il doit attendre son tour pour
accoster — le cas le plus fréquent, — notre
marin manœuvre pour longer la rive nord
d'où l'on observe le meilleur panorama
sur Greenwich ; puis il décrit un gracieux
demi-tour afin de prendre en plein dans
la vue le Musée maritime et le Royal Naval
College, dont la longue horizontalité occu-
pe l'île, le long duquel se dresse le pavillon
de la reine et ses effets de colonnades sur fond
de pelouses évoquant irrésistiblement Versailles.

avant même que l'on en connaisse les
autres.

L'escale de Greenwich peut se borner
à la visite contiguë sur le quai, du célèbre
Cutty Sark, dernier des grands clippers à
voiles, ainsi que celle de son minuscule
descendant du tour de la terre, le Gipsy
Moth II, de Sir Francis Chichester.

On aura tout loisir sur la voie du retour
de contempler en silence la rive sud, car
le micro reste muet. On remonte ainsi le
long des Surrey Docks, naguère si opulents,
où une cinquantaine de navires de fort
tonnage et vingt mille barges pouvaient
tenir à quel. Rens par les bombardements
de 1940-1941, reconstruits après la guerre,
ils sont fermés depuis 1970 et rassemblent
aujourd'hui, avec leurs forêts de grues imma-
nables, leurs ponts tourments sans objet, à
une station de l'an 2000 dont on ne sait
quel système l'aurait vidée de ses habitants.

La croisière s'achève, en vue des herbes
à jamais familières de Tower Bridge, par
un vaste paraphe qui talasse à bâbord le
colosse de bataille H.M.S. Belfast, méditant
sur ses ancres à ses aventures passées
(voir le dossier).

Par-delà bat le cœur de la City, où la
Tamise redevient courant d'eau douce...

OLIVIER MERLIN.

★ Croisières en groupes sur la Tamise
(départ Westminister Pier, Charing Cross
Pier et Tower Pier). Tél. Waterways En-
quiry Office, 252-5711, ext. 6381.

★ Croisières privées : Catamaran Cruis-
ers, West India Dock Pier (Cuba Street
E 14). Tél. 887-1185 ; St. Katherine's Yard
Haven. Tél. 709-5100 ; Wapping Moorings.
Tél. 481-1774.

★ Visite du « H.M.S. Belfast » : Symons
Wharf, Tolly Street. Tél. 407-0043.

BILANS - VACANCES

Languedoc - Roussillon : un été à l'économie

MOROSITE sur le littoral
Languedoc - Roussillon :
les estivants ont été moins
nombreux qu'au cours de l'été 1975
et plus économiques. La fréquentation
des plages au mois d'août, prati-
quement identique à celle de
l'année dernière, n'a pas com-
pensé, toutefois, la perte occa-
sionnée pour l'ensemble de l'acti-
vité touristique par un mois de
juillet catastrophique. Le nom-
bre de campeurs, par exemple,
installés de la Camargue aux
Pyénées a diminué, estime le
Syndicat de l'hôtellerie de plein
air, de 10 % à 45 % selon les ter-
rains.

« La baisse de fréquentation est
de l'ordre de 20 % par rapport à
l'été 1975 », affirme M. André
Quet, président du syndicat
d'initiative du Grau-du-
Roi (Gard). Situé sur la frange
ouest de la Camargue, ce pitto-
resque village de pêcheurs est
bâti de part et d'autre du
grau (1) emprunté par le
Vidourle pour se jeter dans la
Méditerranée. A travers les
marais, le grau remonte jusqu'à
Aigues-Mortes, qui dresse, à 8 ki-
lomètres en amont, ses impres-
sionnants remparts. Un village de
quatre mille cinq cents habitants,
qui vit de la pêche (trente-deux

chalutiers) et du tourisme. En
1975, cent quatre-vingt mille estiva-
nts se pressaient au Grau-du-
Roi. Cette année, ils ne furent que
cent quarante mille. Cette désaf-
fection est particulièrement res-
sentie par les commerçants.
« Mon chiffre d'affaires a baissé
de 10 % », commente un ché-
miste du quai Colbert. Le « patron »
de la Providence, qui cabote entre
Sète et les Saintes-Maries-de-la-
Mer avec une vedette emportant
cent cinquante passagers, est aussi
catégorique : « Mauvaise saison !
Il y a beaucoup moins de monde.
Les touristes sont partis à la
montagne. C'est moins cher... »

Seules restent sereines les
agences immobilières. Le directeur
de l'une d'entre elles le dit tout
net : « Nous sommes contents.
Cependant, une évolution se des-
sine. Les locations au mois se
raréfient alors que les contrats
de quinze jours se multiplient.
Passer toutes ses vacances au
même endroit semble aujourd'hui
fini... » Mais M. Quet est formel :
« Les hôtels et les agences au-
vent leur saison. Ce sont les cam-
pings qui ont été les plus tou-
chés. » Le Grau-du-Roi possède
onze terrains, pouvant accueillir
officiellement vingt-cinq mille
personnes. L'Espiguette, avec ses
30 hectares, est l'un des terrains
municipaux les plus importants
de la côte méditerranéenne. Son
directeur dresse le bilan estival :
« Au mois de juillet, 20 % de
campeurs en moins, plus 2 % au
mois d'août. » Les terrains de
camping du village furent saurés
quinze jours en 1975, trois jours
en 1976.

que les rivières du Midi, affirme
M. Quet. Et les campagnes sur
la pollution de la Méditerranée
effraient les touristes qui font
vite l'omalgme entre les stations
polluées et celles qui ne le sont
pas. Enfin, le manque d'argent,
l'estivage était, cette année, un
estivage économe. »

Ce manque d'argent a peut-être
expliqué un phénomène qui se
généralise sur le littoral Lan-
guedoc-Roussillon : la fin des loca-
tions mensuelles au profit de
séjours plus courts. Peut-être.
Enfin, traditionnellement lieu de
vacances populaires, le Grau-du-
Roi, avec Port-Camargue et ses
marinas (prix moyen 250 000 F)
« qui, cette année, se sont bien
vendues », n'est-il pas en train
de changer de visage ? Cette
évolution inquiète d'autant plus
certains villageois que « les gens
des marinas ne se mélangent pas.
Ils restent chez eux et font du
bateau. Le Grau, finalement, les
intéresse peu... »

J. P.

(1) Chenal qui fait communiquer
des étangs avec la mer.

DOLÉANCES

M. J.-L. Moret-Bailly, de Sceaux
(Hauts-de-Seine), nous a adressé
la lettre suivante :

An village des Rousses (Jura)
— qui n'est plus un village depuis
que la belle fontaine-lavoir-abreu-
voir qui en ornait le centre a
cédé la place à un parking, mais
cela est une autre histoire.
Il y a un fort de 1880 dont
les dépendances constituaient un
puissant attrait pour les nom-
breux touristes de la station. Le
tour des remparts offrait de
splendides panoramas. Une admi-
rable forêt, le bois de l'Ours, véri-
table parc naturel avec sa lu-
mière féérique, ses essences va-
riées, ses clairières fleuries, son
abondante végétation secondaire,
avait foisonné avec bonheur,
tandis que l'armée semblait ou-
blier ce domaine tout en le pré-
servant des lotissements. C'est
fini.

Après la dernière guerre, le
fort est devenu centre d'entraîne-
ment de commando. On a d'abord
transformé le tour des remparts
en parcours du combattant. Puis
on a rasé de vastes secteurs for-
estiers pour construire de laides
bâtisses où logent les militaires
(qui se trouvaient à l'étroit, n'est-
ce pas, dans une enceinte de 4 ki-
lomètres de tour). Puis on a fait
passer dans d'autres secteurs des
engins de combat qui défoncent,
détruisent, nivellent. Puis on a
encore déboulé pour dresser
d'étranges silos de parais à la
destination mystérieuse. La
forêt est perdue. Son équilibre est
ruiné. Le vent y trouve de larges
percées où il s'engouffre, para-
chevant sur les arbres restants
les ravages causés par l'armée.
Comble de disgrâce : dans les
parties encore épargnées par cette
frénésie, la jeunesse du pays fait
du moto-cross.

ACTIONS DE CHASSE
GROS GIBIERS
DANS L'YONNE

1200 F DIMANCHE ET JEUDI
Autoroute Sud, sortie Nîtry
VILLIERS-LES-HAUTS
20 km de la sortie de Nîtry

Renseignements :
M. WENDENBUCH,
88-VILLIERS-LES-HAUTS (Yonne)
Tél. 03 ou 77-41-45.

Déjà, sur le plateau des Rousses,
hors de ce domaine militaire, des
projets de démolition et des en-
treprises de travaux publics
avaient défiguré un superbe pay-
sage avec des routes souvent inu-
tiles et toujours démesurées, bou-
chées à l'extrême par de
naïvantes constructions, sans
style et sans grâce, supprimant des
sentiers de promenade. Il restait
encore, pour l'agrément des tou-
ristes, le bois de l'Ours. Il est
mort.

M. Pierre Gonth, président de
la Fédération de sauvegarde des
Grands Sites de France, nous a
adressé la lettre suivante :

Notre région ne peut accepter
d'importer la forme de tou-
risme. L'harmonie, le silence,
l'espace, sont à sauvegarder. Un
tourisme rationnel est à
exclure comme la peste. Ce
qui importe, c'est de donner aux
fermes et aux villages l'appoint
touristique qui leur est nécessaire,
et non un excédent qui risque
de les submerger. Donc injecter,
par dose assimilable, un tourisme
de qualité.

Sur le Méjean, comme chacun
sait, un organisme étranger au
pays, n'ayant, sans doute, aucune
connaissance des vrais problèmes
de Causse, avait prévu, à l'ori-
gine, un équipement touristique
trop important. Heureusement, les
cinq cents autochtones ont eu la
sagesse de le faire réduire. Tou-
tefois, d'après le projet dont on
parle encore, il serait question
de gaspillage de l'eau, si rare cet
été, de la Jonte, au grand dam
des rivières et des pêcheurs.
Nous pensons que cette folle
n'aura pas lieu, et que les invités
du Courty vont faire trempette
soit à Mayreuil soit à Sainte-
Enimie — ce qui constitue un
déplacement agréable. A Fra-
dines, sur le Noir, nous avons
risqué par là une implantation
aussi dangereuse que sur le
Méjean. Une firme avait, dis-
on, envisagé un lotissement pavil-
onnaire démesuré, pour la satis-
faction d'assurés sociaux hollan-
dais. Bien entendu, dans ce genre
d'affaires et comme ce fut si sou-
vent le cas, on promet mension-
nement aux populations de
mirifiques avantages qui l'expé-
rience l'a hélas prouvé ne sont
jamais tenus. Heureusement, le
projet mirobolant a basculé dans
la vide.

Je suis, dans ce secteur, comme
plus près de Millau, sur Bepeau-
mes, où s'appassait — est-ce
intentionnel ? — une douce som-
nolence, il faudra rester très

vigilant, avec l'appui des popu-
lations, si l'on veut éviter de
désagréables surprises. Un tou-
risme qui se veut utile nous
alliance avec le terroir. Un tou-
risme utile ne joue jamais au
mas-tu-vo, mais au contraire
garde le souci de se faire ac-
cepter, en se graffant sur un sol
nouveau. Alors, l'accord entre les
parties peut devenir une osmose
bénéfique.

Quant à M. Yves Peyraud, de
Saint-André-les-Vergers (Aude),
il nous fait part de ses inquié-
tudes au sujet de la menace qui
pèse sur l'île de Ré :

L'île de Ré possède un rare
privilege qui réserve une gran-
de surprise aux vacanciers : ses
plages ne sont pas polluées. A
tout le moins, elle ne présente
pas pour l'écologie les élé-
ments de cette pollution constan-
nante que l'on rencontre partout.
Il est vrai que je ne peux rien
dire de l'essentielle de ses eaux,
apparemment insoupçonnées.
Il faudrait demander son avis à
l'Union fédérale des consommateurs.
Mais l'île de Ré est victime
d'une autre forme de pollu-
tion, sûrement très répandue,
mais, là, clairement affichée. Al-
lons à l'essentiel ou au plus spec-
taculaire. Sur la digue qui pro-
tège le célèbre et étroit passage
qui relie les deux parties de l'île,
deux slogans s'étaient en lettres
grosses : « Comme chaque an-
née, la vache s'est abattue sur
l'île de Ré ! » et « Vacances, ton
ric souille l'île de Ré ! »

Ces textes qui nous ont vus
quel et quel ? Quelques simples
conversations avec les commer-
çants, une interview radiophonique
d'un des maires de l'île en juillet
1976 apportent la réponse : l'île
est souillée, dégradée par la pré-
sence et l'attitude des campeurs
et, par extension, de tous ces
vacanciers aux pieds moyens, au
comportement visiblement popu-
laire. Il existe tout un courant
d'opinion dont les ambitions sont
manifestes : réserver la sole à
soleil et les joies de ce mi-
paradis à une minorité. Après le
racisme ethnique, voici le ra-
cisme économique où l'on re-
trouve le vieux fonds de mépris
étatique de ceux qui possèdent
vis-à-vis de ceux qui ne possè-
dent pas.

Je souhaite pour Ré, à chaque
retour des congés payés, une in-
vasion pacifique d'hommes et de
femmes qui iront jouir de ces
biens qui sont notre propriété à
tous : l'air, le soleil et la mer.

'Croisière-Découverte'
Paquet

«La Méditerranéenne»
13 jours/10 escales: 2 495 à 7 000 F.

Toulon/Palerme/Malte/Nauplie/Izmir/
Rhodes/Alexandrie/Haïfa/Le Pirée/Syracuse/Capri/Toulon.
Départs les samedis 25 septembre; 9, 23 octobre;
6, 20 novembre; 4 décembre.

Sur un navire heureux : «Azur»...
cabines confortables, solarium, piscine, volley,
home-trainer, cinéma, danse, night-club,
causeries avec projections, Luna-Park, etc.,
sans oublier la bonne chère !

... des croisières «décontractées»
en mer, à terre, libre comme l'air !
Libre de visiter les temples grecs
et les pyramides,
ou de profiter de la baignade
ou la balade à vélo.

Renseignements
et documentation :
toutes agences
de voyages.



CROISIÈRES
PAQUET
«DÉCOUVERTE»
Prenez le large avec Paquet!

JP 146 1520

Ces graves qui rendent joyeux

LA REYNIÈRE.

Manosque n'est pas loin. Donnez un souvenir à Glono en passant. Mais, du reste, quel meilleur cadre pour lire « Jean le Bleu » que à la Bonne Etape ? — L. B.

● Les amateurs de crêpes à la mode de Bretagne peuvent trouver désormais chez Keltia (galerie d'art

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

VIETNAMIENNES

SCALE A SAIGON, 30, c. des Pres-
siers (10^e). P. dim. 7-65-37.
Spendue vietnamienne.

NEM, 67, r. Bannequin. 768-54-41
Cuis. légère Spéc. Grill. DIN. aut.
saut. cadre tranquille et discret.

ners d'affaires

quets

ALON DES CRANPS-SYRNES,
44-30 Baquets 300 personnes.
CULIS 300 personnes.

CU SAINT-LAZARE, 2, rue de la
Fontaine 22-64-70. Entrée. Posi-
tion Stm Salons 10 à 30 couverts
CUQ de la MAISON BLANCHE,
bd J.-Bart. Stm. Entrée. CUL. 22
Salons de 10 à 110 couverts
MAJOUX, 8, rue de la Bastille.
23-46 Salons de 8 à 40 cou-
verts elegants et confortables. Spe-
cialités tunisiennes. Tous les jours.

s Minuit

NY, 6, rue Mabillon, DIN. 67-61.
AMER, Fejda, Churrasco.

S. JENNEN, 30, 32, rue la Botte.
Cuis. lég. entrées. Entrée. Spéc.
avec Henri Foulon au piano.

CLOCHE POE, 3, rue Marquet,
48-38. Chaque jour ses plats de
sa.

ons à domicile

r. Mabillon, Paris-6, 653-67-61.

Hippisme

RENDEZ-VOUS LE 3 OCTOBRE

SEMaine mémorable. Elle commence par une nouvelle razza française outre-Manche. Encouragée par l'événement médiatique du millésime britannique 1976, cinq représentants de Chantilly sont au départ du Saint-Leger dont le prestige, quand la mode n'était pas à dédaigner les stagers, égalait presque celui du Derby. Deux d'entre eux, *Crow* et *Secret Man*, prennent, dans cet ordre, les deux premières places. L'écurie Wildenstein, son entraîneur, Ange Fumana, et son jockey, Yves Saint-Martin, s'installent définitivement, chacun dans sa catégorie, en tête du palmarès des sommes gagnées sur le sol britannique. N'avaient été les malheurs clinico-hippiques de Trépan, ils y seraient suivis par une autre équipe cantilienne : celle de François Boulton-Philippe Faquet.

Crow ne s'est hissé que tardivement dans le peloton des chevaux vedettes. Déjà, son origine — c'est un fils d'*Exbury*, qui ne fut tout à fait lui-même qu'à quatre ans — ne le destinait pas, à cet égard, à trop de hâte. Mais, surtout, des ennemis de santé l'ont, au printemps, tenu trois mois à l'écart. Cette épreuve lui valut d'aborder les grandes épreuves de l'automne avec des jambes et un enthousiasme tout neuf.

On a déjà vu un tel état de fraîcheur être un atout déterminant dans l'Arc de Triomphe. Pourtant, *Crow* ne parait pas devoir faire partie, le 3 octobre, du groupe des grands premiers rôles. Si son enthousiasme est intact, celui de ses supporters est modéré. Il a devancé *Secret Man*. A l'arrivée du Grand Prix de Paris, en juin, ce sont quatre faciles longueurs, qui en valaient six, qui s'étaient

créées entre *Exceller* et ce même *Secret Man*. Précisément, le lendemain du Saint-Leger, voit *Exceller* dans le prix Royal Oak, à Longchamp. Il y a perdu son jockey du Grand Prix, Saint-Martin, tenu par contrat de monter un représentant de l'Indien Ravi Tikho. Dissociation définitive : dans l'Arc, le jockey sera le partenaire de *Pommese*. Les retrouvailles hippiques d'Yves Saint-Martin et de François Faquet, après six ans de déshérence, n'auront duré que le temps d'une course. Mais, dans ce cas, c'est la première qui compte. Pour remplacer le jockey-vedette, Matthieu a réussi à imposer au propriétaire d'*Exceller* le jeune Gérard Dubreucq.

Celui-ci laisse d'abord l'initiative de la course à *Adam Van Vianen*. Il tempore encore quand, à l'entrée de la ligne droite, l'anglais *Sir Montagu* acci-

de et prend la tête. Un peu plus loin enfin, il lâche *Exceller*. Sans coup férir, celui-ci passe ses deux concurrents et l'emporte de quatre longueurs, ce qui est décidément sa (bonne) mesure.

Vitesse grand V
Quelques experts, cependant, font la moue : l'envoie a, à leurs yeux, été moins convaincante et moins imparable que celle du Grand Prix. Mais le déroulement de l'épreuve a, aussi, été très différent. *Exceller* a hérité de son père, *Vaquely Noble*, le goût des courses rondement menées où les forces des adversaires sont progressivement sapées. Tel avait été le Grand Prix, couru en 320". Tel n'a pas été ce prix Royal Oak où l'absence des concurrents ayant choisi le Saint-Leger a contribué à porter le temps à 338". Dans l'Arc, on reviendra aux vitesses

Jeux

ÉCHECS

N° 675

LE JUGEMENT DERNIER

(Tournoi quadrangulaire Annuaire du Dr. Suwe Amsterdam, 1976.)
Blancs : TIMMAM
Noirs : KASPAROV
Défaite soviétique

1. f4 g5 2. f4xg5 Tg6 3. Cf3 d5 4. Df3 Df6 5. Cc4 Cc6 6. Cc4xg5 Tg6 7. f4xg5 Tg6 8. f4xg5 Tg6 9. f4xg5 Tg6 10. f4xg5 Tg6 11. f4xg5 Tg6 12. f4xg5 Tg6 13. f4xg5 Tg6 14. f4xg5 Tg6 15. f4xg5 Tg6 16. f4xg5 Tg6 17. f4xg5 Tg6 18. f4xg5 Tg6 19. f4xg5 Tg6 20. f4xg5 Tg6 21. f4xg5 Tg6 22. f4xg5 Tg6

d) Certains conseillent ici 11... Cf3 ou 11... Tg6. Sur la réponse 11... Cf3, Blancs continuent par 12. Th4 ; par exemple, 12... Tg6 ; 13. d4x5 ; 14. f4xg5 ; 15. f4xg5 ; 16. Cc4 ; 17. f4xg5 ; 18. Cc4 ; 19. f4xg5 ; 20. f4xg5 ; 21. f4xg5 ; 22. f4xg5 ; 23. f4xg5 ; 24. f4xg5 ; 25. f4xg5 ; 26. f4xg5 ; 27. f4xg5 ; 28. f4xg5 ; 29. f4xg5 ; 30. f4xg5 ; 31. f4xg5 ; 32. f4xg5 ; 33. f4xg5 ; 34. f4xg5 ; 35. f4xg5 ; 36. f4xg5 ; 37. f4xg5 ; 38. f4xg5 ; 39. f4xg5 ; 40. f4xg5 ; 41. f4xg5 ; 42. f4xg5 ; 43. f4xg5 ; 44. f4xg5 ; 45. f4xg5 ; 46. f4xg5 ; 47. f4xg5 ; 48. f4xg5 ; 49. f4xg5 ; 50. f4xg5 ; 51. f4xg5 ; 52. f4xg5 ; 53. f4xg5 ; 54. f4xg5 ; 55. f4xg5 ; 56. f4xg5 ; 57. f4xg5 ; 58. f4xg5 ; 59. f4xg5 ; 60. f4xg5 ; 61. f4xg5 ; 62. f4xg5 ; 63. f4xg5 ; 64. f4xg5 ; 65. f4xg5 ; 66. f4xg5 ; 67. f4xg5 ; 68. f4xg5 ; 69. f4xg5 ; 70. f4xg5 ; 71. f4xg5 ; 72. f4xg5 ; 73. f4xg5 ; 74. f4xg5 ; 75. f4xg5 ; 76. f4xg5 ; 77. f4xg5 ; 78. f4xg5 ; 79. f4xg5 ; 80. f4xg5 ; 81. f4xg5 ; 82. f4xg5 ; 83. f4xg5 ; 84. f4xg5 ; 85. f4xg5 ; 86. f4xg5 ; 87. f4xg5 ; 88. f4xg5 ; 89. f4xg5 ; 90. f4xg5 ; 91. f4xg5 ; 92. f4xg5 ; 93. f4xg5 ; 94. f4xg5 ; 95. f4xg5 ; 96. f4xg5 ; 97. f4xg5 ; 98. f4xg5 ; 99. f4xg5 ; 100. f4xg5 ; 101. f4xg5 ; 102. f4xg5 ; 103. f4xg5 ; 104. f4xg5 ; 105. f4xg5 ; 106. f4xg5 ; 107. f4xg5 ; 108. f4xg5 ; 109. f4xg5 ; 110. f4xg5 ; 111. f4xg5 ; 112. f4xg5 ; 113. f4xg5 ; 114. f4xg5 ; 115. f4xg5 ; 116. f4xg5 ; 117. f4xg5 ; 118. f4xg5 ; 119. f4xg5 ; 120. f4xg5 ; 121. f4xg5 ; 122. f4xg5 ; 123. f4xg5 ; 124. f4xg5 ; 125. f4xg5 ; 126. f4xg5 ; 127. f4xg5 ; 128. f4xg5 ; 129. f4xg5 ; 130. f4xg5 ; 131. f4xg5 ; 132. f4xg5 ; 133. f4xg5 ; 134. f4xg5 ; 135. f4xg5 ; 136. f4xg5 ; 137. f4xg5 ; 138. f4xg5 ; 139. f4xg5 ; 140. f4xg5 ; 141. f4xg5 ; 142. f4xg5 ; 143. f4xg5 ; 144. f4xg5 ; 145. f4xg5 ; 146. f4xg5 ; 147. f4xg5 ; 148. f4xg5 ; 149. f4xg5 ; 150. f4xg5 ; 151. f4xg5 ; 152. f4xg5 ; 153. f4xg5 ; 154. f4xg5 ; 155. f4xg5 ; 156. f4xg5 ; 157. f4xg5 ; 158. f4xg5 ; 159. f4xg5 ; 160. f4xg5 ; 161. f4xg5 ; 162. f4xg5 ; 163. f4xg5 ; 164. f4xg5 ; 165. f4xg5 ; 166. f4xg5 ; 167. f4xg5 ; 168. f4xg5 ; 169. f4xg5 ; 170. f4xg5 ; 171. f4xg5 ; 172. f4xg5 ; 173. f4xg5 ; 174. f4xg5 ; 175. f4xg5 ; 176. f4xg5 ; 177. f4xg5 ; 178. f4xg5 ; 179. f4xg5 ; 180. f4xg5 ; 181. f4xg5 ; 182. f4xg5 ; 183. f4xg5 ; 184. f4xg5 ; 185. f4xg5 ; 186. f4xg5 ; 187. f4xg5 ; 188. f4xg5 ; 189. f4xg5 ; 190. f4xg5 ; 191. f4xg5 ; 192. f4xg5 ; 193. f4xg5 ; 194. f4xg5 ; 195. f4xg5 ; 196. f4xg5 ; 197. f4xg5 ; 198. f4xg5 ; 199. f4xg5 ; 200. f4xg5 ; 201. f4xg5 ; 202. f4xg5 ; 203. f4xg5 ; 204. f4xg5 ; 205. f4xg5 ; 206. f4xg5 ; 207. f4xg5 ; 208. f4xg5 ; 209. f4xg5 ; 210. f4xg5 ; 211. f4xg5 ; 212. f4xg5 ; 213. f4xg5 ; 214. f4xg5 ; 215. f4xg5 ; 216. f4xg5 ; 217. f4xg5 ; 218. f4xg5 ; 219. f4xg5 ; 220. f4xg5 ; 221. f4xg5 ; 222. f4xg5 ; 223. f4xg5 ; 224. f4xg5 ; 225. f4xg5 ; 226. f4xg5 ; 227. f4xg5 ; 228. f4xg5 ; 229. f4xg5 ; 230. f4xg5 ; 231. f4xg5 ; 232. f4xg5 ; 233. f4xg5 ; 234. f4xg5 ; 235. f4xg5 ; 236. f4xg5 ; 237. f4xg5 ; 238. f4xg5 ; 239. f4xg5 ; 240. f4xg5 ; 241. f4xg5 ; 242. f4xg5 ; 243. f4xg5 ; 244. f4xg5 ; 245. f4xg5 ; 246. f4xg5 ; 247. f4xg5 ; 248. f4xg5 ; 249. f4xg5 ; 250. f4xg5 ; 251. f4xg5 ; 252. f4xg5 ; 253. f4xg5 ; 254. f4xg5 ; 255. f4xg5 ; 256. f4xg5 ; 257. f4xg5 ; 258. f4xg5 ; 259. f4xg5 ; 260. f4xg5 ; 261. f4xg5 ; 262. f4xg5 ; 263. f4xg5 ; 264. f4xg5 ; 265. f4xg5 ; 266. f4xg5 ; 267. f4xg5 ; 268. f4xg5 ; 269. f4xg5 ; 270. f4xg5 ; 271. f4xg5 ; 272. f4xg5 ; 273. f4xg5 ; 274. f4xg5 ; 275. f4xg5 ; 276. f4xg5 ; 277. f4xg5 ; 278. f4xg5 ; 279. f4xg5 ; 280. f4xg5 ; 281. f4xg5 ; 282. f4xg5 ; 283. f4xg5 ; 284. f4xg5 ; 285. f4xg5 ; 286. f4xg5 ; 287. f4xg5 ; 288. f4xg5 ; 289. f4xg5 ; 290. f4xg5 ; 291. f4xg5 ; 292. f4xg5 ; 293. f4xg5 ; 294. f4xg5 ; 295. f4xg5 ; 296. f4xg5 ; 297. f4xg5 ; 298. f4xg5 ; 299. f4xg5 ; 300. f4xg5 ; 301. f4xg5 ; 302. f4xg5 ; 303. f4xg5 ; 304. f4xg5 ; 305. f4xg5 ; 306. f4xg5 ; 307. f4xg5 ; 308. f4xg5 ; 309. f4xg5 ; 310. f4xg5 ; 311. f4xg5 ; 312. f4xg5 ; 313. f4xg5 ; 314. f4xg5 ; 315. f4xg5 ; 316. f4xg5 ; 317. f4xg5 ; 318. f4xg5 ; 319. f4xg5 ; 320. f4xg5 ; 321. f4xg5 ; 322. f4xg5 ; 323. f4xg5 ; 324. f4xg5 ; 325. f4xg5 ; 326. f4xg5 ; 327. f4xg5 ; 328. f4xg5 ; 329. f4xg5 ; 330. f4xg5 ; 331. f4xg5 ; 332. f4xg5 ; 333. f4xg5 ; 334. f4xg5 ; 335. f4xg5 ; 336. f4xg5 ; 337. f4xg5 ; 338. f4xg5 ; 339. f4xg5 ; 340. f4xg5 ; 341. f4xg5 ; 342. f4xg5 ; 343. f4xg5 ; 344. f4xg5 ; 345. f4xg5 ; 346. f4xg5 ; 347. f4xg5 ; 348. f4xg5 ; 349. f4xg5 ; 350. f4xg5 ; 351. f4xg5 ; 352. f4xg5 ; 353. f4xg5 ; 354. f4xg5 ; 355. f4xg5 ; 356. f4xg5 ; 357. f4xg5 ; 358. f4xg5 ; 359. f4xg5 ; 360. f4xg5 ; 361. f4xg5 ; 362. f4xg5 ; 363. f4xg5 ; 364. f4xg5 ; 365. f4xg5 ; 366. f4xg5 ; 367. f4xg5 ; 368. f4xg5 ; 369. f4xg5 ; 370. f4xg5 ; 371. f4xg5 ; 372. f4xg5 ; 373. f4xg5 ; 374. f4xg5 ; 375. f4xg5 ; 376. f4xg5 ; 377. f4xg5 ; 378. f4xg5 ; 379. f4xg5 ; 380. f4xg5 ; 381. f4xg5 ; 382. f4xg5 ; 383. f4xg5 ; 384. f4xg5 ; 385. f4xg5 ; 386. f4xg5 ; 387. f4xg5 ; 388. f4xg5 ; 389. f4xg5 ; 390. f4xg5 ; 391. f4xg5 ; 392. f4xg5 ; 393. f4xg5 ; 394. f4xg5 ; 395. f4xg5 ; 396. f4xg5 ; 397. f4xg5 ; 398. f4xg5 ; 399. f4xg5 ; 400. f4xg5 ; 401. f4xg5 ; 402. f4xg5 ; 403. f4xg5 ; 404. f4xg5 ; 405. f4xg5 ; 406. f4xg5 ; 407. f4xg5 ; 408. f4xg5 ; 409. f4xg5 ; 410. f4xg5 ; 411. f4xg5 ; 412. f4xg5 ; 413. f4xg5 ; 414. f4xg5 ; 415. f4xg5 ; 416. f4xg5 ; 417. f4xg5 ; 418. f4xg5 ; 419. f4xg5 ; 420. f4xg5 ; 421. f4xg5 ; 422. f4xg5 ; 423. f4xg5 ; 424. f4xg5 ; 425. f4xg5 ; 426. f4xg5 ; 427. f4xg5 ; 428. f4xg5 ; 429. f4xg5 ; 430. f4xg5 ; 431. f4xg5 ; 432. f4xg5 ; 433. f4xg5 ; 434. f4xg5 ; 435. f4xg5 ; 436. f4xg5 ; 437. f4xg5 ; 438. f4xg5 ; 439. f4xg5 ; 440. f4xg5 ; 441. f4xg5 ; 442. f4xg5 ; 443. f4xg5 ; 444. f4xg5 ; 445. f4xg5 ; 446. f4xg5 ; 447. f4xg5 ; 448. f4xg5 ; 449. f4xg5 ; 450. f4xg5 ; 451. f4xg5 ; 452. f4xg5 ; 453. f4xg5 ; 454. f4xg5 ; 455. f4xg5 ; 456. f4xg5 ; 457. f4xg5 ; 458. f4xg5 ; 459. f4xg5 ; 460. f4xg5 ; 461. f4xg5 ; 462. f4xg5 ; 463. f4xg5 ; 464. f4xg5 ; 465. f4xg5 ; 466. f4xg5 ; 467. f4xg5 ; 468. f4xg5 ; 469. f4xg5 ; 470. f4xg5 ; 471. f4xg5 ; 472. f4xg5 ; 473. f4xg5 ; 474. f4xg5 ; 475. f4xg5 ; 476. f4xg5 ; 477. f4xg5 ; 478. f4xg5 ; 479. f4xg5 ; 480. f4xg5 ; 481. f4xg5 ; 482. f4xg5 ; 483. f4xg5 ; 484. f4xg5 ; 485. f4xg5 ; 486. f4xg5 ; 487. f4xg5 ; 488. f4xg5 ; 489. f4xg5 ; 490. f4xg5 ; 491. f4xg5 ; 492. f4xg5 ; 493. f4xg5 ; 494. f4xg5 ; 495. f4xg5 ; 496. f4xg5 ; 497. f4xg5 ; 498. f4xg5 ; 499. f4xg5 ; 500. f4xg5 ; 501. f4xg5 ; 502. f4xg5 ; 503. f4xg5 ; 504. f4xg5 ; 505. f4xg5 ; 506. f4xg5 ; 507. f4xg5 ; 508. f4xg5 ; 509. f4xg5 ; 510. f4xg5 ; 511. f4xg5 ; 512. f4xg5 ; 513. f4xg5 ; 514. f4xg5 ; 515. f4xg5 ; 516. f4xg5 ; 517. f4xg5 ; 518. f4xg5 ; 519. f4xg5 ; 520. f4xg5 ; 521. f4xg5 ; 522. f4xg5 ; 523. f4xg5 ; 524. f4xg5 ; 525. f4xg5 ; 526. f4xg5 ; 527. f4xg5 ; 528. f4xg5 ; 529. f4xg5 ; 530. f4xg5 ; 531. f4xg5 ; 532. f4xg5 ; 533. f4xg5 ; 534. f4xg5 ; 535. f4xg5 ; 536. f4xg5 ; 537. f4xg5 ; 538. f4xg5 ; 539. f4xg5 ; 540. f4xg5 ; 541. f4xg5 ; 542. f4xg5 ; 543. f4xg5 ; 544. f4xg5 ; 545. f4xg5 ; 546. f4xg5 ; 547. f4xg5 ; 548. f4xg5 ; 549. f4xg5 ; 550. f4xg5 ; 551. f4xg5 ; 552. f4xg5 ; 553. f4xg5 ; 554. f4xg5 ; 555. f4xg5 ; 556. f4xg5 ; 557. f4xg5 ; 558. f4xg5 ; 559. f4xg5 ; 560. f4xg5 ; 561. f4xg5 ; 562. f4xg5 ; 563. f4xg5 ; 564. f4xg5 ; 565. f4xg5 ; 566. f4xg5 ; 567. f4xg5 ; 568. f4xg5 ; 569. f4xg5 ; 570. f4xg5 ; 571. f4xg5 ; 572. f4xg5 ; 573. f4xg5 ; 574. f4xg5 ; 575. f4xg5 ; 576. f4xg5 ; 577. f4xg5 ; 578. f4xg5 ; 579. f4xg5 ; 580. f4xg5 ; 581. f4xg5 ; 582. f4xg5 ; 583. f4xg5 ; 584. f4xg5 ; 585. f4xg5 ; 586. f4xg5 ; 587. f4xg5 ; 588. f4xg5 ; 589. f4xg5 ; 590. f4xg5 ; 591. f4xg5 ; 592. f4xg5 ; 593. f4xg5 ; 594. f4xg5 ; 595. f4xg5 ; 596. f4xg5 ; 597. f4xg5 ; 598. f4xg5 ; 599. f4xg5 ; 600. f4xg5 ; 601. f4xg5 ; 602. f4xg5 ; 603. f4xg5 ; 604. f4xg5 ; 605. f4xg5 ; 606. f4xg5 ; 607. f4xg5 ; 608. f4xg5 ; 609. f4xg5 ; 610. f4xg5 ; 611. f4xg5 ; 612. f4xg5 ; 613. f4xg5 ; 614. f4xg5 ; 615. f4xg5 ; 616. f4xg5 ; 617. f4xg5 ; 618. f4xg5 ; 619. f4xg5 ; 620. f4xg5 ; 621. f4xg5 ; 622. f4xg5 ; 623. f4xg5 ; 624. f4xg5 ; 625. f4xg5 ; 626. f4xg5 ; 627. f4xg5 ; 628. f4xg5 ; 629. f4xg5 ; 630. f4xg5 ; 631. f4xg5 ; 632. f4xg5 ; 633. f4xg5 ; 634. f4xg5 ; 635. f4xg5 ; 636. f4xg5 ; 637. f4xg5 ; 638. f4xg5 ; 639. f4xg5 ; 640. f4xg5 ; 641. f4xg5 ; 642. f4xg5 ; 643. f4xg5 ; 644. f4xg5 ; 645. f4xg5 ; 646. f4xg5 ; 647. f4xg5 ; 648. f4xg5 ; 649. f4xg5 ; 650. f4xg5 ; 651. f4xg5 ; 652. f4xg5 ; 653. f4xg5 ; 654. f4xg5 ; 655. f4xg5 ; 656. f4xg5 ; 657. f4xg5 ; 658. f4xg5 ; 659. f4xg5 ; 660. f4xg5 ; 661. f4xg5 ; 662. f4xg5 ; 663. f4xg5 ; 664. f4xg5 ; 665. f4xg5 ; 666. f4xg5 ; 667. f4xg5 ; 668. f4xg5 ; 669. f4xg5 ; 670. f4xg5 ; 671. f4xg5 ; 672. f4xg5 ; 673. f4xg5 ; 674. f4xg5 ; 675. f4xg5 ; 676. f4xg5 ; 677. f4xg5 ; 678. f4xg5 ; 679. f4xg5 ; 680. f4xg5 ; 681. f4xg5 ; 682. f4xg5 ; 683. f4xg5 ; 684. f4xg5 ; 685. f4xg5 ; 686. f4xg5 ; 687. f4xg5 ; 688. f4xg5 ; 689. f4xg5 ; 690. f4xg5 ; 691. f4xg5 ; 692. f4xg5 ; 693. f4xg5 ; 694. f4xg5 ; 695. f4xg5 ; 696. f4xg5 ; 697. f4xg5 ; 698. f4xg5 ; 699. f4xg5 ; 700. f4xg5 ; 701. f4xg5 ; 702. f4xg5 ; 703. f4xg5 ; 704. f4xg5 ; 705. f4xg5 ; 706. f4xg5 ; 707. f4xg5 ; 708. f4xg5 ; 709. f4xg5 ; 710. f4xg5 ; 711. f4xg5 ; 712. f4xg5 ; 713. f4xg5 ; 714. f4xg5 ; 715. f4xg5 ; 716. f4xg5 ; 717. f4xg5 ; 718. f4xg5 ; 719. f4xg5 ; 720. f4xg5 ; 721. f4xg5 ; 722. f4xg5 ; 723. f4xg5 ; 724. f4xg5 ; 725. f4xg5 ; 726. f4xg5 ; 727. f4xg5 ; 728. f4xg5 ; 729. f4xg5 ; 730. f4xg5 ; 731. f4xg5 ; 732. f4xg5 ; 733. f4xg5 ; 734. f4xg5 ; 735. f4xg5 ; 736. f4xg5 ; 737. f4xg5 ; 738. f4xg5 ; 739. f4xg5 ; 740. f4xg5 ; 741. f4xg5 ; 742. f4xg5 ; 743. f4xg5 ; 744. f4xg5 ; 745. f4xg5 ; 746. f4xg5 ; 747. f4xg5 ; 748. f4xg5 ; 749. f4xg5 ; 750. f4xg5 ; 751. f4xg5 ; 752. f4xg5 ; 753. f4xg5 ; 754. f4xg5 ; 755. f4xg5 ; 756. f4xg5 ; 757. f4xg5 ; 758. f4xg5 ; 759. f4xg5 ; 760. f4xg5 ; 761. f4xg5 ; 762. f4xg5 ; 763. f4xg5 ; 764. f4xg5 ; 765. f4xg5 ; 766. f4xg5 ; 767. f4xg5 ; 768. f4xg5 ; 769. f4xg5 ; 770. f4xg5 ; 771. f4xg5 ; 772. f4xg5 ; 773. f4xg5 ; 774. f4xg5 ; 775. f4xg5 ; 776. f4xg5 ; 777. f4xg5 ; 778. f4xg5 ; 779. f4xg5 ; 780. f4xg5 ; 781. f4xg5 ; 782. f4xg5 ; 783. f4xg5 ; 784. f4xg5 ; 785. f4xg5 ; 786. f4xg5 ; 787. f4xg5 ; 788. f4xg5 ; 789. f4xg5 ; 790. f4xg5 ; 791. f4xg5 ; 792. f4xg5 ; 793. f4xg5 ; 794. f4xg5 ; 795. f4xg5 ; 796. f4xg5 ; 797. f4xg5 ; 798. f4xg5 ; 799. f4xg5 ; 800. f4xg5 ; 801. f4xg5 ; 802. f4xg5 ; 803. f4xg5 ; 804. f4xg5 ; 805. f4xg5 ; 806. f4xg5 ; 807. f4xg5 ; 808. f4xg5 ; 809. f4xg5 ; 810. f4xg5 ; 811. f4xg5 ; 812. f4xg5 ; 813. f4xg5 ; 814. f4xg5 ; 815. f4xg5 ; 816. f4xg5 ; 817. f4xg5 ; 818. f4xg5 ; 819. f4xg5 ; 820. f4xg5 ; 821. f4xg5 ; 822. f4xg5 ; 823. f4xg5 ; 824. f4xg5 ; 825. f4xg5 ; 826. f4xg5 ; 827. f4xg5 ; 828. f4xg5 ; 829. f4xg5 ; 830. f4xg5 ; 831. f4xg5 ; 832. f4xg5 ; 833. f4xg5 ; 834. f4xg5 ; 835. f4xg5 ; 836. f4xg5 ; 837. f4xg5 ; 838. f4xg5 ; 839. f4xg5 ; 840. f4xg5 ; 841. f4xg5 ; 842. f4xg5 ; 843. f4xg5 ; 844. f4xg5 ; 845. f4xg5 ; 846. f4xg5 ; 847. f4xg5 ; 848. f4xg5 ; 849. f4xg5 ; 850. f4xg5 ; 851. f4xg5 ; 852. f4xg5 ; 853. f4xg5 ; 854. f4xg5 ; 855. f4xg5 ; 856. f4xg5 ; 857. f4xg5 ; 858. f4xg5 ; 859. f4xg5 ; 860. f4xg5 ; 861. f4xg5 ; 862. f4xg5 ; 863. f4xg5 ; 864. f4xg5 ; 865. f4xg5 ; 866. f4xg5 ; 867. f4xg5 ; 868. f4xg5 ; 869. f4xg5 ; 870. f4xg5 ; 871. f4xg5 ; 872. f4xg5 ; 873. f4xg5 ; 874. f4xg5 ; 875. f4xg5 ; 876. f4xg5 ; 877. f4xg5 ; 878. f4xg5 ; 879. f4xg5 ; 880. f4xg5 ; 881. f4xg5 ; 882. f4xg5 ; 883. f4xg5 ; 884. f4xg5 ; 885. f4xg5 ; 886. f4xg5 ; 887. f4xg5 ; 888. f4xg5 ; 889. f4xg5 ; 890. f4xg5 ; 891. f4xg5 ; 892. f4xg5 ; 893. f4xg5 ; 894. f4xg5 ; 895. f4xg5 ; 896. f4xg5 ; 897. f4xg5 ; 898. f4xg5 ; 899. f4xg5 ; 900. f4xg5 ; 901. f4xg5 ; 902. f4xg5 ; 903. f4xg5 ; 904. f4xg5 ; 905. f4xg5 ; 906. f4xg5 ; 907. f4xg5 ; 908. f4xg5 ; 909. f4xg5 ; 910. f4xg5 ; 911. f4xg5 ; 912. f4xg5 ; 913. f4xg5 ; 914. f4xg5 ; 915. f4xg5 ; 916. f4xg5 ; 917. f4xg5 ; 918. f4xg5 ; 919. f4xg5 ; 920. f4xg5 ; 921. f4xg5 ; 922. f4xg5 ; 923. f4xg5 ; 924. f4xg5 ; 925. f4xg5 ; 926. f4xg5 ; 927. f4xg5 ; 928. f4xg5 ; 929. f4xg5 ; 930. f4xg5 ; 931. f4xg5 ; 932. f4xg5 ; 933. f4xg5 ; 934. f4xg5 ; 935. f4xg5 ; 936. f4xg5 ; 937. f4xg5 ; 938. f4xg5 ; 939. f4xg5 ; 940. f4xg5 ; 941. f4xg5 ; 942. f4xg5 ; 943. f4xg5 ; 944. f4xg5 ; 945. f4xg5 ; 946. f4xg5 ; 947. f4xg5 ; 948. f4xg5 ; 949. f4xg5 ; 950. f4xg5 ; 951. f4xg5 ; 952. f4xg5 ; 953. f4xg5 ; 954. f4xg5 ; 955. f4xg5 ; 956. f4xg5 ; 957. f4xg5 ; 958. f4xg5 ; 959. f4xg5 ; 960. f4xg5 ; 961. f4xg5 ; 962. f4xg5 ; 963. f4xg5 ; 964. f4xg5 ; 965. f4xg5 ; 966. f4xg5 ; 9

J.-C. de Castelbajac 31 Place du Marché St-Honoré
Issey Miyake 38 Place du Marché St-Honoré
Toiles 30 Place du Marché St-Honoré
La Maison Bleue 1 Rue du Marché St-Honoré
 Paris 75001.

THEATRE D'ORSAY

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

à partir du 27 septembre - 30 représentations

L'AMANTE ANGLAISE

de Marguerite Duras

mise en scène Claude Régy

avec Madeleine Renaud

Claude Dauphin Michaël Lonsdale

THEATRE D'ORSAY

21 septembre - 3 octobre - 14 représentations

LA SAGOUINE

de Antonine Maillet avec Viola Léger

7, quai Anatole-France - Tél. 548.38.53 et agences
location ouverte

ODEON

THEATRE NATIONAL

pour une série limitée de représentations

LE PICCOLO TEATRO

présente jusqu'au 12 octobre dans la mise en scène de

Giorgio STREHLER

LA CERISAIE

(Il giardino dei ciliegi)

d'Anton TCHEKHOV

(spectacle en langue italienne)

Tous les soirs à 20 h. 30 sauf dimanche et lundi. Matinée dimanche à 15 h.

Renseignements et location : 325-70-22

7F, 12F, 19F, 26F, 34F

Première le 23 SEPTEMBRE

THEATRE DES BOUFFES PARISIENS

La Belle Helene

Jacques Offenbach

4, rue MONTIGNY, 75002, Paris, 073.87.94

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

325-70-22

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, salle Favart, 20 h. 30 : *Le Trouvère*.
Conservatoire, Napoléon, Pas de
quatre, le Violoncelle, la Sonatine
pour piano (ballets).
Odéon, 20 h. 30 : *Le Cid*.
Nouveaux Champs, 20 h. : *Cirque à l'ancienne*.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : *Le Tuba*.
Aubert, 21 h. : *Monsieur Chasse*.
Bouffes-Parisiens, 21 h. : *La Servante*.
Comédie-Caumartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Daumesnil, 21 h. : *Monsieur Masure*.
Edouard-VII, 21 h. : *Die-moi, Blaise...*.
Fémina, 20 h. 45 : *Comme avant*.
Gymnase-Madeleine, 21 h. : *Une aspirante pour deux*.
Huchette, 20 h. 45 : *la Cantatrice chueuse*.
Le Lézard, 20 h. 30 : *Pras de vache*.
Maison de l'Allemagne, 21 h. : *Marie-Madeleine*.
Michel, 21 h. 10 : *Happy Birthday, Michodière*.
Midi, 20 h. 45 : *Acquiesce, Madame*.
Montparnasse, 20 h. 30 : *Même heure, même province*.
Mouffetard, 20 h. : *la Musica*.
Nouvel, 20 h. : *Yes, peut-être*.
Palais-Royal, 20 h. 30 : *la Cage aux folles*.
Régence, 20 h. 30 : *Tout contre un petit bois*.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : *L'Amant arabe*.
Théâtre de la Ville, 22 h. 15 : *Voyage avec la drogue*.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 17 septembre

Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : *D'homme à homme*.
Théâtre Espagnol, 20 h. 30 : *Notes*.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : *Dom Juan*.
Théâtre de la Madeleine, 21 h. : *Histoire d'amour*.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : *la Chamaille*.
Théâtre Saint-Georges, 20 h. 30 : *Lucienne et le boucher*.
Variétés, 20 h. 30 : *l'Autre Valse*.

Les opérettes

Bichsel, 20 h. 30 : *Croisière d'amour*.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : *Bave de valse*.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : *Mar-Hower*.

Les cafés-théâtres

Au Bee fin, 21 h. 15 : *T'es comme toi*.
Au Bee fin, 22 h. 30 : *Madine Mous*.

Théâtres de banlieue

Erny-Ville-Neuville, Théâtre de l'Agave, 21 h. : *Cambridge University*.
Purcell College (Requiem de Mozart).
Sceaux, orangerie du château, 20 h. 45 : *P. Avril, hautbois, et B. Thieffry, piano* (Mozart, Schumann, Jacob, Fauré).

Les concerts

Vol Festival estival et Théâtres de banlieue.
Eglise polonoise, 20 h. 30 : *Ensemble vocal de Szczecin* (musique polonoise sacrée et profane du XVIII^e au XVIII^e siècle).
Eglise des Eulaliens, 21 h. : *Philippe Muller, violoncelle* (Bach).

Les chansonniers

Casque de la République, 21 h. : *T'es déplié*.
Deux-Anes, 21 h. : *Pierre-Jean Vaillard*.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 30 : *Paris Line*.
Concert Mayol, 21 h. 15 : *Nu à l'ère 78*.
Slype-Montmartre, 20 h. 45 : *Histoire d'oeuf*.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : *J'aime à la folie*.
Moulin-Rouge, 22 h. 30 : *Follement Olympia*.
21 h. 30 : *Nicole Croisille*.

Vidéo

Vidéostone, permanent à partir de 15 h. 30 : *Around the Stones*.

DUELLE

JACQUES RIVETTE

EDOUARD-VII

Jean DESAILLY

Simone VALERE

DIS-MOI BLAISE...

de Blaise CENDRARS

Adaptation Jean JULLIARD

Mise en scène Michel BERTAY

avec Jean JULLIARD

Michel BERTAY

LOCATION 073-67-90

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE
THEATRE DES AMANDIERS
DIRECTION: PIERRE DEBAUCHE
7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

LE TARTUFFE
de MOLIERE
mise en scène
Roger PLANCHON T.N.P.
28,30 sept. 1,2,3 oct.

RESERVATION: 204.18.81
PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

LA CLEF 21, rue de La Clef - 337-90-90

Après **CHILI AUJOURD'HUI**
J'étais, je suis, je serai

une minute d'obscurité ne nous aveugle pas

Un film de Haynowski et Scheumann

Enfin une œuvre réellement nouvelle sur le Chili (J. Ramonet, le Monde diplomatique). Un peuple, même dans les fers, va reprendre la parole. Un film le prouve (A. Caroni, France nouvelle).
Expos. « Chili 3 ans déjà » (dessins, photos, docum.). Lib. La Galère.

OSC BLARITZ VO - VENDOME VO - BONAPARTE VO - ST-MICHEL VO
UGC ODEON VO - UGC ERMITAGE VO - LES 3 HAUSMANN VO - LES NATION VO
CONVENTION-CAUMONT VO - BIENVILLE-MONTMARTRE VO

DINO DE LAURENTIS présente

Le nouveau film de **INGMAR BERGMAN**

"FACE A FACE"

LIV ULLMANN

UN FILM PARAMOUNT DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

ENGHIEN-HOLLYWOOD - VELIZY 2 - ST-GERMAIN-2-L - VERSAILLES-CINMA
ROGENT-MIEL - MONTREUIL-MEDES

"Un très grand film"

Paris Match ★★ ★

4 OSCARS HOLLYWOOD

BARRY LYNDON

un film de **STANLEY KUBRICK**

RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON

Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM CO

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VO
GAUMONT SUD VO - 14 h - 17 h 25 - 21 h
HAUTEFEUILLE VO - 12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

DEMAIN SAMEDI séance supplémentaire vers minuit trente aux
GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT RIVE GAUCHE - GAUMONT
SUD - HAUTEFEUILLE : 14 h - 17 h 30 - 21 h - 24 h 30

MERCURY - IMPÉRIAL - SAINT-LAZARE PASQUIER - CLICHY PATHÉ - SAINT-GERMAIN VILLAGE - MONTMARTRE 83 -
GAUMONT CONVENTION - NATION - Périphérie : ASNIÈRES - CHAMPIGNY - EVRY

Bernard Lenteric présente

Un type comme moi ne devrait jamais mourir...

Un film de Michel Visney

Original, drôle, cocasse, marrant, inimitable, chouette, surprenant, farfelu, constamment gai!
(Tour le monde le dit... et l'écrit)

Un film de Michel Visney

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT LUMIÈRE - MONTMARTRE PATHÉ - ARTEL Rosny

PIERRE RICHARD
MIOU-MIOU
JEAN-PIERRE MARIELE

on aura tout vu!

4^e MOIS D'EXCLUSIVITE

UN FILM DE
GEORGES LAUTNER
EDOUARD CHENAL ET GILBERT DE
FRANCIS VEBER

150

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, Humage & John Ford, 15 h. : la Chèvre de fer, 10 h. 30 : la Route au tabac, 20 h. 30 : l'Homme qui tua Liberty Valance, 22 h. 30 : Frontière chinoise, 0 h. 30 : Man Hunt, de H. Hawks.

Les exclusivités

ACTES DE MARUSIA (Mex. v.o.) : Quintette, 5 (232-35-40), 14-Juillet, 11 (231-82-83).
A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Pantheon, 5 (232-15-04), Marignan, 5 (232-42-53), France, 5 (770-23-89).
L'APACHE (A. v.o.) : U.G.C.-Odéon, 5 (232-37-38), Etoile, 5 (232-15-71), v.f. : Rex, 5 (232-82-50), Gobelins, 13 (231-06-19), Miramar, 15 (232-41-02).
L'APPRENTISSAGE DE DUDY BRAVITZ (A. v.o.) : Olympia, 14 (772-97-42).
L'ARGENT DE POCHER (Fr.) : Cinéma de Saint-Germain, 5 (232-10-43).
BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : Saint-Germain, 5 (232-37-38), Gaumont-Rive-Gauche, 5 (232-35-36), Gaumont-Champs-Élysées, 5 (232-04-87), v.f. : Impérial, 5 (742-72-22), Gaumont-Sud, 14 (231-51-21).
BUFFALO BILL ET LES INDIENS (A. v.o.) : Studio-Alpha, 5 (232-30-37), Paramount-Côtes, 5 (232-50-52), Publicis-Champs-Élysées, 5 (232-50-52), v.f. : Balzac, 5 (232-50-52), Paramount-Opéra, 5 (232-34-37), Max-Linder, 5 (770-41-01), Paramount-Montparnasse, 14 (732-34-34), Moulin-Rouge, 15 (232-34-30).
BUGSY MALONE (A. v.o.) : Saint-Germain, 5 (232-37-38), France-Élysées, 5 (722-71-11), v.f. : Montparnasse, 15 (232-14-27), Max-Ville, 5 (770-72-28), Fervante, 15 (231-56-18), Cambodge, 15 (232-42-80).

CADAVRES ÉQUIS (It. v.o.) : Cinéma Saint-Germain, 5 (232-10-43), U.G.C.-Marbeuf, 5 (232-42-18), v.f. : Paramount-Opéra, 5 (232-34-37), Paramount-Montparnasse, 14 (232-34-37).

CHANTONS SOUS L'OCCUPATION

(Fr.) : La Claf, 5 (237-90-50).
COMBENT TUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 5 (232-45-18).
COMME UN BOOMERANG (Fr.) : Rex, 5 (232-82-50), Rougemont, 5 (232-97-97), Normandie, 5 (232-41-12), Paramount-Opéra, 5 (232-34-37), Paramount-Bastille, 12 (232-79-17), Paramount-Gobelins, 13 (231-06-19), Paramount-Orléans, 14 (232-40-51), Paramount-Montparnasse, 14 (232-34-37), Paramount-Malliot, 17 (732-34-34).

COMPLÔT DE FAMILLE (A. v.o.)

Cluny-Rouge, 5 (232-37-38), U.G.C.-Odéon, 5 (232-37-38), Etoile, 5 (232-15-71), v.f. : Rex, 5 (232-82-50), Rotonde, 5 (232-03-22), Balzac, 5 (232-50-52), Liberté, 12 (232-03-22), U.G.C.-Gobelins, 13 (231-06-19), Gaumont-Sud, 14 (231-51-21), Magic-Conventio, 15 (232-30-30), Napoléon, 17 (232-41-48), Clichy-Patbé, 15 (232-37-41).

COULES APRÈS MOI QUE JE T'ATTENDS (Fr.)

U.G.C.-Odéon, 5 (232-37-38), Etoile, 5 (232-15-71), v.f. : Rex, 5 (232-82-50), Rotonde, 5 (232-03-22), Balzac, 5 (232-50-52), Liberté, 12 (232-03-22), U.G.C.-Gobelins, 13 (231-06-19), Gaumont-Sud, 14 (231-51-21), Magic-Conventio, 15 (232-30-30), Napoléon, 17 (232-41-48), Clichy-Patbé, 15 (232-37-41).

DEMAIN LES MONNIES (Fr.)

Hautefeuille, 5 (232-72-30), Olympia, 14 (772-97-42), Clichy-Patbé, 15 (232-37-41).

DIX PETITS NÈGRES (Fr.)

U.G.C.-Odéon, 5 (232-37-38), Etoile, 5 (232-15-71), v.f. : Rex, 5 (232-82-50), Rotonde, 5 (232-03-22), Balzac, 5 (232-50-52), Liberté, 12 (232-03-22), U.G.C.-Gobelins, 13 (231-06-19), Gaumont-Sud, 14 (231-51-21), Magic-Conventio, 15 (232-30-30), Napoléon, 17 (232-41-48), Clichy-Patbé, 15 (232-37-41).

HOLLYWOOD, HOLLYWOOD (A. v.o.)

Normandie, 5 (232-41-12), Rougemont, 5 (232-97-97), Normandie, 5 (232-41-12), Rougemont, 5 (232-97-97), Normandie, 5 (232-41-12), Rougemont, 5 (232-97-97).

L'HOMME PERDU DE KATHARINA BLUM (A. v.o.)

Luxembourg, 5 (232-97-77), 10 h. 12 h. 14 h. 16 h. 18 h. 20 h. 22 h. 24 h. 26 h. 28 h. 30 h. 32 h. 34 h. 36 h. 38 h. 40 h. 42 h. 44 h. 46 h. 48 h. 50 h. 52 h. 54 h. 56 h. 58 h. 60 h. 62 h. 64 h. 66 h. 68 h. 70 h. 72 h. 74 h. 76 h. 78 h. 80 h. 82 h. 84 h. 86 h. 88 h. 90 h. 92 h. 94 h. 96 h. 98 h. 100 h. 102 h. 104 h. 106 h. 108 h. 110 h. 112 h. 114 h. 116 h. 118 h. 120 h. 122 h. 124 h. 126 h. 128 h. 130 h. 132 h. 134 h. 136 h. 138 h. 140 h. 142 h. 144 h. 146 h. 148 h. 150 h. 152 h. 154 h. 156 h. 158 h. 160 h. 162 h. 164 h. 166 h. 168 h. 170 h. 172 h. 174 h. 176 h. 178 h. 180 h. 182 h. 184 h. 186 h. 188 h. 190 h. 192 h. 194 h. 196 h. 198 h. 200 h. 202 h. 204 h. 206 h. 208 h. 210 h. 212 h. 214 h. 216 h. 218 h. 220 h. 222 h. 224 h. 226 h. 228 h. 230 h. 232 h. 234 h. 236 h. 238 h. 240 h. 242 h. 244 h. 246 h. 248 h. 250 h. 252 h. 254 h. 256 h. 258 h. 260 h. 262 h. 264 h. 266 h. 268 h. 270 h. 272 h. 274 h. 276 h. 278 h. 280 h. 282 h. 284 h. 286 h. 288 h. 290 h. 292 h. 294 h. 296 h. 298 h. 300 h. 302 h. 304 h. 306 h. 308 h. 310 h. 312 h. 314 h. 316 h. 318 h. 320 h. 322 h. 324 h. 326 h. 328 h. 330 h. 332 h. 334 h. 336 h. 338 h. 340 h. 342 h. 344 h. 346 h. 348 h. 350 h. 352 h. 354 h. 356 h. 358 h. 360 h. 362 h. 364 h. 366 h. 368 h. 370 h. 372 h. 374 h. 376 h. 378 h. 380 h. 382 h. 384 h. 386 h. 388 h. 390 h. 392 h. 394 h. 396 h. 398 h. 400 h. 402 h. 404 h. 406 h. 408 h. 410 h. 412 h. 414 h. 416 h. 418 h. 420 h. 422 h. 424 h. 426 h. 428 h. 430 h. 432 h. 434 h. 436 h. 438 h. 440 h. 442 h. 444 h. 446 h. 448 h. 450 h. 452 h. 454 h. 456 h. 458 h. 460 h. 462 h. 464 h. 466 h. 468 h. 470 h. 472 h. 474 h. 476 h. 478 h. 480 h. 482 h. 484 h. 486 h. 488 h. 490 h. 492 h. 494 h. 496 h. 498 h. 500 h. 502 h. 504 h. 506 h. 508 h. 510 h. 512 h. 514 h. 516 h. 518 h. 520 h. 522 h. 524 h. 526 h. 528 h. 530 h. 532 h. 534 h. 536 h. 538 h. 540 h. 542 h. 544 h. 546 h. 548 h. 550 h. 552 h. 554 h. 556 h. 558 h. 560 h. 562 h. 564 h. 566 h. 568 h. 570 h. 572 h. 574 h. 576 h. 578 h. 580 h. 582 h. 584 h. 586 h. 588 h. 590 h. 592 h. 594 h. 596 h. 598 h. 600 h. 602 h. 604 h. 606 h. 608 h. 610 h. 612 h. 614 h. 616 h. 618 h. 620 h. 622 h. 624 h. 626 h. 628 h. 630 h. 632 h. 634 h. 636 h. 638 h. 640 h. 642 h. 644 h. 646 h. 648 h. 650 h. 652 h. 654 h. 656 h. 658 h. 660 h. 662 h. 664 h. 666 h. 668 h. 670 h. 672 h. 674 h. 676 h. 678 h. 680 h. 682 h. 684 h. 686 h. 688 h. 690 h. 692 h. 694 h. 696 h. 698 h. 700 h. 702 h. 704 h. 706 h. 708 h. 710 h. 712 h. 714 h. 716 h. 718 h. 720 h. 722 h. 724 h. 726 h. 728 h. 730 h. 732 h. 734 h. 736 h. 738 h. 740 h. 742 h. 744 h. 746 h. 748 h. 750 h. 752 h. 754 h. 756 h. 758 h. 760 h. 762 h. 764 h. 766 h. 768 h. 770 h. 772 h. 774 h. 776 h. 778 h. 780 h. 782 h. 784 h. 786 h. 788 h. 790 h. 792 h. 794 h. 796 h. 798 h. 800 h. 802 h. 804 h. 806 h. 808 h. 810 h. 812 h. 814 h. 816 h. 818 h. 820 h. 822 h. 824 h. 826 h. 828 h. 830 h. 832 h. 834 h. 836 h. 838 h. 840 h. 842 h. 844 h. 846 h. 848 h. 850 h. 852 h. 854 h. 856 h. 858 h. 860 h. 862 h. 864 h. 866 h. 868 h. 870 h. 872 h. 874 h. 876 h. 878 h. 880 h. 882 h. 884 h. 886 h. 888 h. 890 h. 892 h. 894 h. 896 h. 898 h. 900 h. 902 h. 904 h. 906 h. 908 h. 910 h. 912 h. 914 h. 916 h. 918 h. 920 h. 922 h. 924 h. 926 h. 928 h. 930 h. 932 h. 934 h. 936 h. 938 h. 940 h. 942 h. 944 h. 946 h. 948 h. 950 h. 952 h. 954 h. 956 h. 958 h. 960 h. 962 h. 964 h. 966 h. 968 h. 970 h. 972 h. 974 h. 976 h. 978 h. 980 h. 982 h. 984 h. 986 h. 988 h. 990 h. 992 h. 994 h. 996 h. 998 h. 1000 h. 1002 h. 1004 h. 1006 h. 1008 h. 1010 h. 1012 h. 1014 h. 1016 h. 1018 h. 1020 h. 1022 h. 1024 h. 1026 h. 1028 h. 1030 h. 1032 h. 1034 h. 1036 h. 1038 h. 1040 h. 1042 h. 1044 h. 1046 h. 1048 h. 1050 h. 1052 h. 1054 h. 1056 h. 1058 h. 1060 h. 1062 h. 1064 h. 1066 h. 1068 h. 1070 h. 1072 h. 1074 h. 1076 h. 1078 h. 1080 h. 1082 h. 1084 h. 1086 h. 1088 h. 1090 h. 1092 h. 1094 h. 1096 h. 1098 h. 1100 h. 1102 h. 1104 h. 1106 h. 1108 h. 1110 h. 1112 h. 1114 h. 1116 h. 1118 h. 1120 h. 1122 h. 1124 h. 1126 h. 1128 h. 1130 h. 1132 h. 1134 h. 1136 h. 1138 h. 1140 h. 1142 h. 1144 h. 1146 h. 1148 h. 1150 h. 1152 h. 1154 h. 1156 h. 1158 h. 1160 h. 1162 h. 1164 h. 1166 h. 1168 h. 1170 h. 1172 h. 1174 h. 1176 h. 1178 h. 1180 h. 1182 h. 1184 h. 1186 h. 1188 h. 1190 h. 1192 h. 1194 h. 1196 h. 1198 h. 1200 h. 1202 h. 1204 h. 1206 h. 1208 h. 1210 h. 1212 h. 1214 h. 1216 h. 1218 h. 1220 h. 1222 h. 1224 h. 1226 h. 1228 h. 1230 h. 1232 h. 1234 h. 1236 h. 1238 h. 1240 h. 1242 h. 1244 h. 1246 h. 1248 h. 1250 h. 1252 h. 1254 h. 1256 h. 1258 h. 1260 h. 1262 h. 1264 h. 1266 h. 1268 h. 1270 h. 1272 h. 1274 h. 1276 h. 1278 h. 1280 h. 1282 h. 1284 h. 1286 h. 1288 h. 1290 h. 1292 h. 1294 h. 1296 h. 1298 h. 1300 h. 1302 h. 1304 h. 1306 h. 1308 h. 1310 h. 1312 h. 1314 h. 1316 h. 1318 h. 1320 h. 1322 h. 1324 h. 1326 h. 1328 h. 1330 h. 1332 h. 1334 h. 1336 h. 1338 h. 1340 h. 1342 h. 1344 h. 1346 h. 1348 h. 1350 h. 1352 h. 1354 h. 1356 h. 1358 h. 1360 h. 1362 h. 1364 h. 1366 h. 1368 h. 1370 h. 1372 h. 1374 h. 1376 h. 1378 h. 1380 h. 1382 h. 1384 h. 1386 h. 1388 h. 1390 h. 1392 h. 1394 h. 1396 h. 1398 h. 1400 h. 1402 h. 1404 h. 1406 h. 1408 h. 1410 h. 1412 h. 1414 h. 1416 h. 1418 h. 1420 h. 1422 h. 1424 h. 1426 h. 1428 h. 1430 h. 1432 h. 1434 h. 1436 h. 1438 h. 1440 h. 1442 h. 1444 h. 1446 h. 1448 h. 1450 h. 1452 h. 1454 h. 1456 h. 1458 h. 1460 h. 1462 h. 1464 h. 1466 h. 1468 h. 1470 h. 1472 h. 1474 h. 1476 h. 1478 h. 1480 h. 1482 h. 1484 h. 1486 h. 1488 h. 1490 h. 1492 h. 1494 h. 1496 h. 1498 h. 1500 h. 1502 h. 1504 h. 1506 h. 1508 h. 1510 h. 1512 h. 1514 h. 1516 h. 1518 h. 1520 h. 1522 h. 1524 h. 1526 h. 1528 h. 1530 h. 1532 h. 1534 h. 1536 h. 1538 h. 1540 h. 1542 h. 1544 h. 1546 h. 1548 h. 1550 h. 1552 h. 1554 h. 1556 h. 1558 h. 1560 h. 1562 h. 1564 h. 1566 h. 1568 h. 1570 h. 1572 h. 1574 h. 1576 h. 1578 h. 1580 h. 1582 h. 1584 h. 1586 h. 1588 h. 1590 h. 1592 h. 1594 h. 1596 h. 1598 h. 1600 h. 1602 h. 1604 h. 1606 h. 1608 h. 1610 h. 1612 h. 1614 h. 1616 h. 1618 h. 1620 h. 1622 h. 1624 h. 1626 h. 1628 h. 1630 h. 1632 h. 1634 h. 1636 h. 1638 h. 1640 h. 1642 h. 1644 h. 1646 h. 1648 h. 1650 h. 1652 h. 1654 h. 1656 h. 1658 h. 1660 h. 1662 h. 1664 h. 1666 h. 1668 h. 1670 h. 1672 h. 1674 h. 1676 h. 1678 h. 1680 h. 1682 h. 1684 h. 1686 h. 1688 h. 1690 h. 1692 h. 1694 h. 1696 h. 1698 h. 1700 h. 1702 h. 1704 h. 1706 h. 1708 h. 1710 h. 1712 h. 1714 h. 1716 h. 1718 h. 1720 h. 1722 h. 1724 h. 1726 h. 1728 h. 1730 h. 1732 h. 1734 h. 1736 h. 1738 h. 1740 h. 1742 h. 1744 h. 1746 h. 1748 h. 1750 h. 1752 h. 1754 h. 1756 h. 1758 h. 1760 h. 1762 h. 1764 h. 1766 h. 1768 h. 1770 h. 1772 h. 1774 h. 1776 h. 1778 h. 1780 h. 1782 h. 1784 h. 1786 h. 1788 h. 1790 h. 1792 h. 1794 h. 1796 h. 1798 h. 1800 h. 1802 h. 1804 h. 1806 h. 1808 h. 1810 h. 1812 h. 1814 h. 1816 h. 1818 h. 1820 h. 1822 h. 1824 h. 1826 h. 1828 h. 1830 h. 1832 h. 1834 h. 1836 h. 1838 h. 1840 h. 1842 h. 1844 h. 1846 h. 1848 h. 1850 h. 1852 h. 1854 h. 1856 h. 1858 h. 1860 h. 1862 h. 1864 h. 1866 h. 1868 h. 1870 h. 1872 h. 1874 h. 1876 h. 1878 h. 1880 h. 1882 h. 1884 h. 1886 h. 1888 h. 1890 h. 1892 h. 1894 h. 1896 h. 1898 h. 1900 h. 1902 h. 1904 h. 1906 h. 1908 h. 1910 h. 1912 h. 1914 h. 1916 h. 1918 h. 1920 h. 1922 h. 1924 h. 1926 h. 1928 h. 1930 h. 1932 h. 1934 h. 1936 h. 1938 h. 1940 h. 1942 h. 1944 h. 1946 h. 1948 h. 1950 h. 1952 h. 1954 h. 1956 h. 1958 h. 1960 h. 1962 h. 1964 h. 1966 h. 1968 h. 1970 h. 1972 h. 1974 h. 1976 h. 1978 h. 1980 h. 1982 h. 1984 h. 1986 h. 1988 h. 1990 h. 1992 h. 1994 h. 1996 h. 1998 h. 2000 h. 2002 h. 2004 h. 2006 h. 2008 h. 2010 h. 2012 h. 2014 h. 2016 h. 2018 h. 2020 h. 2022 h. 2024 h. 2026 h. 2028 h. 2030 h. 2032 h. 2034 h. 2036 h. 2038 h. 2040 h. 2042 h. 2044 h. 2046 h. 2048 h. 2050 h. 2052 h. 2054 h. 2056 h. 2058 h. 2060 h. 2062 h. 2064 h. 2066 h. 2068 h. 2070 h. 2072 h. 2074 h. 2076 h. 2078 h. 2080 h. 2082 h. 2084 h. 2086 h. 2088 h. 2090 h. 2092 h. 2094 h. 2096 h. 2098 h. 2100 h. 2102 h. 2104 h. 2106 h. 2108 h. 2110 h. 2112 h. 2114 h. 2116 h. 2118 h. 2120 h. 2122 h. 2124 h. 2126 h. 2128 h. 2130 h. 2132 h. 2134 h. 2136 h. 2138 h. 2140 h. 2142 h. 2144 h. 2146 h. 2148 h. 2150 h. 2152 h. 2154 h. 2156 h. 2158 h. 2160 h. 2162 h. 2164 h. 2166 h. 2168 h. 2170 h. 2172 h. 2174 h. 2176 h. 2178 h. 2180 h. 2182 h. 2184 h. 2186 h. 2188 h. 2190 h. 2192 h. 2194 h. 2196 h. 2198 h. 2200 h. 2202 h. 2204 h. 2206 h. 2208 h. 2210 h. 2212 h. 2214 h. 2216 h. 2218 h. 2220 h. 2222 h. 2224 h. 2226 h. 2228 h. 2230 h. 2232 h. 2234 h. 2236 h. 2238 h. 2240 h. 2242 h. 2244 h. 2246 h. 2248 h. 2250 h. 2252 h. 2254 h. 2256 h. 2258 h. 2260 h. 2262 h. 2264 h. 2266 h. 2268 h. 2270 h. 2272 h. 2274 h. 2276 h. 2278 h. 2280 h. 2282 h. 2284 h. 2286 h. 2288 h. 2290 h. 2292 h. 2294 h. 2296 h. 2298 h. 2300 h. 2302 h. 2304 h. 2306 h. 2308 h. 2310 h. 2312 h. 2314 h. 2316 h. 2318 h. 2320 h. 2322 h. 2324 h. 2326 h. 2328 h. 2330 h. 2332 h. 2334 h. 2336 h. 2338 h. 2340 h. 2342 h. 2344 h. 2346 h. 2348 h. 2350 h. 2352 h. 2354 h. 2356 h. 2358 h. 2360 h. 2362 h. 2364 h. 2366 h. 2368 h. 2370 h. 2372 h. 2374 h. 2376 h. 2378 h. 2380 h. 2382 h. 2384 h. 2386 h. 2388 h. 2390 h. 2392 h. 2394 h. 2396 h. 2398 h. 2400 h. 2402 h. 2404 h. 2406 h. 2408 h. 2410 h. 2412 h. 2414 h. 2416 h. 2418 h. 2420 h. 2422 h. 2424 h. 2426 h. 2428 h. 2430 h. 2432 h. 2434 h. 2436 h. 2438 h. 2440 h. 2442 h. 2444 h. 2446 h. 2448 h. 2450 h. 2452 h. 2454 h. 2456 h. 2458 h. 2460 h. 2462 h. 2464 h. 2466 h. 2468 h. 2470 h. 2472 h. 2474 h. 2476 h. 2478 h. 2480 h. 2482 h. 2484 h. 2486 h. 2488 h. 2490 h. 2492 h. 2494 h. 2496 h. 2498 h. 2500 h. 2502 h. 2504 h. 2506 h. 2508 h. 2510 h. 2512 h. 2514 h. 2516 h. 2518 h. 2520 h. 2522 h. 2524 h. 2526 h. 2528 h. 2530 h. 2532 h. 2534 h. 2536 h. 2538 h. 2540 h. 2542 h. 2544 h. 2546 h. 2548 h. 2550 h. 2552 h. 2554 h. 2556 h. 2558 h. 2560 h. 2562 h. 2564 h. 2566 h. 2568 h. 2570 h. 2572 h. 2574 h. 2576 h. 2578 h. 2580 h. 2582 h. 2584 h. 2586 h. 2588 h. 2590 h. 2592 h. 2594 h. 2596 h. 2598 h. 2600 h. 2602 h. 2604 h. 2606 h. 2608 h. 2610 h. 2612 h. 2614 h. 2616 h. 2618 h. 2620 h. 2622 h. 2624 h. 2626 h. 2628 h. 2630 h. 2632 h. 2634 h. 2636 h. 2638 h. 2640 h. 2642 h. 2644 h. 2646 h. 2648 h. 2650 h. 2652 h. 2654 h. 2656 h. 2658 h. 2660 h. 2662 h. 2664 h. 2666 h. 2668 h. 2670 h. 2672 h. 2674 h. 2676 h. 2678 h. 2680 h. 2682 h. 2684 h. 2686 h. 2688 h. 2690 h. 2692 h. 2694 h. 2696 h. 2698 h. 2700 h. 2702 h. 2704 h. 2706 h. 2708 h. 2710 h. 2712 h. 2714 h. 2716 h. 2718 h. 2720 h. 2722 h. 2724 h. 2726 h. 2728 h. 2730 h. 2732 h. 2734 h. 2736 h. 2738 h. 2740 h. 2742 h. 2744 h. 2746 h. 2748 h. 2750 h. 2752 h. 2754 h. 2756 h. 2758 h. 2760 h. 2762 h. 2764 h. 2766 h. 2768 h. 2770 h. 2772 h. 2774 h. 2776 h. 2778 h. 2780 h. 2782 h. 2784 h. 2786 h. 2788 h. 2790 h. 2792 h. 2794 h. 2796 h. 2798 h. 2800 h. 2802 h. 2804 h. 2806 h. 2808 h. 2810 h. 2812 h. 2814 h. 2816 h. 2818 h. 2820 h. 2822 h. 2824 h. 2826 h. 2828 h. 2830 h. 2832 h. 2834 h. 2836 h. 2838 h. 2840 h. 2842 h. 2844 h. 2846 h. 2848 h. 2850 h. 2852 h. 2854 h. 2856

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placarde encadrée" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placarde encadrée"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placarde encadrée"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

PREMIER CONSTRUCTEUR MONDIAL DE MOTEURS DIESEL
recherche

IMMEDIATEMENT DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT EN FRANCE

Pr son département ENGINEERING

JEUNE INGENIEUR DEBUTANT

ou ayant quelques années d'expérience

- Préférence formation ETACA, BTS Saumur ou A.M.
- Bonne connaissance de l'anglais

POUR POSTE ORIENTE SUR PROBLEMES D'APPLICATION et de SUIVI DE LA QUALITE.

Pr son département ventes aux constructeurs

INGENIEUR DE VENTE

expérience de plusieurs années en négociation de produits industriels

- Formation Ingénieur préférence
- Bonne connaissance de l'Anglais

POUR PRENDRE LA RESPONSABILITE D'UN SECTEUR DU MARCHE

Envoyer curriculum vitae détaillé à :
DIRECTION DU PERSONNEL.

moteurs Perkins 55, Bd Ornano 93203 St-Denis

CONFECTION INDUSTRIELLE FÉMININE
occupant 200 personnes
recherche pour bureaux PARIS

DIRECTEUR (TRICE) COMMERCIAL

assurant responsabilité des achats.
Poste complet, demandant disponibilité, dynamisme. Sérieuses références.

Ecrire avec curriculum vitae à INNOVATIS,
23, rue des Jeûneurs, 75002 PARIS.

emploi régional

TIOXIDE S.A. CALAIS
FILIALE DU GROUPE BRITISH TITAN LIMITED
PRODUCTEUR MONDIAL DE PIGMENTS D'OXYDE DE TITANE

Service Assistance à la clientèle

UN INGENIEUR CHIMISTE

LA FONCTION IMPLIQUE :

- des responsabilités techniques vis-à-vis d'une clientèle européenne ;
- de fréquents déplacements de courte durée après une période d'adaptation ;

LE CANDIDAT :

- pourra être débutant ou avoir une expérience dans l'industrie des pigments ou des encres ;
- parlera nécessairement l'anglais et l'allemand (condition indispensable).

Si vous êtes intéressé, envoyez votre C.V. manuscrit et vos références au Chef du Personnel à TIOXIDE S.A. - B.P. 88 - 63100 CALAIS.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ELECTRONIQUE
Province région Ouest, recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Formation supérieure H.E.C., E.S.S.E.C. supérieure de Commerce

Connaissances informatiques, ayant déjà exercé fonction similaire plusieurs années, 35 ans minimum

Ecrire sous le n° 74.673 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

SOCIETE METALLURGIQUE
fabricants pièces grandes séries pour industrie automobile recherche pour son usine du Nord de la France

UN DIRECTEUR D'USINE QUALIFIE

Niveau A.M. ayant de nombreuses connaissances :

- travail métaux en feu ;
- gestion d'usine ;
- organisation.

Anglais apprécié. Logement de fonction et voiture fournie.

Adresser cur. vitae, présentations sous réf. 7.170 à P. LEBEAU S.A., 10, rue Lavoisier, 75003 PARIS CEDEX 12, qui transmettra.

DIRECTEUR SOCIAL

Vente pour groupe viticole région Bordeaux, jeune, dynamique, bon vendeur, disponible pour voyage contact clients France et étranger. Exp. : exp. par fait. Recommandé : allemand, connaissance du vin et de son marché. C.V. + photo C.F. m. 21, 33000 SAINT-EMILION.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CENTRE ROSSETTI
POUR LA REEDUCATION DES MINES INFIRMES MOTEURS CEREBRAUX

ERGOTHERAPEUTE ORTHOPHONISTE KINESITHERAPEUTE

Tél. 80-11-41, ou écrire : rue Rossetti - 06500 NICE

GROUPE SEV MARCHAL
recherche pour renforcer sa direction administrative et comptable

CADRE
de formation supérieure (E.S.S.E.C. - SCIENCES PO, I.S.G. et SUP. DE CO), ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Capable :

- d'organiser le bon fonctionnement des procédures en place ;
- d'élaborer, de proposer, de mettre en application des améliorations, voire de nouvelles méthodes, aussi bien en comptabilité générale qu'en comptabilité analytique ;
- d'unifier, de standardiser les méthodes et les procédures existantes.

Outre leurs capacités techniques, les candidats devront posséder des qualités personnelles permettant d'envisager à moyen terme une évolution vers des postes à responsabilités hiérarchiques.

Ecrire avec C.V. détaillé (saufaire actuel et prétentions) à SEV MARCHAL - D.R.S., 20, rue Guymer, ISSY-LES-MOULINEAUX.

STE COMMERCIALE PARIS
recherche

- Analyste programmeur confirmé, CICS-COBOL, Assembléur.
- Programmeur confirmé GAP, DOS-86, Power.

Avenir, soc. Restaurant d'entreprise, 13e mois, 5e semaine de congés. Ecrire C.V. à O.P.F. (n° 1988), 2, r. de Sèze, 75007 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour Montreux

EMPLOYE QUALIFIE
30 ans env. Niveau BAC coll. Connaissance des problèmes commerciaux et encadrement.

Ad. C.V. manuscrit, prêt, photo, à : EUPAC, 11, rue Bailly, 92000 NEUILLY, sous réf. 22.

agence spatiale européenne

recherche

pour son centre de Noordwijk (Pays-Bas)

AIDE-BIBLIOTHECAIRE CONFIRME (grade A2)

Sera chargé du fonctionnement journalier de la section « Livres ». Cette section, en constant développement, comprend 18 000 volumes embrassant tous les domaines de la science et de la technique en rapport avec le programme d'activité de l'Agence. Il s'agit à la fois de cataloguer et de classer les ouvrages, de fournir une assistance active aux lecteurs et de superviser le travail du personnel placé sous la responsabilité de l'intéressé.

Le poste conviendrait tout particulièrement à une personne de métier souhaitant aller les compétences d'un bibliothécaire à celles d'un spécialiste de la recherche documentaire pour assurer un service de premier ordre aux lecteurs. Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire et posséder une qualification professionnelle de bibliothécaire ou de documentaliste, assortie d'une expérience acquise dans une bibliothèque scientifique ou technique.

AIDES-BIBLIOTHECAIRES DEBUTANTS (grade B3/B4)

Leur tâche consistera à enregistrer et à ranger dans les rayons les nouvelles acquisitions de la section « Livres », à renseigner les lecteurs, à aider au catalogage et au classement des livres, ainsi qu'à l'établissement des commandes et à la gestion des prêts et à la marche générale de la bibliothèque. Les candidats devront posséder une qualification spécialisée, sanctionnée ou non par un diplôme. Une pratique de la dactylographie serait appréciée.

Les deux postes exigent une excellente connaissance de l'anglais et une bonne connaissance pratique du français (langues officielles de l'Agence).

Ambiance de travail internationale et avantages divers (indemnité d'expatriation, allocations familiales, régimes de sécurité sociale et de pensions particulièrement intéressants). Remboursement des frais de déménagement et de rapatriement.

Adresser curriculum vitae détaillé en anglais ou en français au chef du personnel, ESTEC, Noordwijk (Pays-Bas).

beicip

recherche

pour un mission permanente en ALGERIE en vue de diffuser un enseignement professionnel :

1^{er} Au niveau Ingénieur à l'Ecole d'Ingénieurs du Pétrole et de la Chimie à BOUMERDES (près d'Alger) :

INGENIEUR PRODUCTION PETROLIERE
plusieurs années d'expérience en exploitation champs, équipements et travaux souterrains.

INGENIEUR SPECIALISTE TRANSPORT
des hydrocarbures par pipelines (calcul, installation, conduite, entretien). Plusieurs années d'expérience.

2nd Au niveau Technicien au Centre de Formation d'ORAN :

DESSINATEUR PROJETEUR
connaissances générales équivalent BTS, ayant une expérience dans un engineering pétrolier.

3rd Au niveau Technicien au Centre de Formation d'HASSI-MESSAOUD :

TECHNICIEN CIMENTATION pompes tests, **TECHNICIEN FLUIDES DE FORAGE** **TECHNICIEN DE PRODUCTION PETROLIERE** (Fonds et surface)

plusieurs années d'expérience chantier

Postes à pourvoir rapidement
Déplacement en famille
(sauf pour HASSI-MESSAOUD)
Prévoir adhésion s/r. 30.240, demande manuscrite avec C.V. à :

Bureau d'Etudes Industrielles et de Coopération de l'INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE
356, avenue Napoléon Bonaparte
92502 RUEIL-MALMAISON

Pfizer

recherche

DÉLÉGUÉS MÉDICAUX EXCLUSIFS

POUR LES SECTEURS SUIVANTS :

- COTE D'OR, YONNE, partie NIEVRE ;
- DORDOGNE, HAUTE-VIENNE ;
- BEAUNE ;
- BANLIEUES PARISIENNES ;

FONCTIONS : Responsabilité de l'information auprès du corps médical.

AVANTAGES : - Plan de perfectionnement permanent ; - Remunération au rapport avec le poste.

CONDITIONS : - Niveau d'études supérieures ; - Excellente présentation ; - Résidence sur le secteur ; - Voiture personnelle.

STAGE DE FORMATION REMUNERE
DE 3 MOIS, A COMPTER DU 1^{er} OCTOBRE 1976.

Ad. C.V. man. + photo : SERVICE COMMERCIAL LABORATOIRES PFIZER
86, rue de Paris, B.P. n° 61 - 91400 ORSAT.

La Librairie Armand-Collin recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR
assembleur DOS confirmé (60) débutant s'abstient

Envoyer C.V. et prétentions à M. P. VERMOREL, 4, r. Alsée, 75014 PARIS.

URGENT
514 Transports 12^e rue.

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE
sérieuses réf. exigées, ayant connaissances transports. Place stable, bon rémunéré. Ecr. avec C.V. PIGNAT, 101, rue de la Gare, Paris-13^e.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche

DÉLÉGUÉS (ES) à l'INFORMATION MÉDICALE

Pour les secteurs suivants : - Val-de-Seine - n° 228 - Nerville-Tonne-Cher - n° 270 - Nerville-Tonne-Cher - n° 271.

Ad. C.V. lettres man. et photo 3x4 au secteur Châtill 3 SNPM Pharmacie Ammoniac, 100, av. Charles-de-Gaulle, 92023 Neuilly, qui transmettra.

STÉ DE TOURISME recherche :
CHEF VILLAGE VACANCES
Pour installation 80 lits. Pension complète.

GRÈCE
Poste permanent à pourvoir dès fin 1976. - Env. C.V. avec photo et prétentions, s/r. 4.056, à P. LICHAL, A.A., 10, rue de Louvain, 75003 Paris CEDEX 02, qui transmettra.

Pour MAROC, départ immédiat **INGENIEUR BETON**
231-31-44

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVE
hors contrat, situé 40 km. région EST Paris pour élèves non boursiers recherche **PROFESSEUR QUALIFIE** en sciences économiques.

niveau licence, min. 25 ans, pour emploi du temps de 20 h. en Sciences Econ. et Math. 4^e 3^e A et Terminale A. Contrat travail annuel. Rémunération indicée du Syndicat de l'enseignement privé. Téléph. bureau 405-17-05.

Elab. hospitalier privé région Paris recherche **RESPONSABLE** serv. comptables et financiers, connaissances approfondies plus compt. hospital., exp. poste niveau élevé indispensable. Situation intéressante. Ad. C.V. et prétentions sous n° 74.642 B, GLEU, 17, rue Labat, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

C.F.P. - B.P. 13
78450 VIMORRE recherche **EDUCATEUR D'INTERNE** Ecr. avec réf. au Directeur.

COLLABORATEUR EXPERIMENTAL (H. ou F.) Form. universitaire ou grande école math. Ecr. M. Netzer, 6, rue de Berne, 75005 Paris

PATISserie DALLOU
89, rue de la Convention, 19^e, TEL. : 59-15-54.

recl. VENDEUSES
Nourries, possibilité de logement, 2 jours de repos par semaine, salaire init. 2, tenues fournies.

UN INSPECTEUR DES VENTES
Région parisienne
35 ans minimum, capable de diriger et d'analyser une équipe de 4 représentants.

Expérience nécessaire du milieu de la vente de produits de luxe. Ad. lettre man. C.V. et photo 3x4 au CABINET OFFICIEL, 9, 15, 77000 SENNECY-LE-GRAND PARIS - CHALON-SUR-SAONE, 71000 CHALON.

Institut, Retraite et Prévoyance 10, pour dém. 370/115, rech. 1 analyse-programme. COGOL, ANS, JCL, Don/V.S. Assembléur et CICY/VS. Soutables. Adresser C.V. détaillé et prétentions au n° 7.527, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9^e.

RENAULT
CONCESSION, recherche **AIDES-VEENDEURS VN VENDEURS VN**

Tél. pour R.V. 30-71-14-55-79. 11, rue Forest, 75008 PARIS. Mo Place Clichy.

SOCIETE DE PRESSE ET D'EDITION
reclut

DOCUMENTALISTE
spécialiste de la documentation économique et financière, sérieuse expérience professionnelle exigée de poste similaire. Post. cadre et avantages divers. Ecrire : S.C.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

SFENA-DSI

DIVISION DES SYSTEMES INFORMATIQUES

Recherche, dans le cadre du développement rapide de son activité terminaux et télétraitement en cours de regroupement dans ses nouvelles installations de VELIZY :

1^{er} RESPONSABLE DES ETUDES LOGICIEL

Ce poste s'adresse à des candidats âgés de 30 ans minimum diplômés grandes écoles scientifiques ou équivalent ayant déjà eu la responsabilité d'un groupe de concepteurs en logiciel.

Les candidats devront posséder des connaissances approfondies en logiciel de base mini-ordinateurs et en logiciel de télécommunications.

2nd INGENIEUR COMMERCIAL

Disposant de 3 à 5 années d'expérience de la vente dans la profession informatique (ordinateurs, terminaux, mini-ordinateurs ou SSC) et connaissant bien les applications du télétraitement.

Le candidat retenu sera responsable des ventes de terminaux de traitement par lots et de pré-traitement dans plusieurs secteurs d'activité économique de Paris et Région parisienne.

Rémunération offerte en rapport avec formation et expérience - Voiture fournie. Lieu de travail : VELIZY.

Ecrire : S.F.E.N.A. B.P. n° 59 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY avec curriculum vitae et photo

UN DES PREMIERS GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS
reclut pour son DEPARTEMENT DE RECHERCHES CHIMIQUES

UN JEUNE TECHNICIEN CHIMISTE
Justifiant d'une expérience pratique en synthèse organique d'un mois chez soi, si possible dans un Centre de Recherches pharmaceutiques.

DEUX TECHNICIENS CHIMIQUES
Justifiant de quelques années d'expérience dans l'étude de l'extraction de substances naturelles du règne végétal, et de leur détermination de structure.

Horaires personnalisés
13^e mois
Prime de vacances
Avantages sociaux

Envoyer C.V. + photo, à : EPIRI - 12, bd Auguste-Louise, 75013 PARIS, sous la réf. 411

Constructeur européen de téléviseurs et Hi-Fi CH. CADRE pour le service commercial de la filiale à Paris. - Envoyer C.V. et photo à Cubar Electronics, 1, rue des Frères-Lumière, 2, Pont-Yvon, 93400 LE BLANC-MESNIL.

RENAULT
CONCESSION, recherche **AIDES-VEENDEURS VN VENDEURS VN**

Tél. pour R.V. 30-71-14-55-79. 11, rue Forest, 75008 PARIS. Mo Place Clichy.

SOCIETE DE PRESSE ET D'EDITION
reclut

DOCUMENTALISTE
spécialiste de la documentation économique et financière, sérieuse expérience professionnelle exigée de poste similaire. Post. cadre et avantages divers. Ecrire : S.C.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

150

150

OFFRES D'EMPLOI

"Pisciculteurs encadrés" 2 col. et +

DEMANDES D'EMPLOI

CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

Paris

PIED MONTMARTRE

P. à p. 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

BOUTES-CHAUMONT

Part. de 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

BOUTES-CHAUMONT

Part. de 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

BOULOGNE

Part. de 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

BOULOGNE

Part. de 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

BOULOGNE

Part. de 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

BOULOGNE

Part. de 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

BOULOGNE

Part. de 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

BOULOGNE

Part. de 100 m. P.D.T. SOLEIL. 2 ch. cab. toil. w.c. séparé. 200.000 F. Agence immobilière. Tél. 250-10-10.

Secrétaires

Secrétaires

Secrétaires

Autos-vente

Autos-vente

Autos-vente

Autos-vente

Autos-vente

Autos-vente

perdu-trouvé

perdu-trouvé

perdu-trouvé

perdu-trouvé

perdu-trouvé

perdu-trouvé

perdu-trouvé

perdu-trouvé

perdu-trouvé

OFFRES D'EMPLOI	Le 18	Le 17
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,38
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,78

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	Le 18	Le 17
"Placards encadrés"	26,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

locaux industriels

SOCIÉTÉ OFFRE EN LOCATION
de préférence à particulier
Bureaux et entrepôts
Sis à ORLY-AÉROPORT
Superficie totale : 2.400 m²
— Parking et jardins compris
— Superficie totale bureaux, répartis sur 2 étages : 255 m²
— Entrepôts : 536 m², dont 428 m², rez-de-chaussée et 108 m² au 1^{er} étage
— Accès facile
— Installation grand standing
— Lignes téléphoniques et télévis.
— Proximité sous-douane.
Renseignements : **Mlle LE GUILLOU**,
514 AVIATION-FRANCE
CEDEX
94380 ORLY - AÉROPORT.
Tél. : 887-14-82.

bureaux

BAIL À CÉDER
Local usage bureaux, 85 m², en excellent état, situé 2^e étage dans imm. quartier République.
Téléph. : 700-63-54, M. Vasse.

8° - SAINT-AUGUSTIN
Dans immeuble grand standing
Sur un seul niveau,
330 m² répartis en 16 bureaux
Possibilités : s. de conf.,
bibliothèque, archives et asc.,
Téléph. : 2 lignes réseau
16 postes (possibilités extension
à 20 postes) permettant
toutes conversations simultanées.
Capacité limitée pour taxes et
termains informatiques.
Circulation
Parkings - Tél. : 293-62-52

pavillons

EPINAY-SUR-SEINE. Construc-
tion 1971 sur sous-sol total avec
garage, living, 3 chambres,
grand confort, 450 m².
350.000 F - 242-98-46.

L'HAY-LES-ROSES
Pav. rec. sur ss-sol, 54 m²,
3 s. d., 3 ch., 3 s. b.,
Prix 250.000 F. Voir sam. dim.,
6, AVENUE DES DALHIES.

forêts

EXCEPTIONNEL
MORVAN. Bd route très belle,
plantation 20.000 DOUGLAS
11 ans. Sur 10 ha. Px 200.000 F.
RICHIEZ, B.P. 26, 57020
AVALLON. (03) 34-04-44.

fermettes

REGION BESSE (72)
Joli cadre proche de la Braye
et de la Ferté-Bernard, coin cul-
s. s. d., s. d. b. w. c., s. b.,
cave, eau, électr., 2/2000 m²
de 14 à 19 ha. 25. boulevard
de la République. (03) 77-25-71

SAINT-MANDÉ (94)
Une petite résidence de prestige
pièce de terre,
Studio au 5^e étage.
Studio ou terrasses
et prestations raffinées.
GECOM, 747-94-22.

constructions neuves constructions neuves

NEUILLY "17"

habitez Neuilly..

Paris à votre porte

Trois petits immeubles revêtus de pierre
33-41, av. de la Porte de Villiers à Neuilly
du studio au 6 pièces. Livraison dans 1 an.
Prix fermes et définitifs dès réservation.
Prix moyen : 7.782 F le m² habitable hors parking.
Bureau de vente et appartement décoré sur place.
Tél. : 757.59.47 tous les jours sauf Mardi
et Mercredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.

Je désire recevoir sans engagement de ma part,
votre documentation sur votre programme Neuilly 17.

Nom _____
Adresse _____

Réalisation

COGEDIM Tél. 266.34.56
S.A. au capital de 60 millions de francs.

PARIS XX°
4-11, rue de la République
IDEAL PLACEMENT
HABITABLES IMMEDIATEMENT.
5 pièces, 315.000 F.
PX FERMES non révisables.
Peut immeuble pièce de taille.
Confort total électrique.
Appart. témoin sur place tous
les jours, de 11 h. à 18 h. ou
GECOM, 747-94-22.

SAINT-MANDÉ (94)
29-22, rue Jeanne-d'Arc.
Une petite résidence de prestige
pièce de terre,
Studio au 5^e étage.
Studio ou terrasses
et prestations raffinées.
GECOM, 747-94-22.

propriétés propriétés

VALLEE DE LA MARNE
25 km Paris - Vds gde maison
19 pièces, tout confort. Jardin
1.500 m². Eau. Eau. Eau. Eau.
TOURNAN-EN-BRIE 77200.
Tél. : 407-00-37

EXCEPTIONNEL
A FOURQUEUX
Proximité golf et forêt, à
2 km R.E.R. de St-Germain
CONSTRUCTEUR VEND
MAISON NEUVE
grand confort
Rez-de-ch. : hall, cuisine tout
équipée, 14/10 m² 40 m² avec
chambre, bureau, bibliothèque,
cabinet de toilette.
Etage : chambre de maître
avec dressing et salle de
bains priv. 2 autres chambres,
douche, w.-c.
Nomb. placards et penderies
Garage 2 voitures - Cellier
Terrain 400 m²
Prix : 490.000 F
Tél. pour rendez-vous :
901-20-20 et 901-51-43

CONSTRUCTION RECENTE
11 PIÈCES
3 s. de bain - 3 garages
Terrain 2.400 m²
le vendredi 17 et le lundi 20
de 14 h. 30 à 19 h. :
64-44, av. CLARISSE
LA CELLE-SAINT-CLOUD

LES ANTOINES-EN-REZ
prix PORNIC (44)
Directement propriétaire.
Propriété pris mer. Très grand
terrain, dépendances, arbres
fruitiers. Bon état. Prix excep-
tionnel vu urgence.
535-80-33.
Région GAMBES-BOUDARVILLE.
Vendre terrain bois 700 m²
habitat de résidents qui s'agit
avec club, piscine, tennis. Eau,
électricité, confort, confort.
sur place (15-07) 44-28-47.

PROVENÇE. Alpilles. Bâtisse
XVIII^e siècle M.J. bon état.
Jardin 2.000 m².
LUBERON. MAS XVIII^e siècle
à aménager. Gros terrain en bon
état. 20 hectares bois et terres.
Village de 100 habitants, avec
proximité. Agence E. GARCIN,
6, boulevard Mirabeau, 13200
SAINT-REMY-DE-PROVENÇE.
Téléphone : (04) 92-61-68.
Part. cherché propriété
AU VESMEY
Réception 4-5 chambres
Tél. : 076-23-43 ou 033-17-54
Hautes-Pyrénées. Vallée d'Aure
XVIII^e siècle. Bâtisse en pierre.
Jardin 2.000 m².
Lubéron. Gros terrain en bon
état. 20 hectares bois et terres.
Village de 100 habitants, avec
proximité. Agence E. GARCIN,
6, boulevard Mirabeau, 13200
SAINT-REMY-DE-PROVENÇE.
Téléphone : (04) 92-61-68.
Part. cherché propriété
AU VESMEY
Réception 4-5 chambres
Tél. : 076-23-43 ou 033-17-54

châteaux

Proximité Saint-Malo
Château fortifié en pierre
à restaurer, beaux communs, par-
c 500 m², bibliothèque, salle à
manger, superbe parc paysan-
nier. Proximité autoroute
gentilhomme XVIII^e, 9 p. p.
confort, communs, 45 hectares,
pièces d'eau.
Plusieurs autres châteaux
et manoirs dans l'Ouest.
FORÊTS ET MANOIRS
35000 VITRE.

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance à Versailles,
au Palais de Justice, le mercredi 6 octobre 1976, à 10 heures
D'UN ENSEMBLE DE LOCAUX COMMERCIAUX usage de
LA CELLE-SAINT-CLOUD (78) et 23, av. de la République
Dans un groupe immobilier à
MISE A PRIX : 126.500 FRANCS
Pour tous renseignements, s'adresser à M^{rs} GUILLEBERT, avocat, 21, rue des États-
Général à Versailles (950-02-62); et à tous autres avocats à Versailles.

Vente sur licitation, au Pal. de Justice à Nanterre, mer. 28 sept. 1976, 14 h.
D'UN APPARTEMENT ET DÉPENDANCES
sis à
MARNES-LA-COQUETTE (92), 1, bd de la République
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
S'adr. à M^{rs} RAYFART, avoc., Versailles, 13 bis, av. de St-Cloud, 950-03-12

Vente sur surenchère au Palais de Justice à NANTERRE,
le mercredi 6 octobre 1976, à 14 heures
UN PAVILLON
Compr. rez-de-chaussée et 2 étages, jard. dev. et der. - Cont. tot. 166 m²
sis à
LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine)
17, villa Chapais
MISE A PRIX : 704.000 FRANCS
M^{rs} Yves TOURAILLE, avocat à Paris, 48, rue de Cligny;
M^{rs} Emmanuel ENBONA, avocat à Paris,
140, boulevard Haussmann; M^{rs} Jacqueline COMBON, avocate à Paris,
10, rue du Mont-Thabor.

Vente sur surenchère du dixième après saisie immobilière au Palais de
Justice à Evry, rue des Mâchères, le mardi 21 septembre 1976, à 14 heures
D'UN TERRAIN à GUIBEVILLE
(Eure-et-Loire)
Sur la route d'Arpajon à Marolles l'Évêque « la Justice »
de 66 a. 40 ca. cadastré section ZA n° 31
MISE A PRIX : 398.200 FRANCS
Consignation pour enchérir, Renseignements à M^{rs} TRUILLON et ARON,
avocats associés à CORBEIL-SSONNETS (Eure-et-Loire), 51, rue Champollion
Tél. 496-30-28 et 496-14-18.

Adjudication, samedi 25 septembre, à 16 h., à la Mairie d'Issoudun (Indre)
DE 3 DOMAINES CÉRÉALIERS : 110 HA - 77 HA - 12 HA
Pour renseignements s'adresser à M^{rs} LUTRAT, notaire à 36100 Issoudun.

Administrateur Judiciaire vend
TERRAIN 12.000 M²
21, Trappes - Blancourt
253-97-59 le matin.

Administrateur Judiciaire vend
ENSEMBLE INDUSTRIEL
Usage d'atelier ou entrepôt
raccordé fer - 4.000 m²
LA PLAINE-SAINT-DENIS
Prox. Porte la Chapelle et autoroute.
253-97-59 le matin.

Vente sur saisie immobilière au Palais
de Justice à EVRY, rue des Mâchères,
le mardi 21 septembre 1976, à 14 h.
UN APPARTEMENT
situé à
VILLECRESNES (94)
à lisière des sycamores
avec cave et parking
MISE A PRIX : 45.000 FRANCS
Consignation indisp. pour enchérir.
Rens. à M^{rs} TRUILLON et ARON,
avoc., 51, rue Champollion à Corbeil-
Essonne, tél. 496-30-28 et 496-14-18.

Vente
aux enchères au Trib. à
Bourg-en-Bresse (Ain),
le mardi 28 sept. 1976, à 13 h. 30
CHALET
à LA CLUSAZ (74)
Mise à Prix : 676.500 F
S'adr. M^{rs} MONTFURUX, avocat à
Bourg-en-Bresse, 4, rue Lalande,
tél. (74) 21-28-03.

Vente au Palais de Justice à Nanterre,
le mercredi 29 septembre 1976, à 14 h.
en un lot
UN LOCAL COMMERCIAL
et les 170/10.000 du sol et des parties
communes générales lot n° 44
UN EMPLACEMENT DE VOITURE
et les 18/10.000 des parties communes
Lot n° 131 - UN PARKING et les
12/10.000 des parties communes
SIS A CHAVILLE (92)
5, rue Anatole-France
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS
S'adr. M^{rs} LYONNET DU FRANÇOIS,
avoc., 122, r. de Rivoli, poursuivant;
M^{rs} SCHNEIDER, avoc., 183, boulevard
Perrin, salons; M^{rs} Jacques-Marie
GARNIER, syndic, 63, bd Saint-
Germain; et au Greffe des Ordes où le
cahier des charges est déposé.

Vie à sais. imm. Palais Justice Paris,
le jeudi 28 septembre 1976, à 14 h.
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT
Bijoux, cuis., salle d'éd., w.-c. et une
cave, des-ch. Bât. C. garage en
entrant dans un immeuble sis
à ALFORTVILLE (94)
64, rue Véron
Mise à Prix : 50.000 F
S'adr. M^{rs} J. HILAIER, avocat à Paris,
4, bd Richard-Lenoir, tél. 700-34-34;
à tous avoc. près les Trib. Civ. Inst.
de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris,
le 28 septembre à 14 h. 12 - Fonds de
TRAVAIL TEMPORAIRE
et GESTION du PERSONNEL, exploités
à 62 boulevard Magenta à PARIS (10)
M. & P. (10) 81. 51 25.000 F. C. 18.000 F.
S'adr. M^{rs} POPELIN, not. 184, rue du
Faubourg-St-Honoré; M^{rs} GOURDAIN,
syndic, 174, bd Saint-Germain, Paris.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris,
le 23 septembre 1976 CAFÉ-BAR-
à 14 h. 15 - FONDS CAFÉ-BAR-
RESTAURANT L'ÉTOILE GRANDE
12, avenue VINCENTS (Marnes)
(Val-de-Paris)
M. & P. (01) 81. 30.000 F. C. 20.000 F.
S'adr. M^{rs} Mizon, s. 60, bd Sébastopol.
M^{rs} Demotoux, n. 87, bd St-Germain.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 6 octobre 1976, à 14 h.
en un lot
UN APPARTEMENT sis à MALAKOFF
(Hauts-de-Seine)
11, rue Paul-Bert et rue J.-J.-Rousseau (sans numéro)
4 p. princ., 1^e et. Bât. C. escal. D - Empl. garage et cave - Empl. parking
MISE A PRIX : 181.500 FRANCS
S'adr. S.C.P. LE SOUD, DESFORGES, avoc., 27, quai Anatole-France,
Paris (75), 531-81-80; M^{rs} J. NICOLAS, avoc., 9, rue Moncey, Paris (92), et
à tous avoc. postulant pr. les T.G.I. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente sur licitation et surenchère du 1/10 au Palais de Justice à Paris,
le jeudi 21 septembre 1976, à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ sise à SAINT-MAUR-DES-FOSSES
(Val-de-Marne)
46, avenue du Général-Leclerc
LOUÉE - MISE A PRIX : 266.200 FRANCS
S'adresser à M^{rs} A. DE GEMINT, 27, rue de l'Université à Paris (75);
M^{rs} FRIEDMANN, 11 bis, rue Portalis à Paris (89); M^{rs} Pierre REGNAULT,
avoc., 6, square de l'Opéra; M^{rs} BRUNEL, avoc., 21, r. du Four, Paris (97).

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 7 octobre 1976, à 14 heures
IMMEUBLE - PARIS (3°)
107-109, rue QUINCAMPOIX, comprenant :
N° 107 : Maison de rapport élevée d'un rez-de-chaussée et 5 étages
N° 109 : Maison de rapport élevée d'un rez-de-chaussée et 5 étages
Le tout d'une contenance superficielle de 132 m² environ
Mise à Prix : 660.000 F. - S'adr. M^{rs} L. COSSARD Paris (17),
16, avenue Victoria, tél. 28-28-77, et à tous avocats près les Tribunaux
de Grande Instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Etude de M^{rs} TIPHINE, avocat à SENS, 2, cours Chambonas - VENTE sur
saisie immobilière à l'audience du Tribunal de Grande Instance à SENS,
au Palais de Justice de cette ville, le 23 septembre 1976, à 14 heures, d'UNE
PROPRIÉTÉ sise à CEZY
connue sous le nom de « BELLEVUE », comprenant :
UNE MAISON, 17 pièces, parc et terrain le long de l'Yonne - A l'entrée
de la propriété deux petites maisons, garage et veranda, le tout d'une
contenance totale de 10 HA. 11 a. 10 CA.
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adr. pr. ren. à M^{rs} TIPHINE, 2, cours Chambonas, 89100 Sens, T. (80) 63-11-77.

STRUCTURE
FUNCTIONNELLE
DES ORDRES

CHATEAU
LEVALLOIS-PERRET

100.000 F

LE SICOB

XXVII^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

L'ORDINATEUR : UNE CROISIÈRE AU LONG COURS

S'ouvrant à Paris le 23 septembre prochain dans un climat économique morose, le XXVII^e SICOB (Salon international de l'informatique, de la communication et de l'organisation de bureau) espère cette année encore recevoir quelque trois cent mille visiteurs. Consacré à trois grands secteurs d'activité qui sont affectés de façon plus ou moins sensible par la récession — le marché de l'informatique, le matériel de bureau, le matériel de télécommunications — le SICOB a accueilli depuis 1972 à peu près le même nombre d'exposants et de visiteurs chaque année : environ mille six cents exposants et deux cent cinquante mille visiteurs. Le nombre d'exposants étrangers reste supérieur à la moitié, mais a diminué régulièrement en valeur relative de 58 % en 1972 à 52 % en 1975.

Le SICOB reste donc assez fidèle à lui-même au travers des vicissitudes économiques. Le marché de l'informatique pourtant marque le pas. Surtout aux États-Unis, où l'augmentation de la valeur du parc installé est depuis 1971 de 7 % par an en moyenne seulement. Cette croissance modérée du marché est pourtant moins significative que l'évolution technique qui se poursuit et que la stabilisation des positions acquises par les quelques constructeurs d'ordinateurs qui ont réussi à se maintenir à l'honneur d'I.B.M. Toute l'histoire de l'informatique depuis vingt-cinq ans a été façonnée par cette société américaine et ses pratiques commerciales monopolistiques : introduction dans les produits d'un certain degré de vieillissement artificiel pour sortir sur le marché de nouvelles machines tous les trois ou quatre ans pour inciter les clients à changer

de matériel et pour obliger les sociétés concurrentes à faire de même ; maintien d'une certaine mystification autour de l'ordinateur pour rendre les utilisateurs, surtout les nouveaux utilisateurs, très dépendants de leurs fournisseurs et des services après-vente.

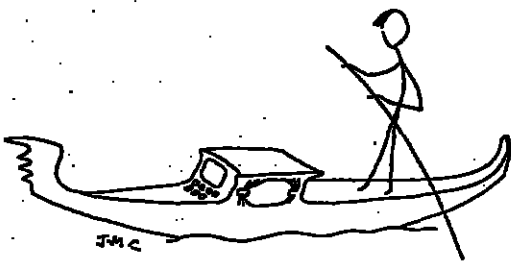
Grâce aux progrès des circuits intégrés, le rapport entre la vitesse de calcul et le coût des unités de calcul a continué de s'améliorer de 50 à 100 % par an depuis des années. Les prix des systèmes informatiques ne diminuent cependant pas dans la même proportion. D'une part, les matériels qui composent un système informatique ont évolué à un rythme différent, et si les unités logiques et plus récemment les mémoires de masse ont bénéficié de la miniaturisation des circuits, certains périphériques n'ont pas fait les mêmes progrès. Par ailleurs, le logiciel a pris une place pondérante et l'utilisateur investit de plus en plus dans l'analyse des systèmes et la programmation des applications.

Depuis deux ou trois ans, l'annonce de nouvelles gammes d'ordinateurs s'est faite rare, mais les grands constructeurs, I.B.M., Honeywell, Univac, et leurs concurrents européens, laissent tous entendre qu'une nouvelle évolution fondamentale est en préparation. Cette évolution a été rendue possible par la miniaturisation de plus en plus poussée des circuits électroniques et l'apparition des micro-processeurs, petits calculateurs fabriqués à partir de quelques circuits très intégrés, dont la vitesse de calcul atteint celle des ordinateurs de taille moyenne de la décennie précédente, mais dont le coût est environ cent fois moins élevé. Bien des constructeurs se plaisent à décrire le gros ordinateur de demain comme un assemblage d'unités de traitement, de mé-

moires et de logiciels intégrés. Aujourd'hui unique, l'unité de traitement pourrait éclater en plusieurs processeurs, ces processeurs étant alors dispersés dans l'entreprise pour être accessibles aux divers utilisateurs, avec un minimum de formation, et dialoguant avec le système par l'intermédiaire de langages proches du langage courant. Le système informatique se décentraliserait après s'être centralisé à outrance.

Ce futur se dessine, de manière imprécise, dans quelques nouvelles machines. L'évolution des systèmes informatiques sera vraisemblablement comme dans le passé, technologique (miniaturisation des circuits, mémoires de masse énormes, micro-programmation intermédiaire entre le matériel câblé et le logiciel programmable), mais l'architecture des systèmes sera la nouveauté fondamentale. Le client achèterait ou louerait moins de systèmes de

L'informatique entame ainsi une croisière au long cours, où elle se rapproche peu à peu, en se décentralisant, du domaine des télécommunications. I.B.M. s'intéresse d'ailleurs de plus en plus aux techniques de télécommunications (centraux privés, satellites...), tout en maintenant son emprise sur le marché de l'ordinateur. Par le biais de contrats de location, les prix de certains de ses modèles auront baissé cette année de 30 à 40 %. Les autres sociétés ont bien du mal à restreindre leurs marges bénéficiaires, beaucoup moins importantes, alors qu'il faut continuer à préparer l'avenir. Si Univac se porte assez bien, Honeywell Information Systems (H.I.S.) perd de l'argent aux États-Unis. Quant à C.I.L. Honeywell-Bull, les difficultés ne font que commencer et la préparation de la gamme future d'ordinateurs inspirés à la fois des systèmes Honeywell (système 66 en particulier) et des systèmes X-4, X-5 de C.I.L. rappelle étrangement le premier plan-calculeur français de 1965. L'investissement promet d'être encore plus lourd, le marché international aussi difficile à conquérir, et l'ambiguïté des relations entre H.I.S. et la société française fait planer de lourds nuages sur cette dernière. Quant à la pénétration française, elle poursuit lentement un mouvement de concentration amorcé avec le rapprochement Télémelec C.I.L. B. La prise de participation, en octobre 1975, de Transac (groupe C.G.E.) dans la société Sintra permettrait de poursuivre avec un rapprochement d'intertechnique, C.I.L. Honeywell-Bull devrait bientôt passer une commande de deux mille petits ordinateurs Mitra-15 à C.I.L.B. mais laisse clairement entendre qu'elle ne saurait à terme s'en remettre uniquement à des commandes extérieures pour ses petits ordinateurs.



plus en plus gros qu'il ne jouerait au mécano pour accroître et étendre le système qu'il posséderait déjà, en lui ajoutant des micro-processeurs lorsqu'il envisagerait une application nouvelle.

C.I.L. - H.B., un an après

L'ÉVÉNEMENT de ce SICOB 1976 sera sans nul doute la présence sous un seul commun de deux concurrents d'hier : la Compagnie internationale pour l'informatique, et la compagnie Honeywell-Bull. Annulée dans ses principes en mai 1975, la fusion entre les deux entreprises est entrée dans les faits le 1^{er} juillet 1976. Une opération qui a fait couler beaucoup d'encre, et qui n'a pas été acquiescée sans mal ni sans remous. Une page de la jeune et tumultueuse histoire de l'informatique française est désormais tournée. La nouvelle société C.I.L. Honeywell-Bull se veut la première

entreprise européenne d'informatique. Pour son P.-D. G., M. Jean-Pierre Brûlé, les objectifs qui lui ont été assignés — dépasser I.B.M. en volume de livraison sur le marché français en 1980 — sont « ambitieux, mais pas irréalisables ».

Les premiers pas de la nouvelle société se font dans un environnement français en 1980 — sont l'annonce de ses nouvelles machines 138 et 148, et ses réductions de prix, bouleversant une nouvelle fois les règles du jeu. Compte tenu de ce contexte, le monde de l'informatique, en France et à l'étranger, se pose, en cet automne 1976,

de multiples questions sur la politique de C.I.L. - Honeywell-Bull et son développement. Les engagements de commandes pris par l'État seront-ils respectés ? Quelle politique de produits la société va-t-elle adopter ? Comment va s'établir la coopération avec le partenaire américain Honeywell ? Quelles seront les activités avec les activités informatiques de l'ex-C.I.L. restées dans le giron du groupe Thomson ?

D'ores et déjà, on dispose de quelques éléments de réponse. Pour l'année 1976, premier exercice de C.I.L. - Honeywell-Bull, la convention signée avec l'État prévoit que les administrations et entreprises publiques commanderont des matériels pour un montant de 650 millions de francs. Le premier semestre a été mauvais et, malgré une remontée depuis deux mois, l'objectif paraît difficile à atteindre, même si M. Brûlé ne le juge pas « hors de portée ». Selon certaines estimations, la nouvelle société n'aurait vendu, à ce jour, au secteur public que pour 300 millions de francs. Or la convention stipule que l'État doit verser à C.I.L. - H.B. une subvention égale à 55 % du montant des commandes non réalisées.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(Lire la suite page 32.)

INFORMATIQUE ET CIVILISATION

Par
Claire GAUDFERNAU (*)

permettent de constater que l'imprimerie a permis la diffusion des connaissances, a accéléré leur développement et leur a donné un sens au regard de la société. Par la multiplication des ouvrages didactiques, elle a incité à l'alphabétisation des masses, provoqué l'accession d'un nombre toujours plus grand d'hommes à un niveau d'information tou-

(*) Docteur en sciences, rapporteur de la commission Informatique et Libertés.

jours plus élevé, et a sans doute induit l'accélération exponentielle de ce dernier, dans les domaines scientifique, technique et économique.

L'histoire de l'informatique ne couvre encore que quelques décennies, mais des décennies où l'évolution est accélérée, et bien qu'il puisse paraître hardi de faire un parallélisme entre l'informatique et l'imprimerie, il est possible de prévoir ou de déceler des maintes des conséquences de l'informatique dans des domaines qui ne lui paraissent pas directement liés.

(Lire la suite page 33.)

STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DES ORDINATEURS

par J.-P. Melnadier
LAROUSSE
chez tous les libraires

SÉRIE INFORMATIQUE
collection "Sciences humaines et sociales"

Gestion des ventes, comptabilité, salaires... HERMES DATA SYSTEM 200 introduit le "prêt à porter" en informatique

Vous choisissez la coupe. Vous définissez vos applications. A votre taille. L'HDS 200 est de conception modulaire. Il vous apporte ce dont vous avez besoin, pas plus, avec l'aisance suffisante. Quelques retouches. Les programmes existants peuvent être personnalisés suivant vos spécifications propres. Un ou deux essayages. Nous assurons la formation du personnel et l'assistance de mise en route.

En fait, vous serez étonné par la rapidité d'introduction du système dans votre entreprise, et la simplicité de mise en œuvre de ce matériel (la machine pilote l'opérateur, et vous pouvez, si vous le désirez, la programmer vous-même). Sa nouvelle technologie microprocesseur offre une fiabilité et une sécurité accrues. Son rapport performances-prix est remarquable.

HERMES DATA SYSTEM 200
Nous l'avons pensé pour les PME.

Renseignez-vous à HERMES
7 rue Gay-Lussac 75017 Paris Tél. 755.87.91

Nous désirons
□ assister à une démonstration
du mini-ordinateur HDS 200
□ recevoir une documentation

Nom _____ Société _____
Fonction _____ Adresse _____
Tél. _____

Sensibiliser l'opinion

Paradoxalement, les aspects matérialistes sous lesquels est présentée ou se manifeste l'informatique contribuent à en dissimuler les conséquences les plus importantes. L'ordinateur n'étonne plus et n'entraîne que peu d'interrogations. En outre, les applications de l'informatique étant le plus souvent exécutées dans le respect du cadre des traditions sans modification fondamentale des procédures et des structures, le public n'en a que faiblement ressenti les effets et se trouve peu sensibilisé. Il n'empêche qu'un cycle de transformation issu de l'informatique est déjà amorcé et que ses conséquences sur l'évolution de notre civilisation peuvent apparaître non seulement dans un avenir proche, mais surtout de façon irréversible. Il importe donc d'en prendre conscience, et cette réflexion ne saurait être fertile sans une sensibilisation beaucoup plus large du public et des responsables à tous les niveaux.

Près de cinq siècles de recul (1) Adopté en juillet dernier par le Parlement, le projet de loi devrait être prochainement discuté au Parlement.

distribuer l'informatique

avec les « 6000 » d'emploi général

- 6040 nouveaux terminaux individuels à clavier, écran et imprimante économiques
- 6060 terminaux intelligents connectés en grappes optimisant l'application 3 000 exemplaires vendus
- 6080 nouveaux mini-systèmes programmables autonomes ou satellites à grande puissance de traitement local

et les spécialisés

SAISIX postes autonomes de saisie contrôlée à la source
LPT 7 nouvelle station de traitement des chèques en agence

INTERGRAPHE

système graphique en couleurs pour la création assistée et le contrôle de processus avec un mini-ordinateur



T-VI
filiale de THOMSON-CSF

la plus large gamme de terminaux d'informatique de conception française

40, rue de la Grange-Dame-Rose - 92360 Meudon-la-Forêt
Tél. (1) 630 23.80 - Téléc. 270375 F
SICOB NIVEAU 3 ZONE F

SICOB - niveau 3 D stand 3008

CONJONCTURE INTERNATIONALE : Une clientèle dans l'expectative

Après une relative stagnation en 1975, due tout autant à la nécessité d'amortir les installations existantes qu'à la conjoncture économique, la progression du marché des ordinateurs reprend de façon mesurée. La domination des constructeurs américains, et surtout du principal d'entre eux, I.B.M., et de ses tristes suivants, Honeywell, Univac et Burroughs, demeure totale. Quatre ordinateurs sur cinq proviennent des États-Unis. Après l'accord franco-américain entre C.I.I. et Honeywell-Bull, seuls l'allemand Siemens, le britannique I.C.L. et le japonais Fujitsu peuvent désormais prétendre à une réelle audience internationale sans trop limiter leur production à quelques créneaux spécialisés.

Les façons d'acquiescer un ordinateur étant très variées, achat, location ou crédit-bail, suivant diverses formules, les seuls chiffres d'affaires réalisés par les différents constructeurs ne sont pas pleinement significatifs. On préfère évaluer le nombre d'ordinateurs installés à un moment donné, ou, mieux, leur valeur approximative équivalente à leur prix d'achat qu'ils soient ou non réellement achetés.

C'est ainsi que, selon l'étude annuelle d'Arthur D. Little *The World Computer Industry*, la valeur des matériels informatiques livrés à la clientèle aurait diminué de 22 % aux États-Unis, et de 19 % dans le reste du monde, si l'on compare l'année 1975 à l'année 1974. Cependant, le taux de retour des équipements en location, que le client envoie à son fournisseur pour acquiescer un ordinateur plus

moderne, a fortement diminué lui aussi. D'une année sur l'autre (voir tableau 1), la valeur du parc mondial d'ordinateurs installés s'est accrue d'environ 15 %, soit un peu moins de 10 milliards de dollars (en gros, 50 milliards de francs).

Cette prudence de la clientèle informatique, à la fois dans les nouvelles acquisitions et dans la prolongation de la durée de vie des matériels anciens, traduit tout d'abord la volonté de différer les investissements en raison de la crise économique. Mais l'absence de véritable nouveauté technique dans le domaine des ordinateurs n'encourage pas non plus une nouvelle flambée. À l'exception de quelques retouches, l'annonce tant attendue d'une nouvelle gamme I.B.M. semble bien, cette année encore, avoir fait long feu. Avec 88 % de la valeur des ordinateurs installés dans le monde

entier, I.B.M. continue à dominer le marché. Sans doute, cette proportion est-elle en légère diminution, et certaines estimations montrent que le géant mondial du fait du relatif vieillissement de sa gamme et des prix qu'il pratiquait, aurait perdu une part de son marché au détriment de Burroughs, Honeywell et Univac. Il n'en demeure pas moins qu'I.B.M. continue, très largement, à être la maison la plus rentable avec un bénéfice qui atteignait, en 1975 14 % de son chiffre d'affaires. Celui-ci, qui a dépassé 14 milliards de dollars, se répartit pour moitié entre les États-Unis et les autres pays, où une augmentation de 22 % a compensé une relative stagnation sur le sol natal. Le bénéfice réalisé par ses principaux concurrents lorsque ce bénéfice existe, dépasse rarement quelques pour cent.

Baisse de prix chez I.B.M.

Dans le courant de l'été 1976, I.B.M. a annoncé deux nouveaux modèles : les 370/138 et 370/148. Il ne s'agit pas d'une révolution, mais l'emploi d'une nouvelle technologie électronique, les transistors dits « à effet de champ », permet un abaissement des prix considérable, de l'ordre de deux fois. Dans le domaine des petits ordinateurs, I.B.M. avait présenté, au début de l'année, l'ordinateur portable « 5100 », et l'ordinateur de bureau I.B.M. 52 connaît, depuis un peu plus d'un an, un succès qui ne se dément pas.

Les trois autres grands constructeurs américains, Honeywell, Univac et Burroughs, représentent entre 5 et 7 % du marché mondial. Honeywell tend à accroître son influence avec le rachat du parc Xerox au début de l'année 76, et la concrétisation en France, au dernier mois de juillet, des accords entre Honeywell-Bull et C.I.I. La gamme d'ordinateurs d'Honeywell, pour être complète, souffre toujours de cette diversité d'origines et il faudra sans doute encore quelques années pour l'harmoniser.

Univac, qui a renouvelé l'an dernier la plupart de ses modèles, continue à bénéficier du succès de ses gros ordinateurs « 1110 ». Burroughs confirme ses progrès. Sa clientèle, stable et tradition-

ÉVOLUTION DU PARC D'ORDINATEURS EN FRANCE (en nombre)

Valeur	1 ^{er} janvier 1975			1 ^{er} janvier 1976		
	Ordinat. de bureau	Ordinat.	Total	Ordinat. de bureau	Ordinat.	Total
Moins de 25 000 F	14 633	3 524	18 157	16 571	6 070	22 641
De 25 à 250 000 F	17 785	9 128	26 913	20 997	9 834	30 831
Plus de 250 000 F	1 077	1 052	2 129	1 305	9 834	11 139
Total	33 495	13 652	47 147	38 873	15 738	54 611

(D'après l'enquête annuelle de la Commission du traitement de l'information de l'Informatique)

nelle, de banques et de compagnies d'assurances, a permis à la société de bien traverser la crise. Son chiffre d'affaires, de 1,7 milliard de dollars environ en 1975, est en progression de 11 % (6 % aux États-Unis, 25 % dans les autres pays). C'est une des entreprises informatiques les plus rentables après I.B.M.

Les autres constructeurs américains d'ordinateurs se sont spécialisés dans certains produits. Par exemple, Control Data dans les gros ordinateurs scientifiques, N.C.R. dans les terminaux de points de vente, Digital Equipment dans les mini-ordinateurs vendus à des intermédiaires qui les incorporent dans des systèmes plus complexes.

À l'extérieur des États-Unis, trois constructeurs seulement ont désormais des gammes à peu près complètes. Au Japon, Fujitsu s'est assuré la collaboration d'Amdahl Corporation. Amdahl est un ancien collaborateur d'I.B.M. à qui l'on attribue la paternité de la série « 360 », d'où est dérivée l'actuelle série « 370 ». Il s'est détaché d'I.B.M. il y a quelques années, pour en créer une autre, un ordinateur « meilleur et moins cher », présenté à la fin de 1975 sous le nom suggestif de « 470 ». Le « 470 » constituera le plus gros modèle de la gamme japonaise. En Europe, Siemens, après la dénonciation des accords Unidata, a poursuivi seul le développement de la gamme « 7000 », dont les tout nouveaux « 7138 » et « 7168 », cette ressemblance phonique avec les derniers-nés d'I.B.M. n'est sans doute pas le

fruit du hasard. I.C.L., enfin, poursuit outre-Manche la création d'une série complète.

50 000 machines

en France

Comment, en France, se développe l'informatique ? En dehors de l'aspect industriel, rappelé par ailleurs dans ces colonnes, l'enquête annuelle de la C.I.I. (Commission du traitement de l'information de l'Informatique) donne quelques éléments. Cette enquête distingue les ordinateurs par leur « valeur » équivalente à l'achat (même s'ils sont

loués), par leur « catégorie », ordinateur tout court ou fonctionnellement automatique, ou ordinateur de bureau nécessitant la conduite quasi permanente d'un opérateur à partir d'un clavier, et par leur « domaine d'application » (scientifique, industriel, gestion, etc.).

Le tableau 2 ci-joint résume, en regroupant ces diverses variantes, l'évolution du parc du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} janvier 1976. Globalement, en nombre de machines, l'augmentation du parc qui dépasse les cinquante mille unités, a été de 15 % environ, contre 18 % l'année précédente. Par catégorie, on trouve 18,5 % pour les ordinateurs de bureau et 20 % pour les autres ordinateurs. Ce résultat un peu surprenant tient sans doute au fait que l'évolution technique des « ordinateurs de bureau » les pousse précisément à être maintenus de véritables ordinateurs. Si l'on cumule les deux catégories dans la tranche de prix de 50 000 à 250 000 francs, on trouve une progression de 20,5 %, contre 7 % pour la tranche supérieure, ce qui est plus conforme à la logique. Les ordinateurs de bureau d'une valeur inférieure à 50 000 francs sont, pour leur part, plus proches des machines comptables et facturiers automatisés que de véritables ordinateurs.

VALEUR DES PARCS D'ORDINATEURS INSTALLÉS (en milliards de dollars)

	1 ^{er} janvier 1975			1 ^{er} janvier 1976		
	États-Unis	Hors États-Unis	Total	États-Unis	Hors États-Unis	Total
I.B.M.	25,2	14,5	39,7	28	16,8	44,8
Honeywell	2,7	2,6	5,3	3	3	6
Univac	2,6	2,3	4,9	3	2,6	5,6
Burroughs	2,1	1,2	3,3	2,7	1,5	4,2
Autres américains	3,6	1,4	5	4,1	1,7	5,8
Autres constructeurs	—	5,6	5,6	—	10	10
Total	36,2	38,6	74,8	40,8	35,4	76,2

(D'après Arthur D. Little — *The World Computer Industry*.)

C.I.I.-H.B. un an après

(Suite de la page 31.)

La note supplémentaire à verser par les pouvoirs publics tournerait donc en 1976, selon certains, autour d'une centaine de millions de francs. Ils s'ajouteraient aux 500 millions de francs de subventions normalement prévus pour le premier exercice.

Ce complément devrait être logiquement inscrit dans le collectif budgétaire qui sera discuté à l'Assemblée nationale à l'automne. Toutefois, au ministère de l'économie et des finances, on manifeste de sérieuses réticences. On trouve qu'en période d'austérité et de rigueur budgétaire le coût de l'opération informatique est bien lourd.

« Erreur de programmation », dira-t-on, qui sont à mettre sur le compte des incertitudes qui ont plané sur la politique des produits de la nouvelle société.

Depuis des mois, M. Brulé se refuse à donner quelques informations sur la stratégie de la société qu'il dirige. Une prudence justifiée par la nécessité « d'attendre » à l'opération décisive qui pourrait être un certain embarras. L'intégration des équipes de la C.I.I. à la découverte du potentiel technologique et des produits de la compagnie par les équipes dirigeantes d'Honeywell-Bull, la « bouderie » de la clientèle C.I.I. (notamment des détenteurs d'I.B.M. inquiets sur leurs possibilités d'obtenir un matériel plus puissant et compatible) ont entraîné un examen de l'ensemble de la politique de développement de la nouvelle entreprise. Avenue Gambetta, au siège de C.I.I.-H.B., on souhaite maintenant préserver l'acquis technologique de la C.I.I., notamment en matière de périphériques et de grands systèmes. Bref, il s'agit de conserver le maximum de « fers au feu » et d'être présents sur l'ensemble de la gamme.

Une telle volonté, si elle se vérifie, va se heurter à de nombreux obstacles qui tiennent à la nature même de l'opération décidée par le ministère de l'Industrie et de la recherche et au contenu des accords signés avec Honeywell. La séparation des activités mini-informatiques de l'ex-C.I.I. leur intégration dans une société indépendante de C.I.I.-H.B. est, sur le plan industriel, une aberration. La conception de l'évolution des mini-ordinateurs « Mitra 15 » de la C.I.I. se fera en dehors de C.I.I.-H.B. On peut se demander si, à terme, cette dernière ne sera pas contrainte de se lancer sur ce marché et de fabriquer ses propres matériels. À moins qu'elle ne se rabatte progressivement sur la nouvelle gamme des mini-ordinateurs d'Honeywell. Pour le moment, aucune décision n'a encore été prise », a précisé M. Brulé.

La suite de la série X

Second problème : les grands ordinateurs. Pour rassurer et « débloquer » la clientèle, en particulier dans les administrations, M. Brulé a levé un coin du voile sur la politique produite de la nouvelle société. À l'occasion du SICOB, il a annoncé, le 16 septembre, la mise au point défi-

nitive de grands ordinateurs « dérivés » des X 4, X 6 (les deux machines que la C.I.I. devait construire dans le cadre des accords Unidata). Baptisés X 4, X 5, ils seront fabriqués à l'usine d'Angers et certains sous-ensembles pourront être produits dans l'usine de Toulouse de l'ex-C.I.I. Parallèlement, l'évolution de la série 80 d'Honeywell (en particulier la suite des « 84 » et « 88 »), sera poursuivie. « À terme », a-t-il précisé M. Brulé, d'abandonner l'horizon 1982-1985 à une ligne unifiée d'ordinateurs « dérivés » de la convergence des gammes C.I.I., Unidata et Honeywell-Bull. Ce projet porte un nom : Unigys. Il va nécessiter l'utilisation de tous les moyens en hommes et en argent, de la nouvelle compagnie. La charge sera lourde car les X 4, X 5, seront, qu'on le veuille ou non, concurrents du « 88 » d'Honeywell. Une machine dont C.I.I.-H.B. doit importer, aux termes des accords, deux cent seize exemplaires en quatre ans !

Confronté à une baisse de ses ventes et de ses profits, inquiet de l'offensive d'I.B.M., préoccupé du retard pris par sa future gamme qui doit succéder au « 86 » (la 6 XXX), le groupe américain « dans l'immédiat », a donné un « avis positif » au lancement des X 4, X 5. Mais le terme ? « Tous les développements prévus dans Unigys seront réalisés en association avec Honeywell », affirme M. Brulé. Il reste qu'on peut s'interroger sur les intentions futures du partenaire américain. Ne risque-t-on pas d'assister par la suite à de sévères affrontements au sein du comité technique chargé de coordonner les stratégies entre C.I.I.-H.B. et Honeywell et où le groupe américain est majoritaire ?

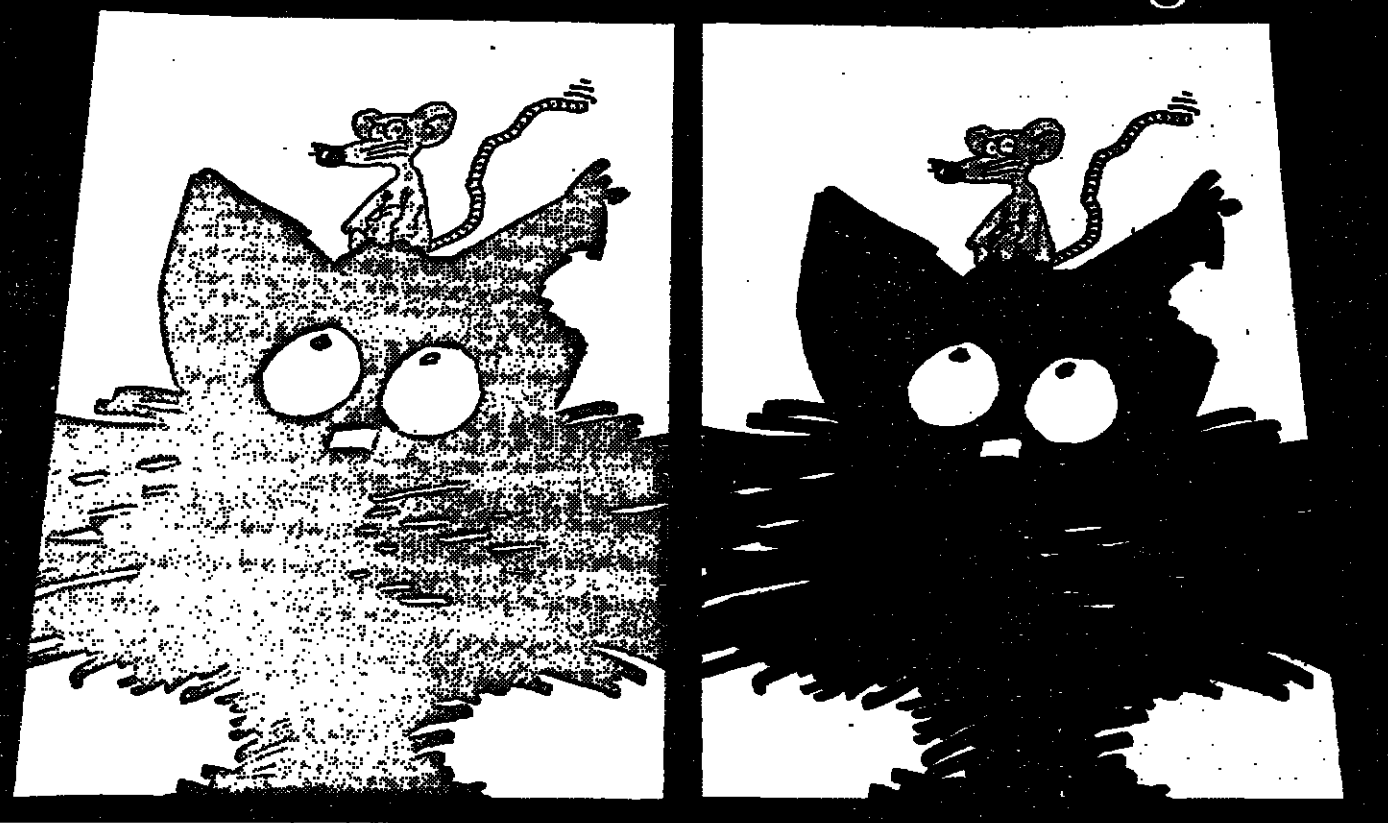
Comment répartir les tâches

Dans un mois, dans un an, la firme de Minneapolis peut faire pression sur C.I.I.-H.B. pour l'obliger à accepter une autre répartition des tâches impliquant l'abandon par la société française de certains créneaux technologiques. Si les dirigeants de C.I.I.-H.B. refusent de céder, Honeywell garde les mains libres. Le groupe américain peut décider, par exemple, de ne plus suivre les augmentations de capital d'une société qui développerait des produits concurrents aux siens. Elle peut même estimer qu'il y a là un « dissension fondamentale » impliquant une rupture des accords.

Il ne resterait plus alors qu'à acheter les 47 % détenus par le groupe américain dans C.I.I.-Honeywell Bull. Pour la bagatelle de quelque 700 millions de francs. Il faudrait une nouvelle fois reprendre l'ensemble du dossier. Seuls, car les perspectives d'alliance européenne paraissent aujourd'hui définitivement compromises. Le gouvernement français, quel qu'il soit, aura-t-il alors le courage de maintenir et d'amplifier son effort financier pour conserver une présence française sur l'ensemble des créneaux de l'informatique ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Avec le copieur 291 3M, les chats restent noirs et les souris grises.



Procédé ordinaire.

Procédé 3M "Cool-Fax".

Chez 3M, les reproductions fantômes et les pâles imitations font déjà partie du passé.

Le copieur 291 "Cool-Fax" permet d'obtenir, à sec, et sans pré-chauffage, des copies denses et étonnamment contrastées, identiques à l'original. Avec des noirs dignes de ce nom et des nuances qui restent nuancées.

Par sa taille et par son prix, le 291 3M sait aussi se faire tout petit.

Pour une capacité de plus de 3000 copies/mois, 3M a conçu les copieurs 207 et 391, également équipés avec le procédé "Cool-Fax".

Les photocopies contrastées, maintenant ça existe.



DIVISION
INFORMATION
ET COMMUNICATIONS
GRAPHIQUES

Stand SICOB 5304-5305 - niveau 5 zone C

Je désire recevoir de plus amples renseignements sur le photocopieur 291 3M "Cool-Fax".

Nom _____

Adresse _____

Société _____

M 3M FRANCE - 3 RUE DES CHÊNES POURPRES - 95001 CERGY - TEL (1) 030.51.55

ELEMENTS par Ch. Corge
D'INFORMATIQUE
informatique et démarche de l'esprit
LAROUSSE SÉRIE INFORMATIQUE
chez tous les libraires collection "Sciences
humaines et sociales"

JAN 1977

150

JCOB

... LE MONDE — 18 septembre 1976 — Page 33

INFORMATIQUE ET CIVILISATION

(Suite de la page 31.)

Parmi les exemples apparemment les plus anodins, figurent les petits calculateurs dits « de poche » qui offrent à chaque individu la possibilité de calculer vite et juste. Réduits à la dimension d'un paquet de cigarettes, vantés par une publicité qui a déjà gagné la grande presse, vendus dans les grands magasins, leur diffusion progressive auprès des enfants offrira de telles facilités que ceux-ci ne pratiqueront plus le calcul numérique.

Dès que l'usage des calculateurs portables ne sera plus interdit aux examens, il est à prévoir que l'enseignement du calcul numérique disparaîtra et ne figurera dans les programmes scolaires qu'au titre de curiosité intellectuelle, s'il ne disparaît pas totalement, comme ce fut le cas du calcul mental. En même temps disparaîtra la gymnastique intellectuelle qui y est attachée et cultive la mémoire, la concentration et le souci d'exactitude.

Il s'ensuit que l'individu se mettra progressivement en état de dépendance par rapport à l'outil dont il saura d'autant moins se passer que ses facultés d'y suppléer n'auront été ni cultivées ni entretenues. De plus, il est évident que les enfants dont la condition modeste ne permet pas l'acquisition de cet outil se trouveront en situation d'infériorité où, une accentuation des inégalités sociales.

Moins immédiate est l'introduction en très grand nombre des terminaux qui, jusque dans les foyers, offriront toute une panoplie de services, l'accès à des renseignements, l'enseignement à domicile, les achats à distance... Certaines catégories de la population, notamment les malades,

les handicapés, les personnes isolées géographiquement, y trouveront une amélioration notable de leurs rapports avec la société, et les inégalités dont souffrent ces catégories pourraient se trouver atténuées dans la mesure où les services dont elles disposeraient rompraient partiellement leur isolement. Par contre, pour la plus grande partie de la population, la facilité d'emploi de ces terminaux pourrait conduire à diminuer progressivement les contacts humains au profit de jeux solitaires avec un écran. Il s'ensuivrait sans doute une accentuation de la solitude, une dépersonnalisation des informations obtenues, et il est même permis de supposer que de nouvelles formes de contacts humains tendraient à se créer ou se développer afin de compenser celles qui seraient ainsi tendues à disparaître.

Les exemples précédents concernent essentiellement les individus et leurs rapports avec la société. Mais d'autres applications de l'informatique peuvent influer sur la spécificité même des civilisations. En effet, l'originalité des civilisations latine, germanique, anglo-saxonne ou slave... se révèle non seulement par les traditions et les comportements individuels mais aussi par l'organisation de leurs sociétés, par des nuances plus ou moins prononcées de leurs législations, des traditions et pratiques administratives, et même des structures industrielles. L'introduction de l'informatique dans les divers domaines d'activité est susceptible d'entraîner des modifications qui, indirectement, transformeront les civilisations elles-mêmes.

Deux exemples tenteront d'illustrer ces transformations et les précautions qui devraient être prises.

Le rôle-clé des logiciels

Le rapport de la Commission Informatique et Libertés a fait une place importante à l'exercice du droit d'accès aux informations. Il a proposé notamment que les personnes morales ou physiques sur lesquelles sont enregistrées des informations fassent ou non l'objet de traitement en soient informées et aient le droit de connaître et de contester (quelquefois indirectement, comme dans le cas des informations de caractère médical) non seulement les informa-

tions elles-mêmes, mais aussi les décisions prises à l'égard des personnes à la suite de traitements effectués sur lesdites informations. La mise en pratique du droit d'accès qui pourrait donc être reconnu en France, supposera qu'existent des programmes informatiques appropriés permettant l'exercice de ce droit d'accès. Or il est bien connu que la réalisation de la plupart des programmes informatiques fait appel à

un ensemble d'outils logiciels fournis par le constructeur du système informatique ou par des sociétés de service. Mais la conception de ces outils logiciels est fortement marquée par la personnalité de leurs auteurs : ils définissent et réalisent les modules et les fonctions susceptibles de répondre aux besoins qu'eux-mêmes ressentent, qui s'expriment dans les environnements qu'ils connaissent ou qui leur sont imposés, par exemple en fonction d'objectifs commerciaux.

Les outils réalisés seront ainsi le reflet de la conception des besoins, de sorte que des utilisateurs d'informatique dont la conception est différente peuvent ne pas trouver certains des outils logiciels qu'exigerait une mise en œuvre bien adaptée à leurs besoins. On peut ainsi imaginer que le droit d'accès ne soit pas reconnu dans certains pays et que les logiciels qui y seraient conçus ne le prévoient pas. Les utilisateurs qui mettraient en œuvre

ces logiciels ne seraient donc pas en mesure d'organiser aisément le type de droit d'accès qu'ils avaient choisi. Ils seraient ou bien contraints d'y renoncer, ou bien tenus de développer eux-mêmes les outils nécessaires, au prix d'efforts coûteux qui, en outre, entraîneraient un retard dans la mise en pratique du droit d'accès. Mais le risque le plus grand est que le mode de pensée du concepteur puisse influencer de façon progressive l'utilisateur concerné jusqu'à lui faire insensiblement épouser sa propre conception des relations entre le détenteur de l'information et les citoyens, et indirectement la faire imposer aussi aux citoyens eux-mêmes, si ébranlé ainsi la législation dont ils avaient décidé de se doter. Un tel danger existe et peut se révéler progressivement important, en raison du grand nombre d'entités ou d'organismes concernés dans la mise en œuvre d'une législation aux implications techniques nombreuses et difficiles.

Modèles et sondages

Dans un domaine différent, on connaît les prodigieuses possibilités de calcul des ordinateurs permettant de réaliser des modèles mathématiques simulant l'évolution de phénomènes physiques, industriels, économiques et sociaux en fonction de conditions très variées d'environnement. L'application du modèle à un nombre considérable de conditions extérieures, avec la possibilité de faire varier ces conditions, peut aboutir à la sélection d'un ensemble de données et de résultats qui pourront servir à prendre des décisions. Il est bien connu que de telles méthodes ont été utilisées pour simuler les phénomènes de croissance économique et démographique.

Des conclusions peuvent en être tirées pour se projeter dans le futur à partir de données de base ou pour choisir les paramètres permettant d'atteindre certains objectifs, par exemple en matière de croissance. De telles conclusions ont récemment montré l'importance de ces outils et leur difficulté d'emploi. Lorsque le propos reçoit une large diffusion et se situe à un niveau de prospective générale, comme ce fut le cas des rapports du Club de Rome, le débat peut se révéler d'une extrême utilité pour la conduite du futur.

CLAIRE GAUDERNAU.

S. VALENSI LEXIQUE USUEL D'INFORMATIQUE

L'informatique : une méthode scientifique, une technique industrielle, un outil de gestion. Utilisateurs, techniciens, étudiants, ont trop souvent de ce vaste domaine une vue déformée parce que incomplète. La clarté des définitions de S. Valensi permettra à chacun d'affermir ses propres connaissances et de saisir les principes des disciplines multiples constituant l'informatique. Un accès à la fois simple et complet à un nouveau langage jussement mystérieux.

64 pages - 27,50 F T.T.C.

En librairie ou chez l'éditeur : S.E.M. Publications, 93, avenue du Roule, 92200 NEUILLY - Tél. : 747-28-80.

sur les terminaux de visualisation, l'ouvrage essentiel vient de paraître :

IMAGES ET ORDINATEUR

introduction à l'infographie interactive

par Pierre Morvan et Michel Lucas

SÉRIE INFORMATIQUE

LAROUSSE
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

collection
"Sciences humaines
et sociales"



ORGANISE LES

20-21-22 OCTOBRE 1976

Un Séminaire

SUR

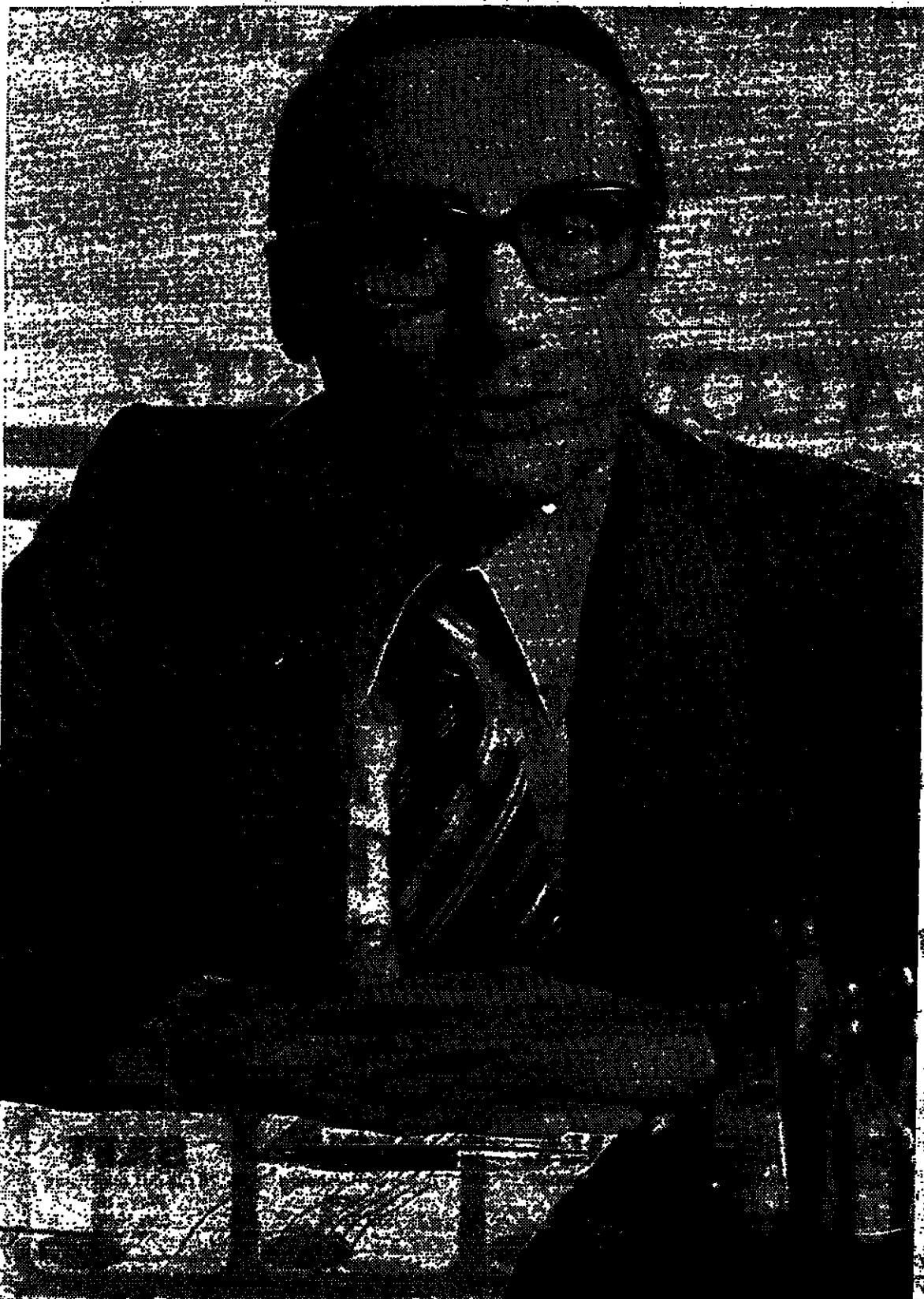
L'INFORMATIQUE COMMUNALE

A l'intention des Elus, des Secrétaires Généraux et des Cadres Administratifs des Mairies.

Ce séminaire est conçu avec la participation des responsables informatiques des collectivités locales et celles de plusieurs constructeurs français qui équiperont plus de 2000 communes au cours des prochaines années.

Pour tous renseignements s'adresser au

CENTI - 128, rue de Rennes 75006 PARIS
Téléphone : 222.25.31



"Pour la gestion informatique de mon entreprise, quoi de plus efficace que la collaboration de ma banque?"

Chaque jour la lutte est plus serrée et vous ressentez la nécessité d'alléger, tout en les maîtrisant mieux, les tâches de gestion administrative, afin de vous consacrer tout entier à votre compétence.

Pour vous aider à faire face aux multiples questions qui se posent à vous, sans jamais intervenir dans la gestion de votre entreprise, la Société Générale met à votre disposition des filiales spécialisées et des conseillers en informatique.

En fonction des problèmes spécifiques de votre entreprise, des solutions vous convenant vous seront proposées :

Devez-vous vous équiper ou non en ordinateurs, devez-vous adapter votre équipement informatique?

Si votre entreprise n'est pas équipée, notre filiale SGZ, Société Générale de Service et de Gestion, vous conseillera objectivement dans le choix du système opérationnel le mieux adapté à vos besoins et à vos perspectives (location, achat, traitement à façon). Ce système peut même vous être livré "clés en main".

Si votre entreprise est déjà équipée en ordinateurs, SGZ vous aidera à adapter votre équipement, voire

à l'alléger, et, éventuellement, à redéfinir ou optimiser vos programmes.

Dans tous les cas, la SGZ pourra vous aider à améliorer l'organisation de votre entreprise.

S'agit-il d'établir la paie de votre personnel, d'assurer la gestion de vos stocks ou la tenue de votre comptabilité?

CCMC vous offre de traiter à façon, quelle que soit la taille de votre entreprise, tous vos travaux administratifs et comptables, paie, facturation, gestion de stocks, comptabilité analytique, contrôle budgétaire, gestion des comptes clients, etc. CCMC qui gère la comptabilité de plus de 35.000 entreprises en France, est une société affiliée à la Société Générale.

Enfin vous pouvez bénéficier des services de SAFIG Informatique, société spécialisée dans la saisie des données.

La Société Générale met ainsi l'informatique au service des entreprises, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites.

Informatique Entreprise.
Un Service de la Société Générale.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour la Société Générale, votre intérêt est capital.

bélier 2000

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Comment parler aux pirates ?

En cas de détournement d'avion, le commandant de bord doit-il rester maître de son appareil ? Les autorités françaises, lors de la récente affaire du Boeing 727 de la compagnie I.W.A. détourné sur l'aéroport Charles-de-Gaulle, ont répondu par la négative à cette question. Le Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) a vivement réagi à l'emploi de la manière forte. A son avis, l'équipage d'un avion est mieux placé que quiconque pour apprécier l'attitude des pirates de l'air et la crédibilité de leurs exigences.

Cette controverse ne date pas d'hier. Lorsqu'au mois de novembre 1972 le F.B.I. avait tiré dans les pneus d'un DC-8 de la compagnie Southern Airways détourné sur Orlando, en Floride, l'Association des pilotes de ligne américains (ALPA) avait protesté contre cette manière d'agir. Elle avait alors fait valoir que le commandant de bord était sur le point de convaincre les pirates de relâcher les passagers.

Devant la recrudescence des actes de piraterie, le gouvernement américain invite les autorités aéroportuaires, au mois de février 1973, à engager des gardes armés destinés à intervenir en cas d'incident. Cette mesure fut mal accueillie par les compagnies aériennes et les pilotes de ligne qui la jugèrent inapte à décourager d'éventuels terroristes. Il est de fait, cependant, que la fermeté des responsables américains a été payante puisque aucun détournement n'a eu lieu aux Etats-Unis depuis dix-sept mois.

A l'expérience, la preuve fut notamment apportée, outre-Atlantique, que l'intervention de tireurs d'élite ne s'est soldée par aucun dommage majeur sur les personnes, compte tenu du risque en jeu. Les compagnies américaines et leur personnel navigant ont-elles maintenant mesuré les vertus de la fermeté ? Le silence de l'ALPA sur le comportement des autorités françaises dans le récent détournement du Boeing 727 de T.W.A. est très significatif : les pilotes ont compris, note un observateur Le S.N.P.L., a réagi trop brutalement. Il est vrai que c'est la première fois que se dénoue un acte de piraterie sur un aéroport français.

Pour les représentants de certaines compagnies américaines, toute démission, dans des affaires de ce genre, est coupable. Si, à court terme, elle peut être payante, à long terme, elle se révèle désastreuse. « Les transporteurs ont aujourd'hui à assumer un nouveau risque — qui n'est plus celui de la sécurité des vols comme au temps des pionniers, mais celui auquel les exposent les pirates de l'air », disent-ils. Certaines compagnies, notamment européennes, prônent, en revanche, la politique du moindre risque : « Il faut mettre tou-

tes les chances de son côté pour qu'il y ait le moins de casse possible », affirment-elles. Les responsables de la compagnie allemande Lufthansa, dont deux appareils ont été détournés ces dernières années, estiment préférable de céder à la menace. « Nous pouvons avoir affaire à des kamikaze ; il faut donc prendre au sérieux les pirates de l'air. L'objectif d'une compagnie est de sauver, quel qu'il en coûte, la vie de ses passagers et de ses employés. »

Cette controverse serait inutile si une parade existait. Mais, pour utiles qu'ils soient, les moyens de dissuasion s'avèrent souvent inefficaces. Certains ont suggéré d'installer, à l'intérieur de chaque appareil, un système de télévision en circuit fermé, de verrouiller la porte entre le poste de pilotage et la cabine des passagers, voire d'armer l'équipage. Mais les navigateurs sont hostiles à des mesures qui risqueraient de transformer leur avion en saloon.

Dès le mois de septembre 1970, aux Etats-Unis, des policiers — les sky-marshalls — ont maintenu l'ordre en vol. De leur côté, plusieurs compagnies dont Pan Am ont enseigné à leur personnel navigant le crash program pour les mettre en état de riposter aux pirates de l'air. Ces mesures de précaution sont restées lettre morte. Les commandants de bord appliquent en vol un code tenu secret pour avertir le « sol ». Mais, en tout état de cause, pour de simples raisons de sécurité, la consigne est d'obéir aux pirates de l'air. D'où les contradictions qui peuvent naître lorsque les autorités politiques d'un Etat, confrontées à un détournement d'avion, donnent la priorité à la défense d'intérêts supérieurs.

Toutes ces questions seront évoquées le 21 septembre à Washington par le ministre israélien des transports, M. Gad Yassoubi, à qui on prête l'intention de présenter devant l'International Aviation Club un plan pour la création d'une organisation de « paix dans l'aviation ». Connu pour sa position irréductible envers le terrorisme international — principalement dans les airs, le ministre israélien proposera de passer, sur le plan international, de la défensive à l'offensive.

JACQUES DE BARRIN.

QUALITÉ DE LA VIE

LE DANGER DES DÉFOLIANTS

Tous les produits chimiques vont être contrôlés avant d'être mis sur le marché

Un projet de loi sur le contrôle des produits chimiques, prenant en compte leurs effets sur l'homme et l'environnement, sera prochainement soumis au Parlement, a annoncé jeudi 16 septembre, M. Vincent Auzanier, ministre de la qualité de la vie (Le Monde du 17 septembre). Ce texte sera le bienvenu au moment où plusieurs accidents, et surtout celui de Seveso, en Italie, créent une inquiétude grandissante de la population.

Des réglementations particulières existent déjà (par exemple la loi sur les pesticides de 1968) mais elles visent surtout à protéger directement la santé humaine, au moment de l'utilisation des produits, et ne concernent pas les effets éventuels sur l'environnement, au moment de la fabrication ou de la destruction des produits. L'objectif est d'imposer aux fabricants et aux importateurs un contrôle des substances nouvelles qui entrent dans la fabrication des engrais, des produits de beauté ou d'entretien, etc., avant leur mise sur le marché. Au lieu de tenter de contrôler toutes les préparations, on ne s'intéresserait qu'aux substances de base, soit plusieurs centaines par an. Les producteurs devraient en somme fournir une sorte d'étude d'impact : par exemple, effets de la diffusion dans l'atmosphère pour les gaz, ou concentration dans la chaîne alimentaire pour les additifs alimentaires. Un dispositif assez simple serait mis au point car les méthodes d'évaluation varient beaucoup.

L'administration aurait, en outre, pour les produits déjà utilisés, un pouvoir d'« évocation » quand ils paraissent douteux ou suspects. C'est elle qui fixerait le classement des produits et des normes d'utilisation.

Une réglementation d'ensemble comparable à celle-ci est déjà appliquée au Japon et au Canada. Elle est à l'étude aux Etats-Unis. La Commission européenne prépare de son côté des directives dans ce sens.

Après le décès d'une habitante de Bèze (Nièvre), atteinte de leucémie depuis dix ans, certains ont dit que cette femme de soixante-deux ans avait été tuée par la dioxine contenue dans un produit défoliant épandu, par erreur, dans son jardin un an auparavant. Le ministre de la Santé a ouvert une enquête (Le Monde du 17 septembre).

Dès maintenant, le ministère de l'Agriculture annonce la « suspension provisoire » de l'utilisation du défoliant 2-4-5-T, couramment utilisé en agriculture, « bien qu'aucune constatation sérieuse ne permette de douter de son innocuité ». Une nouvelle série d'études sera entreprise avant toute nouvelle autorisation de l'emploi du 2-4-5-T, indique le ministère.

L'herbicide 2-4-5-T est constitué de trichlorophénoles qui est par lui-même un produit peu dangereux. Mais au cours de sa fabrication, il se forme, à haute température, une impureté, la tétrachlorodibenzo-p-dioxine, plus communément appelée dioxine. Si le trichlorophénoles lui-même n'est pas dangereux, la dioxine en revanche est extrêmement

toxique et peut causer notamment des malformations génétiques. C'est la dioxine qui est en cause à Seveso et qui a obligé à prendre des mesures très sévères.

La norme maximale de dioxine admise dans le trichlorophénoles est de 0,1 partie par million, ce qui permet jusqu'à présent d'autoriser l'utilisation du 2-4-5-T en agriculture, malgré les effets excessifs de certains épandages par avion sur les plantations voisines (par exemple en Camargue où volaient le riz et la vigne).

D'autre part, l'Office national de la chasse (O.N.C.) publie une plaquette intitulée Produits chimiques en agriculture, destinée à informer les agriculteurs sur les dangers que représentent les traitements agricoles pour le gibier. L'épandage de fongicides et insecticides sur les cultures s'est considérablement accru dans les années 70 et certains produits présentent un danger réel pour le faune sauvage et l'équilibre naturel.

Ce document conclut par une récapitulation des produits à éviter et indique les produits de remplacement quand ils existent : le 2-4-5-T n'est pas mentionné. La plaquette rappelle en outre que le gibier joue le rôle d'indicateur de risques pour l'homme et lui permet de les éviter.

(1) 85 bis, avenue de Wagram, 75017 Paris.

LE SOL DE LA FOIRE BOUGEAIT...

(De notre correspondant.)

Nancy. — La foire-exposition de Nancy a été construite sur un terrain mouvant. Peu après son inauguration en juin 1964 par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, on s'aperçut que le sol qui supportait les cinq bâtiments bougeait. Des experts furent désignés et une première action en justice engagée contre l'entreprise maître d'œuvre. On lui reprochait quelques « anomalies ». Il y a quelques années, le tribunal de commerce de Nancy reconnaissait la responsabilité de l'entreprise qui se voyait contrainte de remédier aux désordres.

Elle fit appel, et récemment, la cour d'appel de Nancy, après de nouvelles expertises, rendit son arrêt en partageant les responsabilités entre la foire-exposition et le constructeur et ses architectes.

Faits et projets

Aménagement du territoire

M. D'ORNANO : les grands ensembles portuaires ne sont pas condamnés

M. Michel D'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a, le mercredi 15 septembre, à Marseille, rappelé l'importance économique nationale et régionale des zones industrielles et portuaires. Devant l'assemblée générale du comité de coordination des ports de la Méditerranée nord-occidentale, il a répondu aux critiques souvent formulées contre les grands ensembles portuaires : « Aux risques de surcapacités ou de surinvestissement, l'évolution actuelle apporte deux réponses rassurantes : la reprise dans le secteur sidérurgique est forte, la demande mondiale s'accroît, les technologies dont nous disposons paraissent parfaitement adaptées à une production concurrentielle et à leur exportation. Il n'est de même de la production pétrochimique. »

M. ESSIG : inégalité régionale — inégalité sociale.

Présentant la nouvelle revue A — Aménagement rural, M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, a expliqué, jeudi 16 septembre, les orientations de la DATAR pour les prochains mois. « Le temps des grandes opérations n'est pas terminé, qu'il s'agisse des programmes autoroutiers de l'ouest de la zone industrielle et portuaire de la Basse-Loire ou de la liaison Rhin-Rhône. Mais ces opérations doivent être complétées par des actions plus fines d'aménagement local. »

Selon M. Essig, ces actions de détail auront le double avantage de permettre une meilleure utilisation des espaces existants et de répondre aux souhaits des Français soucieux de la qualité de la vie.

M. Essig a conclu : « Les inégalités régionales sont une des formes de l'inégalité sociale contre laquelle il faut lutter. Nous ferons en sorte que les rigueurs imposées par la conjoncture ne soient pas supportées par les régions défavorisées. »

Transports

M. PIERRE TERRIN, PROCHAIN PRÉSIDENT DU FORT DE MARSEILLE ? M. Pierre Terrin, président du port autonome de Marseille depuis février 1974, va quitter ses fonctions, probablement avant la fin de ce mois. Parmi ses possibles successeurs le nom de M. Pierre Terrin, président de la Société provençale des ateliers Terrin (réparation navale), est celui qui est le plus souvent avancé. — (Corresp.)

Circulation

LA VITESSE COUTE DE PLUS EN PLUS CHER

Le Comité de la sécurité routière donne les chiffres suivants concernant les accidents de la circulation durant les sept premiers mois de 1976 par rapport à la même période de 1975. On constate une augmentation de 1 455 accidents (+ 10 %), 441 tués (+ 8 %) et 2 222 blessés (+ 10 %). Pendant ce même semestre, la consommation de carburant auto s'est accrue de 6,4 % et celle de gasoil de 6,2 % par rapport à 1975.

La circulation ayant repris sa progression, la sécurité routière constate que le nombre de tués croît actuellement à un rythme parallèle à celui-ci. Elle précise que, pour l'essentiel, l'augmentation du nombre des tués concerne des automobilistes qui ont de plus en plus tendance à ne pas respecter la limitation de vitesse.

[La nécessité d'épargner les vies humaines devrait conduire à renforcer le contrôle des dépassements de la vitesse autorisée, qui deviennent de plus en plus fréquents. On vient de constater une nouvelle fois. Mais les dépassements de vitesse provoquent aussi une surconsommation de carburant, à laquelle les automobilistes — le prix de l'essence va augmenter — et les pouvoirs publics — le déficit pétrolier ne cesse de croître — devraient être de plus en plus sensibles. Tout milité donc en faveur d'une sévérité accrue sur les routes.]

UN « PROGRAMME PRÉCIS » POUR LE PÉAGE URBAIN

Le dossier du péage urbain continue de préoccuper tout particulièrement M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement. Favorable au financement des autoroutes par les usagers, M. Fourcade élabore « un programme précis et une doctrine claire » en la matière.

Dans ce but, il a reçu, le 16 septembre, le bureau du conseil régional d'Ile-de-France. M. Michel Giraud, président de cette assemblée, lui a fait part de la motion qui sera discutée, le 21 septembre, par le conseil régional : le principe du péage urbain n'est pas à écarter, mais sa mise en place sur les autoroutes A 4 et A 15 pénaliserait des populations déjà défavorisées. La commission des finances et celle des transports du conseil régional étudieront les possibilités de trouver d'autres sources de financement.

D'autre part, le ministre de l'équipement a donné audience à une délégation du conseil général du Val-d'Oise venue lui exprimer son hostilité à l'installation de postes de péage sur la future autoroute A 15 (Paris-Cergy-Pontoise).

LA CONCURRENTE!

FORD FIESTA 5 CV.

17900 F*

dés en main.

Traction avant.

3,56 mètres.

5,6 litres aux 100 km.

Toute la robustesse et la sécurité de Ford dans une petite voiture.

■ GARANTIE 1 AN KILOMÈTRE ILLIMITÉ.
■ Ceintures à enrouleurs ■ Double circuit de freinage ■ Disque à l'avant ■ Embrayage et freins auto-ajustables ■ Entretien tous les 10.000 km ■ Hayon arrière ■ Banquette rabattable.

*Prix au 9-9-76. **5,6 litres aux 100 km à 90 km/h vitesse stabilisée, 8,2 litres à 120 km/h vitesse stabilisée, 7,9 litres en ville - Normes UTAC

Légendaire robustesse et sécurité.



LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS SERONT HEUREUX DE VOUS PRÉSENTER LA NOUVELLE FORD FIESTA

ETS. BUFFARD
110/112 bd de l'Hôpital
PARIS 13
707.79.15

LA CHAPELLE
20 bd de la Chapelle
PARIS 18
206.19.40

ROCHEBRUNE
58/60 av. Parmentier
PARIS 11
805.29.02

R.V.A.
89 bd Raspail
PARIS 16
222.73.80

SADVA
19 rue de Presbourg
PARIS 16
553.32.00

SAFI
76 rue de Longchamp
PARIS 16
553.18.40

Je m'abonne à 1.520

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AVANT LA PRÉSENTATION DU PLAN BARRE

M. Papon : c'est à l'État d'édicter les contraintes nationales à la politique contractuelle

« Malheureusement, en France, on consomme plus qu'on ne produit », déclare M. Maurice Papon, rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, dans une interview accordée à la Croix. M. Papon ne pense pourtant pas qu'il faille réduire la consommation.

« Nos résultats du commerce extérieur sont en effet médiocres, en partie à cause de l'inflation, mais surtout parce qu'en raison de la dépréciation monétaire nous importons beaucoup plus cher. La consommation est, à l'heure actuelle, à la base du bon fonctionnement de notre économie. Il ne faut donc pas la réduire. Ce qui faut réajuster, c'est le couple prix-revenu, de manière que les uns n'augmentent pas du double, sinon d'un bon tiers, en plus que les autres. »

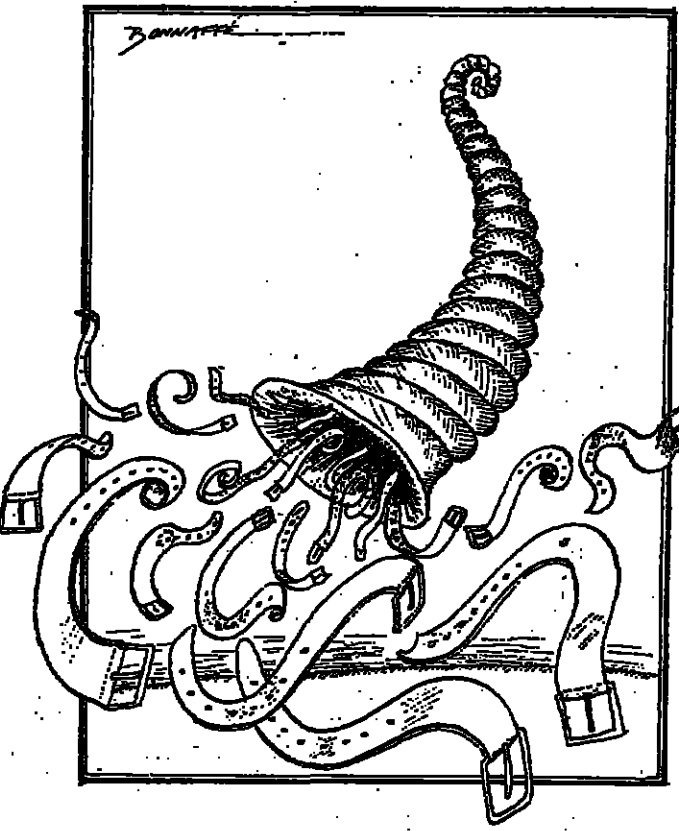
« On devrait procéder en deux étapes : d'abord stopper la progression du couple prix-revenu, ensuite voir comment réajuster la valeur relative de l'un par rapport à l'autre. »

« Je ne crois pas au consensus, ajoute M. Papon, dans un pays où existe la lutte des classes, avec toutes ses conséquences politiques. »

et dans un pays où il y a une mosaïque de République indépendante, se veut parler des catégories socio-professionnelles qui dépendent leurs revendications comme si chaque fois c'était un objectif national. Compte tenu de ces divisions, il y a un devoir de l'État, c'est d'édicter, c'est d'arbitrer entre les intérêts. L'État est seul en mesure de dégager une conception de l'intérêt national. »

« Il faut désormais que la politique contractuelle observe les contraintes nationales telles qu'éditées par l'État dans ses instances parlementaires. Cela reste démocratique comme le vote d'un projet de loi. Il faut, selon M. Papon, saisir [la présente] occasion de remettre en ordre pour faire une véritable redistribution du pouvoir d'achat en France. Il faut engager une répartition nouvelle des fruits de la croissance. Avant de parler de sacrifices, si l'on met les fruits finaux, ce ne serait déjà pas et moi je fais allusion au déficit de la Sécurité sociale. »

« Si la lutte anti-inflation est administrée au pays comme une thérapeutique sacrificielle, ce sera une erreur psychologique. Ce sera une erreur technique. »



(Dessin de BONNAFFE.)

Le déséquilibre du commerce extérieur

(Suite de la première page.)

Les prévisions faites par les pouvoirs publics portaient alors sur un déficit de 7 à 8 milliards de francs des échanges commerciaux pour l'ensemble de l'année 1976, ce qui, sans être négligeable, n'apparaissait tout de même pas catastrophique.

Les très mauvais résultats de juillet et d'août annoncent-ils un renversement de tendance ? En juillet, les achats de pétrole, qui s'élevaient considérablement gonflés (+ 27 % en un mois), expliquaient à eux seuls l'apparition d'un important déséquilibre. Cette cause de déficit eut raison mal éclaircie (stockage plus ou moins spéculatif, sécheresse, usage immodéré de l'automobile...) ne pouvait pas disparaître rapidement, nous l'avons souligné (le Monde daté 15-16 août). En août la facture du pétrole a encore été plus forte : 6,16 milliards de francs, contre 6,18 milliards de francs en juillet, alors qu'elle était restée limitée à 5 milliards de francs en moyenne mensuelle au cours du début de l'année.

Non seulement les volumes importés augmentent, pour des raisons qui continuent de nous étonner de l'absence de rapports avec une croissance économique ralentie, mais le pétrole payé en dollars, qui arrive maintenant dans les ports français après avoir été embarqué à deux mois, subit à plein l'effet de la décade du franc (5 % depuis juin) : il vaut donc plus cher.

La baisse du franc joue évidemment sur l'ensemble des importations. Les experts ont calculé que 1 % de décade du franc par rapport au dollar coûtait au pays 100 millions de francs supplémentaires par mois. Le calcul est facile et hélas inépuisable : ce sont 500 millions de francs que coûte chaque mois la mauvaise tenue du franc sur le marché des changes, soit quelque 6 milliards de francs en année pleine...

Troisième facteur de déséquilibre, plus important encore : la sécheresse. On ne dispose pas encore de statistiques assez précises pour savoir exactement quels achats à l'étranger entraînent le manque d'eau. Du beurre probablement, dont les stocks n'étaient pas assez importants pour compenser la baisse de production. Mais pour le reste ? On ne sait pas non plus très bien quelles ventes de produits agricoles se sont ralenties : des céréales, du bétail probablement.

Toujours est-il que les importations de produits agricoles — y compris celles des industries alimentaires — sont passées de 2,9 milliards de francs en juillet à 3,5 milliards de francs en août (+ 20,7 %). Elles n'avaient pas dépassé 2,7 milliards de francs en août 1975 (+ 29,6 % en un an). Tout naturellement et pour les mêmes motifs, les exportations de produits agricoles sont revenues de 3,7 milliards de francs en juillet à 3,2 milliards de francs en août, soit une baisse de 14,3 % en un mois (+ 6 % en un an). Le jeu cumulé de la montée des importations et de la baisse des exportations a entraîné en août, dans ce seul secteur agricole, une perte de 1,1 milliard de francs.

APRÈS UN NOUVEL ENTRETIEN AVEC LE PREMIER MINISTRE La C.G.C. reste réservée à l'égard des intentions du gouvernement

Après deux nouvelles heures d'entretien, jeudi 18 septembre, avec le premier ministre, M. Raymond Barre, le président de la C.G.C., M. Yvan Charpentier, n'est pas sorti très optimiste de l'hôtel Matignon.

« La discussion a été longue et dure », laisse-t-on entendre à la C.G.C., mais M. Yvan Charpentier se refuse à donner d'autres précisions si ce n'est sur le calendrier. A la suite de la promesse, en mars dernier, de l'ancien premier ministre, M. Jacques Chirac, d'élaborer une concertation annuelle avec la C.G.C., un copieux document comprenant cent trois points sur l'emploi, les salaires, la Sécurité sociale, le logement, la fiscalité, etc., avait été déposé chez le premier ministre.

M. Raymond Barre a repris le dossier : il en a discuté longuement avec le président de la C.G.C. et il enverra une lettre à la C.G.C. avant la fin de la semaine prochaine. Il y aura certainement des réponses négatives à certains de nos questions, prévient la C.G.C., qui se refuse cependant à faire le moindre pronostic. Mais la C.G.C. affirme qu'elle prendra position après les discussions du conseil des ministres du 22 septembre et réception de la lettre de M. Barre.

La date de la réunion du comité confédéral extraordinaire a été reportée du 18 au 25 septembre.

LES CADRES F.O. : les projets « anti-sécheresse » du gouvernement sont inacceptables

La fédération nationale des ingénieurs et cadres Force ouvrière critique sévèrement dans un communiqué les propositions gouvernementales pour venir en aide aux victimes de la sécheresse. Elle qualifie de « inacceptable » le projet de « faire payer aux cadres par une surimposition l'addition de la sécheresse ».

Elle constate « l'absence d'une liaison entre les solutions envisagées et la volonté de combattre les fantasmagoriques inégalités qui caractérisent la structure des revenus en France, y compris celles de la sécheresse elle-même. (...) A ce jour, la seule cohérence évidente de l'action gouvernementale, poursuit la F.N.I.C., outre la volonté de ne rien changer à l'économie de profit, semble être celle de diviser et d'opposer les Français entre eux : agriculteurs contre salariés, cadres contre non-cadres, organisations syndicales entre elles, etc. »

« Nous sommes une solidarité nationale. »

La Commission européenne n'envisage pas d'aides directes aux agriculteurs victimes de la sécheresse

La Commission européenne n'envisage pas d'accorder des aides directes aux agriculteurs victimes de la sécheresse, a indiqué, jeudi 18 septembre, M. Pierre Lardinois, chargé des questions agricoles au sein de cette Commission. Selon M. Lardinois, les consommateurs européens ne connaissent vraisemblablement ni l'existence ni l'ampleur de la flambée des prix des mois à venir en raison des réserves dont dispose la Communauté.

De son côté, M. Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), après avoir rappelé que « depuis trois ans l'insuffisante revalorisation des prix agricoles a déjà été une contribution importante de l'agriculture à la lutte contre l'inflation et a constitué une véritable subvention à la consommation, sans que les Français en aient pris conscience », conteste l'évaluation des dommages causés par la sécheresse faite récemment par la commission des comptes de l'agriculture.

« Cette évaluation, déclare M. Perrin, a été effectuée sur la base d'une comparaison avec les prix de 1975. Or les résultats de 1975 faisaient ressortir pour la deuxième année consécutive une baisse importante du revenu agricole. »

Devant cette situation nouvelle, qui ne permet pas une indemnisation équitable de l'ensemble des producteurs, l'APCA estime que « les compensations doivent aller en priorité aux éleveurs et à ceux dont les revenus sont les plus bas de la nation. »

Par ailleurs les brasseries, dans le but de « ramener à leurs justes proportions » les déclarations faites à propos des « profits exceptionnels » qu'ils auraient réalisés du fait de la sécheresse, proposent d'une part, que les ventes soient augmentées de 7,63 % pendant les huit premiers mois de l'année et, d'autre part, que les prix à la production soient libérés, une seule hausse de 4 % a été autorisée par les pouvoirs publics depuis le 1^{er} juillet 1976.

D'autre part, des agriculteurs ont mené des piquets sur la chaussée de toutes les routes conduisant à Rouen, dans la nuit de jeudi à vendredi. Cette opération a été revendiquée par la F.D.S.E.A. et le C.D.J.E.A. dans le cadre des revendications concernant l'indemnisation des dégâts provoqués par la sécheresse.

EN ESPAGNE, le coût de la vie a augmenté de 0,8 % en août, soit un taux d'inflation de 12,6 % pour les huit premiers mois de l'année, contre 9,8 % l'année dernière pour la même période.

ERRATUM. — Dans nos éditions du 17 septembre, page 27, une coquille typographique nous a fait écrire dans l'article concernant l'adjudication d'or du F.M.I. : « Les 730 000 onces (environ 74 tonnes) ». Il fallait lire « environ 24 tonnes », comme cela était dit dans le bulletin de la page 1 intitulé « La Baisse de l'or arrêtée ».

ALAIN VERNHOLLES.

EN ALLEMAGNE DE LOUEST, l'indice des prix à la production a augmenté de 0,2 % en août, contre 0,5 % en juillet. En un an (août 1975 comparé à août 1976), la hausse des prix à la production est de 4,7 %. Les prix de gros ont eux aussi augmenté de 0,3 % en août, après être restés stables en juin et juillet. En un an (août 1975 comparé à août 1976), la hausse est de 8,5 %.

LE TRAFIC S.N.C.F. sur la banlieue de Paris-Montparnasse n'était assuré ce vendredi 18 septembre qu'à 60 % et à 40 % sur la banlieue Paris-Invalides. Ces perturbations étaient dues à une grève des agents d'accompagnement des trains lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T., qui devaient se terminer le 18 septembre à 6 heures. Le conflit, de caractère local, porte sur les conditions de travail de ces agents (établissement des « roulements »).

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel

Pour toute information s'adresser : R.N.U.R. B.P. 142 92109 Boulogne-Billancourt

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

LES FABRICANTS D'ÉQUIPEMENT ET DE MATÉRIEL D'ENTRETIEN DE L'AUTOMOBILE SONT OPTIMISTES

Les industries d'équipement et d'entretien de l'automobile ont actuellement le vent en poupe : un sondage portant sur des entreprises effectuant 38 % du chiffre d'affaires de la profession révèle une progression de 21 % de l'activité en volume au cours du premier semestre 1976, correspondant à peu près à celle enregistrée dans la construction automobile (+ 22,7 %).

Cette amélioration se produit après un exercice 1975 très médiocre. Le chiffre d'affaires global ayant diminué de 3,8 % à 15 milliards de francs (il avait déjà chuté de 4 % en 1974). Ce chiffre se répartit à raison de 36 % pour les fournisseurs aux constructeurs (premier semestre), 28 % pour les rechanges (second semestre) et 36 % pour les exportations : ces dernières ont vivement progressé en 1975 (+ 30 % en volume), tandis que la part de la seconde monte fléchissant quelque peu à par suite de l'amélioration de la qualité et de l'allongement de la durée des produits livrés.

BILLET

Habillement masculin : un Salon prometteur, mais...

Si chaleur et sécheresse ont attristé les marchands de parapluies, les fabricants de maillots de bain, eux, se frottent les mains. Les ruptures de stocks intervenues ont été chez leurs détaillants un véritable boom au niveau de la fabrication. Les professionnels de l'habillement masculin sont également satisfaits : le nombre de visiteurs à leur dernier salon a progressé de plus de 30 % par rapport à l'an dernier. Les clients qui, du fait de la chaleur, ont délaissé les vêtements d'hiver, ont désormais besoin maintenant de vêtements chauds.

Mais l'évolution des échanges commerciaux avec l'étranger continue d'inquiéter. Les exportations de vêtements masculins ont baissé de 3 % en un an, tandis que les importations progressaient de 19 %. Le taux de couverture

n'est plus que de 88,3 %. Les professionnels se plaignent du déferlement des importations en provenance des « faux pays sous-développés » : Singapour et la Corée du Sud notamment. « Il faut mettre de l'ordre sur le marché mondial en accord avec les Américains et les Japonais », dit M. Hofmann, président de l'Association européenne des industries de l'habillement.

Les salariés eux aussi font leurs comptes à l'occasion de la semaine d'action syndicale C.G.T.-C.F.D.T. de l'habillement. Les salaires ne sont pas très élevés : 1 527 F par mois en moyenne (au rendement) en septembre 1975, d'après leurs calculs. Les problèmes d'emploi ne sont pas résolus. On ne réembauche pas et l'habillement a perdu 20 % de ses effectifs (60 000 personnes) de 1972 à 1975.

C.I.I.-HONEYWELL-BULL FABRIQUERA UN GRAND ORDINATEUR TRÈS PROCHE DE L'ANCIEN PROJET X4 D'UNIDATA.

A une semaine de l'ouverture du SICOB, M. Jean-Pierre Brûlé, P.-D.G. de C.I.I.-Honeywell-Bull, a défini le 16 septembre devant la presse les grandes lignes de la stratégie de sa société en matière de produits. L'une des multiples difficultés de la fusion entre C.I.I. et Honeywell-Bull résidait dans la présence d'un parc disparate d'ordinateurs : 170 de la C.I.I., Série 7700 de la défunte association européenne Unidata (entre C.I.I. Philips et Siemens) et 56 de 90 du groupe Honeywell.

L'objectif de la nouvelle société, a affirmé M. J.-P. Brûlé, est d'aboutir à l'horizon 1982-1985 d'une ligne unifiée d'ordinateurs. Ce projet porte un nom : Unisys. Avant d'en arriver là, C.I.I.-H.B. franchira une étape intermédiaire. Le problème le plus urgent consistait à répondre aux inquiétudes des utilisateurs d'Iris 80, fabriqués par C.I.I. Après de longues études, C.I.I.-H.B. a décidé de leur proposer des machines baptisées Y 4, Y 4.1, Y 4.2, Y 4.3, Y 4.4, Y 4.5. En fait, il s'agit pour l'essentiel de reprendre le projet X 4, X 5, prévu dans le cadre de l'ancien accord Unidata, en l'adaptant pour permettre l'utilisation de périphériques communs. Les Y 4, Y 4.1, Y 4.2, Y 4.3, Y 4.4, Y 4.5 seront fabriqués à l'usine d'Angers, certaines parties pouvant être fournies par l'ancienne usine de la C.I.I. à Toulouse.

● **ATTRIBUTION D'AUTORISATIONS D'IMPORTATION** et de mise à la consommation de fuel lourd pour les industries. Le ministre de l'Industrie et de la recherche rappelle, dans un communiqué, que les entreprises désirant bénéficier de la procédure pour l'attribution à des consommateurs industriels d'autorisations spéciales d'importation de fuel oil lourd pour la saturation de leurs propres besoins, doivent en informer la direction des carburants avant le 30 septembre.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société KAYS envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 53.450 m² couverts à RABAT (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé avant le 30 septembre 1976 leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société KAYS, 9, Charil-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFRÉRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— MM. BENCHENSI et BIKARBASS, architectes D.P.L.G., 38, rue Youssouf-Ben-Tachfine à RABAT.

— Au siège de la Société KAYS, 9, Charil-Tabless à RABAT.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société RACHIDIA envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 24.967 m² couverts à MARRAKECH (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé avant le 30 septembre 1976 leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission, qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFRÉRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— M. Abdessalam MENUJLI, architecte DESA, 58, Zankat-Tensiff à Rabat.

— Au siège de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à Rabat.

ÉNERGIE

La C.F.P. ne veut plus investir dans les pays en voie de développement

La Compagnie française des pétroles (C.F.P.) a décidé de concentrer désormais ses efforts de prospection sur des régions économiquement sûres, c'est-à-dire principalement l'Europe, l'Australie et l'Amérique du Nord. En revanche, dans les pays en voie de développement, elle accroîtra ses activités de services — notamment commerciaux — pour le compte des gouvernements de ces pays.

C'est ce qu'a annoncé M. René Granier de Lillan, président de la C.F.P., le 16 septembre lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a présenté l'évolution de l'activité du groupe et défini ses nouvelles orientations.

Jusqu'à présent, dans le domaine de l'exploitation pétrolière, les résultats ont été divers selon les régions. Négatifs au Pérou, en Bolivie, Birmanie et Angola, ils sont encourageants en Amérique du Nord (le Labrador) et positifs en Colombie. En dehors du Moyen-Orient — principal centre d'intérêt du groupe — la C.F.P. accomplit ses activités en mer du Nord (la production de gaz devrait débuter en 1977 à Frigg).

en Indonésie et en Algérie où ses enlèvements vont passer de 7 à 10 millions de tonnes par an. Le président de la C.F.P. a aussi annoncé un effort de diversification par une utilisation plus grande des dérivés du pétrole et un développement de ses activités dans des domaines tels que l'énergie atomique, les mines d'uranium, celles de charbon et l'énergie solaire.

Pour les trois prochaines années, les investissements consentis — de 10 à 12 milliards de francs — seront consacrés pour 28 % à l'exploration, pour 38 % au raffinage et à la distribution, pour 5 % au nucléaire et aux activités minières et pour 6 % à la pétrochimie.

HAUSSE DE L'ESSENCE : en deux temps ?

La hausse du prix de l'essence, retardée par le changement de gouvernement, pourrait se faire en deux étapes, estime-t-on dans les milieux professionnels.

Le premier train de hausse interviendrait dès la fin du mois de septembre et correspondrait à la répercussion des augmentations des coûts d'approvisionnement en pétrole brut, dues notamment à la dévaluation du franc par rapport au dollar. En revanche, selon ces milieux, l'augmentation des taxes sur l'essence, soit pour financer les conséquences de la sécheresse, soit pour participer au redressement de l'économie en général, nécessite la réunion du Parlement et un vote. Il est probable que cette hausse entraînera un renouvellement partiel du parc de pompes à essence, un quart des pompes à service ne pouvant indiquer, pour des raisons mécaniques, un prix supérieur à 2 francs.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société KAYS envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 53.450 m² couverts à RABAT (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé avant le 30 septembre 1976 leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société KAYS, 9, Charil-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFRÉRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— MM. BENCHENSI et BIKARBASS, architectes D.P.L.G., 38, rue Youssouf-Ben-Tachfine à RABAT.

— Au siège de la Société KAYS, 9, Charil-Tabless à RABAT.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société RACHIDIA envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 24.967 m² couverts à MARRAKECH (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé avant le 30 septembre 1976 leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission, qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFRÉRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— M. Abdessalam MENUJLI, architecte DESA, 58, Zankat-Tensiff à Rabat.

— Au siège de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à Rabat.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société RACHIDIA envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 14.807 m² couverts à CASABLANCA (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé, avant le 30 septembre 1976, leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission, qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFRÉRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— M. Abderrahim CHARAI, architecte D.E.S.A., 8, rue Saint-Dia à Casablanca.

— Au siège de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à Rabat.

REJETANT LES ACCUSATIONS DE « CARTELLISATION »

Bonn n'entend pas s'opposer au groupement rassemblant les sidérurgistes allemands, néerlandais et luxembourgeois

Bonn. — « Un cartel, quel cartel ? » C'est la réponse que l'on s'attire invariablement en République fédérale tant des milieux industriels que des pouvoirs publics ou des syndicats ouvriers lorsqu'on évoque le groupement des sidérurgistes allemands, néerlandais et luxembourgeois (I).

Les Allemands veulent bien reconnaître que la création du Groupement économique international, rassemblant les sidérurgistes de R.F.A., des Pays-Bas, ainsi que la Société luxembourgeoise Arbed et son antenne belge Sidmar, n'a peut-être pas été assez expliquée, mais ils ne comprennent pas les réactions qu'elle a provoquées en France et, dans une moindre mesure, à Bruxelles.

L'industrie proteste de ses bonnes intentions et les pouvoirs publics suivent avec distance une affaire « relevant du secteur privé ». Pour tous, l'émotion ressentie en France s'expliquerait par une simple coïncidence et par une confusion. Dans le même temps où était annoncée la création du Groupement économique international, des sidérurgistes allemands demandaient en effet l'autorisation à la Commission de Bruxelles de créer deux « groupes de rationalisation ». Des observateurs peu avertis auraient alors mélangé deux démarches totalement indépendantes, l'affaire prenant ainsi des proportions qu'elle n'aurait jamais dû avoir.

Le Groupement économique international, fondé le 1^{er} juillet dernier, a pour but, selon ses statuts, de représenter ses adhérents à l'extérieur, notamment vis-à-vis de la Commission de Bruxelles, et de faciliter les échanges d'informations sur la production, l'emploi, le marché, l'approvisionnement en énergie et en matières premières, l'environnement. Il est d'autre part ouvert à toutes les entreprises sidérurgiques de la Communauté économique européenne. Il a été créé conformément à l'article 48 du traité de la CECA, sans participation du gouvernement fédéral allemand et sans que la création, qui, au demeurant, n'était pas nécessaire.

Pas de prix minima de l'acier

Face à ce groupement, le ministère fédéral de l'économie se montre attentif, mais pas méfiant. Il n'a jusqu'à maintenant aucun élément concret qui lui permette de penser que l'association s'élève à des activités de cartel. Dans ces conditions, il ne veut pas attenter à la liberté de coalition. C'est également le point de vue défendu par les syndicats ouvriers.

Les « groupes de rationalisation » ont une longue histoire. A la suite de la précédente crise de 1967, avaient été créés en R.F.A. quatre comités de vente des aciers laminés, organismes qui avaient été autorisés par la haute autorité de la CECA jusqu'au 30 juin 1971. A cette date, la commission de Bruxelles avait autorisé leur remplacement par quatre « groupes de rationalisation », qui rassemblaient sur une base géographique des entreprises passant entre elles des accords de production ; ces groupes devaient se faire concurrence entre eux. L'autorisation a été prorogée jusqu'à la fin de cette année pour deux groupes (2), les deux autres ayant cessé leurs activités à la suite des fusions Thyssen-Rheinsteel et Hoesch-Hoogovens.

De nouvelles autorisations viennent d'être demandées pour le groupe « nord » comprenant Klockner-Magnum, Krupp et

De notre correspondant

Salzgitter, et le groupe « sud » avec Dilligen, Arbed, Neunkirchen.

Alertée par ses services — aussi bien que par plusieurs gouvernements, dont celui de Paris, — la Commission européenne s'est émue des projets de groupement allemands. Elle a présenté, le 21 juillet, un certain nombre de mesures visant à éviter les répercussions les plus fâcheuses d'une nouvelle récession dans la sidérurgie (3). Le plus grand des commentateurs y ont vu un contre-feu au projet allemand, ayant pour but, ajoutaient certains, de rendre inutile le « groupement ». Puis que Bruxelles propose un dispositif anti-crise communautaire, M. Simonet, commissaire européen, a été présenter ce plan aux neuf capitales durant l'été.

Dans les milieux gouvernementaux allemands, on se félicite « en principe » de ces propositions. M. Simonet serait d'ailleurs reparti de Bonn avec une impression favorable, après ses entretiens avec M. Friderichs, ministre de l'économie. Les Allemands émettent pourtant quelques réserves. Ils accueillent positivement la volonté de Bruxelles d'encourager un marché libéral, l'idée de prévisions globales de production et de consommation, les tentatives pour prévenir les crises. Mais ils refusent la fixation par la Commission européenne de prix minima, de quota de production « individualisés » par société, ou de restrictions à l'importation. Sur ce point, il n'y a pas de divergence entre les responsables de l'économie et les milieux industriels.

Dans une réponse à un député, M. Schlecht, secrétaire d'Etat au ministère de l'économie, vient de définir clairement la position gouvernementale. « Les prévisions de production et de consommation, la surveillance statistique du marché et la coopération internationale doivent permettre d'éviter de recourir aux mesures prévues par le traité en cas de crise. Mais on ne doit pas non plus créer de nouveaux instruments dirigés non prévus par le traité et assouplir les conditions fixées dans le traité pour la mise en œuvre des mesures antérieures. »

Le ministre rejette également toute idée de cartellisation : « Il ne saurait être question », écrit M. Schlecht, de créer des points de cristallisation pour des arrangements incompatibles avec les règles de concurrence du traité de la CECA. »

Les réactions françaises ne sont-elles alors que la conséquence de malentendus ? Il est vrai que les industries sidérurgiques françaises et allemandes évoluent dans des conditions politiques et économiques différentes, qui ne facilitent pas la compréhension. En R.F.A. la sidérurgie est en pleine phase de restructuration. L'Etat y intervient très peu dans les affaires de l'industrie. L'hostilité à toutes mesures évitant de près ou de loin le dirigisme est très profonde, la crainte d'une bureaucratie omnipotente très présente.

Au sein de la coalition gouvernementale libérale-socialiste, M. Friderichs s'oppose au projet de défense de l'économie de marchés et de la libre entreprise. L'hostilité de principe du ministre de l'économie à la création de cartels doit, d'autre part, être prise au sérieux, et les autorités anticartels ouest-allemandes sont extrêmement soupçonneuses.

Il reste que l'on ne saurait prendre pour argent comptant des déclarations d'intentions ou les statuts anodins du fameux Groupement économique international. S'ils ne se recouvrent pas, les « groupes de rationalisation » et cette nouvelle association

internationale se complètent fort bien. Ce qui ne saurait surprendre, puisqu'il s'agit des mêmes entreprises.

Il est significatif que Français et Allemands n'aient pas la même conception de la « mission » de M. Simonet. Lors du « sommet » franco-allemand de Hambourg des 5 et 6 juillet (4), M. d'Ornano et Friderichs avaient, dans un communiqué, invité la Commission de Bruxelles à se mettre au travail. Dans l'esprit des responsables français, les propositions communautaires devaient avoir pour but de rendre sans objet le Groupement économique international. Pour les Allemands, au contraire, l'objectif était de préparer un « document antérieur » sans lien avec les regroupements annoncés, qui resteraient dans les tiroirs aussi longtemps que la conjoncture serait favorable.

Les nouvelles difficultés qui apparaissent actuellement sur le marché de l'acier faciliteront peut-être un compromis.

DANIEL VERNET.

(1) Le Monde des 7 février et 9-10 mai.
(2) Le Monde du 30 juillet.
(3) Le Monde des 8 et 22 juillet.
(4) Le Monde du 8 juillet.

● **LA BANQUE D'ANGLETERRE**, renforçant son dispositif de défense de la livre sterling (le taux de l'escompte a été relevé la semaine dernière de 11,5 à 13 %), vient d'imposer aux banques ainsi qu'aux Finance Houses, un pourcentage additionnel de dépôts spéciaux, qu'elle porte ainsi de 3 à 4 %, taux qui s'ajoute au pourcentage des réserves obligatoires de 10 % de 1973. Cette mesure va éponger quelque 381 millions de livres (3 milliards de francs) de liquidités.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société RACHIDIA envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 24.967 m² couverts à MARRAKECH (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé avant le 30 septembre 1976 leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission, qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFRÉRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— M. Abdessalam MENUJLI, architecte DESA, 58, Zankat-Tensiff à Rabat.

— Au siège de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à Rabat.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société RACHIDIA envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 14.807 m² couverts à CASABLANCA (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé, avant le 30 septembre 1976, leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission, qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFRÉRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— M. Abderrahim CHARAI, architecte D.E.S.A., 8, rue Saint-Dia à Casablanca.

— Au siège de la Société RACHIDIA, 9, Charil-Tabless à Rabat.

1520

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - La guerre civile au Liban.
3. AMERIQUES
 - Menaces sur l'utopie sud-africaine (II), par Nicole Bernheim.
4. EUROPE
 - LIBRES OPINIONS : « Parlement européen et Constitution », par Jacques Bonducourt.
5. ASIE
 - CAMBODGE : des réfugiés évacuent l'absence de liberté.
6. AFRIQUE
 - La mission de M. Kissinger en Afrique australe.
- 7 à 9. POLITIQUE
 - La préparation des élections municipales : les socialistes se réservent la possibilité de présenter des listes homogènes.
 - Le malaise chez les centristes.
 - L'U.D.R. et l'initiative de M. Chirac.
10. DEFENSE
 - Ventes d'armes et frais de mission.
11. SCIENCES
 - Le premier vol opérationnel de la navette spatiale devrait avoir lieu en 1980.
12. EDUCATION
 - La rentrée scolaire.
 - Le budget des universités en 1977.
13. RELIGION
 - Le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.
14. SPORTS
 - Au tribunal administratif de Paris : « Suis-je un fou dangereux ? »
15. JUSTICE
 - Le tribunal administratif de Paris : « Suis-je un fou dangereux ? »

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- PAGES 19 à 23
- TOURISME : Retournerons-nous aux tropiques ? Zambie, ex-anglais, en Asie du Sud-Est.
 - FLAUBERT DE LA TABLE : Les graves qui rendent joyeux.
 - Mode : Maison ; Jardinage ; Siphonne ; Jeux ; Philatélie.

25 à 27. ARTS ET SPECTACLES

- CINEMA : Ici et ailleurs, de Jean-Luc Godard.

31 à 33. LE XXVI^e SIECLE

- (Salon international de la communication et de l'organisation de bureau)

34. EQUIPEMENT ET REGIONS

- A PROPOS DE... comment parler aux pirates ?

36 à 38. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- CONFLITS ET REVENDICATIONS : les usines sidérurgiques de La Hague sont occupées par une partie du personnel.

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (18)
- Annonces classées (28 à 30)
- Aujourd'hui (18)
- Carnet (24)
- Journal officiel (18)
- Loto (18)
- Météorologie (18)
- Mots croisés (18)
- Bourse (30)

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours général d'administration en ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à de futurs cadres polyvalents, durée environ 9 mois, études à plein temps ou à temps partiel (par correspondance par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent), langue de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances. L'ECL organise également un « Cours supérieur » Préparation à la Direction des Entreprises, réservé aux cadres déjà en fonction. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence.

A B C D E F G

AUCUNE BANQUE CENTRALE N'A PARTICIPE A L'ADJUDICATION D'OR DU F.M.I.

Pour la première fois depuis qu'il effectue des ventes d'or, le Fonds monétaire international (F.M.I.) a revendu l'identité des opérateurs qui se sont portés acheteurs lors de l'adjudication effectuée le 15 septembre.

Trois cent quatre-vingt offres d'achat ont été présentées. Quarante et une ont été retenues, émanant de quatorze souscripteurs. Parmi ces derniers figurent les trois grandes banques suisses (Société de banque suisse, Odeur, Bank et Deutsche Bank), deux banques allemandes (Dresdner Bank et Deutsche Bank), deux banques britanniques (N.M. Rothschild and Sons et Samuel Montagu and Co) et six établissements financiers américains ne figurant pas parmi les plus importants des Etats-Unis. Le F.M.I. n'a pas précisé les quantités d'or allouées à chacun des adjudicataires.

Comme nous l'avions laissé prévoir, aucune banque centrale ne participe à cette adjudication, contrairement à ce qui s'était passé lors des deux premières, qui avaient eu se porter acquéreur la Banque nationale suisse et la Banque de France (par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.). Le vice-président de la Banque nationale suisse, M. Schuermann, a précisé à ce propos, que l'institut d'émission helvétique s'était abstenu parce qu'il estime que les ventes du F.M.I. perturbent le marché du métal précieux.

Sur les marchés internationaux, la forte hausse des cours qui s'était produite jeudi s'est poursuivie, l'once de métal précieux

Nouvelle hausse du deutchemark

Sur les marchés des changes, le fait marquant de la matinée a, une fois encore, été la hausse du deutchemark, qui est apparu vis-à-vis de toutes les devises, le cours du dollar revenant notamment à Francfort de 2,485 à 2,497 D.M.

L'annonce de l'aggravation du déficit de la balance commerciale française en août n'a pas eu d'effet significatif sur le franc, dont les cours, en recul vis-à-vis du deutchemark, ont pu varier par rapport aux autres devises.

QATAR PREND LE CONTROLE TOTAL DE SES RESSOURCES PETROLIERES

Le ministre des finances et des pétroles du Qatar, Cheikh Abdel Aziz ben Khalifa Al-Thani, a signé le 18 septembre, les décrets concernant l'appropriation par l'Etat de l'ensemble de ses ressources pétrolières. Jusqu'à présent, le Qatar ne possédait que 60 % de celles-ci.

Mlle LEPILLEUR CONTINUE SA GREVE DE LA FAIM

Après des kilomètres sur le trottoir de l'ambassade de Roumanie à Paris, malgré trois interpellations par la police du septième arrondissement et deux audiences chez M. Marcel Ghibernac, le ministre-conseiller roumain, Mlle Marie-Andrée Lepilleur refuse toujours de s'installer dans le logement qui lui a été attribué. Cette fait maintenant sept jours que la jeune psychologue de Cherbourg fait le siège de l'ambassade roumaine à Paris pour obtenir une autorisation de mariage pour elle et son fiancé roumain (cf. le Monde du 15 septembre).

Mlle Lepilleur ne veut pas se contenter de vagues promesses. Elle fait ainsi allusion au propos du ministre-conseiller qui l'a repoussé pour lui préciser que les autorités de Bucarest ne semblaient en fait pas hostiles au mariage. Mais Mlle Lepilleur veut des « preuves concrètes de cette bonne volonté du gouvernement de Roumanie ». Selon la jeune femme, « elle a été également reçue jeudi au ministère des affaires étrangères » — voulant que ce soit mon action. Je n'ai pas d'autre moyen de me faire entendre, je continuerai tant que je n'aurai pas obtenu l'autorisation de mariage.

Ce vendredi, la jeune fille comptait revenir devant l'ambassade. Elle a trouvé refuge chez une commerçante de la rue de l'Exposition pour ne plus être interrompue par la police. Elle boit de l'eau sucrée.

Le numéro du « Monde » daté 17 septembre 1976 a été tiré à 588 008 exemplaires.

REVENUS ELEVES

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60%**
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIETE DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

28, bd d'Italie 800 A/B/R 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7
Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz



En Egypte

LE PRESIDENT SADATE EST REELU A LA TETE DE L'ETAT A LA QUASI-UNANIMITE

Le Caire. — Le quotidien officiel Al-Ahram cite ce vendredi matin 17 septembre le pourcentage de 99,93 % de « oui » au référendum par lequel les électeurs égyptiens ont élu Sadate à la présidence de la République. Lors de son élection à la présidence, également par référendum, après la démission de Nasser en 1970, M. Sadate avait obtenu un peu plus de 90 % de « oui » par rapport aux suffrages exprimés. Plus de sept cent mille personnes avaient répondu « non ». Le pourcentage des abstentions avait été de 15 % des électeurs inscrits.

Pour la réélection du second Rais, neuf millions et demi de personnes étaient inscrites sur les listes électorales, soit à peu près la moitié des citoyens en âge de voter. La plupart des femmes, pour lesquelles le vote n'est pas obligatoire, ne se sont pas portées sur les listes. Quant aux hommes, nous avons pu constater, à l'occasion de cette élection présidentielle, que nombre d'entre eux ne votaient pas, malgré l'amende (environ 10 F) dont ils sont théoriquement menacés.

La réélection du Rais n'a donné lieu à aucune campagne électorale. Le Conseil du peuple (Parlement) avait proposé à l'unanimité aux électeurs la candidature du président sortant, héros de la guerre d'octobre. Quatorze personnes en général de simples citoyens, avaient fait également acte de candidature, mais sans rencontrer le moindre succès. Parmi les défaits ou dans la population. Les élections législatives, les 28 octobre et 4 novembre prochains auront un caractère plus démocratique puisqu'elles se dérouleront sous le signe du retour au pluralisme politique.

J.-P. P.H.

MALAISE DANS LES RELATIONS AMERICANO-YOUGOSLAVES

Depuis quelques semaines, les relations américano-yougoslaves sont assez tendues. La récente odyssee des pirates de l'air croates dans les eaux de l'Etat de New York a provoqué des propos aigres-doux.

Belgrade a protesté énergiquement auprès du département d'Etat contre « les activités militaires des pirates de l'air croates ». L'initiative du F.B.I. ont autorisé la publication dans la presse américaine d'un long tract du Front nationaliste croate. Après avoir combattu les accusations yougoslaves étaient « démenties de tout fondement », les Etats-Unis ont répliqué sans tarder en exprimant « leur grave inquiétude » devant l'insécurité des relations yougoslaves qui, selon eux, viennent de laisser passer « Carlos », terroriste international.

Cette polémique survient deux mois après l'admission de l'Etat de New York à l'Organisation des Nations Unies. Le président Tito avait alors reproché au diplomate de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Yougoslavie.

La visite que M. Eric Honecker, secrétaire général du parti communiste de la République démocratique allemande, a faite en octobre en Yougoslavie a été annulée, annonce-t-on officiellement à Belgrade.

L'ambassadeur de Tunisie, M. Hedi Mabrouk, a été reçu, jeudi 16 septembre, au Quai d'Orsay par M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères. Le ministre et l'ambassadeur ont procédé, indique-t-on de source tunisienne, à un large examen de tous les aspects des relations bilatérales franco-tunisiennes. Ces relations, ajoute-t-on, sont « exemplaires et privilégiées ».

Les prix Eragme ont été remis, jeudi 16 septembre à Leyde (Pays-Bas) à M. René David, professeur à droit comparé à Aix-en-Provence, et à M. Dirk Borner, président de l'Institut d'Amnesty International. Pour la première fois, ces prix, d'un montant de 72 000 F chacun, n'ont pas été remis par le prince Bernhard, qui les a créés en 1958. M. David, huitième Français lauréat, a reçu le prix notamment pour ses contributions à la construction d'un système juridique dans certains pays du tiers-monde.

Ecole d'orgue
1 heure par semaine - 140 F par mois
35 F des repas
ORGUES
hamm
135/139 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 544 35-65

Les experts japonais veulent démonter le Mig-25 soviétique qui a atterri à Hakodate

Tokyo (Reuter). — Les experts japonais ont trouvé le moyen de démonter le Mig-25 soviétique, qui a atterri le 6 septembre à Hakodate, a annoncé jeudi 16 septembre un porte-parole de l'Agence de défense. Mais les techniciens ne peuvent encore transporter l'avion sur une base militaire. Il se trouve toujours sur la piste de l'aéroport civil d'Hakodate.

Les experts sont capables de démonter les ailes et l'empennage, mais le fuselage est encore trop grand pour pouvoir être transporté par l'appareil de transport C-1, le plus gros que possède le Japon. Aussi, a-t-il été décidé, étudier la possibilité d'emprunter à l'armée américaine un de ses appareils géants, Galaxy.

Une source américaine de Tokyo indique que les Etats-Unis sont prêts à fournir l'aide nécessaire. Le porte-parole de l'Agence de défense japonaise a précisé que d'autres ministères devaient être consultés avant que soit donné l'ordre de démonter l'appareil. L'Agence de défense estime qu'elle se doit d'effectuer une étude détaillée de l'appareil, car il constitue une menace éventuelle contre le Japon, a déclaré le porte-parole. Au ministère des affaires étrangères, on affirme que la question de savoir si l'appareil devrait être rendu à l'Union soviétique sera discutée « dans quelques jours ».

Vingt-six minutes d'impunité...

Pendant vingt-six minutes avant de se poser, le lundi 6 septembre — sans contact radio avec la tour de contrôle — sur l'aéroport civil de Hakodate, le pilote du Mig-25 soviétique a réussi à déjouer les radars japonais au sol et les avions d'interception envoyés à sa rencontre. C'est, pour l'instant, la principale des préoccupations manifestées par les Etats-majors et les services de renseignements occidentaux après l'atterrissage de cet avion soviétique des plus perfectionnés, qui est actuellement classé « par plusieurs spécialistes ».

La preuve est donc faite que le Mig-25 est vraisemblablement doté de moyens de contre-mesures électroniques qui lui permettent — même dans les mains d'un pilote débutant qui n'avait qu'une trentaine d'heures d'expérience à bord d'un tel avion de combat — de tromper ou de prendre en défaut une défense adverse. Entre le moment où, à 5 600 mètres d'altitude, le Mig-25 a disparu des écrans des radars japonais qui l'avaient détecté à 320 kilomètres à l'ouest de l'île Hokkaido et le moment où, à 300 mètres d'altitude, il a été aperçu à l'œil nu, en navigation d'approche, par les autorités de l'aéroport civil de Hakodate, il s'est écoulé vingt-six minutes pendant lesquelles deux avions F-4 de l'armée de l'air japonaise, après avoir décollé de Chitose, ne sont pas parvenus à l'intercepter. De tout évidence, le Mig-25 du lieutenant Belenko a faussé la compagnie à la détection japonaise en volant au ras des flots, en toute sécurité, à l'intérieur même de l'espace aérien nippon.

Cette capacité offensive de l'avion soviétique inquiète les Etats-majors, qui peuvent alors imaginer ce que le Mig-25 — si son pilote avait eu des velléités agressives — aurait pu accomplir contre le Japon pendant ces vingt-six minutes d'impunité. D'ailleurs, l'incident, du reste, d'autres avions aux missions mal identifiées ont réussi à pénétrer dans l'espace aérien japonais. Pour la seule journée du 6 septembre, dans les parages de l'île Hokkaido, les radars japonais ont enregistré jusqu'à seize vols d'avions soviétiques durant les douze heures qui ont suivi l'atterrissage du Mig-25.

Sans armes

L'inspection de l'appareil devrait réserver encore d'autres surprises. Les services spécialisés d'attachement à analyser les moyens de contre-mesures électroniques à l'équipement radio et ses fréquences, les allages et les composants à la cellule et, surtout, le radar à longue portée et à basse altitude qui permet au Mig-25 d'identifier, puis de détruire, des cibles mobiles — avions ou missiles adverses — qui évoluent au-dessus de lui, et d'acquiescer ainsi la suprématie aérienne.

En se posant au Japon, l'avion du lieutenant Belenko était dépourvu de ses systèmes d'armes, notamment de ses missiles air-air, qui auraient tant intéressé les experts occidentaux. Le Mig-25 appartenait à un groupe, au total de trois avions identiques, en simple état de maintenance. Le pilote, qui préparait d'ailleurs son opération depuis un an, a précipitamment abandonné sa formation en descendant à l'altitude d'une cinquantaine de mètres pour échapper à la détection soviétique. C'est la raison pour

laquelle le Mig-25 avait, en naviguant à si basse altitude, consommé jusqu'à 95 % de son carburant à l'atterrissage. Mais, si les Etats-majors occidentaux ont peu de chances de pouvoir « décrypter » l'armement du Mig-25, en revanche ils devraient disposer des ordres d'opérations et de certains documents de bord classifiés exportés par le lieutenant Belenko pour monnayer sa demande d'asile politique.

Du même coup, les services de renseignements pourrissent vérifier concrètement la qualité et l'authenticité des informations qu'ils avaient accumulées de diverses sources, sur le Mig-25, depuis de nombreuses années. Ce n'est pas l'un des moindres résultats de cette affaire que d'observer — comme tel semble être d'ores et déjà le cas — que le Mig-25 soviétique est un peu moins rapide que prévu, même s'il continue de surpasser en vitesse les avions occidentaux actuels.

JACQUES ISNARD.

UN F-14 A LA MER

Washington (A.P.). — Un nouveau modèle de chasseur américain, le F-14 Tomcat, s'est penché sur la mer depuis un missile Phoenix, est tombé le mardi 14 septembre à la mer depuis le pont du porte-avions John F. Kennedy et est parvenu à se poser à une centaine de kilomètres au nord-ouest de l'Ecosse, rapporte le Washington Post du 17 septembre.

D'après le journal, un bâtiment soviétique croise depuis l'incident dans la zone et les Américains tentent l'impossible pour repêcher l'appareil. « Le F-14 de la marine apprendrait aux Soviétiques plus de secrets que ce que les Américains espèrent obtenir le jour de l'examen du Mig-25 soviétique » actuellement au Japon, écrit le quotidien de Washington.

Le F-14 Tomcat, conçu par Grumman, est un chasseur embarqué qui dispose d'une vitesse variable (les ailes se déployant le long du fuselage au décollage ou à l'atterrissage et se repliant à grande vitesse). Il peut atteindre deux fois et demi la vitesse du son.

PRIX SPECIAUX PENDANT TRAVAUX

Pour compenser la gêne inévitable occasionnée par les considérables travaux effectués dans nos magasins, nouveaux locaux de vente, escaliers, aménagements,

PRIX EXCEPTIONNELS SUR DE TRES NOMBREUX TISSUS D'AMEUBLEMENT

VELOURS, IMPRIMES, JACQUARDS,

TOILES, TAPISSERIES, SATINS, ETC.

NOUVELLES COLLECTIONS TISSUS "COUTURE"

AUTOMNE-HIVER 1976-77

RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

(Publicité)

VALAIS-SUISSE

Groupe construisant dans plusieurs stations touristiques valaisannes d'été et d'hiver cherche

ORGANISATIONS ET PARTICULIERS POUR COLLABORER A LA VENTE D'APPARTEMENTS

Inscription garantie dans le Registre foncier suisse

Pour traiter : Project 10 SA, 28, avenue de la Gare - CH-1951 Sion
référence MR

Je paye 1.50